

Des armes françaises pour les Saoudiens

La commande passée à la France par les forces saoudiennes de sécurité intérieure de matériels militaires évalués à 2 500 millions de francs redonne du tonus à une industrie de l'armement qui s'essouffait, à l'image de ses rivaux étrangers condamnés à réussir quelques « coups », ici ou là, sur un marché longtemps prospère mais maintenant sur le déclin.

Depuis quatre ans, le recul du commerce international des armes est sensible, partout, dans le monde. Entre 1981 et 1984, le montant de ces commandes à l'exportation a été supérieur, chaque année, à 50 milliards de dollars. Depuis 1984, la tendance est à la baisse, tous producteurs confondus : à peine 34 milliards de dollars en 1986 et, probablement, moins de 32 milliards en 1987 selon des estimations encore provisoires. La chute des cours du pétrole ou des autres matières premières et le fort endettement des pays clients expliquent la fin de l'« âge d'or » de ces ventes.

Tout en demeurant au troisième ou au quatrième rang dans ce commerce mondial, selon que la Grande-Bretagne la devance ou non au fil des bilans annuels, la France n'a pas échappé à ce renversement de tendance : le recul a commencé après 1985, et il s'est aggravé en 1987, avec un solide des échanges de la balance commerciale qui s'est dégradé lorsqu'elle a acheté des armes-missiles aux États-Unis.

La conclusion, si simple qu'elle doit pas faire illusion, c'est que les Saoudiens montrent ainsi à quel point ils entendent équilibrer leurs commandes entre différents fournisseurs : ils cherchent à ne pas oublier les Français dans des transactions où les Américains et les Britanniques se taillent la part du lion. L'érosion du marché n'en reste pas moins la tendance dominante, peut-être renforcée par les éléments de détente apparaissant çà et là dans les conflits régionaux.

La clientèle traditionnelle, au Proche-Orient, en Asie ou en Amérique latine, est saturée ou impécunieuse, au point, souvent, de se rabattre sur le matériel d'occasion. La compétition internationale se fait encore plus sauvage, avec l'apparition de nouveaux producteurs, comme Israël, l'Indonésie, la Chine populaire, le Brésil ou l'Argentine, qui allient une bonne maîtrise technologique à de très bas prix de revient.

Dans l'immédiat et même si des contrats, avec l'Inde ou le Koweït par exemple, peuvent déboucher prochainement, ce regain contraint les Français à tenter un délicat redéploiement géographique de leurs efforts commerciaux. Notamment en direction de pays alliés — en Europe et jusqu'au Canada — avec lesquels il faut désormais conclure des accords de coopération et de transferts de technologie. Au risque de devoir partager la charge de travail avec eux.

Il faudra vraisemblablement attendre le début de la prochaine décennie pour voir certains marchés extérieurs s'ouvrir à nouveau, pour cause de modernisation ou de renouvellement des arsenaux actuels. Ce sera le cas du parc international des avions de combat, dont les besoins sont de quatre à six mille appareils. On devine l'importance de l'enjeu : en ne s'alliant avec aucun Européen, ni avec aucun partenaire américain, la France pourrait rester bien seule, avec son Rafale.

(Lire nos informations page 48.)

M 0147 - 0608 0 - 4,50 F



La préparation du second tour des élections législatives

- L'URC et le FN concluent un accord dans les Bouches-du-Rhône
- Les socialistes cherchent à mobiliser les abstentionnistes

Les états-majors des partis politiques devaient achever, le mardi 7 juin, leurs négociations pour le second tour des élections législatives. La clôture officielle du dépôt des candidatures intervenait à minuit. Dans les Bouches-du-Rhône, M. Gaudin (UDF) a négocié avec le Front national le

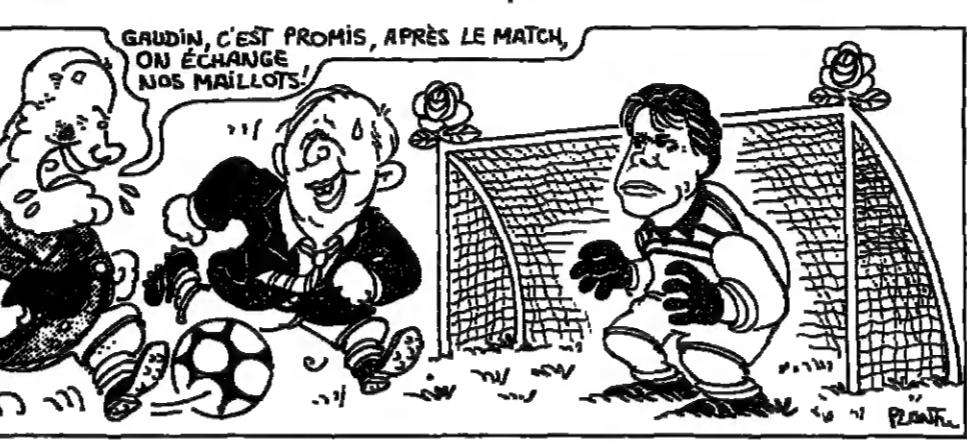
retrait des candidats arrivés en seconde position à droite. Les socialistes dénoncent ce qu'ils considèrent comme « une forme honteuse d'alliance », selon la formule de M. Jospin.

Le premier ministre a déclaré mardi : « Il faut savoir ce que l'on souhaite, Chirac ou moi-même. »

M. Rocard a mis en garde contre le retour « des excités au gouvernement, la cohabitation et une France bancal et incertaine ». Communistes et socialistes se soumettront aux règles de la discipline républicaine et se désisteront en faveur des candidats de gauche les mieux placés.

Les socialistes croyaient faire la fête dès le soir du premier tour. Ils font la tête. Certes, ils atteignent en pourcentage un record historique, mais leur victoire au second tour, bien que possible, n'est pas assurée. « Rien n'est joué », remarque Pierre Mauroy, le premier secrétaire du PS. La formule, qui se vent constamment, est surtout un appel à la mobilisation.

La droite (UDF, RPR, divers droite et Front national) est majoritaire dans deux cent quarante circonscriptions en ballottage, et elle en a gagné soixante-dix-neuf au premier tour. Le total arithmétique des voix donne trois cent dix-neuf circonscriptions de droite, soit vingt de plus que la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Il est vrai, toutefois, que cette même droite, hors le cas spécifique de Marseille, n'est à l'abri des voix de l'extrême droite que dans trente circonscriptions. Tandis que trente-quatre circonscriptions sont à portée de la gauche, celle-ci y trouve la majorité et



le Front national y réalise un score élevé. Le renfort de ces trente-quatre circonscriptions-là suffirait à donner au PS une majorité absolue de deux cent quatre-vingt-dix sièges.

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire la suite page 7 et l'article sur la situation à Marseille page 32.)

- Lire pages 6 à 14
- La stratégie des grandes formations
 - Les circonscriptions en ballottage
 - L'évolution des rapports de forces
 - Dans l'Oise, des suffrages socialistes annulés

L'ouverture du sommet arabe à Alger

La revanche de M. Yasser Arafat

Le quatrième sommet extraordinaire de la Ligue arabe, qui devait s'ouvrir le mardi après-midi 7 juin, à Alger, sera essentiellement consacré au soutien arabe au soulèvement palestinien dans les territoires occupés par Israël, qui entre dans son septième mois.

ALGER
de notre envoyée spéciale

Premier dirigeant arabe arrivé le lundi 6 juin dans la capitale algérienne, à la veille de l'ouverture, mardi en fin d'après-midi, du sommet arabe extraordinaire, M. Yasser Arafat y a été accueilli en chef d'Etat par le président Chadli Bendjedid, qu'accompa-

gnait le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Klibi. Une première en Algérie et aussi une « revanche » pour le chef de l'OLP, quelque peu « oublié » lors du précédent sommet arabe extraordinaire d'Amman, en novembre. Il est vrai que le sujet principal de ce sommet sera l'« intifada » — le soulèvement dans les territoires occupés par Israël, qui entre dans son septième mois.

Six mois de lutte, plus de deux cents morts et mille blessés palestiniens avant que la nation arabe décide au plus haut niveau d'examiner la situation. Encore surt-il fallu beaucoup de pressions de la part des responsables palestiniens pour que l'Algérie, par la voix de son président, appelle les dirigeants arabes le 8 mars à se

réunir pour définir une position commune sur un règlement du conflit israélo-arabe et en particulier sur la question palestinienne. C'est donc sans trop d'illusions que les dirigeants de l'OLP abordent ce sommet qui constitue malgré tout, estime-t-on de source palestinienne, un encouragement aux populations des territoires occupés.

Au-delà d'un soutien financier au soulèvement, qui ne devrait pas poser de problème, c'est un clair soutien politique pour la réalisation de ses droits nationaux, y compris l'établissement d'un Etat indépendant, que l'OLP attend de ce sommet, tout en connaissant les divergences qui séparent sur ce point les pays arabes.

C'est la raison pour laquelle on prête aux Palestiniens l'intention de demander la réaffirmation des

résolutions du sommet de Fès de 1982, qui prévoyaient « l'établissement d'un Etat palestinien indépendant avec Jérusalem pour capitale après une période transitoire de quelques mois durant laquelle la Cisjordanie et Gaza seraient placées sous mandat de l'ONU ». Le plan de Fès reconnaissait « le droit de tous les Etats de la région à l'existence », donc implicitement celui d'Israël. Sur le plan des négociations, Fès prévoyait qu'une commission arabe comprenant un représentant de l'OLP prendrait contact avec les membres du Conseil de sécurité de l'ONU : une formule vague, dépassée aujourd'hui par l'idée d'une conférence internationale sous l'égide de l'ONU.

FRANÇOISE CHIPHAUX.
(Lire la suite page 4.)

Le jardin botanique

Jean Frémon

Roman



POL

Une grappe de naturalistes excentriques et quelques autres animaux en voie de disparition.

Le millénaire du christianisme en Union soviétique

Les tribulations des catholiques d'Ukraine

Porteur d'un message du pape à M. Gorbatchev, le cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat du Vatican, doit arriver le mercredi 8 juin à Moscou, pour participer à la célébration du millénaire du christianisme en Russie, en Biélorussie et en Ukraine. La question des uniates ukrainiens est la principale pomme de discorde dans les relations œcuméniques entre le catholicisme et l'orthodoxie. Des conversations sans précédent s'ouvriront à leur propos en Finlande en août, vient d'annoncer lui-même le métropolitain Philarète de Kiev.

Les catholiques ukrainiens de rite byzantin unis à Rome (les uniates) sont les grands absents des célébrations du millénaire chrétien de la Russie. Leur frustration est d'autant plus grande que c'est à Kiev qu'a eu lieu en 988 le baptême du grand-prince Vladimir, événement fondateur du christianisme dans ce pays. La continuité géographique et ethnique entre l'Ukraine moderne et la Kiev de jadis n'est guère contestée. Le reproche est aujourd'hui adressé aux Russes de s'approprier l'héritage de saint Vladimir et la célébration du millénaire.

Clandestins à l'intérieur de leurs frontières — ils n'ont aucune existence officielle pour les autorités orthodoxes et politiques de Moscou — mais très implantés dans la « diaspora » ukrainienne aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, en Amérique, en Europe, où ils forment une quinzaine de diocèses, les catholiques ukrainiens seraient environ quatre millions, mais ce chiffre est évidemment sujet à caution.

Ecartelés par l'Histoire, ils portent la marque des secousses qui depuis quatre siècles au moins ébranlent les relations entre Rome, Constantinople et Moscou, et des convulsions politiques — règlements de comptes, invasions, annexions, démembrements — qui, de la Pologne au nord à la Galicie au sud, n'ont cessé d'agiter les marches occidentales de la Russie.

L'« uniaticisme » ukrainien est un brûlot dans les relations entre Rome et le patriarcat de Moscou. Considéré comme le « cheval de Troie » du Vatican dans les territoires de l'Est, il bloque les efforts de rapprochement œcuménique menés depuis le concile Vatican II (1962-1965) entre le catholicisme et l'orthodoxie.

HENRI TINCO.
(Lire la suite page 5.)

Tournant chez les travaillistes ?

M. Kinnock ne serait plus favorable au désarmement nucléaire « unilatéral ».

PAGE 5

Assassinat en Nouvelle-Calédonie

Un caldoche a été tué sur la côte est.

PAGE 14

Le boom des sociétés japonaises

Hausse des chiffres d'affaires et des bénéfices.

PAGE 27

Tension en Afrique du Sud

Les journées de « protestation pacifique » perturbent l'activité économique.

PAGE 3

L'échec scolaire

Le SGEN lance une campagne de sensibilisation.

PAGE 16

Le Monde

SCIENCE ET MÉDECINE

- Activité industrielle et variation climatique.
- L'instinctothérapie ou le retour à l'alimentation « originelle ».

Pages 23 et 24

Le sommaire complet se trouve en page 32

DIPLOMATIE

La France et la guerre du Golfe

La guerre de l'Irak et de l'Irak semble aux Français lointaine et son horreur exotique. L'illusion est si forte que rien ne peut la dissiper, pas même les éclats pourtant terribles du terrorisme et des prises d'otages que cette guerre sans merci lance jusqu'en France. Ainsi nous serions, au bout tranquille de l'Europe, défendus de ces violences par l'histoire, qui nous a guéris à jamais des affrontements nationalistes, et par la géographie, à qui nous devons le glacié à toute épreuve du Proche-Orient. Cette guerre serait à la fois d'hier et d'ailleurs. Et nous devrions à son absurdité bien plus qu'à la suspecte sagesse de nos gouvernements de pouvoir y figurer tout ensemble comme les alliés raisonnables d'un Irak agresseur, mais sur la défensive, comme les amis revenus de loin d'un Irak agressé mais belliqueux, comme les marchands officiels ou clandestins d'armes en tous genres pour tous et, par-dessus le marché, pourquoi pas ? comme les artisans inlassables de l'introuvable paix ! On peut rêver. Est-ce bien raisonnable ?

Quatre évidences s'imposent :

1) La guerre du Golfe affaiblit l'Europe.

La région est pour l'Europe un proche réservoir énergétique et un marché à portée favorable de ses exportations.

Il y a dix ans, pour y justifier son rôle de gendarme, le shah d'Irak comparait le Golfe à un œuf et le mouvement incessant des pétroliers à Ormuz à un flux vital pour l'Occident. L'image était fautive pour les États-Unis ; elle n'était que forcée pour l'Europe. En cinquante ans les missiles l'artère pétrolière et en fermant la région à toute exportation qui ne soit d'armes ou de première nécessité, l'infarctus de la guerre du Golfe frappe l'Europe d'une hémiplegie discrète. La récession européenne ne serait pas la même sans ce conflit. Et le marché des armes aujourd'hui florissant est un pauvre et dangereux substitut au marché anéanti des biens d'équipement.

2) La guerre du Golfe est une guerre de demain.

On a vu dans la guerre de Sécession l'annonce des violences de la Grande Guerre, et dans la guerre d'Espagne la préfiguration de la seconde guerre mondiale. La question de ce que préfigure aujourd'hui la guerre du Golfe est posée de façon tragique. Avec le recours de l'Irak aux gaz interdits par une convention internationale conclue en 1925 dont la France est dépositaire, les armes chimiques antipersonnelles ont resurgi pour la première fois depuis plus de soixante ans. Avec la stratégie antivolée déclenchée par l'Irak en 1984 et généralisée depuis janvier 1988, ce sont les fusées ballis-

par THIERRY MIGNON (*)

ques lancées sur des populations civiles désarmées qui imposent leur horreur banale. En faisant ainsi reculer, sur deux points capitaux, les limites de la violence ouverte admise, non seulement la guerre du Golfe viole le droit des gens, mais encore elle entame le rempart imaginaire de la dissuasion qui protège la paix de l'Europe.

3) La guerre du Golfe profite aux super-puissances

L'ouverture sur le Golfe d'un second front arabe est une aubaine pour les trois fauteurs de guerre de la région : Israël et les Deux Grands.

Les États-Unis, que leur soutien à Israël coupait d'avec les régimes basistes et génaux pour manipuler les régimes arabes modérés, tirent de ce conflit la force d'affirmer partout leur autorité, au besoin militaire. De façon symétrique, l'Union soviétique y gagne un succès diplomatique aux régimes arabes qui lui sont le plus hostiles et un accès militaire aux eaux du Golfe. Chacun fourrit en armes les deux belligérants et dispute à l'autre la palme du scandale : les États-Unis avec l'hypocrisie historique de l'Irangate, et l'Union soviétique avec la fourniture des missiles balistiques qui se croisent dans le ciel entre Bagdad et Téhéran. En fait, tous deux ont intérêt à la prolongation du conflit et craignent ensemble l'effondrement de l'un des belligérants, qui a effectivement de quoi faire peur.

4) La guerre du Golfe menace la paix mondiale.

Les décisions géostratégiques fondatrices de la région remontent au début du siècle. Dictées par l'impérialisme des vainqueurs de la Grande Guerre, par leur volonté de contenir la révolution bolchévique et par leurs appétits énergétiques, elles ont permis l'avènement de nations, mais en ont broyé d'autres. Les structures géopolitiques qui en sont résultées, pour durables qu'elles aient été, demeurent fragiles. L'implosion dans la guerre de l'un des belligérants du Golfe ouvrirait un vide où pourrait s'avancer l'étrange soviétique, aujourd'hui contrainte au recul en Afghanistan. Mais dans ce vide, plus encore à l'heure où l'Asie soviétique frémit, une réaction en chaîne pourrait en fin de compte abîmer la mosaïque imprécise et compliquée des États, des empires, des nations et des tribus qui couvrent la Terre, de la Turquie au Pakistan. On peut même se demander si l'acharnement aujourd'hui de Khomeiny et de Saddam à poursuivre une guerre qui sauve leurs pouvoirs, au prix du harcèlement

(*) Avocat à la cour.

de leurs peuples, ne tient pas tout simplement à l'existence déjà de ce vide, à leur peur politique devant lui et à la certitude de chacun d'y disparaître le premier, sauf à pouvoir brandir pour l'y jeter la tête de l'autre !

Face à ce conflit inhumain et dangereux, notre politique n'est pas brillante, avouons-le. Et pourtant, la hauteur des ambitions de la France des droits de l'homme et les principes d'indépendance, de justice et de paix qu'elle a proposés au monde, à Cancun comme à Phnom-Penh, ne permettent pas l'ombre d'une hésitation : la seule politique digne, la seule politique sage, est celle de la neutralité, de la défense des peuples violés, de la dénonciation des fauteurs de guerre ! Nous en sommes, hélas, bien loin !

La droite française, qui a perpétué avec Giscard et Chirac la tradition boulangiste du chef brillant et inconsistant, a livré, sans contrepartie, au lendemain du boom pétrolier d'octobre 1973, la France à l'Irak de Saddam et aux marchands de canons. La gauche caporale, qui a flairé en Fabius un Mollet d'avenir, n'a rien compris ni rien repris. Le nationalisme du Bas irakien doit même la tenter face à la révolution du peuple iranien et à ses incompréhensibles ayatollahs ! La médiocre diarchie conflictuelle dite « cohabitation », que les Français ont aimée parce qu'elle mettrait leurs chefs en situation de se « cafter », a forgé son unanimisme sécuritaire sous l'assaut terroriste de l'automne 1986. Le bouquet électoral de la libération « sans conditions » des otages en aura été l'apothéose ! Et la vraie droite a été surprise par la victoire de la politique de la ruse tranquille sur l'ardeur étourdie que la vraie gauche ne pouvait espérer, bien qu'une telle victoire ait été non seulement morale mais logique !

Le pire n'est que probable

Il reste que la question de la politique de la France face au conflit du Golfe doit être aujourd'hui posée.

Le pire n'est pas sûr, il est seulement probable : piégée par la droite la plus bête du monde, vassale des États-Unis et trop faible devant les intérêts des marchands de canons, la France ferait comme si la question ne se posait pas et persisterait dans son alliance avec l'Irak.

Le « vote Chirac » des ayatollahs et leur image diabolique dans l'opinion française poussent à cette faute, dont la cruelle expérience du terrorisme d'où nous sortons pourrait nous retenir.

La sagesse est difficile, elle n'est pas inimaginable : les deux belligérants sont à bout, même s'ils ne le sont pas de la même façon. La poursuite par l'Irak d'un effort de guerre dépassant ses forces, et qui a blindé son régime dépend entièrement de l'appui militaire et financier de ses alliés, dont la France. Nous sommes ainsi les maîtres d'une part au moins du souffle irakien du brasier. En face, la poursuite par l'Irak d'un effort de guerre où le régime des ayatollahs a choisi d'entourner pour la dominer l'effervescence née de la révolution islamique dépend de la cohésion politique de la société iranienne et de la foi sacrificielle de ses « déshérités ». L'exigence de justice est au cœur du souffle iranien du brasier.

Dès lors, le chemin du rétablissement des intérêts essentiels et de l'honneur bien compris de la France est étroit, mais il est clair : la France de la justice Nord-Sud doit prendre corps et habiter enfin les mots dont elle se pare. Elle est la seule qui puisse reprendre dignement des relations diplomatiques avec l'Irak sans avoir l'air de payer les otages d'hier ni faire l'offre de ceux de demain ; elle est la seule qui puisse faire de son alliance avec l'Irak un levier de paix ; elle est la seule qui puisse, au sein du Conseil de sécurité, détacher sa voix de celles des États-Unis et de l'Union soviétique pour faire entendre une exigence vitale, en Europe comme dans le Golfe, d'indépendance et de justice.

LÉGISLATIVES

Le temps des labours

par MARC ABÉLÈS (*)

LS sont repartis en campagne. Deux ans après les dernières législatives, un an avant les prochaines municipales, sans compter les cantonales. Décisions, rien ne les arrête ! A peine l'Assemblée dissoute, tous nos hommes politiques s'étaient précipités dans les circonscriptions. Donc, les voici sur le terrain. Et comme l'on dit un peu partout, il leur faut « labourer ». L'expression mérite qu'on s'y attarde ; elle est dit long sur nos conceptions de la politique. « Labourer le terrain », « cultiver sa circonscription », ce langage semble issu tout droit d'une formidable tradition de ruralisme politique. Nous n'avons pas grand mal à en déceler les deux valeurs mères : autochtonie et patrimonialité. Les professionnels de la politique ne dédaignent jamais de souligner à quel point ils sont « ancrés » dans leurs circonscriptions respectives. Et, mieux encore, ils aiment à exhiber des « attaches locales ». Avoir sur place des parents même éloignés est un atout non négligeable pour un Parisien qui débarque à la recherche d'une légitimité qu'il faudra chèrement payer. A moins qu'on se contente d'une résidence secondaire, « où l'on a passé toutes ses vacances quand on était enfant ».

Si l'on a la chance d'être élu, les efforts ne sont pas finis : il faut apprendre à faire fructifier son patrimoine. Chacun s'engage à rester fidèle à ses électeurs, à devenir leur mandataire. Et, progressivement, le nouveau député va tenter de s'identifier à ce terroir pour assurer sa longévité politique : réussir, c'est faire souche pour pouvoir bien plus tard désigner son héritier et lui transmettre en bonne et due forme le résultat de tant d'années de fidélité mutuelle.

D'innombrables rituels ont pour effet de rendre visible, de matérialiser, la permanence d'une appartenance commune entre l'élu et la collectivité. Rituels de commémoration où, à propos d'événements qui ont marqué la collectivité, les élus doivent agir et parler pour magnifier un passé et des personnalités qui incarnent le patrimoine commun. Cérémonial aussi des inaugurations, qui permet de rendre pleinement visibles les améliorations du patrimoine collectif auxquelles a contribué l'élu. L'une des activités essentielles d'un député, par exemple, consiste dans ces parcours répétés qu'il effectue chaque fin de semaine dans son département. Or ces rites diffèrent moins qu'il ne paraît de ceux que les anthropologues

observent dans des sociétés éloignées : on ne pratique pas ici de sacrifices, on dévoile des monuments, on observe une minute de silence, etc., mais de part et d'autre la signification accordée à l'autochtonie et aux témoignages d'une territorialité commune est tout aussi fondamentale. C'est un véritable marquage cérémoniel du territoire auquel se livre l'homme public.

La campagne électorale s'inscrit, bien sûr, dans ce jeu de pratiques. Ici, encore en apparence, rien n'a changé, et les notables de la III^e République ne seraient pas dépayés si par enchantement ils retrouvaient leur fief. Car que font nos candidats du matin au soir ? On va de réunion en réunion, on se promène dans la rue, on serre des mains, on n'oublie pas les marchés. Au mieux, les médias sont présents et font écho à ces démonstrations. Cela nous a donné des reportages un peu répétitifs : Pierre Mauroy faisant ses emplettes dans un quartier populaire de Lille, Raymond Barre goûtant des spécialités lyonnaises, etc. Dans mon journal local, j'ai vu la photo du ministre-candidat Henri Nallet visitant une maternité le jour de la fête des mères.

Et chacun se demande au fond de lui-même à quoi peut bien servir tout cela. Mais rien n'y fait ; même l'homme de l'efficacité, Bernard Tapie, s'est mis au diapason de ses futurs collègues. Lui aussi aura serré un maximum de mains ; couragement, il est allé au charbon. Ni le premier, ni le dernier ; presque toutes nos célébrités ont un jour ou l'autre effectué ce parcours du combattant, au prix parfois de douloureuses déceptions. Néanmoins, il faut s'y résoudre : en France, un homme politique qui se respecte est un élu du sol ; d'où la vertu presque mythologique attribuée dans chaque camp à la présence sur le terrain, et ce dans une campagne où, pour une grande part, les jeux paraissent faits.

C'est que la campagne électorale devient une sorte de rituel mimétique ; j'accomplis tous ces actes parce que mes concurrents en font autant. Mieux : le postulat de base du bon candidat consiste à créditer l'adversaire d'une énergie supérieure à la sienne. Dans ces conditions, il n'y a plus alors qu'à se lancer à corps perdu dans une succession d'actes dont on finit par oublier le sens, dans le tourbillon des

(*) Anthropologue, CNRS.

efforts quotidiens. Ironie de l'histoire : c'est le public qui en vient de plus en plus à s'interroger sur l'efficacité du rite, au moment où les protagonistes redoublent sans cesse d'efforts pour être les meilleurs.

Situation paradoxale entre toutes : la multiplication des parachutages montre, à l'évidence, que les considérations politiques nationales priment sur les traditions locales ; et, surtout, on nous répète à satiété qu'il est grand temps de « gouverner autrement », qu'il faut en finir avec ces comportements politiques qui ne sont plus de saison. Or, dans les faits, qu'observe-t-on ? Ce parcours du candidat résolument rétro, mais d'une conscience sans faille, insoutenable légèreté de la politique ? Peut-être ; mais l'anthropologue sait bien qu'on ne change pas les rituels par décret. Et ces pratiques électorales ne matérialisent pas seulement la relation qui unit le personnel politique avec les électeurs ; elles manifestent plus profondément le rapport qu'entretient notre société avec son territoire. A la manière dont dans les sociétés africaines la période de transmission des pouvoirs donne prétexte au nouveau gouvernement d'effectuer un grand voyage rituel tout autour de son royaume, le retour au terrain qui marque la campagne électorale vient inaugurer un cycle politique nouveau ; geste du pouvoir central en direction du pouvoir local où réside le source de sa légitimité.

C'est de tout cela que nous parlent ces rituels de campagne ; sans doute apparaissent-ils de plus en plus inadéquats, mais curieusement, alors que l'élection présidentielle semble susciter l'innovation et se modeler sur les exigences des médias, ceux-ci n'ont guère de prise sur le déroulement des législatives, ils suivent, ils transmettent, ils commentent ; cependant, ici, la ne font pas événement. Cette relative neutralisation des professionnels de la communication est symptomatique : répétitives, décalées du réel, puisent-elles parfois, ces pratiques politiques relèvent d'un système de pensée cohérent. Dans la mesure où ce système n'est pas fondamentalement remis en question, on imagine mal que se trouve bousculée une tradition bien ancrée, et plus encore une représentation partagée par la plupart d'entre nous de l'inscription territoriale des pouvoirs dans notre société.

Les labours ont encore d'heureux jours devant eux !

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 880872 F
Télécopieur : (1) 48-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woutet. Rédacteur en chef : Daniel Vermet. Correspondant en chef : Claude Sautet.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Types LEMONDE

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 TEL: (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE TUNISIE	AUTRES PAYS tarif normal
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde


PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 286 136 F

Offre fantastique

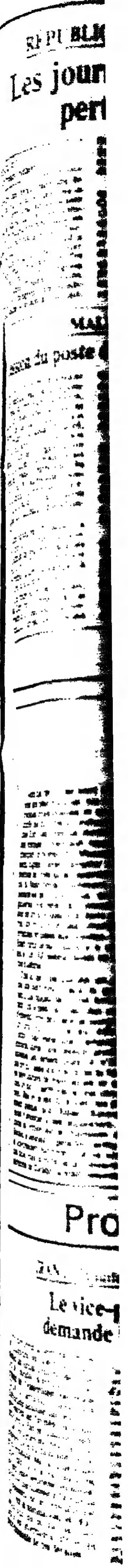
NEUBAUER

Votre **205** berline (3 ou 5 portes) en livraison immédiate avec l'intérieur en CUIR c'est GRATUIT du 1^{er} au 30 juin



NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34



RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : à l'appel des syndicats noirs

Les journées de « protestation pacifique » perturbent l'activité économique

JOHANNESBURG de notre correspondant

La première des trois journées de « protestation pacifique », lancées le lundi 6 juin, a entraîné de sérieuses perturbations dans la vie économique du pays...

fre de trois millions de grévistes. Selon d'autres sources, entre un et deux millions ont suivi le mot d'ordre.

150 000 adhérents, épouse les thèses du Mouvement de la conscience noire.

A Soweto, les écoles étaient désertes et les magasins fermés. Certaines rues étaient gardées par les forces de l'ordre qui escortaient, par ailleurs, les autobus.

SRI-LANKA

Un retrait militaire indien symbolique renforce la position du président Jayewardene

New-Delhi De notre correspondant en Asie du Sud

Les autorités sri-lankaises donnent, depuis quelques jours, la plus large audience à une décision de principe prise par New-Delhi : le retrait des éléments de la force indienne qui ne sont pas directement opérationnels dans la lutte contre la guérilla tamoule.

Longtemps accusé par sa propre majorité de « brader » la souveraineté nationale sri-lankaise en permettant à une armée étrangère de s'installer dans l'ancienne Ceylan, le président Jayewardene tente aujourd'hui de démontrer que ces accusations, qui constituent le cheval de bataille du JVP, étaient sans fondement.

Comme elle l'a fait de nombreuses reprises dans le passé, l'Inde accepte de jouer ce jeu électoral dans la mesure où celui-ci sert ses propres intérêts : la force indienne de « maintien de la paix » a bien besoin de redorer son image de marque auprès des populations cinghalaise et tamoule.

Quant au contingent indien, il est composé de onze brigades, soit près de 70 000 hommes (50 000 officiellement). Le retrait de 2 000 à 3 000 hommes, pour former des combattants n'est donc pas très significatif.

LAURENT ZECCHINI.

MALI

Suppression du poste de premier ministre

Bamako. - Un remaniement ministériel marqué par la suppression du poste de premier ministre, deux ans jour pour jour après sa création, a été décidé lundi 6 juin par le président Moussa Traoré, moins de deux semaines après son élection à la tête de l'Organisation de l'unité africaine.

titulaire, le général Sékou Ly, l'une des personnalités de premier plan du régime, devient ministre de l'éducation nationale, secteur en proie depuis quelques mois à une agitation sporadique.

Quatre personnalités font leur entrée dans le gouvernement : M^{me} Diallo Lalla Sy (emploi et fonction publiques), M^{me} Tiéba Coulibaly (finances et commerce), M^{me} Koné (environnement et élevage) et le général Abdoulaye Oulougoum (ministre délégué à la défense).

Lundi, le ministre de l'emploi, M. Piet du Plessis, a lancé une violente attaque contre ce mouvement de protestation, le qualifiant d'« illégal » et le jugeant « politiquement inspiré ».

Les débats sur l'éventuelle réouverture du procès des « Six de Sharpeville », a été le premier à présenter ses arguments devant le juge, M. Wessel Hurnan.

MICHEL BOLE-RICHARD

Amériques

ÉTATS-UNIS : la fin des primaires

Vingt ans après, le mythe de Robert Kennedy

Alors que, mardi 7 juin, se sont achevés sans passion, en Californie, les interminables primaires américaines et que se profile déjà pour l'automne un indolent duel Bush-Dukakis, l'Amérique serait-elle des nostalgiques ?

C'était au soir d'une journée un peu folle, juste avant minuit, dans le grand salon au luxe tapageur de l'hôtel Ambassador à Los Angeles, haut lieu des sésams d'Hollywood.

L'Amérique, elle, n'a pas oublié. Dans un sondage publié il y a quelques semaines, la revue Rolling Stone a découvert, en interrogeant de jeunes Américains de dix-huit ans à quarante-quatre ans, que les modèles qui les font rêver sont précisément ceux de deux hommes porteurs d'espoirs qui ont été assassinés : Robert Kennedy et Martin Luther King.

A croire qu'au sortir de bientôt huit ans de révolution réaganienne, au-delà de la nostalgie pour ces années 60 où comme l'écrit Time « tout semblait possible » : « mettre fin à une guerre ou faire la paix entre les races ».

« Et si RFK avait survécu ? »

Après, il y avait eu cette autre « tâche » que fut la participation active de « RFK » à la chasse aux sorcières du McCarthyisme, même s'il prit très vite ses distances.

« Et si RFK avait survécu ? »

Après, il y avait eu cette autre « tâche » que fut la participation active de « RFK » à la chasse aux sorcières du McCarthyisme, même s'il prit très vite ses distances.

Après, il y avait eu cette autre « tâche » que fut la participation active de « RFK » à la chasse aux sorcières du McCarthyisme, même s'il prit très vite ses distances.

Après, il y avait eu cette autre « tâche » que fut la participation active de « RFK » à la chasse aux sorcières du McCarthyisme, même s'il prit très vite ses distances.

Après, il y avait eu cette autre « tâche » que fut la participation active de « RFK » à la chasse aux sorcières du McCarthyisme, même s'il prit très vite ses distances.

Après, il y avait eu cette autre « tâche » que fut la participation active de « RFK » à la chasse aux sorcières du McCarthyisme, même s'il prit très vite ses distances.

Proche-Orient

IRAN : à la suite des défaites de Fao et de Chalamchek Le vice-président de l'Assemblée demande l'ouverture d'une enquête

Trois jours après la nomination de M. Rafsanjani au poste de commandant des forces armées par intérim, M. Medhi Karrubi, vice-président de l'Assemblée nationale (Majlis), a demandé l'ouverture d'une enquête détaillée sur les deux revers essuyés par l'armée iranienne depuis avril à Fao et Chalamchek.

D'autre part, le « dauphin » de l'imam Khomeiny, Fayatollah Montazeri, a demandé à M. Rafsanjani d'abandonner ses autres fonctions (celui-ci est en particulier président du Majlis) pour consacrer tout son temps à la tâche de la réorganisation des forces armées.

Par ailleurs, le futur guide de la révolution a demandé aux responsables du pays de respecter « les valeurs essentielles de la révolution ».



Etudes Sociologiques

RAYMOND ARON

Voici les principaux articles rédigés par Raymond Aron, alors qu'il était professeur à la Sorbonne entre 1955 et 1967. Ils traitent de problèmes centraux : les classes sociales, les élites, le pouvoir, la modernité.

Collection « Sociologie » dirigée par Raymond Boudard 220 pages - 165 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Asie

PHILIPPINES : un nouveau forum

La conférence des « démocraties restaurées »

MANILLE
Correspondance

Les représentants de treize régimes « en danger », mais fiers de leurs mandats populaires se sont réunis à Manille, du 3 au 6 juin, pour une première historique. A l'initiative du ministre philippin des affaires étrangères, M. Raul Manglapus, les représentants d'un nouveau club, celui des « démocraties restaurées » (1), ont évoqué la fragilité de leurs expériences respectives. Théoricien et chrétien-démocrate « nationaliste », M. Manglapus, voit en effet, la montée irrésistible d'un nouveau champ politique indépendant des extrêmes. Il a donc voulu donner corps à ces démocraties puisant leur légitimité dans la « grande vague du changement amorcé en 1973 avec la chute des colonels grecs ».

Venus d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe (le président portugais, M. Mario Soares, était l'invité d'honneur de cette grande messe de la « révolution sage »), et épousant des philosophies politiques bien différentes, les participants avaient, comme dénominateur commun, leur refus de tout pouvoir sans sanction électorale. Un consensus étant pour le moment impossible (le « club » doit se réunir de nouveau à Lima au printemps 1989), la conférence n'a eu d'autre volonté que le simple échange d'informations. Pour les protagonistes de « l'alternative raisonnable et raisonnée », les dangers guettant toute « nouvelle démocratie » comprennent l'intervention étrangère, les mouvements insurgés d'inspiration communiste et le « golfisme » militaire.

Mais, de l'avis unanime, le premier facteur de déstabilisation est économique, même si, reflet des différences d'approches nationales, la déclaration finale adoptée par l'ensemble des participants — dont la dette extérieure cumulée dépasse 260 milliards de dollars — s'est contentée de dénoncer le « protectionnisme des pays avancés » et « l'obstacle formidable au développement » et à la sécurité qu'est le poids de l'endettement croissant. Si la « déclaration de Manille » est mesurée, des participants ont exprimé l'espoir de voir émerger à terme une politique collective capa-

ble d'imposer un nouvel ordre économique mondial aux grands créanciers récalcitrants et peu compréhensifs...

Les Etats-Unis ont été vivement critiqués par les représentants du Nicaragua avec, apparemment, le soutien tacite de l'ensemble des participants. La décision du gouvernement philippin d'inviter Managua à la conférence et d'offrir ainsi aux autorités sandinistes un nouveau forum international a failli provoquer un incident diplomatique. L'ambassadeur américain à Manille s'est ému de cette présence. Le gouvernement Aquino, sous l'impulsion de son fougueux ministre des affaires étrangères, entend élargir ses « horizons diplomatiques ». M. Manglapus nous a ainsi confié que « si le Mouvement des non-alignés nous invitait à rejoindre ses rangs, nous serions vraisemblablement d'accord... ».

M. Roland Dumas a fait parvenir à M. Manglapus un message de solidarité : « La France se félicite de votre initiative et souhaite le plein succès de cette conférence à laquelle elle s'associe tout particulièrement... », écrit-il notamment.

KIM GORDON-BATES.

(1) Participants : Argentine, Brésil, Equateur, El Salvador, Espagne, Grèce, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Pérou, Philippines, République dominicaine et Uruguay, La Bolivie, Haïti et la Corée du Sud ont décliné l'invitation (la République coréenne a néanmoins décliné un observateur). Taïwan n'est plus reconnu par les Philippines comme nation indépendante.

Le Sénat philippin contre la présence d'armes nucléaires. — Le Sénat philippin a approuvé, le lundi 6 juin, un projet de loi interdisant l'introduction d'armes nucléaires dans le pays, législation qui doit encore être examinée par la Chambre des représentants. Le projet a été approuvé par 19 voix contre 3 et 1 abstention. Il fixe des peines pouvant atteindre trente ans de prison pour introduction d'armes nucléaires sur le territoire des Philippines et allant jusqu'à douze ans de prison pour introduction de composants nucléaires. Cette mesure vise principalement les bases militaires américaines aux Philippines, les Etats-Unis refusant de confirmer ou d'infirmar la présence d'armes nucléaires. — (AP.)

A TRAVERS LE MONDE

Chine

Critiques étudiantes contre le régime

Pékin (Reuter). — La colère des étudiants de l'université de Pékin après le meurtre de Lin Biao, a pris, lundi 6 juin, une connotation politique, avec la floraison d'affiches hostiles au parti et au gouvernement. Griffonnées à la main, les dazibao ont notamment accusé de corruption plusieurs personnalités et exhorté les étudiants à « se sacrifier pour la démocratie ». Au total, une centaine de dazibao ont fait leur apparition dans la journée à proximité du portait, entouré de couronnes funéraires, de Chai Jingfeng, assassiné la semaine dernière à deux pas du campus.

Un grand nombre d'affiches rendaient hommage à l'étudiant de géophysique, mais d'autres voyaient dans ce meurtre la conséquence d'une rupture de l'ordre social sous l'effet de la corruption, de la pauvreté et de l'incapacité du pouvoir. Plusieurs dazibao attaquaient notamment le premier ministre Li Peng, élu le mois dernier lors du Congrès du peuple quinquennal.

Fidji

Quarante personnes interpellées à la suite de la découverte de dépôts clandestins d'armes

Suva (AFP). — Six dépôts clandestins d'armes, de fabrication soviétique, ont été découverts, lundi 6 juin, par la police dans l'île principale de Viti-Lévu, dans l'ouest de l'archipel, et quarante personnes, dont un ancien ministre, sont interpellées à la suite de cette opération, a annoncé la police. Au cours de ces perquisitions ont été saisis 93 fusils de type AK 7, 4 mitrailleuses lourdes, 10 lance-roquettes, 72 baïonnettes, ainsi que des caisses de munitions et 105 casques, a-t-on précisé.

Parmi les quarante personnes interpellées à la suite de ces perquisitions, toutes d'origine indienne, figure M. Krishna Datt, ancien ministre des affaires étrangères dans le gouvernement de M. Timoci Bavadra, chassé du pouvoir l'année dernière, et deux directeurs d'une compagnie

d'assurances, a indiqué la police. Ces armes, qui font partie d'une cargaison illégalement introduite dans le pays le 11 avril, ont été découvertes grâce à une enquête menée depuis l'interception par les autorités australiennes d'une seconde livraison d'armes destinée à Fidji dans le port de Sydney la semaine dernière (Le Monde du 2 juin), a précisé la responsable de l'enquête. Le ministre de l'Intérieur par intérim des Fidji, le général Sitiveni Rabuka, avait alors estimé que la cargaison saisie à Sydney faisait partie d'un complot destiné à déstabiliser la République de Fidji.

Tchad

M. Hissène Habré se dit prêt au dialogue avec la Libye

N'Djamena. — Le Tchad « est disposé à rétablir immédiatement ses relations diplomatiques avec la Libye et à inaugurer avec elle une nouvelle ère fondée sur les principes des chartes de l'OUA et de l'ONU », a déclaré, lundi 6 juin, à N'Djamena, le président Hissène Habré.

Dans un message à la nation, à l'occasion du sixième anniversaire de son avènement au pouvoir, le 7 juin 1982, le chef de l'Etat a souligné que son pays n'était pas encore parvenu à la paix définitive et durable, bien qu'il existe quelques signes encourageants. Il a estimé que le cessez-le-feu instauré depuis septembre, grâce à la médiation de l'OUA, « dure toujours malgré les violations continues et répétées de la part de la Libye ». Il a réaffirmé sa confiance en l'OUA pour trouver une solution négociée. « Nous apportons notre appui à la nouvelle orientation que s'est donnée l'OUA dans sa mission de détente, favoriser la reprise des relations normales et renouer un dialogue entre la Libye et le Tchad », a-t-il dit, jugeant « réaliste » cette démarche de l'organisation pan-africaine.

« Nous devons être conscients des menaces très sérieuses que constitue la grande concentration de forces (libyennes) dans la région d'Acoudou, celle d'Elwhig (sud-ouest de la Libye) et de Toumo (en territoire nigérien), a toutefois ajouté M. Habré, qui a dénombré « deux cent soixante-douze cas de violations du cessez-le-feu » par Tripoli et qui a également fait état d'actions terroristes « programmées » actuellement par la Libye contre des villes tchadiennes. — (AFP.)

Diplomatie

La tournée du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient

Les chances de succès de M. Shultz paraissent de plus en plus minces

Poursuivant sa nouvelle mission de paix au Proche-Orient, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz a passé, lundi 6 juin cinq heures à Damas pour s'entretenir avec le président Hafez Al-Hassad. Les deux hommes ont eu près de trois heures d'entretiens à l'issue desquels le porte-parole de la présidence syrienne a indiqué qu'ils avaient porté « sur la situation et les développements au Proche-Orient, les idées des Etats-Unis sur le processus de paix dans la région ainsi que sur la situation internationale ».

M. Shultz, qui a quitté Damas dans l'après-midi pour regagner le Caire, n'a pas fait de déclaration. A son arrivée en Syrie dans la matinée, il avait déclaré que l'idée de créer un Etat palestinien indépendant ne lui paraissait pas viable. Parlant aux journalistes avant son entrevue avec M. Assad, il a dit : « Personnellement, je pense que ce n'est pas viable. Pour moi, cela n'a pas de sens de penser qu'on pourrait faire un Etat viable avec un pays en Cisjordanie et à Gaza ». Sur l'avenir des Palestiniens, il a déclaré : « Je pense qu'il est bien plus praticable de songer à un groupement de peuples qui ont une relation — confédération ou autre — avec un autre Etat ou des autres Etats ».

Répétant que la situation au Proche-Orient devenait de plus en plus dangereuse, le secrétaire d'Etat a observé : « Il y a des problèmes très difficiles qui ne disparaissent pas et nous sentons que des occasions sont perdues ».

Au pessimisme à peine voilé de M. Shultz fait écho le scepticisme quant aux chances de succès du secrétaire d'Etat affiché par la Maison Blanche, dont le porte-parole a reconnu lundi que les efforts de paix américains avaient peu de chances d'aboutir durant le mandat du président Reagan. Les perspectives de paix, a déclaré M. Marlin Fitzwater, sont « les mêmes que depuis deux mille ans ».

Par ailleurs, au moment où Moscou nuance sa position vis-à-vis d'Israël, insistant sur la nécessité de reconnaître celui-ci, M. Shamir a adopté un ton intransigent en évoquant l'avenir des rapports soviéto-israéliens. Israël ne fera aucune concession politique en échange d'un rétablissement des relations diplomatiques avec l'URSS, a affirmé le premier ministre à quelques jours de sa rencontre avec le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chvornakozov. « Je ne pense pas que nous devions payer pour le rétablisse-

ment des relations diplomatiques », a-t-il dit, réitérant son opposition à la tenue d'une conférence internationale, même si « les Soviétiques continuent à laisser entendre qu'ils renouvelleraient diplomatiquement avec nous si nous acceptons leur proposition » pour une telle conférence.

Parallèlement, les troubles se sont poursuivis en Cisjordanie où trois Palestiniens, dont une petite fille de neuf mois qui a reçu une balle de caoutchouc dans l'œil, ont été blessés lundi. Dans la bande de Gaza, des dizaines de personnes, selon des sources palestiniennes, ont été arrêtées à la veille de la visite, lundi, de M. Richard Shifter, adjoint au secrétaire d'Etat américain, chargé des droits de l'homme. M. Shifter s'est notamment entretenu à cette occasion avec des officiers et des responsables de l'administration militaire de Gaza.

Un député de l'opposition de gauche, le général Matti Peled, a pour sa part demandé une enquête sur une affaire remontant au début d'avril et que « l'armée a tenté d'étouffer » : trois officiers, dont un colonel, auraient pris en chasse, en hélicoptère, un jeune berger palestinien de Cisjordanie pour le tuer de sept balles dans la poitrine. — (AFP, Reuter.)

L'ouverture du sommet arabe à Alger

La revanche de M. Yasser Arafat

(Suite de la première page.) Sur ce point, les dirigeants arabes ont déjà adopté, notamment à Amman, le principe d'une telle conférence réunissant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et les parties concernées, y compris l'OLP, sur un pied d'égalité.

Pour faciliter les choses, l'OLP accepterait officiellement le principe d'une délégation arabe commune, solution souhaitée par le président syrien Hafez El Assad, à condition que chaque pays y soit représenté à part entière et au même niveau. Approuvé par Moscou, le plan de Fés avait été jugé « positif » par Washington, qui avait, il est vrai, alors surtout retenu de cette réunion la reconnaissance implicite d'Israël. Le fait que l'OLP demande aujourd'hui de reporter ce plan ne manque pas d'habileté.

« Au moment où Moscou plaide pour le réalisme » et où M. Gorbatchev exhorte les pays arabes à prendre une « décision qui dénouerait le problème ardu du droit d'Israël à la sécurité », le rappel, même implicite, de la reconnaissance d'Israël et de son droit à vivre en paix n'est pas négligeable. Après les ambiguïtés de langage soviétiques qui n'avaient pas manqué d'inquiéter l'OLP, M. Arafat a reçu lundi un ferme soutien du chef du Kremlin qui, dans un message au président Châdli, a réaffirmé que « aucune organisation autre que l'OLP ne sera capable de prendre une décision au nom du peuple palestinien ni d'assurer son application par le peuple palestinien ».

Le chef de l'OLP, qui avait effectué dimanche un bref voyage à Alger pour s'entretenir avec M. Youri Vorontsov, venu à la veille du sommet rendre compte des entretiens soviéto-américains, a peut-être reçu de sa part quelques conseils de modération mieux à même de prendre en compte l'initiative de M. Shultz.

Le plan de paix américain comporte aux yeux de beaucoup de pays arabes deux lacunes : le refus des Etats-Unis de reconnaître le droit à l'autodétermination des Palestiniens et l'existence et la représentativité de l'OLP. L'intransigence israélienne dispense d'une certaine façon les pays arabes de dire carrément non à Washington. Cela d'autant plus que la Jordanie, l'Arabie saou-

dite et, en coulisse de ce sommet, l'Egypte sont favorables à la poursuite des efforts du secrétaire d'Etat. Mais, dans le contexte du nouveau dialogue soviéto-américain, Israël ne fera aucune concession politique en échange d'un rétablissement des relations diplomatiques avec l'URSS, a affirmé le premier ministre à quelques jours de sa rencontre avec le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chvornakozov. « Je ne pense pas que nous devions payer pour le rétablisse-

ment des relations diplomatiques », a-t-il dit, réitérant son opposition à la tenue d'une conférence internationale, même si « les Soviétiques continuent à laisser entendre qu'ils renouvelleraient diplomatiquement avec nous si nous acceptons leur proposition » pour une telle conférence.

Parallèlement, les troubles se sont poursuivis en Cisjordanie où trois Palestiniens, dont une petite fille de neuf mois qui a reçu une balle de caoutchouc dans l'œil, ont été blessés lundi. Dans la bande de Gaza, des dizaines de personnes, selon des sources palestiniennes, ont été arrêtées à la veille de la visite, lundi, de M. Richard Shifter, adjoint au secrétaire d'Etat américain, chargé des droits de l'homme. M. Shifter s'est notamment entretenu à cette occasion avec des officiers et des responsables de l'administration militaire de Gaza.

La guerre du Golfe

La guerre du Golfe sera aussi un des sujets débattus, et la présence à Alger du roi Fahd d'Arabie saoudite, arrivé lundi soir, n'y est sans doute pas étrangère. Le souverain saoudien, qui avait boycotté le sommet d'Amman, s'est cette fois déplacé et entend bien faire prévaloir son point de vue après que son pays a rompu ses relations diplomatiques avec l'Irak. Téhéran n'a d'ailleurs pas négligé l'événement en envoyant il y a quarante-huit heures à Alger puis à Tripoli un de ses viceministres des affaires étrangères, M. Bocharati. Celui-ci a plaidé la cause de son pays, indiquant-on de bonne source, en précisant que le sommet adopterait sans doute sur ce thème une résolution pressée de celle d'Amman qui avait condamné Téhéran, mais en des termes peut-être moins durs, compte tenu de la position plus modérée de l'Algérie. Il sera intéressant d'observer la position de la Syrie, qui n'avait élevé aucune objection à Amman et qui a montré à Beyrouth beaucoup de souplesse face aux desiderata iraniens.

En invitant le sommet arabe à se pencher sur la guerre Iran-Irak, dont « l'urgence d'une solution n'est pas moins importante », a-t-il dit, que celle du conflit israëlo-arabe, M. Gorbatchev a probablement combié les vœux du roi Fahd, même si l'attentisme soviétique devant l'application de la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU, réclamaré déjà à Amman, n'est pas goûté par les alliés de l'Irak. Le président Saddam Hussein, représenté à Alger par le vice-président, M. Taber Yassine Ramadan, peut compter sur de solides appuis, d'autant plus que ses récentes victoires militaires le placent dans une position beaucoup plus confortable.

Réconciliation algéro-marocaine

Ce sommet marquera enfin l'apothéose de la réconciliation algéro-marocaine. Le roi Hassan II, qui sait ménager ses effets, a choisi le bateau pour revenir à Alger pour la première fois depuis quinze ans. Un accueil grandiose devrait lui être réservé au port d'Alger, et déjà une centaine de journalistes marocains ont envahi la capitale algérienne dans l'attente de l'événement. Pour ne pas toutefois détourner ce sommet de son but premier, l'appui au mouvement dans les territoires occupés, le sommet maghrébin que tout le monde évoque ici, se tiendrait plutôt à la fin de la réunion des rois et chefs d'Etat arabes proprement dits.

Quoi qu'il en soit, l'Algérie a déjà atteint un de ses buts, réunir un sommet arabe avec une présence maximale des chefs d'Etat. Outre le président irakien, dont l'arrivée imprévue est toujours possible, deux d'entre eux seulement devraient, en principe, manquer : l'appel à la présidence somalienne, dont le pays est le théâtre de combats dans le Nord, et le sultan Qabus d'Oman, absent traditionnel, sauf à de rares exceptions, des sommets arabes.

La violence distribue du colonel Kadafi contre les dirigeants arabes à la solde, selon lui, de Washington annonce-t-elle son abstention ? Rien ne permet de le dire, mais le colonel libyen est trop imprévisible pour que l'on puisse être sûr de sa décision finale.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Selon un haut responsable iranien

Paris et Téhéran pourraient procéder à un échange d'ambassadeurs d'ici à un mois

Téhéran (AFP, AP). — Le vice-premier ministre iranien, M. Ali Reza Moayeri, a déclaré, le lundi 6 juin, que la France et l'Iran pourraient procéder à un échange d'ambassadeurs d'ici à un mois. Répondant à une question de Radio-Téhéran, il a affirmé que « les délégations iranienne et française, représentées par MM. Ali Ahani, pour l'Iran, et Christian Graf, pour la France, ont déjà eu plusieurs rencontres à Genève et il semble que les relations entre les deux pays reprendront dans un mois, au niveau des ambassadeurs ».

Selon M. Moayeri, « la République islamique a réaffirmé ses conditions pour la normalisation de ses relations avec Paris : le remboursement par la France du prêt consenti par l'Iran à l'époque du chah et ses intérêts », la « neutralité de Paris dans le conflit irano-irakien » et enfin « l'interdiction imposée par le gouvernement français aux activités des contre-révolutionnaires iraniens installés en France ».

[A Paris, le qual d'Orsay confirme que des entretiens ont eu lieu à Genève, mais se refuse à tout pronostic sur la durée des négociations.]

Après le sommet de Moscou

Des pourparlers pourraient s'ouvrir entre les deux Corées

Le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci, qui, de retour de Moscou, faisait une étape à Tokyo, lundi 6 juin, a déclaré notamment : « La menace soviétique pour cette partie du monde [l'Extrême-Orient] est importante et elle continue d'augmenter ». M. Carlucci a estimé qu'il était trop tôt pour savoir si les changements mis en œuvre par M. Gorbatchev déboucheraient sur une « politique moins expansionniste » et sur l'arrêt des violations des droits de l'homme ou si, au contraire, ils permettraient à l'URSS dans les années 90 de « produire d'énormes quantités d'armes de manière encore plus efficace qu'aujourd'hui ».

Un émissaire spécial du gouvernement soviétique, chargé lui aussi de rendre compte à Tokyo du sommet soviéto-américain, M. Kireev, a indiqué lundi que son pays avait demandé aux Etats-Unis d'entamer un dialogue direct avec la Corée du Nord, afin de diminuer les tensions dans la péninsule.

D'autre part, les autorités de Pyongyang se sont déclarées prêtes à rencontrer les responsables de la Corée du Sud pour des discussions préliminaires en vue de la préparation d'une conférence Nord-Sud, a annoncé lundi l'agence officielle nord-coréenne KCNA.

Le projet de conférence conjointe, proposé par le président nord-coréen Kim Il Sung en janvier, avait été dénoncé par Séoul comme étant une manœuvre destinée à détourner l'attention des accusations d'attentat visant la Corée du Nord après l'explosion, en novembre, d'un avion sud-coréen dont les cent quinze passagers avaient péri.

Vendredi dernier, cependant, le premier ministre sud-coréen, M. Lee Hyun Jae, avait proposé que les deux pays se rencontrent au niveau ministériel ce mois-ci pour discuter de la participation de Pyongyang aux Jeux olympiques de Séoul et d'autres thèmes intercoréens. — (AFP, Reuter.)

Le statut des personnels soviétiques à l'ONU pourrait être modifié

L'Union soviétique envisage de confier à ses ressortissants employés à l'ONU des mandats de longue durée, ce qui ferait d'eux, en fait, des personnels permanents dotés d'un statut de fonctionnaires internationaux plus conforme à la charte des Nations unies.

Les personnels de l'ONU, Soviétiques mis à part, font généralement carrière dans l'organisation, leur révocation éventuelle ne dépendant que du secrétariat général. Dans un rapport présenté au Congrès, l'administration Reagan avait dénoncé le fait que quatre seulement des cent trente-quatre Soviétiques en poste au siège de New-York et un seul sur les soixante-quatorze en poste à Genève avaient des contrats de longue durée. Les autres, affirmèrent les Américains, ont pour seule fonction

d'appliquer les instructions de Moscou, certains à des fins d'espionnage.

Cette réforme de statut s'inscrirait dans le cadre d'une politique qui traduit depuis quelque temps un régime d'intérêt de l'URSS à l'égard de l'ONU. L'Union soviétique s'est ainsi acquittée récemment des arriérés de ses contributions envers l'Organisation.

Reprise des négociations directes entre « contras » et sandinistes. — Les autorités sandinistes et la Contra (opposition armée au régime nicaraguayen) devaient reprendre, mardi 7 juin, à Managua, leurs négociations directes pour tenter de trouver un accord sur un cessez-le-feu définitif au Nicaragua, assorti de mesures de démocratisation réclamées par la Contra. — (AFP.)

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES DEPUIS 1954

Pour vous aider à réussir aux examens et concours de l'enseignement supérieur. Préparations annuelles complètes

• HEC - ESSEC - ESCP - ECRICOME

• Filière classique BAC C

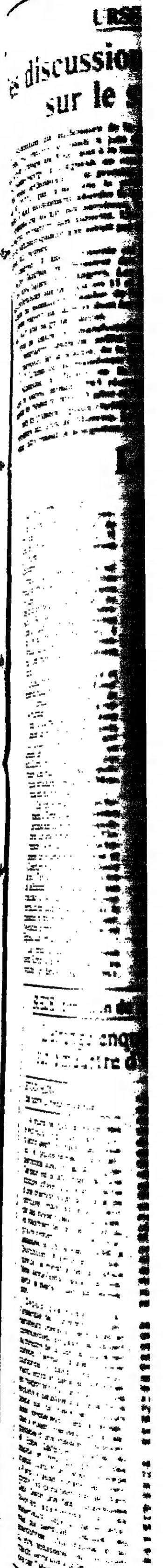
• Filière économique BAC B et D, Admissions sur tests écrits (Maths, Culture Générale ou Économie)

• Stages intensifs, Noël et Pâques.

• SECTIONS PILOTE : Carrés C et B

Résultats de la section Filiale Promotion 1987 : 50 % d'intégrés aux Polytechniques et Écricome.

TOLBIAC : 83, av. d'Italie 75013 Paris Tél. : 45.85.59.35 + AUTEUIL : 6, avenue Léon-Henney 75016 Paris Tél. : 42.24.10.72 +



Europe

URSS : la célébration du millénaire du christianisme

Des discussions vont s'ouvrir entre Rome et Moscou sur le statut des catholiques d'Ukraine

La célébration du millénaire de la Russie chrétienne est entrée le lundi 6 juin dans sa phase active. Jusqu'au 9 se tiennent à la Trinité-Saint-Serge à Zagorsk un concile de l'Eglise russe orthodoxe - le premier depuis celui de 1971, qui avait élu le patriarche Pimène. Il doit notamment aborder la question de l'organisation locale des paroisses. Le pré-traité pour recouvrer son autorité. Une limite d'âge de soixante-quinze ans serait par ailleurs imposée aux évêques.

Le vendredi 10, une cérémonie est prévue au théâtre Bolchoï en l'honneur des invités officiels soviétiques et étrangers. Les principales célébrations auront lieu les 11 et 12 juin dans un monastère de Moscou, réaménagé pour servir de lieu de prière et de prière. Les évêques veulent faire leur siège patriarcal.

L'absence de toutes ces manifestations, qui vont se poursuivre jusqu'en juillet dans les villes et paroisses de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine, est de surcroît la violation du christianisme, à l'heure où la nouvelle équipe au pouvoir depuis 1985 réexamine la question des rapports entre l'Eglise et l'Etat.

Toutes les grandes Eglises chrétiennes sont représentées aux fêtes de Moscou. Le pasteur Emilio Castro conduit la délégation du Conseil

oecuménique des Eglises de Genève, dont fait partie l'Eglise orthodoxe de Russie. Primat de la Communauté anglicane, le docteur Runcie, archevêque de Cantorbéry, est aussi du voyage, ainsi que Frère Roger, prêtre de la communauté oecuménique de Taizé.

En dehors du pape, qui n'a pas été personnellement invité, les trois personnalités représentées au Saint-Siège sont sans doute les plus ouvertes à un renforcement du dialogue avec l'Eglise russe : il s'agit du cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'Etat, numéro deux dans la hiérarchie romaine, principal acteur, sous Paul VI puis sous Jean-Paul II, de l'Ostpolitik et dont l'arrivée à Moscou est prévue pour le mercredi 8 juin ; du cardinal Johannes Willebrands, président du secrétariat pour l'Unité des chrétiens, qui, après sept ans d'interruption, a relancé en octobre 1987, au cours d'un colloque à Venise, les conversations théologiques entre des représentants du patriarcat de Moscou et de l'Eglise catholique romaine ; enfin, du cardinal français Roger Etchegaray, président du conseil pontifical Justice et Paix. Le cardinal Casaroli est porteur d'une lettre personnelle de Jean-Paul II pour M. Gorbatchev.

Il serait rejoint par une deuxième délégation catholique représentative des cinq conti-

nents qui comprendra dix cardinaux et évêques, dont le cardinal Glemp, primat de Pologne. Mais ce sont tous les présidents des conférences épiscopales à travers le monde qui avaient été invités par le patriarcat de Moscou (le Monde du 6 mai).

Le principal désaccord entre l'Eglise catholique et l'Eglise russe orthodoxe porte sur les « uniates » ukrainiens. Cette question - ainsi que celle des atteintes à la liberté des fidèles et du clergé catholiques dans les pays baltes - a fait capoter le projet longtemps caressé par le Vatican et par M. Gorbatchev d'un voyage du pape à Moscou.

Une détente est-elle envisageable sur ce point ? Le métropolitain orthodoxe Philarete de Kiev a déclaré, le 4 juin, que des entretiens prévus en Finlande, près de Kuopio, au mois d'août prochain, entre catholiques et russes orthodoxes porteraient sur le statut de l'Eglise catholique ukrainienne rattachée en 1946 par Staline au patriarcat de Moscou. Au cours d'une conférence de presse, le 3 juin à Moscou, l'académicien Andreï Sakharov était aussi intervenu en faveur de la reconnaissance officielle des catholiques d'Ukraine.

H. T.

Les tribulations d'une Eglise

(Suite de la première page.)

Et ce n'est un mystère pour personne que la véritable raison de l'absence à Moscou de Jean-Paul II est le contentieux sur cette question ukrainienne.

Impossible de comprendre un tel niveau de tension sans remonter très loin dans l'histoire. C'est à la suite des invasions mongoles et du sac de Kiev (1240) que les princes héritiers de Vladimir et les métropolitains de Kiev se déplacent vers l'est, à Moscou, qui devient alors le principal foyer religieux de l'orthodoxie russe.

Quand ces territoires orientaux et méridionaux de l'ancienne Rus' (1), connus alors sous le nom de « marches » de la Russie (« Oukraina »), sont annexés au quatorzième siècle par les souverains catholiques de Lituanie et de Pologne (qui créent en 1569 un Etat fédéral), un équilibre confessionnel s'établit tant bien que mal. Un siège métropolitain orthodoxe indépendant de Moscou est maintenu à Kiev.

Ce sont les tentatives de rattachement à Rome de populations restées orthodoxes qui ont rompu cet équilibre. Le concile oecuménique de Florence (1439) marque un rapprochement de circonstance entre Rome et Constantinople, alors sous la menace des Turcs et à la recherche d'alliances à l'Ouest. Mais à son retour à Moscou, le métropolitain orthodoxe Isidor est déshonoré par le peuple et mis en prison par le tsar. Moscou se rebelle et se constitue une Eglise autocephale (1448).

La tentative suivante d'union avec Rome va cette fois aboutir à un synode de Brest-Litovsk (1596),

véritable acte de naissance de l'unionisme ukrainien. Le métropolitain de Kiev et six évêques orthodoxes sur huit, inféodés aux souverains lituanien et polonais, se rallient à l'Eglise catholique. Le pape leur accorde le maintien des traditions locales (mariage du clergé, liturgie en slavon). On est alors en pleine époque de contre-réforme et les jésuites marquent partout des points. Une nouvelle Eglise catholique de rite rite naît, mais à quel prix ! Le nom de Brest-Litovsk deviendra le symbole des tentatives de reconquête romaine envers l'orthodoxie.

Mais la grille prend mal. Le clergé, les laïcs groupés en puissantes fraternités orthodoxes se retournent contre la hiérarchie uniate, appuyée sur les souverains catholiques. Un évêque est assassiné en 1623. La répression s'abat sur les orthodoxes qui n'ont plus d'existence officielle. Les monastères et les églises sont fermés ou donnés aux seuls uniates (2).

Les héritiers de l'union de Brest et les orthodoxes soutenus par Moscou vont survivre à ces guerres de religion et aux différents régimes d'occupation que connaît l'Ukraine moderne - de la part de la Pologne, de l'Autriche, à nouveau de la Pologne, de l'Allemagne, puis de l'URSS - jusqu'en 1946. A cette date, l'histoire se renverse. A la suite d'un synode « manipulé » tenu à Lvov, sans la participation de ses évêques, l'Eglise grec-catholique d'Ukraine est liquidée par Staline, qui la soup-

çonne d'être un foyer de revendications nationalistes et le bourgeon de l'étranger en Union soviétique. Des quantités de prêtres et les évêques sont mis en prison. Ils ne sortent des camps qu'à partir de 1956. Archevêque de Lvov, Mgr Joseph Slipyj est libéré en 1961, mais il doit s'exiler à Rome.

Cette longue histoire marque aujourd'hui encore les esprits. Successeur du cardinal Slipyj, mort en 1984, le cardinal Lubachivski, archevêque majeur des Ukrainiens, résidant à Rome, et le métropolitain Philarete de Kiev ont été les deux seules personnalités, au cours de la réunion interreligieuse d'Asie, le 27 octobre 1986, à refuser de se lever.

Surtout concentrés à l'Ouest, en Galicie, dans les régions de Tarnopol, Lvov, Ivano-Frankov, les catholiques ukrainiens n'ont d'autres ressources que d'assister aux liturgies dans les paroisses orthodoxes ou de pratiquer leur foi dans la clandestinité. Mais celle-ci est de moins en moins supportée. Le vent de réforme qui souffle en Union soviétique encourage les revendications tendant à la légalisation de l'Eglise grec-catholique. Un appel en ce sens a notamment été signé le 4 août 1987 par deux évêques, trente-six prêtres, dix religieux et des fidèles laïcs retirés de cet exotisme. L'académicien Sakharov vient, sous tout, de prendre fait et cause pour les uniates.

La reconnaissance de l'Eglise catholique en Ukraine réveillerait de vieilles plaies et porterait un rude coup au patriarcat de Moscou. Sur six mille huit cents lieux de culte orthodoxes actuellement ouverts en

Union soviétique, mille cinq cents se trouvent dans les anciens diocèses uniates qui, outre les paroisses, fournissent au patriarcat orthodoxe une grande partie de son clergé. 60 % des séminaristes de Leningrad viennent d'Ukraine, spécialement d'Ukraine occidentale.

Le dialogue a certes repris entre Rome et Moscou, mais il reste marqué par une double suspicion. Les orthodoxes craignent toujours la relance, de la part du Vatican, d'un unitarisme agressif et certaines déclarations du pape exaltant l'heureuse union de Brest-Litovsk (3) leur donnent raison. Quant aux catholiques ukrainiens, ils redoutent toujours de faire les frais d'une ostpolitik et d'un oecuménisme précipité.

HENRI TINOCO.

(1) A l'époque du baptême de Vladimir (neuvième siècle), la Rus' englobait des territoires connus plus tard sous les noms d'Ukraine, de Russie et de Biélorussie.

(2) Sur l'histoire très controversée du métropolitain ukrainien, on lira : *Naissance de la chrétienté russe*, de Vladimir Vodoff (Fayard-1988) ; *L'Eglise orthodoxe hier et aujourd'hui* par Jean Meyendorff (Seuil-1960) ; ainsi que la présentation par Yves Hannan, professeur à Paris-X, et le Père René de la Cour, directeur général des Russes à Saint-Georges de Mendon, du millénaire du baptême de saint Vladimir, dans *Documentum-Episcopat* (bulletin de la conférence épiscopale catholique française de janvier 1988).

(3) Au cours d'une audience, le 5 mai 1988, avec des historiens spécialistes du christianisme slavo-byzantin, SOP (Service orthodoxe de presse, n° 139).

GRANDE-BRETAGNE : un tournant chez les travaillistes ?

M. Neil Kinnock ne serait plus favorable au désarmement nucléaire « unilatéral »

LONDRES de notre correspondant

M. Neil Kinnock a fait un pas de plus vers une « révision déshirante » de la doctrine du Parti travailliste en matière de désarmement nucléaire. Interrogé le dimanche 5 juin par la première chaîne de télévision de la BBC, le dirigeant du Labour s'est, en effet, refusé à se proclamer « unilatéraliste », bien que son parti soit, officiellement, favorable au désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne. Cette formule consue, selon M. Kinnock, une « incantation » qui n'est plus de saison.

Tout cependant n'est pas encore très clair dans le discours de M. Kinnock. Certes, dit-il, « nous n'avons pas besoin d'un unilatéralisme qui consiste à donner quelque chose pour rien (...). Cette idée est dépassée (...). Il faut obtenir quelque chose en échange de la renonciation à l'arme nucléaire ».

Abandon d'une doctrine ou de sa formulation ?

Le leader travailliste estime maintenant que les sous-marins atomiques lancateurs de missiles Trident qui vont progressivement remplacer les Polaris au cours des années 90 ne doivent pas être désarmés sans autre forme de procès dès l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement travailliste ; fer de lance de l'arsenal nucléaire britannique, ils doivent constituer une monnaie d'échange. Mais M. Kinnock récite qu'il est toujours décidé à « mettre hors service » ces Trident et que « cela reste sa position ». M. Kinnock justifie son évolution en soulignant que l'environnement international a changé grâce au traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNII), signé en décembre à Washington, et aux négociations START sur les engins intercontinentaux. Dans ces conditions, la Grande-Bretagne pourrait maintenant obtenir « quelque chose » des Soviétiques si elle abandonnait ses armes nucléaires.

Les conservateurs ne sont guère impressionnés. Un proche conseiller de M^{me} Thatcher affirme : « Rien n'a bougé dans la doctrine du Parti ».

travailliste. M. Kinnock est prêt à brader les Trident et même la force nucléaire britannique tout entière en échange d'une réduction de 2 ou 3 % du potentiel soviétique, ce qui est inacceptable ».

M. Kinnock semble avoir voulu faire passer un message. Le leader travailliste sait qu'il n'entrera probablement jamais au 10 Downing Street s'il maintient intégralement l'exigence d'unilatéralisme dans le programme de son parti. Il est décidé, plus sans doute par ambition que par conviction personnelle, à renoncer à cette formule ancienne. Il prépare son parti et l'opinion en général à ce tournant.

Le présentateur de la BBC lui a perfidement demandé si son unilatéralisme de jadis était pour autant un erreur. M. Kinnock marchait sur des œufs. Il connaît l'attachement viscéral de nombreux militants travaillistes à cette doctrine. « Celle-ci, a-t-il répondu, était appropriée à l'époque où il ne se passait absolument rien. Ou plutôt il y avait alors une perpétuelle course aux armements et, dans ces circonstances, il fallait essayer de sortir de l'impasse. Nous sommes sortis de l'impasse. Nous avons vu le président des Etats-Unis et le secrétaire général soviétique marcher côte à côte sur la place Rouge et déclarer que leur objectif commun était de débarrasser la planète des armes nucléaires. Ils ont commencé en pratique à le faire ».

M. Kinnock a visiblement du mal à renoncer à ses convictions de jeune homme que son épouse, ardente militante pacifiste antimilitariste, continue pour sa part à proclamer. L'unilatéralisme a des fondements religieux et moraux, même s'il a coûté politiquement très cher au Labour. Certains lui attribuent une grande part de responsabilité dans la troisième défaite consécutive des travaillistes face à M^{me} Thatcher en juin 1987.

Enfin, on remarquera que la défense nucléaire ne figure pas à l'ordre du jour du prochain congrès travailliste qui se tiendra en octobre à Blackpool. M. Kinnock a repoussé une décision à ce sujet - et l'éventuel abandon formel de l'unilatéralisme - au congrès suivant, à l'automne 1989.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● ESPAGNE : attentat au Pays basque. Pacif Zabalza, propriétaire d'une discothèque dans la petite ville d'Elgoibar, a été tué de deux balles dans la tête, dans la soirée du lundi 6 juin. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais la police soupçonne l'ETA. La victime était un proche de l'ancien ministre, assassiné il y a deux semaines par l'organisation séparatiste. - (AFP, Reuters).

● HONGRIE : appel à la réhabilitation d'Imre Nagy. - Un « comité pour la justice historique » a été créé, lundi 6 juin, à Budapest pour demander la réhabilitation d'Imre Nagy (16 juin 1956), ancien premier ministre lors de l'insurrection hongroise d'octobre 1956, et de ceux qui ont été exécutés avec lui. Ce comité a recueilli 37 signatures, dont celle de la fille d'Imre Nagy, Erzsébet Nagy. Dans son appel, il demande « une totale réhabilitation morale, politique et juridique des victimes des répressions » consécutives à l'insurrection de 1956, estimant qu'il s'agit d'une « pré-condition à tout renouvellement intellectuel et politique » en Hongrie. - (AFP.)

● GRÈCE : demande d'aide politique. - Sept ressortissants roumains ont demandé à bénéficier de l'asile politique en Grèce. Après avoir transféré par la Turquie, ils se sont réfugiés dans l'île grecque de Mytilène. Leur demande est examinée par les autorités. - (AFP.)

SUEDE : démission du ministre de la justice

L'étrange enquête parallèle sur le meurtre d'Olof Palme...

STOCKHOLM de notre correspondant

A moins de quatre mois des élections législatives qui s'annoncent pour bientôt pour lui, le gouvernement social-démocrate suédois de M. Ingvar Carlsson est ébranlé par une obscure affaire qui était parvenue à l'attention publique : celle de retrouver, mais apparemment par des moyens peu orthodoxes, les meurtriers de l'ancien chef du gouvernement, Olof Palme, assassiné le 28 février 1986 à Stockholm. Première conséquence : le ministre de la justice Mme Anna-Greta Leijon, a démissionné, le mardi 7 juin, sa démission...

Depuis quelques jours, l'ensemble de l'opposition (conservateurs, libéraux, centristes et communistes) s'agitait le départ du ministre de la justice, qui avait commis l'erreur fatale d'avoir cautionné - dans des documents écrits et sans en informer les magistrats du parquet - une enquête « parallèle » à celle de la police sur ce meurtre toujours aussi mystérieux. Les recherches « étaient menées par le responsable d'une maison d'édition, M. Ebbe Carlsson, proche du pouvoir et ami du garde des sceaux. Lors d'un récent voyage à Paris, il avait notamment rencontré l'ex-président iranien Bani Sadr. Selon une des nombreuses théories examinées par les enquêteurs depuis deux ans, mais qui semblait quelque peu abandonnée, Olof Palme aurait pu être assassiné par un commando terroriste kurde commandé par Téhéran.

L'affaire avait pris une nouvelle dimension la semaine dernière, à la demande suédoise du port d'Halingsborg, dans le sud du pays, du garde du corps de l'éditeur qui tentait de passer en fraude du matériel d'écoute particulièrement sophistiqué et destiné sans doute à l'enquête « parallèle ». Il est en outre apparu que quelques mois avant le meurtre leurs homologues suédois d'une « opération » dirigée contre Olof Palme. Muni de cette lettre, M. Ebbe Carlsson envisageait de se rendre à Londres pour vérifier ces informations.

En dépit des accusations portées ces derniers jours par l'opposition contre le ministre de la justice et la menace d'une motion de censure, le chef du gouvernement avait renouvelé contre l'ex-président iranien Bani Sadr. Selon une des nombreuses théories examinées par les enquêteurs depuis deux ans, mais qui semblait quelque peu abandonnée, Olof Palme aurait pu être assassiné par un commando terroriste kurde commandé par Téhéran.

Parmi les documents signés par le ministre de la justice figure une « lettre de recommandation » pour la « détective », adressée aux services secrets britanniques qui auraient averti quelques mois avant le meurtre leurs homologues suédois d'une « opération » dirigée contre Olof Palme. Muni de cette lettre, M. Ebbe Carlsson envisageait de se rendre à Londres pour vérifier ces informations.

En dépit des accusations portées ces derniers jours par l'opposition contre le ministre de la justice et la menace d'une motion de censure, le chef du gouvernement avait renouvelé contre l'ex-président iranien Bani Sadr. Selon une des nombreuses théories examinées par les enquêteurs depuis deux ans, mais qui semblait quelque peu abandonnée, Olof Palme aurait pu être assassiné par un commando terroriste kurde commandé par Téhéran.

FRANÇOISE NIETO.

RDA

Berlin-Est serait prêt à verser des réparations pour les victimes juives du nazisme

BONN de notre correspondant

M. Heinz Galinski, président du Conseil central des juifs allemands, a été reçu lundi 6 juin à Berlin-Est par le numéro un est-allemand, M. Erich Honecker. M. Galinski a retiré de cet entretien l'impression que la RDA était prête à accorder des réparations pour les juifs victimes du nazisme pouvant s'élever jusqu'à 100 millions de dollars. Les négociations sur cette question avaient été définitivement rompues en 1976. Les dirigeants est-allemands avaient fait parvenir unilatéralement 1 million de dollars pour soldé de tout compte à la « Claims Conference », l'organisme chargé de négocier les réparations avec les Etats issus du III^e Reich. Mais, son président, M. Nahum Goldmann les avait renvoyés, considérant que cette somme octroyée était une insulte aux victimes. La RDA justifiait son attitude par une philosophie d'Etat rejetant totalement tout lien avec ce qui existait avant elle sur le territoire allemand.

L'évolution de Berlin-Est s'est traduite ces derniers mois par plusieurs gestes à l'égard de la communauté juive : l'abandon d'un projet de route qui devait traverser le cimetière juif de Berlin-Weissensee et l'accueil de délégations du Congrès juif mondial par les autorités de la RDA par exemple.

Aujourd'hui, il semble que M. Erich Honecker soit désireux d'accélérer ce processus. Au cours sa rencontre avec M. Galinski il a également évoqué les cérémonies solennelles prévues pour célébrer, au mois de novembre prochain, le cinquantième de la « nuit de cristal » (1). Une session spéciale de la Chambre du peuple de la RDA devrait avoir

lieu, que M. Honecker souhaite voir se dérouler à la même date que la session du Bundestag prévue à Bonn.

Par ailleurs, le numéro un est-allemand a proposé à son interlocuteur la constitution d'un comité international chargé de concevoir et de piloter la restauration de la Grande Synagogue de l'Oranienburgerstrasse. Jadis la plus belle de toute Allemagne, elle avait été éparpillée lors de la « nuit de cristal ». La synagogue avait cependant été totalement détruite par des bombardements en 1943. M. Galinski a accepté de faire partie du comité international.

Le président de la communauté juive ouest-allemande s'est également entretenu avec M. Honecker du conflit du Proche-Orient. Le rabbin de Berlin-Est, l'Américain Isaac Neumann, depuis démissionnaire, avait violemment critiqué au mois de mai la couverture des événements de Cisjordanie par la presse officielle de la RDA, allant même jusqu'à comparer l'organe central du parti au journal nazi *Diekscher Beobachter*.

Cet essai, bien tardif, de normalisation des relations de la RDA avec le judaïsme allemand et mondial répond à la volonté de M. Honecker d'associer définitivement la respectabilité internationale de son pays. Cela pourrait faciliter la mise sur pied d'un voyage aux Etats-Unis qui consisterait le couronnement de l'offensive diplomatique en direction de l'Occident que M. Honecker avait inaugurée en septembre dernier par sa visite en RFA.

LUC ROSENZWEIG.

(1) Le 9 novembre 1938, les troupes de choc du parti nazi, les SA, saccagèrent les biens appartenant aux juifs et incendièrent les synagogues dans toutes les villes allemandes.

TURQUIE - LIBERTÉ

Les soussignés, soucieux du respect des droits de l'homme et des libertés :

Souhaitant que la Turquie prenne sa place parmi les démocraties européennes jouissant pleinement des libertés fondamentales d'opinion, d'expression et d'association ;

Demandant la libération immédiate de M. Haydar Kurtu, secrétaire général du Parti communiste de Turquie, et du docteur Nihat Sargin, secrétaire général du Parti ouvrier de Turquie, et la possibilité de mener leurs activités politiques en toute liberté et légalité ;

Demandant avec les intéressés, même s'ils ne parviennent pas toutes leurs idées :

- la levée de tous les obstacles à l'exercice des droits et libertés démocratiques pour tous les courants de pensée ;
- l'amnistie générale pour les prisonniers d'opinion, la fin des poursuites pour cette raison ;
- la liberté de retour et d'activité des réfugiés politiques ;
- la fin de toute pratique tortionnaire et la punition des auteurs ;
- l'abolition de la peine de mort.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES JURISTES DÉMOCRATES
ASSOCIATION FRANÇAISE DES JURISTES DÉMOCRATES
ASSOCIATION FRANCE-TURQUIE
AVOCATS EUROPÉENS DÉMOCRATES
CIMAED
COMITÉ POUR L'INDÉPENDANCE ET LE DÉVELOPPEMENT
CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME
LIGUE DES DROITS DE L'HOMME FRANÇAISE
LIGUE AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES
MAGISTRATS EUROPÉENS POUR LA DÉMOCRATIE ET LES LIBERTÉS
MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE
SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE
TURQUIE LIBERTÉ (Comité pour contribuer à la démocratisation de la Turquie)

MANIFESTATION
devant l'ambassade de Turquie
Rendez-vous : métro Passy
le mercredi 8 juin, à 18 h 30

Politique

La préparation du second tour

L'URC laisse M. Gaudin conduire la négociation avec M. Le Pen

Dans les première et deuxième circonscriptions de l'Oise

Tous les suffrages socialistes sont annulés et les candidats de l'URC déclarés élus

Dans la première et la deuxième circonscription de l'Oise, MM. Guy Desessart et Jean-François Mancel, candidats de l'URC, ont été déclarés élus dès le premier tour par décision de la commission de recensement des opérations de vote. Les voix des candidats socialistes ont été déclarées nulles par cette commission. Le contentieux est soumis au Conseil constitutionnel.

BEAUVAIS de notre correspondant

En ballottage, défavorable pour le premier, et favorable pour le second, dimanche soir, MM. Guy Desessart, candidat CNI-URC, ancien suppléant de M. Marcel Dessaut, dans la première circonscription du département de l'Oise, et M. Jean-François Mancel, président du conseil général, candidat RPR-URC dans la deuxième, qui ont recueilli tous deux les suffrages de plus d'un quart des inscrits, ont été proclamés élus dès le premier tour, le lundi 6 juin à 19 h 30, par M^{me} Rosine Piarard, présidente du tribunal de grande instance de Beauvais qui présidait la commission de recensement des opérations de vote, appelée à statuer à l'issue de chaque scrutin sur l'invalidité de celui-ci.

A l'origine de ce coup de théâtre qui a frappé de stupeur les électeurs du département et les deux candidats socialistes, l'annulation pure et simple par cette commission des suffrages recueillis par les adversaires les plus directs des deux élus, MM. Walter Amsellem, maire de Beauvais, candidat du Parti socialiste dans la première circonscription, et Guy Vadeplied, maire de Méru, candidat du PS dans la deuxième.

Ainsi M. Amsellem, qui est arrivé en tête dimanche dans sa circonscription avec 20 599 voix, et M. Vadeplied, en seconde position dans la sienne avec 15 375 voix, réalisant tous deux zéro voix après la décision de la commission de recensement des votes.

Les services de la préfecture de l'Oise, qui apparaissent très embarrassés par cette affaire, ont cherché pendant la nuit et la journée à faire revenir M^{me} Piarard sur sa décision. Mais cette dernière s'est montrée intraitable : les bulletins de MM. Amsellem et Vadeplied ont été invalidés parce qu'ils ne sont pas conformes aux prescriptions réglementaires voulant que la

mention « suppléant » figure avant le nom de l'éventuel député remplaçant, et non après comme c'est le cas sur les bulletins utilisés dimanche par les électeurs des candidats socialistes de ces circonscriptions.

Fait rarissime sans doute dans des circonstances électorales, le préfet de l'Oise, M. Pierre Chaigneux, a décidé de présenter un recours auprès du Conseil constitutionnel parce que, faisant-on savoir dans son entourage, l'erreur constatée par la commission n'est pas substantielle et, en tout cas, pas de nature à annuler les voix obtenues par les candidats.

Tout en envisageant d'autres actions en justice, les deux personnalités socialistes n'ont pas attendu la décision préfectorale pour déposer l'un et l'autre un recours devant le Conseil constitutionnel dans le but d'obtenir le plus tôt possible la réformation de la proclamation des résultats par la commission de l'Oise et de pouvoir participer au deuxième tour des élections législatives dimanche prochain. Mais cet espoir est vain. Les textes ne prévoient pas de procédure d'urgence dans ce type de cas. Le second tour de l'élection ne sera donc pas organisé dans les premières et deuxième circonscriptions, et deux élections partielles devront probablement être organisées quand le contentieux aura été tranché.

« La commission a annulé d'un trait de plume, pour une poignée de voix, le vote de milliers d'électeurs qui ont fait dimanche le choix en toute lucidité en notre faveur. C'est un abus de pouvoir qui ne s'est jamais vu. C'est grave pour la Justice, avec un grand « J ». Le suffrage universel et la démocratie sont bafoués », a déclaré M. Amsellem.

M. Vadeplied parle, de son côté, de « coup de force prémédité ».

JEAN-MARIE DEROUY.
M. JOSPIN : « Scandaleux ! » - M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale de la recherche et des sports, a jugé « Inrassemblable » et « totalement scandaleux » la décision de la commission départementale de recensement des opérations électorales qui a, dans l'Oise, proclamé élus a, dans la première et deuxième circonscriptions, deux candidats de l'URC, en annulant la totalité des suffrages qui s'étaient portés sur les candidats socialistes, MM. Walter Amsellem et Guy Vadeplied.

Dès lundi soir, les responsables du RPR et de l'UDF se sont retrouvés à l'Assemblée nationale pour une réunion d'ajustement - sur la préparation du deuxième tour. Le problème essentiel portait évidemment sur le désistement entre le Front national et l'URC à Marseille et dans le département des Bouches-du-Rhône. Le matin, M. Jean-Marie Le Pen était revenu à la charge en précisant que le Front national « n'aurait que dans le cadre de la réciprocité » et que, par conséquent, il attendait avant de se prononcer de connaître l'attitude des dirigeants de l'URC. Au bout de trois heures de discussion, lundi soir, il est apparu que ces responsables RPR et UDF n'avaient rien « ajusté » du tout.

De Paris de l'un d'eux eux, chacun s'est surtout efforcé de « se rassurer le missiéri » - autrement dit de laisser au chef de file de l'opposition marseillaise, M. Jean-Claude Gaudin, inscrit aux abonnés absents depuis le matin, le soin de régler cette affaire. Moi, a fait valoir en substance M. Charles Pasqua avec ce sens pratique que le caractère, je suis le patron dans les Hauts-de-Seine. Quand j'ai des problèmes, je les règle moi-même. Propos qui devaient trouver une traduction moins abrupte, mais tout aussi parlante dans la bouche de M. Jacques Toubon, le secrétaire général du RPR, déclarant à l'issue de cette réunion à la presse que ces questions de désistement « sont des problèmes qui sont traités localement et au mieux par Jean-Claude Gaudin ».

Tout au long de cette réunion, de l'avis d'un autre participant, M. Gaudin est apparu comme un homme seul, conscient d'avoir mis le doigt dans un engrenage dangereux, qui va lui coûter certainement, dans l'immédiat, sa présidence du groupe UDF à l'Assemblée nationale et de transformer symboliquement en victime expiatoire de toutes les mauvaises consciences de droite.

Au cours de cette réunion, le secrétaire général du PR, M. François Léotard, est resté très en retrait. Dans le Var voisin, M. Léotard a officiellement adopté une attitude de fermeté vis-à-vis du Front national, sans que soient exclues pour autant quelques concessions de dernières minutes au chef de file du FN

circonscription, le chef de file du Front national lyonnais, M. Bruno Gollnisch, était venu présenter son soutien, sous quelques conditions, au centriste, Michel Mauclair, pour se liguer contre M. Jean Poperein. Il fut éconduit. Dès lors, les centristes ont eu lundi soir beau jeu de rappeler à M. Gaudin qu'un principe de fer-

me soir, le Front national est en position de se maintenir dans quatorze des seize circonscriptions de son département et de faire battre tous les candidats de l'URC en position de ballottage favorable, à l'exception de lui-même. Pour échapper « à ce tremblement de terre », M. Gaudin semblait lundi soir disposé à retirer ses candidats dans quatre circonscriptions où le Front national peut l'emporter : la 3^e (M. Jean Roussel), la 5^e (M. Gabriel Domenech), la 9^e (M. Jean Perdomo) et la 12^e (M. Jean-Pierre Sibros). M. Gaudin a quitté Paris sans en dire davantage. Car, depuis dimanche soir, des difficultés sont encore apparues entre lui et le patron du RPR à Marseille, M. Maurice Toga, qui plaide, lui, pour une attitude de fermeté vis-à-vis de M. Le Pen. M. Gaudin devait donc faire connaître sa position officielle mardi avant l'heure limite du dépôt des candidatures.

Pour le reste, les dirigeants de l'URC se sont contentés d'un toilettage général. Le RPR s'est inquiété de l'attitude du gaullio-barriste Pierre Bas dans la troisième circonscription de Paris, celle de l'immovible M. Edouard Frédéric-Dupont. Sans résultats. Le RPR a encore plaidé pour un retrait pur et simple dans la troisième circonscription de Haute-Savoie du PR Michel Meylan, arrivé en tête devant le secrétaire général du CNI, M. Yvon Briant, auquel le RPR avait promis l'investiture unique. M. Léotard a refusé. Son parti peut d'ores et déjà revendiquer seize députés, le même chiffre que le CDS. Il mise sur quarante ballottages favorables. Le Parti radical n'a à ce jour qu'un élu, son président, M. André Rossinot. Si dimanche soir une certaine euphorie avait gagné l'opposition, ses dirigeants lundi soir se montraient déjà beaucoup plus prudents.

DANIEL CARTON.



meté arrêté dès le départ aurait sans doute été le meilleur choix. Mais ils n'ont pas voulu aller plus loin. Ils ont demandé que, si désistements il y a, ceux-ci ne s'accompagnent pas de la part des candidats de l'URC d'un appel au vote en faveur du Front national. Pour le reste, ces centristes sont décidés à fermer encore les yeux. Seize députés CDS ont été élus dimanche dernier, et vingt pourraient l'être dimanche prochain. Leur groupe autonome est en bonne voie. C'est tout ce qui semble leur importer pour cette semaine.

Les uns et les autres se sont donc contentés d'entendre les explications et les justifications de M. Gaudin, lequel forcément ne manquait pas d'arguments chiffrés. Depuis diman-

Les centristes ferment les yeux

Par bonheur pour eux, le rصاص du Front national en Alsace a épargné, ce genre de tracas, et ils ont pu mettre en avant leur constante attitude de fermeté, qui, le matin même, avait encore fait ses preuves dans le Rhône. Dans la treizième

M^{me} Veil, MM. Noir et Méhaignerie : le « front du refus »

Pas d'accords avec le FN : M^{me} Simone Veil, M. Pierre Méhaignerie et M. Michel Noir multiplient les déclarations tendant que les tractations vont bon train dans les Bouches-du-Rhône et le Var. Les membres du « front du refus » hostiles à tout accord avec le FN constatent d'ailleurs que là où la droite classique a su faire pièce au FN, en refusant tout compromis, elle a plutôt renforcé sa position.

D'autre part, M. Noir se prononce en faveur d'une « cohabitation-bis ». « Les Français ont jugé que ceux qui ont gouverné pendant deux ans ne l'ont pas mal fait. Ils se disent que Mitterrand préside. Que l'UDF-RPR gouverne. (...) On vient de nous signer un certificat de décalage horaire : « Vous avez deux trains de retard, on va vous obliger à une cohabitation de deuxième type. (...) François Mitterrand n'est pas vaincu comme en 1986. Donc tout le monde, à commencer par nous, sera obligé de convenir qu'il y a deux camps victorieux. Il faudra donc en tenir compte pour réussir les priorités qui sont communes à tous les Français. »

La limitation du cumul des mandats

En vigueur depuis les élections législatives du 16 mars 1986, la loi du 30 décembre 1985 tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives n'a jusqu'à présent été appliquée qu'à l'occasion de scrutins partiels. Cette fois, l'ensemble des élus des 5^e et 12^e juin vont devoir s'y soumettre.

Cette loi dispose, dans son article 4, que « nul ne peut cumuler plus de deux mandats électoraux ou fonctions électives », à savoir ceux de député, sénateur, représentant à l'Assemblée des Communautés européennes, de conseiller régional, de conseiller général, de conseiller de Paris, de maire d'une commune de plus de vingt mille habitants, d'adjoint au maire d'une commune de plus de cent mille habitants. Etant entendu que les mandats de député et de sénateur sont incompatibles, ainsi que les fonctions de président de conseil général et de président de conseil régional.

Les élus qui seront, au lendemain du scrutin législatif, titulaires de trois de ces mandats devront renoncer à l'un d'eux dans un délai de quinze jours. En cas de non-respect de ce délai, les députés seront démis automatiquement de leur mandat à l'Assemblée nationale.

Ainsi, M. Jacques Chaban-Delmas, président du conseil régional d'Aquitaine, maire de Bordeaux, qui a été réélu le 5 juin député de la Gironde, a d'ores et déjà annoncé qu'il allait quitter son siège à l'assemblée régionale.

Néanmoins, la loi a prévu un dispositif particulier à l'égard des élus exerçant à la veille du scrutin législatif plus de trois mandats. A chaque renouvellement de l'une de leurs fonctions, ces « cumulards » devront se démettre d'un nombre de man-

dats tel qu'ils en détiendront moins qu'à la veille du scrutin. Ainsi, M. Michel Péricard, député sortant des Yvelines, conseiller régional d'Ile-de-France, conseiller général et maire de Saint-Germain-en-Laye, qui a été réélu, le 5 juin, à l'Assemblée nationale, doit abandonner l'un de ses mandats dans les quinze jours sous peine de perdre son siège au Palais-Bourbon. Il renoncera à une autre de ses trois dernières fonctions lors du prochain renouvellement de l'une d'entre elles.

En revanche, M. Dominique Baudis, qui siège déjà au Parlement européen, au conseil régional, au conseil général et dans le fauteuil de maire de Toulouse, vient de surcroît d'entrer à l'Assemblée nationale. Il a déjà annoncé qu'il renoncera à ses mandats de député européen et de conseiller général.

Grande promotion "toits ouvrants" Pose gratuite de tous modèles sur tous véhicules par spécialiste d'usine et cadeau d'une housse de protection pour les démontables

Darl'mat

29, rue Frémicourt
75015 Paris

(Publicité)
CLASSES PREPA
d'été ou annuelles
SCIENCES-PO et MÉDECINE
La première depuis 1967. Documentation contre 3 timbres
CEPES
87, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.09.19 ou 47.22.94.94

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
SÉMINAIRES A SAN FRANCISCO
Août 1988
Avocats : du 15 au 26 août
Experts comptables : du 1er au 12 août
Information et inscriptions avant le 15 juin 1988
à l'EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
17-25 rue de Chaillot - 75116 PARIS Tél. 40.70.11.71
Communiqué par l'EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
1629 Pine Street at Van Ness SAN FRANCISCO CA 94109

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-65-91-82.
Poste 4138

UNIVERSITÉ PARIS-XII
U.F.R. Administration
et Échanges
A.E.S. Administration Économique
et Sociale
Administration des entreprises
Commerce international
Administration publique
Spécialité : droit, économie, gestion,
langues (allemand, anglais, espagnol).
Stage (Licence, Maîtrise).
I.P.A.G. Institut de Préparation à
l'Administration Générale
Spécialité : préparation concours
administratifs
Licence d'Administration Publique
(niveau DEUG, DUT, BTS, Licence).
C.P.A.G. (concours externes et
internes)
D.E.S.S. Administration Locale
(inscriptions à partir du 1er juin 1988)
Renseignements et inscriptions :
avenue du Général-de-Gaulle,
94010 CRÉTÉIL cédex.
Tél. : 48.98.91.44

Rocard
Ja
M. Fran
le N

Politique

des élections législatives

M. Rocard : « Il faut savoir ce que l'on souhaite Jacques Chirac ou moi-même »

M. Michel Rocard a déclaré, le mardi 7 juin sur Europe 1, que « la France sent, maintenant, qu'elle est mieux gouvernée dans le respect de ses équilibres » et que « le suffrage universel, plein de sagesse, les prévoit ». « Il reste, tout de même, à ajouter la prudence ministérielle, à consolider cette majorité et, au second tour, il faut savoir ce que l'on souhaite : Jacques Chirac ou moi-même ».

Pour M. Rocard, « l'enjeu est de savoir si les options présidentielles, telles qu'elles ont été adoptées le 8 mai 1988, auront une majorité au Parlement ». « Le problème, a-t-il insisté, est de savoir s'il y aura une majorité pour le président pour exécuter les orientations qu'il a données : minimum social garanti, crédit-formation, rénovation du système scolaire, attaque plus vive contre le chômage, paix civile en Nouvelle-Calédonie ».

Interrogé sur le mode de scrutin, M. Rocard a réaffirmé sa préférence pour le système majoritaire dans lequel on « instillerait » de la proportionnelle, mais il n'est « pas sûr » qu'il faille faire cette réforme. « Les bonnes institutions, a-t-il expliqué, sont celles qui sont stables, et comme il n'y en a pas de parfaites on fait avec ce qu'on a ».

La discipline républicaine

La veille, le bureau exécutif du PS s'était réuni pour décider de l'attitude du parti au second tour. Au terme de cette réunion, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire, a expliqué que le PS appliquera sans excep-

tion la règle de la discipline républicaine vis-à-vis du PCF : désistement pour le candidat de gauche le mieux placé. Ainsi M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat, arrivé derrière le candidat communiste dans la 29^e circonscription du Nord, doit se retirer. M. Rocard a exprimé mardi sur Europe 1 son mécontentement devant le fait que le PCF, de son côté, opère un tri, pour appliquer la règle, entre les candidats que présente le PS.

Le scepticisme du PS sur l'ouverture

En revanche, selon l'expression employée naguère par M. Mauroy, les « guchets » de l'ouverture sont désormais fermés pour les candidats contristes ou de droite modérée. Aucun candidat socialiste ne se retirera devant l'un d'eux. Ainsi, à Paris, M. Pierre Bazoune n'a-il devant lui à la fois M. Edouard Frédéric-Dupont et le candidat socialiste, M. Gilles Lecaen (3^e circonscription de Paris).

Le PS justifie cette attitude par le faible nombre de triangulaires auquel aboutit la baisse du Front national. Ainsi M. Bernard Stasi n'est-il, finalement, confronté qu'à un candidat socialiste, M. Michel Thomas. En fait, le PS, échoué sans doute par le relatif échec de l'ouverture (tant au niveau des candidats que par rapport à leurs résultats) ne veut plus faire de « cas particuliers » en l'absence d'une « réalité politique », comme l'a expliqué M. Mauroy lundi sur RTL.

Le bureau exécutif, qui a commencé à analyser la situation créée

par les élections législatives, a, dans l'ensemble, exprimé un certain scepticisme sur la politique d'ouverture, en constatant que celle-ci avait fait perdre ses repères habituels à une partie des électeurs de gauche. Les membres du bureau exécutif (où étaient présents plusieurs ministres), ont également souhaité que le gouvernement ne tarde pas à faire des gestes (par exemple, sur le plan du remboursement des médicaments) attendus par les couches populaires.

Les dirigeants du PS ont dû se pencher sur quelques cas particuliers. Ils ont ainsi décidé que M. Jean Glavany, chef de cabinet de l'Elysée, se maintiendrait dans la 3^e circonscription des Hautes-Pyrénées, bien qu'il soit arrivé derrière le candidat socialiste dissident, M. Claude Méquien, « mais au congrès », par son parti. M. Glavany a estimé à Tarbes, lundi, qu'il pourra compter sur les voix communistes pour être élu et que son résultat du premier tour constitue une « très bonne base de départ ».

Le MRG, de son côté, manifeste une certaine mauvaise humeur et commence à exercer des pressions dans certains départements où il estimait avoir de bons candidats d'ouverture qu'il n'a pas pu présenter, pour respecter la discipline, et où il n'a pas eu ou peu de suppléant pour compenser. Ainsi le comité basque du MRG a-t-il décidé de ne pas soutenir M. Jean-Pierre Destruade, candidat socialiste sortant en ballottage dans la 5^e circonscription des Pyrénées-Atlantiques. Le MRG soutient que « M. Destruade et ses proches collaborateurs ne sont pas des

Les socialistes cherchent à mobiliser les abstentionnistes

(Suite de la première page.)

Mais le taux d'abstention élevé du premier tour (34,26 %) permet aux socialistes d'espérer, grâce à une bonne mobilisation, une amélioration de leurs résultats. Officiellement, ils attribuent le désintérêt d'une partie de leurs électeurs à un scrutin que l'on disait joué d'avance. En privé, nombre d'entre eux accusent le discours d'« ouverture » du président de la République qui, perçu essentiellement comme une tentative de débanchage, s'est usé au fil des semaines jusqu'à apparaître ambigu et tacticien.

Pour mobiliser, les socialistes disposent de deux arguments : l'accord — même partiel — de la droite et du Front national ; la crainte d'un retour au pouvoir de M. Chirac. Les tractations, à Marseille, entre M. Jean-Claude Gaudin et M. Jean-Marie Le Pen tombent à point nommé pour alimenter cette offensive. Les dirigeants de l'URC se sont interdits tout accord national avec l'extrême droite. Mais Marseille est plus qu'une ville symbole : c'est là que le Front national a fait donner toutes ses forces. L'accord dit « local » conclu par M. Gaudin a en fait valeur nationale. Les socialistes l'exploitent à l'avance. « Le retrait est une forme honteuse de l'alliance », affirme M. Lionel Jospin.

Les vieilles ficelles font encore de l'usage. Les socialistes supposent que le 8 mai dernier les Français ont voulu se débarrasser de M. Chirac. Michel Rocard a agité, mardi à Europe 1, l'épouvantail Chirac-Bellaut-Pasqua, et a demandé aux Français s'ils préfèrent son maintien à Maitignon ou le retour de ce trio. « J'en ai surtout peur, a-t-il dit,

pour des raisons de respectabilité internationale de la France ». M. Rocard utilise le ton propre aux campagnes électorales pour recommander que l'on ne renvoie pas au gouvernement des « excités », que l'on ne restaure pas la cohabitation et que l'on évite « une France bancalée et incertaine ». Le premier ministre paie aussi de sa personne sur le terrain, ainsi que tous les poids lourds socialistes. MM. Mauroy, Bérégovoy, Jospin, Fabius, consacreront l'essentiel de leur temps à sillonner les circonscriptions.

Quant à l'ouverture, elle a été mise au placard et enfermée à double tour jusqu'au 12 juin. On ne parle plus que d'ouverture... à gauche. Socialistes et communistes pratiqueront la discipline républicaine en se retirant au profit des candidats de gauche les mieux placés. La direction du Parti communiste, rassurée par un premier tour qui lui laisse entrevoir le retour d'une vingtaine de députés à l'Assemblée nationale, s'est offert le plaisir de distribuer son soutien à la carte à certains candidats de la « majorité présidentielle » soigneusement choisis. Elle ne veut pas entendre parler de M. Tapie à Marseille, considéré comme un « homme du patronat », ni de M. Lionel Stoléru, étiqueté « homme de droite ». M. Marchais donne son feu vert à M. Brice Lalonde et une médaille supplémentaire à M. Roger Bambuck.

En somme, les socialistes pratiqueront l'ouverture à gauche bien que M. Jospin affirme qu'ils n'ont pas l'intention de gouverner avec les communistes, et l'URC se prépare, en sous-main, à s'ouvrir à l'extrême droite.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

M. Jospin dans la capitale

« A gauche, toute »

« On est un peu déçu quand même. » Ce retraité hoche la tête, longneant vers Lionel Jospin pour se rassurer. Celui-ci, quelques heures à peine après le premier tour, est déjà dans les rues accablés de ses admirateurs dans les rues de Paris. C'est le premier et le plus rapide des responsables invités lundi matin à Matignon et à partir sur le terrain pour préparer le deuxième tour. La semaine dernière, il faisait « sa propre campagne et son travail de ministre ». Il a gagné dans sa circonscription de Haute-Garonne.

Lionel Jospin commence sa balade presque improvisée au pied des marches du métro Glacière. Ce lundi, vers 17 heures, il vient soutenir Gisèle Sève, députée sortante, une des rares femmes de l'Assemblée nationale, contre Jacques Taubon. Et il répond, sans détour et sans complaisance, au vieux militant inquiet qui l'interpelle : « Nous avons des réserves. Il faut mobiliser les abstentionnistes de gauche. Ce sont elles qui expliquent le score inférieur aux sondages. Il y a un grand espoir à gauche que nous avons peut-être légué... » L'autre insiste : « On a peut-être cru trop vite que c'était déjà fait. » Quelques têtes acquiescent autour de M. Jospin. Un tambour bat la mesure de cet appel à la mobilisation générale. Les passants, indifférents à la musique, grimpent en accéléré vers le métro du repos — comme au début du cinématogra-

phe — muets, sans voir Jospin, sans voir Gisèle, sans rien voir.

Le dialogue finit par se nouer. On fait une pause dans cette rue de fin de boulot. « Les loyers, ce n'est plus tolérable. Faites quelque chose », supplie une forte blonde. « Avez-vous l'intention de prendre des mesures pour les jeunes ? », interroge, sceptique, une autre femme dont le fils n'a, depuis trois ans, pu travailler qu'à l'intérim. Lionel Jospin souligne les décisions prises en conseil des ministres depuis l'arrivée du nouveau gouvernement de Michel Rocard. Ces petites gens qui proviennent du temps de saluer très sérieusement « Monsieur Jospin » et « Madame Gisèle », parlent, eux, « chômage, emploi » et « résultats ». « Les socialistes vont gagner, vous le croyez ? »

L'heure des courses

Le ministre précise : « Le ballottage nous est favorable. Je préfère parler de rassemblement plutôt que d'ouverture. Pour le moment, qui voyons-nous en face ? Des RPR et des UDF : une coalition provisoire. Il faut une majorité parlementaire pour prolonger la majorité présidentielle. »

Les jeunes militants sont contents. Avant l'arrivée du ministre, ils ne médisaient pas leurs mots : « On ouvre tellement

grand le porte qu'on coince ceux qui sont déjà dedans. On a déjà de nombreux supporters. A gauche, toute. »

Au métro Glacière, la ruse s'accroît et Lionel Jospin s'en va. Il fait un petit tour chez Patrick Bloche, « en difficulté » lui aussi face à Alain Juppé, et gentils avec tout le monde et peut-être même bientôt avec le Front national ? ». En haut de la rue de la Roquette, à l'heure des courses, avant le repas du soir, les mamies du quartier interrompent leurs achats et se précipitent vers « Lionel » : « Vous êtes encore plus beau qu'à la télévision. » — « Mais ce n'est pas moi votre candidat. Il est plus jeune, d'ailleurs. »

La mamie encore coquette ne lâche pas des yeux son héros. Un monsieur entre dans la conversation : « Vous ne me connaissez pas, mais je me présente. C'est moi qui, dans mon véhicule des FTT, au soir de la présidentielle, alors que nous croisions votre voiture, vous ai fait le V de la victoire. » Lionel Jospin éclate de rire. Il s'en souvient, dit-il.

Trois petits tours place Léon-Blum au cœur populaire de ce quartier. Puis le leader s'en va soutenir Michel Charzat dans le 20^e arrondissement, député sortant qui a pour adversaire Didier Beriani. Sur la place Léon-Blum, les sourires persistent avec nostalgie : « Il est parti si vite. »

DANELLE ROUARD.

A Caen

M. François Mitterrand a inauguré le Mémorial pour la paix

Durant le précédent septennat, M. François Mitterrand avait promis à M. Jean-Marie Girard (UDF-PR), maire de Caen, que le chef de l'Etat viendrait inaugurer, le 6 juin 1988, le Mémorial pour la paix, dressé en souvenir de la bataille de Normandie. Lui-même ou son successeur, avait alors précisé le président de la République.

Lundi, M. Mitterrand a exprimé sa satisfaction d'être présent, à l'aube d'un nouveau septennat, au milieu des dix mille personnes, régiments, fanfares, anciens combattants ou enfants des écoles, venus

des trois pays ayant participé, en 1944, au débarquement, rassemblés pour fêter ensemble l'ouverture officielle de ce « musée de la mémoire ». « Je me réjouis de pouvoir moi-même affirmer qu'il y a là un acte de vigilance, de confiance et d'espérance », a déclaré le chef de l'Etat.

Sur la vaste esplanade bordant le mémorial, cube de pierre de Caen brisé en son milieu, entouré de M.M. Michel Rocard, Roland Dumas, Jean-Pierre Chevènement, Jack Lang et de M. Alain Pober, président du Sénat, le président de la République a longuement évoqué les événements du printemps 1944 avant de rendre ce « musée de souvenir » témoin des nécessités de la paix.

« Le principal, a-t-il dit, est d'expliquer et de faire comprendre que la paix n'est pas possible dans la désunion des peuples, que seuls

une solide organisation commune de nations au niveau mondial rendra la paix durable. (...) Nous sommes et nous le voulons maîtres de notre histoire. Comment ne pas se réjouir des efforts assurés au cours de ces dernières années, (...) au cours de ces derniers jours, pour qu'enfin on commence à songer à faire le désarmement des forces les plus destructives ? Comment ne pas remercier ceux qui s'y sont appliqués dès lors qu'en même temps chacun verra à ce que l'équilibre nécessaire entre les nations soit constamment préservé. »

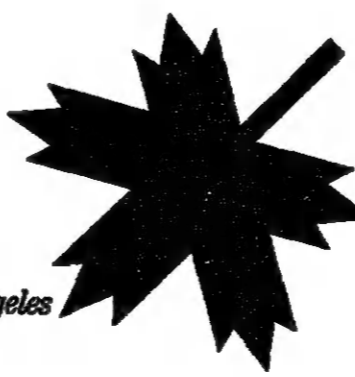
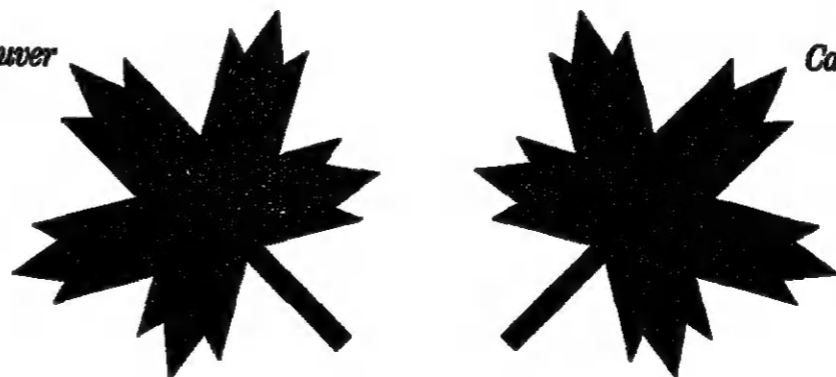
Avant de visiter le mémorial, le chef de l'Etat a appelé de ses vœux l'« espérance » de la jeunesse, qui « connaît elle aussi, qui pressent le prix de la paix ». « Elle veut l'union du peuple. Elle sait bien, puisqu'elle a toute sa vie devant elle, que c'est ainsi qu'elle bâtit son avenir. »

Forfait Air Canada Pass: 1980F

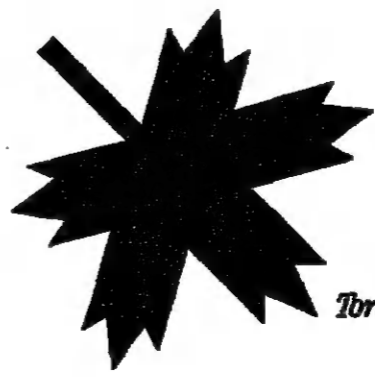
On se met en quatre pour que vous alliez aux quatre coins de l'Amérique du Nord.

Vancouver

Calgary



Los Angeles



Toronto

Les grands espaces du continent Nord Américain vous attirent ? Mais vous êtes « limite » dans votre budget. Air Canada vous propose le Air Canada Pass, une formule pratique et pas chère pour tout visiter en toute liberté.

Avec Air Canada Pass, le Canada et les Etats-Unis s'offrent à vous ; par exemple pour 1 980 F, vous pouvez aller de Toronto à Vancouver puis partir à Calgary, redescendre à Los Angeles et retourner à votre point de départ.

Pour bénéficier des avantages Air Canada Pass, il suffit de traverser

l'Atlantique à destination du Canada sur un vol Air Canada, de retenir à partir de l'Europe le billet et le circuit choisi 21 jours à l'avance. Vos places étant réservées vous éviterez toute mauvaise surprise une fois au Canada.

Air Canada Pass, la formule passe-partout pour plus de 30 villes canadiennes et 7 villes américaines.

Tarifs et conditions susceptibles de changements sans préavis.



UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

AIR CANADA

Politique

La « discipline républicaine » à gauche

Tout en appelant au désistement en faveur des candidats socialistes

La direction du PCF estime que le scrutin sanctionne un « échec » de M. Mitterrand

Réunis à huis clos, au siège du PCF à Paris, le lundi 6 juin, les membres du comité central ont adopté, à l'unanimité, les propositions du bureau politique pour le second tour des élections législatives, présentées par M^{me} Madeleine Vincent, responsable du secteur des collectivités locales et des élections. Une très courte discussion a suivi cette présentation. Au cours d'une conférence de

Le dernier scrutin national apparaît comme « le début de la remonte du PCF », aux yeux de la direction du parti, qui estime que l'influence communiste « va encore au-delà du résultat de dimanche, aussi appréciable et encourageant soit-il ». Selon M. Marchais, le président de la République est mis « en échec » dans son entreprise d'ouverture « du gouvernement et de la majorité socialiste à la droite ». « Avec 37,50 % et 9 176 000 voix, souligne la résolution, les candidats présentés au nom de la « majorité présidentielle » perdent, en effet, plus d'un million de voix par rapport au score de M. François Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle (1). Encore faut-il noter que les partisans de la droite — plus d'un million de voix par rapport aux résultats additionnés de Chirac et de Barre au premier tour — et celles des lésinés — deux millions de voix — font apparaître qu'une grande partie des électeurs qui avaient voté au premier tour de l'élection présidentielle pour Barre ou pour Le Pen et au second tour pour François Mitterrand ont voulu confirmer leur choix en votant, cette fois, pour les candidats bénéficiant du label du président qu'ils ont élu. Et cela d'autant plus que les intentions affichées par lui vont dans le sens souhaité par cet électeur de droite. »

De cette analyse, la direction communiste conclut que nombre d'électeurs de M. Mitterrand se

trouvent parmi les abstentionnistes politiques et que « plusieurs centaines de milliers ont exprimé, par leur vote communiste, leur refus de l'alliance à droite, leur volonté de voir les forces de gauche se rassembler pour une politique de gauche ». Rejetant l'explication municipale de la progression communiste qui serait, selon elle, une façon de « dépolitiser » le résultat, la direction du PCF note que le redressement « se manifeste dans tous les cas de figure : que notre influence soit forte, moyenne ou faible, que nos candidats aient eu ou non une chance d'être élus ». Elle s'en tient aux « profondes empreintes dans le mouvement social » laissées par la campagne de M. André Lajoinie. « Ainsi est-il confirmé, indique le texte de la résolution, que l'effort de renouvellement profond de notre stratégie et de notre pratique politique, que nous avons entrepris au vingt-deuxième congrès et accompli aux vingt-cinquième et vingt-sixième congrès, est bien de nature à surmonter les obstacles considérables que les forces populistes et notre parti ont vu se dresser sur leur chemin durant toutes ces dernières années. »

Exceptions

Après avoir dénoncé le mode de scrutin (le Monde du 7 juin), M. Marchais a demandé aux fédérations qui sont concernées de retirer les candidats communistes placés derrière ceux du PS ou du MRG en

appelant à voter pour eux. Rappelant que l'opposition du PCF « à la droite et à sa politique ne peut souffrir d'exception », le secrétaire général a précisé que « dans les circonscriptions où le PS n'a pas présenté de candidat et soutenu un homme de la droite ou du patronat », le PCF n'appelle pas au désistement. C'est le cas de M. Paul Chomat dans la Loire.

De même, le PCF n'appellera pas à voter pour MM. Bernard Tapie (Bouches-du-Rhône) et Lionel Stoléru (Oise). En revanche, M. Marchais n'est pas hostile à un soutien communiste « en faveur de MM. Brice Lalonde (Seine-et-Marne) et Roger Bambuck (Essonne), tous deux candidats de la « majorité présidentielle ».

Il va sans dire que cette attitude du PCF « ne saurait engager à peu que ce soit [sa] responsabilité dans la politique du gouvernement et dans l'alliance avec la droite que les candidats socialistes approuvent ». Ironisant sur les « cadeaux » qu'avait envisagés le PS, M. Marchais n'a demandé aucun traitement particulier pour MM. Charles Fiterman (Rhône) et Marcel Rigout (Haute-Vienne), deux anciens ministres qui ont été distancés dans leur circonscription respective par deux candidats socialistes.

O. B.

(1) Le PS réalise un gain de 3,5 points par rapport au premier tour de la présidentielle.

Querelle entre les socialistes et les communistes à la Réunion

M. Fruteau (PS) menace de se maintenir contre M. Paul Vergès (PCR) au risque de faire réélire M. Virapoullé (CDS)

Le Parti communiste réunionnais, qui avait appelé à voter pour M. Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle, a réagi, le dimanche 5 juin, au score historique. Il est assez bien placé après le premier tour de scrutin pour envoyer trois autres de ses représentants à l'Assemblée nationale en plus de M. Laurent Vergès, fils du secrétaire général du PCR réélu dimanche. Son résultat du 12 juin est cependant conditionné par un bon report des voix à gauche.

Or, lundi soir, la commission exécutive de la fédération socialiste locale a décidé de maintenir la candidature de son premier secrétaire, M. Jean-Claude Fruteau, dans la cinquième circonscription, contre M. Jean-Paul Virapoullé (UDF-CDS) et M. Paul Vergès, qui a pourtant remporté la primaire à gauche.

La fédération socialiste a invité le secrétaire général du PCR à se retirer en faveur de M. Fruteau, tout en appelant au désistement réciproque

dans les trois autres circonscriptions où deux candidats communistes et un socialiste sont en ballottage.

Le PCR, qui devait réagir mardi à la décision des socialistes locaux — en espérant une intervention en sa faveur de la direction nationale du PS — n'a pas encore fait savoir, d'autre part, si ses députés siègeraient au Palais-Bourbon avec ceux du PCF. La question est importante, car le renfort des communistes réunionnais pourrait permettre d'aider les députés du PCF à constituer un groupe.

L'hypothèse de leur apport paraît la plus probable malgré la polémique qui avait opposé ces deux partis frères à la suite du choix des communistes réunionnais en faveur de M. Mitterrand dès le premier tour, au détriment de M. André Lajoinie.

Le PC réunionnais à un niveau historique

SAINT-DENIS

DE LA RÉUNION

de notre correspondant

Le Parti communiste réunionnais (PCR) a confirmé, le dimanche 5 juin, qu'il est la principale force politique de l'île de la Réunion, en rassemblant sur ses cinq candidats à la députation plus de 37 % des suffrages. Un niveau historique encore jamais atteint par la formation de M. Paul Vergès. Au plus fort de la « vague rose », de 1981 à 1983, le PCR n'avait atteint que 33 %.

Ce score exceptionnel laisse présager la conquête de nouvelles municipalités l'an prochain, dont celle de Saint-Paul, sous-préfecture de la côte ouest, où le décès, en 1987, du sénateur Paul-Julius Bénard, appa-

rent RPR, a complètement désarticulé la droite, éclatée entre les baristes et les chiraquiens.

A l'origine de cette victoire, M. Paul Vergès, le soixantaine, l'air débonnaire, une étrange pipe aux lèvres, le secrétaire général du PCR tient sa revanche. Longtemps montré du doigt par M. Michel Debré comme un dangereux indépendantiste, M. Vergès a remporté la guerre d'usage qui l'opposait à l'ancien premier ministre.

Malgré la pression exercée par M. Debré et des méthodes électorales souvent douteuses il a maintenu le cap. Des défaites, il en a connu, et de cuisantes. Mais, dans cette bataille, les troupes communistes ont mieux résisté que les gaullistes.

Politiquement, le PCR dispose maintenant de la même puissance que les partisans de M. Debré au milieu des années 60. Une domo-clic explique ce revirement : alors que les gaullistes n'ont guère changé de discours politique tout au long de ces trois décennies — brandissant à toute élection le spectre de l'indépendance —, le PCR a su s'adapter à l'évolution des mentalités locales. Une stratégie à géométrie variable, qui a progressivement fait passer les communistes d'un mot d'ordre d'autonomie à la reconnaissance implicite du *status quo*, c'est-à-dire la départementalisation.

La revendication de l'égalité sociale entre les Réunionnais et les Français de l'Hexagone en est la meilleure preuve. En l'espace d'un septennat, le PCR s'est éloigné de l'orthodoxie marxiste pour se rapprocher d'une social-démocratie plus pragmatique. Ce changement suscite de nombreuses réactions. A droite, on soupçonne le PCR d'être un caméléon de la politique, de se fondre avec le milieu ambiant, avant de révéler sa véritable nature, une fois l'environnement domestiqué. Raisonnablement peu convaincant, car le PCR pâtirait certainement s'il renouait avec ses velléités autonomistes.

Électisme

A gauche, les socialistes ont le vertige devant le fossé qui les sépare du PRC. A la fédération socialiste, on avance quelques explications. Devenu plus gestionnaire que doctrinaire, le PRC est un « autrappetout », déclare M. Wilfrid Bertille, ancien député socialiste.

Les communistes sont, en effet, très éclectiques dans leurs revendications : l'égalité sociale, la bi-départementalisation pour rééquilibrer le nord et le sud de l'île (une idée chère aux socialistes et aux baristes) et, enfin, le développement économique. D'autre part, certains socialistes accusent les communistes de pratiquer le même clientélisme électoral que la droite à sa plus belle époque. Le PCR gère sept municipalités qu'il a regroupées en un puissant syndicat intersyndical à vocation multiple. Le SIVOM-Réunion, dirigé par M. Pierre Vergès, second fils du secrétaire général du PCR, tend de plus en plus à devenir une sorte de troisième assemblée locale, avec d'importants moyens financiers.

« En matière de clientélisme électoral, le PCR est parfois encore plus dur que la droite », affirme M. Bertille, candidat malheureux contre M. Elie Hoarau, maire communiste de Saint-Pierre, sous-préfet du sud de l'île.

Dominant sur l'échiquier politique réunionnais, le PCR se pose en interlocuteur privilégié du gouvernement. Les socialistes s'inquiètent déjà d'être laissés pour compte et déplorent les « coupables faiblesses » de M. Mauroy envers le PCR. La droite, pour sa part, y trouve un argument pour dire que le Parti socialiste est l'otage des communistes.

Le PCR attend les premières mesures du gouvernement de M. Rocard en faveur des DOM, notamment la mise en place de l'égalité sociale. S'il le découvre sur ce point, le gouvernement se trouverait en difficulté face à des alliés qui n'ont jamais ménagé leurs critiques aux autorités socialistes avant 1986.

ALIX DAJOUX.

Deux disparitions

Paul Balmigère ancien maire de Béziers

Paul Balmigère, ancien maire communiste de Béziers (Hérault), est mort, le lundi 6 juin, d'une crise cardiaque à l'hôpital de Montpellier. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

[Fils d'ouvrier agricole, né le 25 décembre 1908 dans l'Aude, Paul Balmigère fut compagnon de combat de Maurice Thorez et de Jacques Duclos, après son adhésion au PCF en 1927. Remarqué par Edouard Fajon, dirigeant communiste originaire de l'Hérault, il devint premier secrétaire des fédérations communistes regroupées de l'Hérault et de l'Aude avant la seconde guerre mondiale. De 1945 à 1951, il est conseiller général de l'Hérault et vice-président de l'Assemblée départementale de 1949 à 1951. En 1951, il accède au comité central du parti comme suppléant avant d'être élu député, l'année suivante. Titulaire au comité central de 1964 à 1967, il est réélu député de l'Hérault, en 1967, siège qu'il perd en 1968 mais qu'il reconquiert en 1975 pour le conserver jusqu'en 1986.]

Il enleva la mairie de Béziers en 1977 à la tête d'une liste d'union de la gauche et fut battu, en 1983, par l'actuel maire, M. Georges Fontès (RPR), ancien secrétaire d'État aux anciens combattants. Apprécié pour sa bonhomie, Paul Balmigère fut un défenseur acharné de la viticulture méridionale.]

Jacques Le Roy Ladurie ancien ministre

Jacques Le Roy Ladurie, ancien député, ancien ministre, est décédé le lundi 6 juin à Caen. Agé de quatre-vingt-six ans, il était le père de l'historien Emmanuel Le Roy-Ladurie, directeur de la Bibliothèque nationale.


[Né le 28 mars 1902 à Saint-Michel, dans la Meuse, Jacques Le Roy Ladurie s'est installé comme agriculteur-exploitant dans le Calvados, aux Moutiers-en-Cinglais, ville dont il fut maire de 1931 à 1933. Ministre de l'Agriculture, secrétaire d'État à l'Agriculture et au ravitaillement d'avril à septembre 1942 dans le gouvernement de Vichy, il avait été député du Calvados de 1951 à 1955 puis de 1958 à 1962 et membre du comité directeur du CNRP.]

Vingt-six candidats au second tour

Vingt-six candidats du PCF restent présents pour le second tour des élections législatives, le dimanche 12 juin. Vingt-cinq d'entre eux seront les représentants uniques de la gauche et le vingt-sixième, M. Paul Chomat, député sortant, se maintient dans la 1^{re} circonscription de la Loire face « au candidat de droite soutenu par le PS », M. Pierre-Roger Gausser, radical réunionnais dissident et ancien député. Les noms de ces candidats sont les suivants.

- MM. Gustave Assart, d.s., membre du bureau politique (Nord, 19^e circ.), François Assani, d.s. (Seine-Saint-Denis, 11^e circ.), Marcelin Berthelot, m. de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis, 2^e circ.), Jean-Pierre Brard, m. de Montreuil (Seine-Saint-Denis, 7^e circ.), Jacques Bruhnes, m. de Gennevilliers (Hauts-de-Seine, 1^{re} circ.), Alain Bocquet, d.s., membre du comité central (Nord, 20^e), André Duroché, sénateur m. du Havre (Seine-Maritime, 8^e circ.), Jean-Claude Gaysot, d.s., membre du secrétaire du comité central (Seine-Saint-Denis, 5^e circ.), Pierre Goldberg, m. de Montluçon (Allier, 2^e circ.), Georges Hage, d.s. (Nord, 16^e circ.), Guy Hermier, d.s., membre du bureau politique (Bouches-du-Rhône, 4^e circ.), M^{me} Marguerite Jacquaint, d.s., seule femme encore en lice pour le PCF (Seine-Saint-Denis, 3^e circ.), MM. André Lajoinie, d.s., président du groupe communiste sortant, candidat du PCF à l'élection présidentielle, membre du secrétariat du comité central (Allier, 3^e circ.), Jean-Claude Lefort, premier secrétaire de la fédération du Val-de-Marne, membre du comité central (Val-de-Marne, 10^e circ.), Daniel Le Menz, d.s. (Aisne, 2^e circ.), Paul Lombard, m. de Martigues (Bouches-du-Rhône, 13^e circ.), Georges Marchais, d.s., secrétaire général du PCF (Val-de-Marne, 11^e circ.), Gilbert Millet, m. d'Alès (Gard, 4^e circ.), Robert Mondarguez, d.s., m. d'Argenteuil (Val-d'Oise, 5^e circ.), Louis Fierus, m. de Stains (Seine-Saint-Denis, 4^e circ.), Jean Reyssier, d.s., m. de Châlons-sur-Marne (Marne, 4^e circ.), Jacques Rimbaud, d.s., m. de Bourges, membre du comité central (Cher, 2^e circ.), Jean Tardito, m. d'Aubagne (Bouches-du-Rhône, 9^e circ.), Fabien Thiémié, c.s. (Nord, 21^e circ.), Théo Vial-Massat, m. de Firminy (Loire, 4^e circ.).

Par ailleurs, cinq candidats communistes représenteront la gauche dans trois circonscriptions de la Réunion et deux de la Guadeloupe.



Le Monde

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

- La campagne : les candidats, les programmes.
- Les résultats complets : par département, ville et grande commune pour chaque tour avec les commentaires des correspondants du Monde.
- Les analyses : avec le concours du CNRS — les enjeux de l'élection présidentielle, — les priorités comparées des candidats et des médias, — les thèmes de la campagne et l'attente des citoyens, — les enseignements des sondages à la sortie des urnes (l'électorat de chaque candidat, le vote des femmes, des jeunes, des catholiques, etc.).

Un numéro hors série, 146 p. — 33 F
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

BON DE COMMANDE : L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____ CODE POSTAL : _____

LOCALITÉ : _____ PAYS : _____

Nombre d'exemplaires : _____ X 38 F (frais de transport inclus, France métropole)

Nombre d'exemplaires : _____ X 40 F (frais de transport inclus, étranger)

TOTAL : _____ F

Service de la vente au numéro

Commande et règlement à renvoyer à **Le Monde**, 7, rue des Italiens, 75009 Paris (FRANCE)



Politique

Les nouveaux élus du premier tour de scrutin

Nous publions, ci-dessous, par département, les biographies des députés élus le 5 juin, à l'exception des sortants et de ceux qui, dès le 16 mars 1986, avaient abandonné leur mandat pour entrer dans le gouvernement de M. Chirac.

Charente-Maritime

ROLAND BEIX
PS (3^e circ.)

Né le 22 septembre 1949 à Servières-le-Château (Corrèze), M. Roland Beix, exploitant agricole, est licencié ès lettres, titulaire d'une maîtrise et d'un CAPES d'allemand. Conseiller général de Saint-Hilaire-de-Villefranche depuis 1976, il est élu, en 1978, député de la troisième circonscription de Charente-Maritime. Réélu en 1981, il ne retrouve pas son siège en 1986, figurant en troisième position sur la liste PS-MRG conduite par M. Michel Crépeau. Tête de liste aux élections régionales de 1986, il est depuis lors vice-président du conseil régional de Poitou-Charentes.

Gironde

BERNARD MADRELLE
PS (11^e circ.)

Né le 27 avril 1944 à Saint-Seurin-de-Cursac, licencié ès lettres, professeur, M. Bernard Madrelle est conseiller général depuis 1976, maire de Saint-Seurin-de-Cursac depuis 1977. Il avait été élu député en 1978 et réélu en 1981. Conseiller régional depuis 1978, M. Madrelle est au PS depuis 1962.

Loire-Atlantique

JACQUES FLOCH
PS (4^e circ.)

Statisticien à l'INSEE, M. Floch est né le 28 février 1938 à Bihorel

(Seine-Maritime). Maire de Rezé depuis 1978, réélu en 1983, il est président de l'Association des maires des banlieues des grandes villes de province. Conseiller régional des Pays de la Loire depuis 1986, il pourrait abandonner ce poste pour se mettre en conformité avec la loi sur le cumul des mandats.

Manche

CLAUDE GATIGNOL
URC-UDF (4^e circ.)

M. Claude Gatignol est né le 20 novembre 1938 à Saint-Julien-près-Bort (Corrèze). Vétérinaire, il a exercé sa profession à Falaise, Lisieux et Valognes. Membre du PR, il a été élu conseiller municipal de Valognes en 1977; il devient premier adjoint du maire, M. Godefroy, député RPR, qui ne s'est pas représenté cette fois. M. Gatignol est aussi conseiller général de Valognes depuis 1979.

Nord

ALBERT DENVERS
PS (12^e circ.)

A l'âge de quatre-vingt-trois ans, Albert Denvers retrouve l'Assemblée nationale, où il a siégé pendant trente ans, de 1956 à 1986. Né le 21 février 1905 à Oost-Cappel (Nord), M. Denvers apparaît comme l'un des derniers grands caciques socialistes issus de la SFIO. Cet ancien instituteur et international de basket-ball est entré au conseil général du Nord en 1937 pour représenter le canton de Gravelines, où il fut constamment réélu jusqu'en 1985. Il présida l'assemblée départementale de 1973 à 1985.

Maire de Gravelines, il dirige la communauté urbaine de Dunkerque, qu'il préside depuis sa création en 1969. Avant de siéger au Palais-

Bourbon de 1956 à 1986, il avait été sénateur de 1946 à 1956. Militant du logement social, M. Denvers a présidé pendant vingt-neuf ans l'Union nationale des organismes HLM, charge qu'il a abandonnée en 1984.

Pas-de-Calais

JEAN-CLAUDE BOIS
PS (13^e circ.)

Né le 16 mars 1934 à Lens, M. Jean-Claude Bois est un ancien professeur d'anglais. Il est adjoint au maire de Lens depuis 1966, conseiller général depuis 1972 et a siégé sur les bancs de l'Assemblée nationale de 1981 à 1986.

Pyrénées-Atlantiques

MICHEL INCHAUSPÉ
URC-RPR (4^e circ.)

Né le 5 novembre 1925 à Saint-Jean-Pied-de-Port (Pyrénées-Atlantiques), M. Inchauspé, diplômé de la faculté de droit de Bordeaux et de l'Institut technique de Roubaix, est inspecteur général de banque. Il fut secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer (gouvernement de M. Couve de Murville, 1968-1969). Il est conseiller général depuis 1960 et vice-président du conseil général depuis 1982. Il est également vice-président du conseil régional depuis 1986, date de sa première élection dans cette assemblée. Député de 1967 à 1986, il n'avait pas retrouvé son siège en mars 1986.

Haut-Rhin

JEAN-LUC REITZER
URC-RPR (3^e circ.)

Né le 29 décembre 1951 à Altkirch (Haut-Rhin), M. Jean-Luc Reitzer est cadre chez Peugeot. Conseiller général du canton d'Altkirch depuis mars 1979, il est le maire de cette ville depuis 1983. Candidat malheureux aux élections législatives de 1981 et de 1986, M. Reitzer a été cependant élu conseiller régional en mars 1986.

Hauts-de-Seine

NICOLAS SARKOZY
URC-RPR (6^e circ.)

Né le 28 janvier 1955 à Paris, M. Nicolas Sarkozy est avocat. Très tôt engagé politiquement, il milite à l'UJFP, avant de devenir un des responsables des jeunes du RPR. Entré au conseil municipal de Neuilly-sur-Seine en mars 1977, il en devient le maire au décès d'Achille Peretti en avril 1983, alors que beaucoup pensaient que le poste intéressait M. Charles Pasqua. Celui-ci ne lui en a pas voulu puisqu'il le prit à son cabinet quand il devint ministre de l'Intérieur et a imposé sa candidature contre celle de Mme Florence d'Harcourt, député UDF sortante. M. Sarkozy est aussi conseiller général depuis 1985 et conseiller régional. Il a pris une part active à la campagne présidentielle de M. Chirac en organisant plusieurs de ses meetings.

Tarn-et-Garonne

JEAN-MICHEL BAYLET
PS (2^e circ.)

M. Jean-Michel Baylet est né le 17 novembre 1946 à Toulouse (Haute-Garonne). Après des études juridiques, il devient directeur de la *Dépêche du Midi* en 1975. Maire de Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne) depuis 1977, il est élu député en 1978 et réélu en 1981. Président du Mouvement des radicaux de gauche (1983-1984), il doit céder son siège à l'Assemblée nationale à M. Pierre Larroque, à la suite de sa nomination au secrétariat d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, en juillet 1984.

Il devient en 1985 président du conseil général, où il représente le canton de Valence-d'Agen. S'il conduit la liste PS-MRG aux élections législatives de 1986, il ne retrouve pas son siège au Palais-Bourbon. En revanche, il entre au Palais du Luxembourg lors des élections sénatoriales de septembre 1986.

Vendée

JEAN-LUC PRÉEL
URC-UDF (1^e circ.)

Né le 30 octobre 1940 à Caen, M. Préel est docteur en médecine. Il est actuellement chef de service de gastro-entérologie au centre hospitalier départemental de La Roche-sur-Yon. Il est conseiller général depuis 1985 et conseiller municipal de La Roche-sur-Yon depuis 1983.

L'ESPAGNE EN TRAIN

Voyagez sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE

A PARTIR DE 490 F

Renseignements :

RENFE
1, av. Marceau, 75116 PARIS
TÉL. 47-23-52-01

UN LIVRE D'ACTUALITÉ

DROIT DES ELECTIONS

par Claude FRANCK

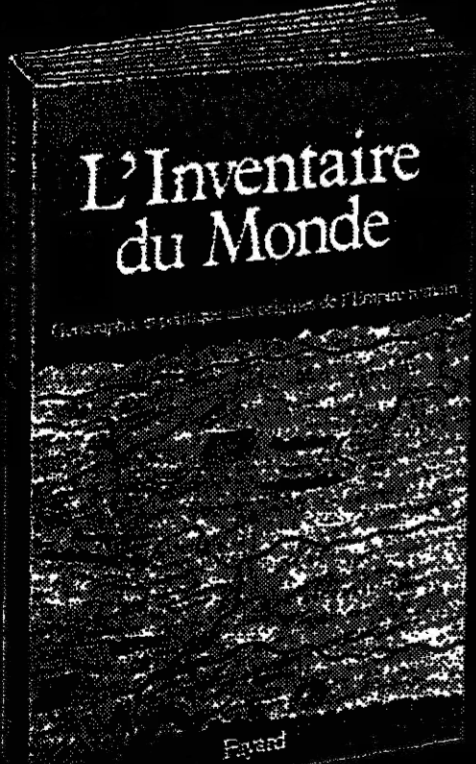
Pour tout savoir sur les mécanismes électoraux
1988, 288 pages, 280 F

(voir page 10)

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

ENCYCLOPEDIE DELMAS
POUR LA VIE DES AFFAIRES

QUAND ROME ÉTAIT LA CAPITALE DU MONDE



CLAUDE NICOLET
L'Inventaire du Monde
GÉOGRAPHIE ET POLITIQUE AUX ORIGINES DE L'EMPIRE ROMAINE

Le livre de Claude Nicolet, qui ne cède sur rien de ce qu'exige l'érudition, dit fort bien, et fort clairement, ce grand rêve vécu. Toujours vécu, peut-être : urbi et orbi...

André Miquel
Le Nouvel Observateur

FAYARD

Le chef-d'œuvre diabolique du plus célèbre historien français

La Sorcière

par **J. MICHELET**

texte intégral avec les 15 étranges et troublants hors-texte de **MARTIN VAN MAELE** et 54 bandeaux et culs de lampe d'Eugène Dédé

UN LIVRE MAUDDIT
Annoté par les premiers éditeurs, interdit malgré cela par la censure, publié fragmentairement sous le manteau à Bruxelles, ce livre peu connu est un des textes les plus fascinants de XIX^e siècle.

Pour tout dire, il s'agit d'une apologie de la sorcellerie et d'une réhabilitation de Satan considéré comme la résurgence de dieu Pan. Pan, figure ambiguë de la mythologie grecque avait la

tête cornue et des pieds fourchus de bouc.

Écrit tardivement, ce livre d'un érudit rationaliste est surprenant par la caution qu'il apporte à l'irrationnel. Comme si, après une vie consacrée à établir la vérité historique, Michelet, privé du réconfort de la religion, avait éprouvé dans les profondeurs de l'âme une aspiration irrésistible pour l'insolite et l' inexplicable.

Les femmes et la sorcellerie
"La Sorcière", qui contient nombre des plus belles pages jamais écrites par son auteur, reste essentiellement un livre d'historien. Michelet se réfère et commente les grandes affaires de sorcellerie qui ont défrayé la chronique, des sorcières basques (1608) à l'affaire La Cadrière (1730) sans oublier les Possédées de Loudun et celles de Louviers.

Cependant, dans le cours du volume apparaît une sorcière mythique qui a les attributs d'une femme à la fois jeune, belle et quelque peu perverse. Cette héroïne donne au livre une sensualité inattendue, magistralement exprimée dans les superbes planches hors-texte de Martin Van Maele. C'est que, pour Michelet, la sorcellerie est l'affaire quasi exclusive de la femme. "Pour un sorcier, dix mille sorcières", disait déjà Louis XIII.

"Un livre d'art comme on n'en fait plus !"

Notre édition est conforme à l'édition intégrale imprimée en

Un "livre-joyau"
Ce livre précieux met en œuvre plus de 110 cm² de feuille d'or à 22 carats et 750 cm² de véritable cuir de mouton d'un seul tenant.

Cet ouvrage est précieux aussi par la qualité des fers du décor, gravés à la main par Maurice Charrier. Cet artiste vient de donner à Jean de Bonnot avec "La Sorcière", son ultime chef-d'œuvre.



1911 par Cheval à 300 exemplaires seulement sur Arches. C'est dire son extrême rareté.

Nous avons particulièrement soigné la reliure en plein cuir de mouton. Sur fond de paysage en à froid, le décor à l'or représente, sur un des plats, une jeune sorcière nue adorant Hécate (la lune) argentée, déesse de la magie infernale, et un couple de hiboux perchés surmonte le titre du dos également doré, comme la tranche supérieure, à l'or titrant 22 carats.

Papier chiffon à la forme, signet et tranche-fines tressées, dos renforcé et galbé, gardes assorties.

Jean de Bonnot

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE
à envoyer à **JEAN de BONNOT**
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08
Tél. 48.87.47.06

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant "La Sorcière" de Jules Michelet en un fort volume in-octavo, relié plein cuir et doré à l'or fin 22 carats.

Si je vous le retourne dans les dix jours, je ne vous devrai rien.

Si je décide de le garder, j'en réglerai le montant, soit 183 F (+15,40 F de frais de port).

Nom Prénom

Adresse complète

Code postal Commune

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

Politique

Les ballottages

La gauche est majoritaire dans 215 circonscriptions, la droite dans 31 L'extrême droite arbitre dans 209 circonscriptions

Dans 215 des 455 circonscriptions restant en ballottage (y compris les deux de l'Oise — première et deuxième — où la proclamation d'office de l'élection des deux candidats de l'URC est contestée), le total des suffrages obtenus par les candidats divers gauche, écologistes, communistes, de la majorité présidentielle et de l'extrême gauche est supérieur à 50 %.

Dans 31 autres, ce sont les candidats divers droite et de l'URC qui sont majoritaires.

Dans les 209 circonscriptions où ni la droite ni la gauche n'ont obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, les résultats du 12 juin dépendront des électeurs de l'extrême droite.

Les candidats du Parti communiste arrivent en tête de la gauche dans 29 circonscriptions où, globalement, la gauche était majoritaire le 5 juin. Les circonscriptions sont les suivantes : Aisne (2^e et 3^e), Bouches-du-Rhône (4^e, 9^e et 13^e), Cher (2^e), Gard (4^e), Loire (4^e), Marne (4^e), Nord (16^e, 19^e, 20^e et 21^e), Seine-Maritime (8^e), Hauts-de-Seine (1^{re}), Seine-Saint-Denis (2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 7^e et 11^e),

Val-de-Marne (10^e et 11^e), Val-d'Oise (5^e), Guadeloupe (2^e), Réunion (3^e, 4^e et 5^e).

Sur les circonscriptions où ni gauche ni droite ne sont majoritaires, l'extrême droite n'a fait mieux que la droite que dans 4 circonscriptions des Bouches-du-Rhône (3^e, 9^e, 10^e et 12^e).

Dans les 209 circonscriptions où l'extrême droite est en position d'« arbitre », que ses candidats se maintiennent ou non ou qu'ils soient éliminés, la gauche fait mieux que la droite dans 129 circonscriptions. En revanche, les candidats de l'URC et les divers droite ont pris le dessus sur les représentants de la gauche dans 80 circonscriptions.

Les résultats de l'élection présidentielle comme les enquêtes d'opinion montrent que les voix du Front national se répartissent inégalement au second tour entre le report pur et simple à droite, l'abstention et le vote socialiste. Cette dispersion est d'autant plus grande que le niveau du Front national est élevé. Au mieux, le

report vers la gauche peut atteindre 20 %. Dans ces conditions, la gauche peut espérer conquérir mécaniquement 35 circonscriptions en plus de celles où elle est majoritaire à elle seule.

Dans ces 35 circonscriptions, il y a en effet conjonction d'une gauche qui approche les 50 % et d'un Front national élevé. Elles se situent dans l'Ain (4^e), les Hautes-Alpes (1^{re}), l'Arèche (3^e), les Ardennes (3^e), les Bouches-du-Rhône (10^e), le Calvados (1^{er}), la Drôme (1^{re}, 2^e et 4^e), la Haute-Garonne (4^e), l'Hérault (2^e et 6^e), l'Indre-et-Loire (4^e), le Loiret (2^e), le Lot-et-Garonne (1^{er} et 3^e), la Meurthe-et-Moselle (2^e), la Moselle (6^e), le Nord (6^e et 7^e), l'Oise (6^e), les Pyrénées-Orientales (3^e), la Rhône (11^e et 13^e), Paris (19^e), la Seine-Maritime (2^e et 10^e), la Seine-et-Marne (7^e), le Vaucluse (1^{er}), la Vienne (3^e), les Vosges (4^e), l'Essonne (7^e), les Hauts-de-Seine (12^e), la Seine-Saint-Denis (10^e) et le Val-d'Oise (3^e).

A. Ch.

DÉPARTEMENTS	N° de cir.	Total ex. p. + PC + mp. + div. p. + div. d.	Total: URC + div. d.	Total: FN + div. d.
Ain	1	46,20	46,65	7,13
Ain	2	44,09	42,63	13,26
Ain	4	48,97	39,73	11,28
Aisne	1	52,26	40,28	7,45
Aisne	2	59,04	31,47	9,47
Aisne	3	64,15	26,53	9,31
Aisne	4	65,30	24,35	10,34
Aisne	5	46,13	45,07	8,79
Allier	1	54,42	40,41	5,16
Allier	2	65,26	29,87	4,86
Allier	3	59,78	34,04	6,16
Allier	4	45,92	46,93	7,13
Alp.-de-Hte-Pr.	1	53,18	35,42	11,38
Alp.-de-Hte-Pr.	1	51,10	36,28	12,69
Alp.-de-Hte-Pr.	1	49,23	44,41	6,76
Alp.-de-Hte-Pr.	2	44,45	49,02	6,52
Alp.-de-Hte-Pr.	1	40,89	40,98	18,12
Alp.-de-Hte-Pr.	2	34,75	44,08	20,39
Alp.-de-Hte-Pr.	3	40,40	34,99	24,69
Alp.-de-Hte-Pr.	4	33,88	53,99	12,92
Alp.-de-Hte-Pr.	5	46,51	35,73	16,61
Alp.-de-Hte-Pr.	6	35,86	41,85	22,27
Alp.-de-Hte-Pr.	7	31,32	46,47	22,19
Alp.-de-Hte-Pr.	8	29,40	48,40	20,99
Alp.-de-Hte-Pr.	9	34,45	45,83	16,94
Alp.-de-Hte-Pr.	1	84,94	36,16	8,84
Arèche	2	42,71	50,54	6,73
Arèche	3	48,59	42,48	8,91
Ardennes	1	51,01	39,70	9,27
Ardennes	2	62,51	24,85	11,42
Ardennes	3	49,84	41,96	8,18
Ardennes	4	60,90	33,80	8,28
Arège	1	39,45	50,29	18,33
Aube	1	43,94	47,61	8,44
Aube	2	51,82	38,32	9,84
Aube	3	62,47	29,58	7,94
Aube	4	42,17	31,54	25,37
Bouches-du-Rh.	2	35,39	44,25	20,34
Bouches-du-Rh.	3	41,78	28,20	29,37
Bouches-du-Rh.	4	59,66	12,40	27,93
Bouches-du-Rh.	5	43,15	29,82	27,01
Bouches-du-Rh.	6	46,55	31,15	22,28
Bouches-du-Rh.	7	52,70	12,88	34,40
Bouches-du-Rh.	8	51,77	15,38	32,83
Bouches-du-Rh.	9	48,49	25,72	25,77
Bouches-du-Rh.	10	49,61	24,37	26,01
Bouches-du-Rh.	11	46,66	31,48	21,84
Bouches-du-Rh.	12	48,08	24,79	27,12
Bouches-du-Rh.	13	64,15	18,90	16,93
Bouches-du-Rh.	14	39,87	38,12	21
Bouches-du-Rh.	15	46,78	32,45	20,76
Bouches-du-Rh.	16	55,63	25,44	18,91
Calvados	1	49,84	43,60	6,55
Calvados	2	48,32	42,12	7,16
Calvados	3	44,07	50,86	5,06
Calvados	4	44,90	49,09	6
Calvados	5	53,96	42,98	3,04
Charente	1	49,46	45,98	4,54
Charente	2	47,77	47,21	5
Charente	3	62,42	31,97	5,60
Charente	4	56,57	34,81	8,60
Charente-Mar.	2	48,31	45,02	6,65
Charente-Mar.	4	51,86	42,09	6,04
Charente-Mar.	5	43,31	46,44	10,23
Cher	1	45,28	45,79	8,92
Cher	2	64,78	27,72	7,49
Cher	3	54,34	38,51	7,13
Corrèze	1	57,43	39,87	2,69
Corrèze	2	48,66	45,72	5,60
Corrèze	3	37,16	48,78	5,56
Corrèze	4	46,98	38,40	7,13
Corrèze	5	46,60	42,09	5,33
Côte-d'Or	2	40,61	49,87	9,50
Côte-d'Or	4	44,51	47,56	7,92
Côte-d'Or	5	51,92	40,47	7,59
Côte-d'Or	1	58,36	36,83	4,79
Côte-d'Or	2	64,52	27,87	4,20
Côte-d'Or	3	46,60	42,09	5,44
Côte-d'Or	4	62,82	32,67	4,50
Creuse	2	52,40	42,54	5,04
Creuse	1	52,10	43,37	4,51
Creuse	2	54,51	37,75	7,72
Creuse	3	62,19	31,91	5,89
Creuse	4	58,15	36,69	5,14
Creuse	1	52,21	35,72	12,05
Creuse	2	47,35	42,34	9,63
Creuse	3	50,92	43,07	6,90
Creuse	4	53,10	34,11	10,16
Creuse	5	27,53	62,48	5,88
Drôme	1	49,80	38,24	11,94
Drôme	2	49,12	39,77	11,09
Drôme	3	56,36	33,89	9,74
Drôme	4	49,55	39,09	11,34
Eure	1	44,78	45,56	8,65
Eure	2	50,61	39,55	9,83
Eure	3	45,82	48,10	6,06
Eure	4	57,74	33,03	9,21
Eure	5	53,71	36,78	9,89
Eure	1	52,30	38,44	9,25
Eure	2	43,33	40,88	15,77
Eure	3	53,13	37,05	9,80
Eure	4	43,70	48,40	7,89
Eure	5	51,79	42,42	5,77
Finistère	1	51,68	42,51	5,80
Finistère	2	46,50	47,68	5,81
Finistère	3	54,26	42,01	3,71
Finistère	4	50,11	44,48	5,40
Finistère	5	47,81	48,04	4,13
Gard	1	45,46	42,11	12,42
Gard	2	52,52	27,19	20,27
Gard	3	51,78	33,70	14,51
Gard	4	60,75	26,11	13,13
Gard	5	60,04	28,14	11,81

DÉPARTEMENTS	N° de cir.	Total ex. p. + PC + mp. + div. p. + div. d.	Total: URC + div. d.	Total: FN + div. d.
Haute-Garonne	2	54,21	37,21	8,57
Haute-Garonne	3	54,07	38,06	7,95
Haute-Garonne	4	48,71	41,54	9,11
Haute-Garonne	6	56,31	29,50	11,13
Haute-Garonne	2	54,34	40,78	4,87
Haute-Garonne	1	43,06	46,68	8,91
Haute-Garonne	5	61,32	28,88	8,52
Haute-Garonne	3	63,96	37,64	8,38
Haute-Garonne	5	55,83	36,97	7,18
Haute-Garonne	8	45,86	45,99	8,14
Haute-Garonne	9	58,41	32,99	8,58
Haute-Garonne	10	51,75	42,25	5,98
Hérault	1	45,13	35,22	19,64
Hérault	2	48,83	33,79	16,79
Hérault	3	47,69	37,21	15,08
Hérault	4	57,92	28,45	13,61
Hérault	5	60,34	28,74	10,90
Hérault	6	49,72	36,47	13,79
Hérault	7	65,63	32,12	14,37
Hérault	2	57,81	36,92	5,25
Hérault	3	46,67	48,52	4,79
Hérault	7	42,10	51,68	6,20
Hérault	1	51,35	41,33	7,30
Hérault	2	59,22	34,83	6,64
Hérault	3	59,59	35,36	7,84
Hérault	2	47,96	43,80	8,23
Hérault	3	54,78	37,63	7,58
Hérault	4	49,33	42,72	7,93
Hérault	5	48,58	44,51	6,90
Hérault	6	62,52	28,66	18,20
Hérault	7	47,84	42,01	8,80
Hérault	4	58,86	35,04	9,08
Hérault	5	51,44	39,79	8,75
Hérault	6	46,19	42,27	11,52
Hérault	7	43,95	48,78	10,25
Hérault	9	64,57	32,10	12,52
Hérault	9	48,95	49,51	10,52
Jura	1	53,41	38,39	8,19
Jura	2	45,53	45,01	9,44
Jura	3	50,64	41,56	7,78
Jura	1	54,75	39,47	5,76
Jura	2	59,42	33,72	6,85
Jura	3	54,14	37,69	8,15
Jura	2	50,84	42,19	6,95
Jura	3	46,78	45,23	7,98
Jura	1	48,90	36,58	14,50
Jura	2	45,12	41,43	13,44
Jura	3	51,99	32,46	12,79
Jura	4	54,23	31,97	15,49
Jura	5	54,10	38,01	7,88
Jura	7	38,98	49,47	11,53
Jura	1	46,86	46,56	6,57
Jura	2	45,89	46,36	7,83
Jura	3	48,89	49,21	5,92
Jura	6	42,13	53,74	4,11
Jura	7	44,41	49,43	6,14
Jura	8	68,24	26,61	5,13
Jura	1	50,73	41,34	7,92
Jura	2	48,79	41,74	9,46
Jura	3	48,81	35,49	10,14
Jura	4	42,36	48,56	9,06
Jura	5	41,88	49,50	8,61
Jura	6	63,06	31,33	5,60
Jura	1	49,40	42,55	8,04
Jura	2	49,28	31,46	9,25
Jura	3	49,45	38,79	10,39
Jura	4	49,95	54,90	4,13
Jura	1	43,57	49,04	7,37
Jura	2	45,68	48,01	6,30
Jura	3	45,19	50,99	3,80
Jura	4	48,89	46,69	11,57
Jura	5	39,32	53,80	6,87
Jura	6	56,75	36,09	7,15
Jura	1	43,35	49,20	7,43
Jura	2	52,27	38,19	9,53
Jura	3	48,81	41,99	9,15
Jura	4	47,08	43,74	9,17
Jura	5	46,23	42,54	10,53
Jura	6	46,29	39,42	14,28
Jura	7	45,45	48,06	6,47
Jura	1	52,27	35,89	11,83
Jura	1	47,02	49,01	3,95
Jura	3	40,18	56,39	3,41
Meurthe-et-Moselle	2	49,08	41,85	9,47
Meurthe-et-Moselle	3	47,29	43,23	9,47
Meurthe-et-Moselle	4	46,39	42,63	10,97
Meurthe-et-Moselle	5	47,24	44,37	8,37
Meurthe-et-Moselle	6	58,78	32,09	9,12
Meurthe-et-Moselle	7	66,05	23,81	9,11
Meurthe-et-Moselle	8	44,67	49,04	6,25
Meurthe-et-Moselle	1	51,54	37,77	7,61
Meurthe-et-Moselle	5	59,46	32,68	7,85
Meurthe-et-Moselle	6	54,08	39,90	6
Meurthe-et-Moselle	1	51,39	36,64	11,96
Meurthe-et-Moselle	2	38,17	50,29	11,52
Meurthe-et-Moselle	3	35,80	53,16	11,03
Meurthe-et-Moselle	4	47,51	74,30	8,18
Meurthe-et-Moselle	5	26,78	61,73	11,48
Meurthe-et-Moselle	6	49,49	33,04	17,46</

CONQUIST UNOPI

Alfa 164.

L'événement des Grands Prix Européens 88.

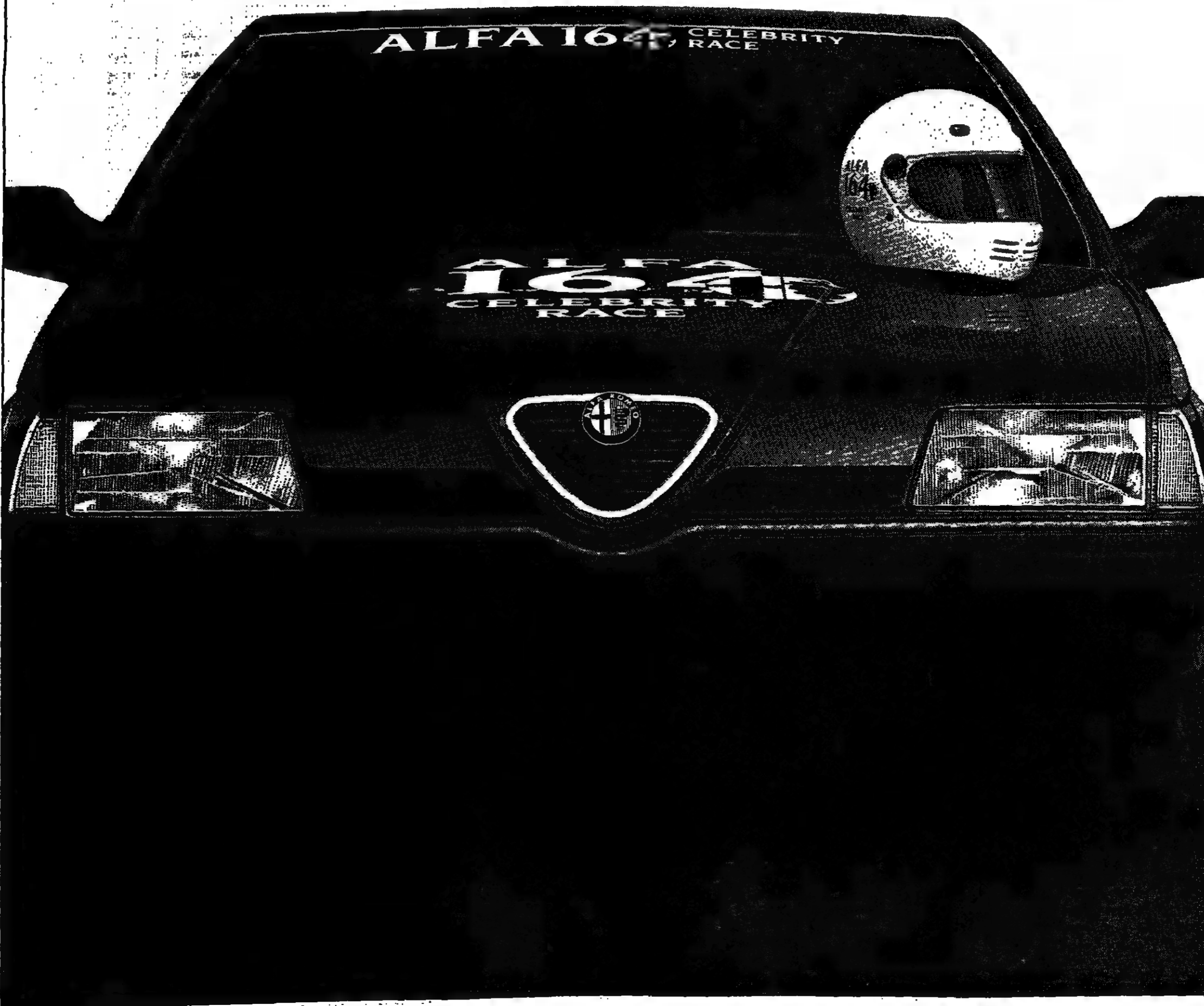
En 1988, ALFA ROMEO crée l'événement sur tous les circuits des Grands Prix Européens. Pour célébrer la naissance de sa dernière et plus prestigieuse création, la 164, Alfa Romeo inaugure dans le monde de l'automobile et lance "La Course des Célébrités". Une première originale qui honore, cet été, chaque Grand Prix Européen de F1.

CALENDRIER GRANDS PRIX/COURSES DES CÉLÉBRITÉS	
9 JUILLET	LE CASTELLAY (FRANCE)
10 JUILLET	SILVERSTONE (GRANDE-BRETAGNE)
24 JUILLET	HOCKENHEIM (R.F.A.)
28 AOÛT	SPA (BELGIQUE)
11 SEPTEMBRE	MONZA (ITALIE)
26 SEPTEMBRE	ESTORIL (PORTUGAL)
2 OCTOBRE	JEREZ (ESPAGNE)

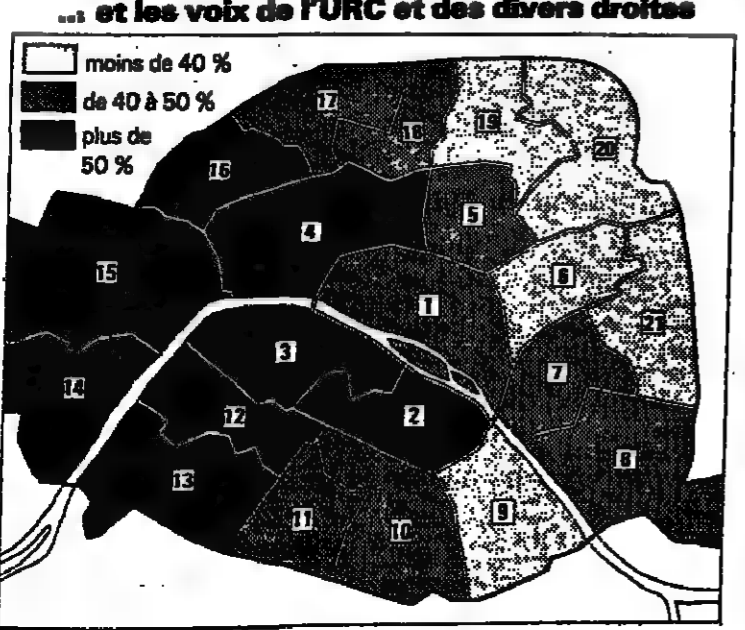
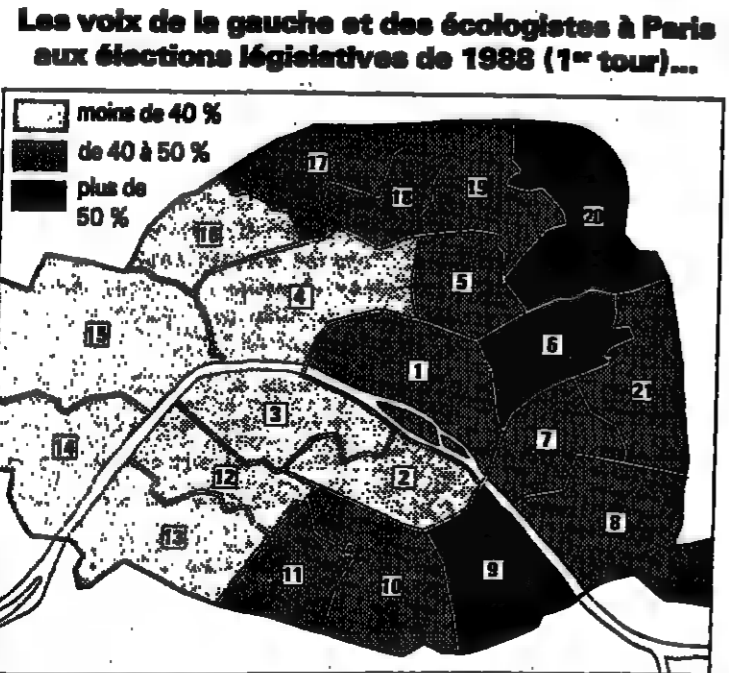
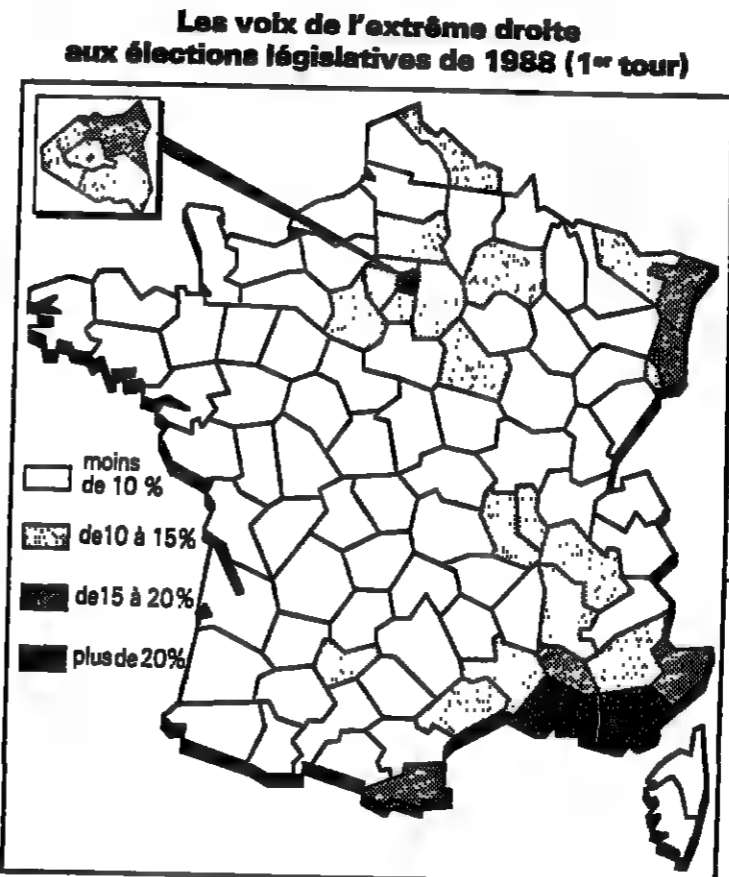
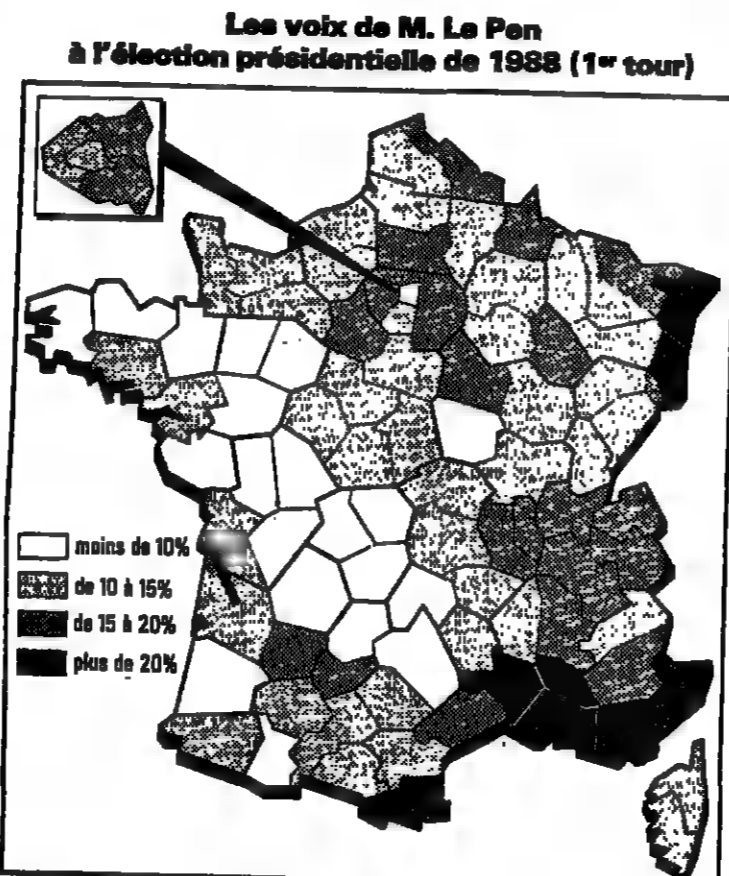
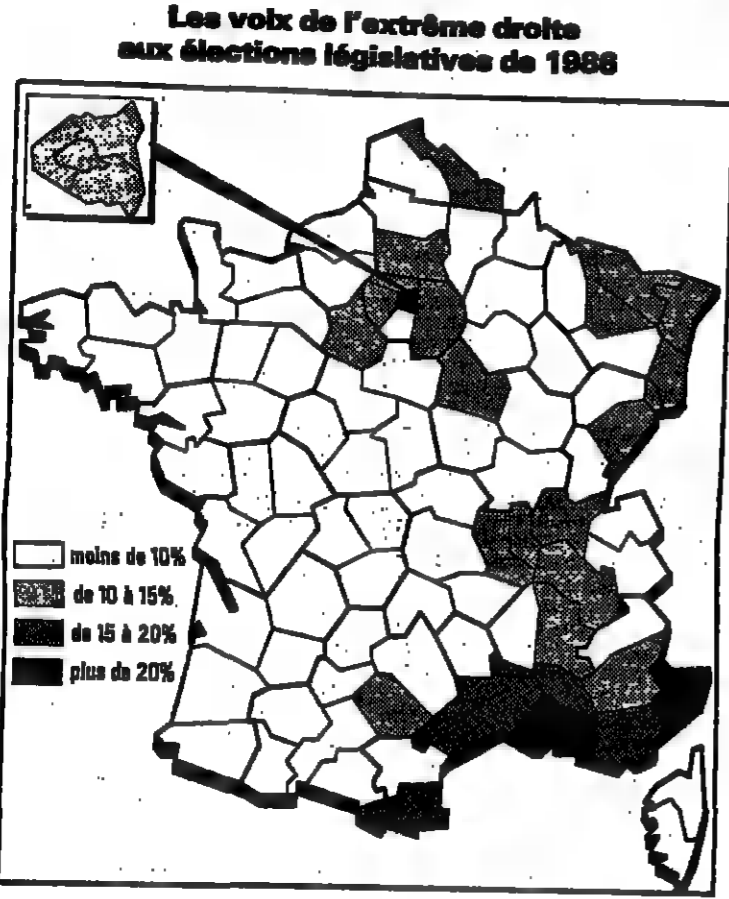
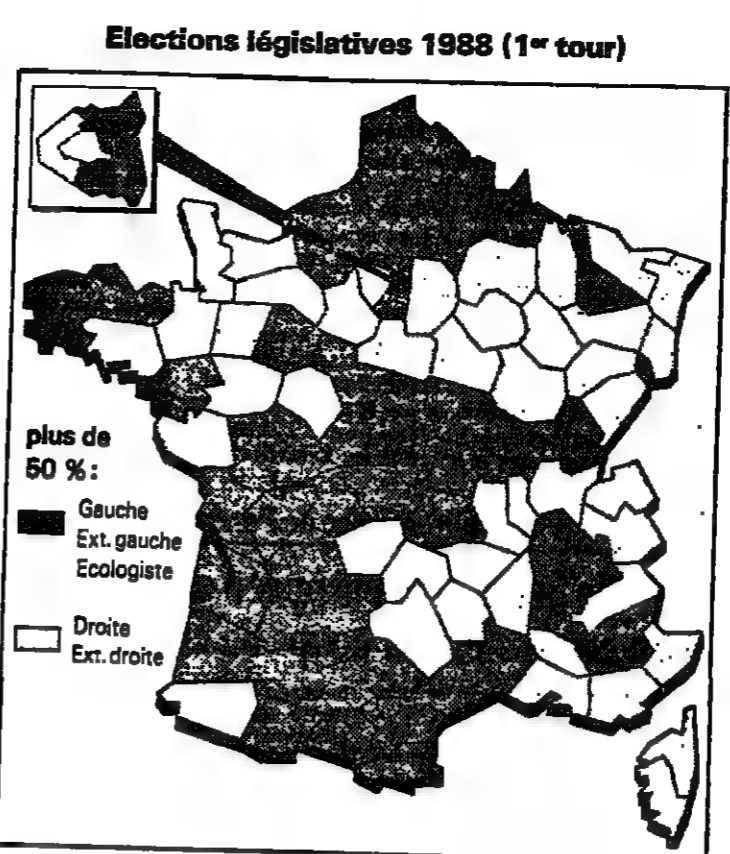
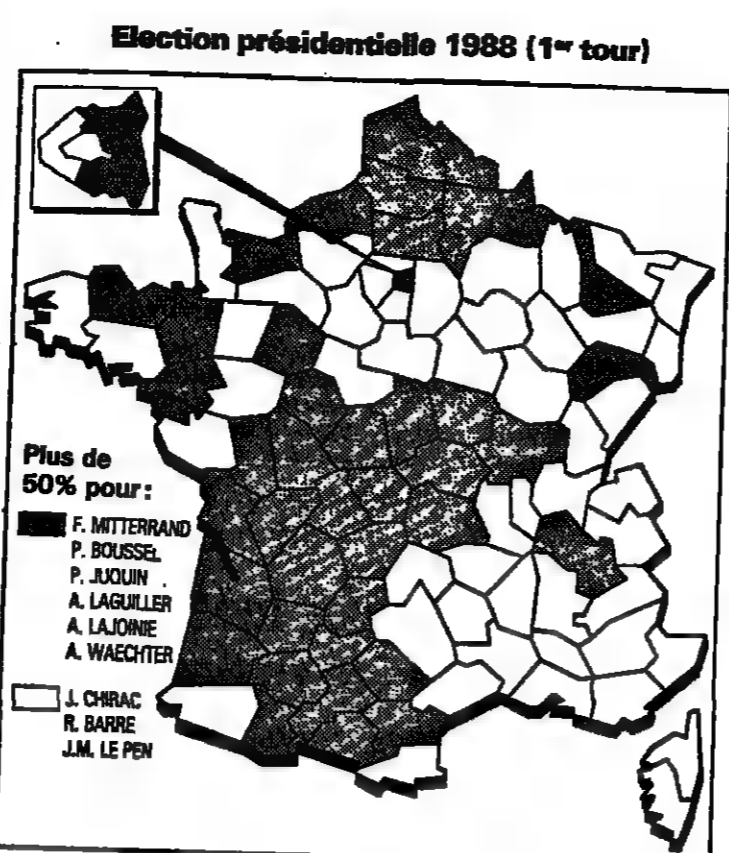
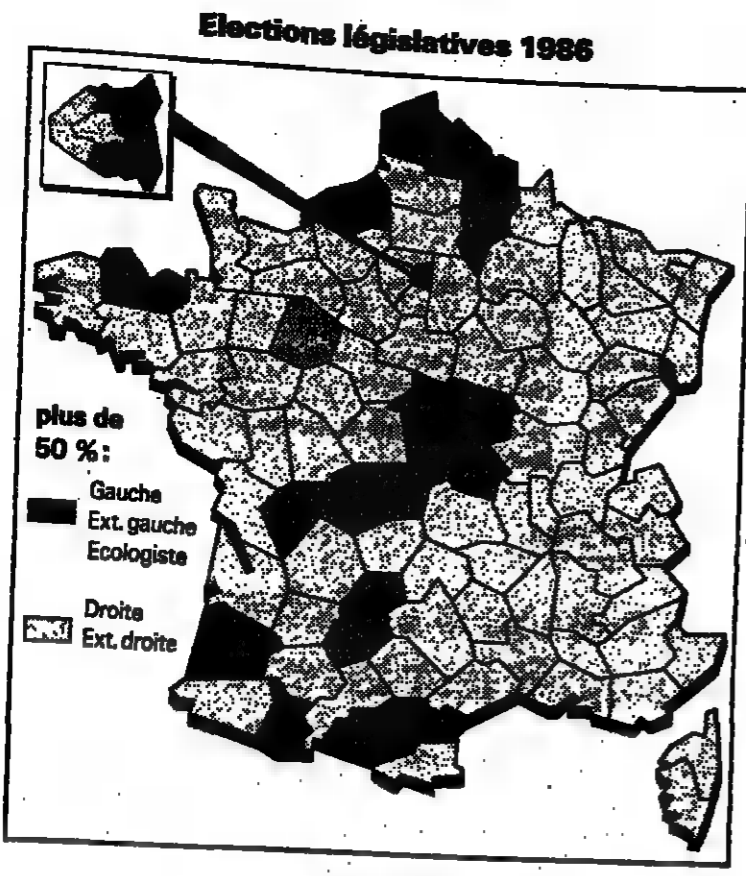
La Course des Célébrités Alfa 164.
Sur la ligne de départ, 16 nouvelles Alfa 164 3.0 V6 de série, légèrement modifiées pour être conformes à la stricte sécurité en vigueur sur les circuits. Au volant, 16 personnalités originales de chaque pays où se déroulera le Grand Prix. 7 courses, 7 pays, 112 pilotes V.I.F. issus d'univers aussi différents que la finance, l'industrie, la mode, le cinéma ou le monde du sport pour célébrer la naissance de la 164. 230km/h* sur circuit pour glorifier sa puissance. La Course des Célébrités Alfa 164: jamais course n'a été aussi spectaculaire, prestigieuse et passionnante.

Alfa 164: du circuit à la route.
Quand une Alfa Romeo brille de toutes ses performances sur circuit, elle brille tout aussi spectaculairement sur route: c'est ce le légendaire esprit pur-sang Alfa Romeo. Si vous ne pouvez être présent à l'un des Grands Prix de la saison, mais voulez être au vif de l'actualité de "La Course des Célébrités" ou mieux être informé en avant-première sur cette prestigieuse Alfa Romeo, contactez dès maintenant par téléphone votre concessionnaire Alfa Romeo ou allez le voir directement.

Informez-vous chez votre concessionnaire



après le scrutin du 5 juin



Les résultats officiels du ministère de l'intérieur

	Inscrits	Votants	Abstentions	Suffrages exprimés	% par rapport aux inscrits	% par rapport aux suff. expr.	Répartition en sièges
Inscrits :	37 945 582						
Votants :	24 944 792						
Abstentions :	13 000 790				34,26		
Suffrages exprimés :	24 432 095						
Extrême gauche	89 065				0,23	0,26	—
Parti communiste	2 765 761				7,28	11,32	1
Parti socialiste	8 493 702				22,38	34,76	37
MERC	272 316				0,71	1,11	2
Autres socialistes	403 698				1,06	1,65	1
Écologistes	86 312				0,22	0,35	—
Régionalistes	18 496				0,04	0,07	—
RPR	4 687 047				12,35	19,18	38
UDF	4 519 459				11,91	18,49	38
Divers droite	697 272				1,83	2,85	3
Front national	2 359 528				6,21	9,45	—
Extrême droite	32 446				0,08	0,13	—

(1) Non compris les deux circonscriptions de la Polynésie française.

Harald R. FABIAN
LA CORSE

Pierre KYLLBERG
Le nouveau guide de MARAIS

Cartonné, 17x17 cm, 148 p., 12 pl. coul., 120 ill. - 90 F

Photographies de Ernst H. RUTH
Relié pleine toile, 30x24 cm, 146 p. de textes, 30 x 24 cm, 92 ill. en noir et blanc - 300 F

LA BIBLIOTHEQUE DES ARTS
5, place de l'Odéon - 75006 Paris - 46.33.18.28

Jean-Pierre Hammer

Lenau
poète rebelle
et libertaire

Par sa jeunesse et par le roman, cet écrivain allemand du 19^{ème} siècle est tout à la fois audacieux, libertaire et mystique, sensible et rebelle, anti-conformisme, écologiste et féministe avant la lettre. Lenau fut persécuté par toutes les injustices de son temps et souffrit dans les époques et les situations d'oppression "d'être" "ce qu'il n'était pas".

Aubier

Politique

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

La « mission du dialogue » regagne Paris

La « mission » chargée le 15 mai de « rétablir le dialogue » en Nouvelle-Calédonie regagne Paris après trois semaines de contacts sur le territoire auprès de tous les milieux locaux. Elle a quitté Nouméa le mardi 7 juin et doit arriver mercredi en métropole, où elle rendra compte de ses impressions et de ses conclusions au premier ministre.

Parmi les hypothèses de travail évoquées localement par le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, M. Jacques Lafleur, député RPR, et par le chef du mouvement indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, figurent en particulier la création sur le territoire

de deux régions autonomes dont la gestion serait confiée, l'une, aux indépendantistes, l'autre, à leurs adversaires, dans l'attente d'un référendum accepté par tous, et l'organisation, pour consacrer cet accord éventuel, d'un référendum national.

Le ministre des DOM-TOM, M. Olivier Stirn, n'exclut pas que les travaux de la mission soient suivis d'une série d'entretiens politiques, à Paris, entre les représentants du gouvernement et les responsables des formations locales pour parvenir à une solution globale.

M. Michel Rocard, qui était, mardi matin, l'invité d'Europe 1 à propos de ce sujet : « Nous

avons besoin de temps et de sérénité. Dans la méthode de gouvernement que je mets en place j'essaie d'écartier l'idée que l'État fait tout seul. La solution politique, ce sera celle que l'investigation des différentes sensibilités et puis aussi des méfiances, des refus, des garanties nécessaires des deux côtés, rendra possible et je ne garderai rien d'un présumer. »

Sur le territoire, la situation reste tendue en plusieurs endroits, en particulier, depuis lundi, dans la région de Ponérihouen, où un jeune calédonien a été tué par des tirs de chevrotines alors qu'il sortait d'une ferme.

A Paris, les avocats des militants du FLNKS inculpés après l'assaut d'Ouvéa ont dénoncé les « sévices » subis, selon eux, par leurs clients de la part de certains militaires.

An même moment, en Normandie, où il inaugurerait un mémorial, M. François Mitterrand faisait implicitement allusion à la récente polémique entre le ministre de la défense, M. Chevènement, et ses prédécesseurs RPR, MM. Michel Debré et Pierre Messmer, sur le rôle de l'armée en Nouvelle-Calédonie (Le Monde daté 5-6 juin), en soulignant que « l'armée de la démocratie est par nature même au service de la liberté et de la justice ».

Dans une vallée proche de Ponérihouen

Un broussard européen est tué et un autre blessé à coups de chevrotines

NOUMÉA
de notre correspondant

Toute détente est, en Nouvelle-Calédonie, extrêmement fragile. L'amorce du dialogue n'est jamais à l'abri de débordements sur le terrain, imprévisibles et empoisonnants pour les élus-majors politiques qui s'efforcent de mettre au point une nouvelle solution politique pour le territoire.

Commencée au moment où se produisait une bavure militaire à Touho (côte est) dont a été victime un jeune Mélanésien, le séjour de la « mission de conciliation » envoyée par M. Michel Rocard s'est achevé, le mardi 7 juin, quelques heures après un nouvel incident meurtrier qui a coûté la vie à un broussard européen.

Le drame est survenu dans la vallée de Nimbaye, près de Ponérihouen (côte est), une zone enclavée où vivent encore quelques Européens au milieu de Mélanésiens. Bien qu'il n'ait pas été le théâtre d'affrontements sérieux comme à Canala ou à Ouvéa, ce secteur de la côte est (entre Houailfon et Touho) vit depuis un mois dans un climat de tension. Les rapports entre les tribus et les broussards se sont durcis. Une véritable guerre des nerfs les oppose. Chacun a peur de l'autre et organise « l'autodéfense ».

C'est le cas de M. Lucien Dubois, élu de Ponérihouen et frère d'un responsable territorial du Front national, qui gardait sa propriété avec deux amis, MM. Franck Hannekin et Albert Sangarés, ce dernier étant un réfugié de Hengéne.

Lundi soir, alors qu'ils étaient sur le point de passer à table, les trois hommes sont alertés par des aboiements. Ils sortent inspecter les alen-

tours de la ferme. M. Sangarés, trente ans, est muni d'une lampe électrique et, au moment où il balaise l'obscurité d'un faisceau lumineux, il reçoit en plein thorax un décharge de chevrotines. Ses amis ripostent puis se retranchent dans l'habitation. Quelques minutes après éclate un second échange de coups de feu. Les agresseurs prennent alors la fuite sans qu'il soit possible de savoir si certains d'entre eux ont été blessés ou non. Albert Sangarés devait mourir au cours de son évacuation vers le dispensaire du village. M. Hannekin, vingt-sept ans, a été blessé au bras.

Mardi, l'émotion était très vive à Ponérihouen où les quelques commerces avaient baissé leur rideau en signe de deuil, alors que des habitants érigeaient aux entrées nord et sud du village des barrières « filotrans » brisées d'un drapeau tricolore. Ils exigent l'arrestation des « terroristes ».

De leur côté, les autorités ne cachent pas leur embarras. M. Clément Bouhin, haut commissaire de la République à Nouméa, a vivement dénoncé ces « actions violentes et irresponsables, de nature à contrarier le dialogue et le processus de rétablissement de la tranquillité engagé par la mission de conciliation ». Cette dernière, troublée au plus haut point par ce genre de « dérapage » meurtrier, y a vu, au moment de tenter ses visites, un moment de bipolarité des valeurs, c'est-à-dire d'un drapage supplémentaire de dénouer d'urgence la crise que traverse le « Caillou ». Le drame de Ponérihouen, s'il était nécessaire, lui a rappelé que, malgré les notes optimistes recueillies ici et là dans les états-majors politiques, la situation restait toujours aussi préoccupante.

FREDERIC BOBIN.

Les suites de l'affaire d'Ouvéa

Plusieurs des indépendantistes canaques emprisonnés auraient été victimes de sévices après leur arrestation

Les avocats des indépendantistes canaques emprisonnés à Paris ont déclaré, le lundi 6 juin, de porter plainte contre X... en raison des « violences et voies de faits » subies, selon eux, par leurs clients lors de leur arrestation après l'assaut mené par l'armée le 5 mai sur l'île d'Ouvéa. Cette plainte se fonde sur des constatations médicales et judiciaires.

Certains des indépendantistes mélanésiens incarcérés en métropole à la suite des événements d'Ouvéa auraient été, selon eux, frappés par des militaires, pour certains juste après l'assaut de la grotte de Gossans ; pour d'autres après leur transfert en hélicoptère à Saint-Joseph ; pour d'autres encore, au cours de leur trajet en camion — une trentaine de kilomètres — entre Saint-Joseph et l'aéroport d'Ouloup.

Ces accusations semblent corroborées par des procès-verbaux d'interrogatoire, des certificats médicaux figurant au dossier. Tous les Canaques concernés sont ceux qui ont été interpellés après l'assaut de la grotte, les autres ayant apparemment pitié de leur arrestation ni de leur garde à vue.

C'est d'abord le 6 mai que le juge d'instruction Philippe Allard, qui, à Nouméa, au cours de l'interrogatoire de première comparution, prend le soin de noter au procès-verbal ce qu'il constate de visu. Pour certains des Canaques interpellés, le magistrat instructeur consigne un expert, M. Jean Nouchi, chirurgien de la clinique Magrin à Nouméa. D'autres médecins — militaires — ont aussi examiné les personnes interpellées au cours de leur garde à vue ; il s'agit du docteur Jean-Claude Dill, médecin principal des armées à

Nouméa, du docteur Marc Vasseur, médecin adjoint du groupement de gendarmerie de Nouvelle-Calédonie à l'infirmerie de Nouméa et du docteur François Bellanger, médecin aspirant au groupement de gendarmerie de Nouvelle-Calédonie.

Enfin, à Paris, à la demande des avocats du FLNKS, le juge Jean-Louis Mazères a commis le docteur Riveline, qui a procédé, du 17 au 20 mai, à des expertises. Avec un degré de précision plus grand en métropole, les certificats médicaux attestent que nombre des trente détenus mélanésiens portent des traces d'un enchaînement des mains et des pieds, et quelques-uns des brûlures de cigarettes.

Après leur transfert en métropole, quatre des Mélanésiens blessés — non par balles au cours de l'assaut, mais à la suite des sévices dénoncés par leurs avocats — ont dû passer une quinzaine de jours à l'hôpital des prisons de Fresnes.

Brûlures de cigarettes et lésions diverses

Voici les plus gravement touchés des syndèmes des constatations faites tant à Nouméa qu'à Paris :

1) Hilaire Diasou (le frère d'Alphonse, mort à Ouvéa), né le 24 janvier 1957, se présente torse nu et porte par son seul vêtement un pantalon.

« Nous constatons, écrit le juge Allard, que l'inculpé a l'air droit ramifié. Il se plaint également d'une douleur au pied gauche. Ces blessures lui ont été occasionnées, d'une part, lors de son arrestation et, d'autre part, lors de son embarquement dans l'hélicoptère. Le certificat du docteur Bellanger, établi le 5 mai à 23 h 15, précise qu'Hilaire Dia-

sou présente une contusion orbitaire droite sans atteinte oculaire ni signes neurologiques.

Quatorze jours plus tard, le docteur Riveline, à Paris, note : « Quatre cicatrices récentes de brûlures de cigarettes circulaires sur 1 centimètre carré chacune au tiers inférieur de la face externe de la jambe gauche. Une fissure d'un centimètre circulaire, des brûlures récentes à la partie médiane de la plante du pied droit. »

2) Marcel Wadjeo, né le 4 mai 1958, se présente torse nu, porteur d'un short. Il a l'œil tuméfié et une plaie à la lèvre inférieure. Il précise au juge d'instruction que ces blessures lui ont été occasionnées lors de son arrestation. Le 5 mai, le docteur Vasseur, au cours de la garde à vue, note qu'il faudra suturer une plaie à la lèvre inférieure. Le juge Allard ordonne qu'il soit transféré à la clinique de Nouméa, où on constate qu'il a la joue gauche infectée et présente un hématome péri-orbitaire bilatéral.

3) Serge Wassoum, né le 29 janvier 1968, se présente torse nu. Il présente un important hématome qui ferme pratiquement l'œil gauche. Le docteur Bellanger rajoute, dans son certificat, du 5 mai, qu'il remarque une plaie superficielle au pied droit et au genou interne. Le docteur Nouchi, qui l'examine le 6, le confirme. Le 8 mai, le docteur Riveline note que les ulcérations sous pansement les plaies persistent et relève une hyposthésie malaise gauche.

4) Jacob Wassu, né le 4 mars 1969, est, lui aussi, torse nu. Il a, lui aussi, un hématome à l'œil gauche. Le docteur Nouchi, le 6 mai, relève qu'il présente un hématome péri-orbitaire de la joue gauche et une contusion au sommet du crâne.

5) Jonas Adeda, né le 25 juillet 1985, présente une ecchymose au niveau du nez, une excoriation au niveau de la joue droite et une plaie au niveau de la lèvre inférieure qui, selon l'inculpé, ont été occasionnées lors de son arrestation par les militaires. Les médecins en Nouvelle-Calédonie confirment les constatations du juge. A Paris, le docteur Riveline va plus loin en constatant une fracture des os propres du nez, sans déplacement.

6) Vincent Adeda, né le 11 mars 1957, est habillé d'un pantalon et d'une veste militaire. Il présente une ecchymose à l'œil gauche et une plaie située au-dessus de l'œil droit, ainsi qu'une plaie au niveau de la joue gauche. L'inculpé se plaint de l'oreille gauche. Il présente, en effet, une plaie au niveau du pavillon de l'oreille gauche. On précise que ces blessures ont été occasionnées lors de son arrestation. On constate, dit le médecin, que l'enchaînement serré des mains a laissé des traces profondes, que des coups ont été portés au niveau du crâne.

7) Martial Loucoum, né le 25 septembre 1963, se présente au juge Witu d'une veste militaire et d'un bermuda. Il porte un pansement au niveau de la cheville gauche, ainsi qu'un bandage entourant son abdomen, et l'on précise que ces blessures ont été occasionnées lors de son arrestation par les militaires. Le docteur Nouchi a demandé une échographie pour une lésion viscérale sous-jacente.

8) Roger Wassou, né le 20 avril 1984, se présente en bermuda et en t-shirt déchiré. Il a le nez recouvert de sang en raison d'une plaie située à la base du nez à la hauteur des yeux qui a été occasionnée lors de son arrestation.

Ag-L.

Six élections cantonales

Deux sièges pour le PS et trois ballottages favorables à la droite

Deux élus socialistes, un ballottage favorable à un représentant du PCF et trois favorisant un candidat de la droite : tel est le bilan des six élections cantonales partielles qui se sont déroulées le dimanche 5 juin. Dans les Côtes-du-Nord et le Val-de-Marne, où étaient organisés les deux seconds tours, une meilleure mobilisation électorale a caractérisé ces scrutins (de près de 7 points à Goussac, à 12 points à Aforville-Nord). Si le candidat socialiste a pâti de cette baisse des abstentions dans les Côtes-du-Nord, celui du Val-de-Marne en a tiré profit.

En Haute-Vienne, le candidat communiste, proche de M. Marcel Rigout, ancien député

contestataire du PCF, devrait l'emporter, au second tour, dans ce canton qui a offert, le 24 avril, à M. André Lajoie son meilleur score dans le Limousin.

Les scrutins organisés à Abelstroff (Moselle) et Ensisheim (Haut-Rhin), cantons où MM. Barre, Chirac et Le Pen détenaient la majorité à l'issue du premier tour de l'élection

présidentielle, ont suscité une pléthore de candidatures à droite. Si celle-ci progresse de plus de 10 points à Abelstroff, elle est en recul à Ensisheim. Dans ce dernier canton et dans celui de Wolpny (Moselle), le Front national subit une baisse sensible de 7 points par rapport au renouvellement de 1985.

COTES-DU-NORD: canton de Goussac (2^e tour). Inscr., 3 362; vot., 2 747; suffr. expr., 2 622. MM. Toussaint L'Hermite (PS), 1 411 voix; ELU; Paul Guégan (div. d.), 1 211. [Le candidat socialiste a remporté, sans surprise, cette élection partielle organisée à la suite du décès de Léon Launay, conseiller général socialiste. Recueillant 53,81 % des voix, M. L'Hermite se retrouve pas le score obtenu par les trois candidats de gauche au premier tour (62,98 %). Il pâtit, d'une part, d'une meilleure participation électorale (18,28 % d'abstentionnistes au lieu de 25,28 % dimanche dernier). Il subit, d'autre part, les effets de mauvais reports de voix, puisque'il ne rassemble pas sur son nom l'intégralité des suffrages des électeurs de gauche du premier tour.

au premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 3 366; vot., 2 515; suffr. expr., 2 475. MM. Guégan,

916; L'Hermite, 815; Le Cam (PC), 490; Gallon (div. d.), 294. Léon Launay avait été réélu, au premier tour du scrutin de 1982, avec 78,95 % des suffrages.]

HAUT-RHIN: canton d'Ensisheim (1^{er} tour). Inscr., 14 744; vot., 10 043; suffr. expr., 9 168. M^{me} Annette Costa (app. UDF), 2 389 voix; MM. Vincent Birt (PS), c.m. d'Ensisheim, 2 313; Pierre Meyer (div. d.), 2 026; Michel Schreiber (FN), 864; Bernard Winter (sans étiqu.), 622; Roger Glath (div. d.), 357; Gérard Bouvillain (PC), 287; Joseph Schmitt (sout. ind.), 191; André Jecico (CND), 119. Il y a ballottage.

[Neuf candidats briguaient la succession de Louis Egloff, conseiller général (UDF-CDS) d'Ensisheim depuis l'élection partielle de 1983, qui est décédé le 8 mai dernier. M^{me} Costa

est arrivée en tête de ce scrutin avec 26,05 % des voix, tandis que les cinq candidats de droite rassemblent 55,43 % des suffrages. Avec 4,42 % des suffrages, le représentant du FN abandonne plus de 6 points par rapport au score obtenu en 1985 (15,74 %). Au total, les candidats de droite perdent 8,5 points en recueillant 64,95 % des voix.

Au premier tour du scrutin de 1985, les résultats étaient les suivants : Inscr., 13 889; vot., 9 489; suffr. expr., 8 858; MM. Egloff, 4 949; REELU; Birt, 2 963; Thévenet (FN), 1 395; Ouisson (PC), 296; Wosack (sout. CND), 255.]

HAUTE-VIENNE: canton de Saint-Mathieu (1^{er} tour). Inscr., 3 440; vot., 2 765; suffr. expr., 2 651. MM. Marcel Darcy (PC), 1 204 voix; Jean-Louis Léonard (div. d.), 843; Maurice Lathière (PS), 604. Il y a ballottage.

[Le candidat communiste, proche de M. Marcel Rigout, ancien député contestataire du PCF, est arrivé en tête de cette élection partielle organisée à la suite du décès, en mars dernier, d'André Meynard, conseiller général (PC) de Saint-Mathieu depuis 1982. Imposé par la base militante à la tête de la liste, M. Darcy a obtenu 45,41 % des suffrages dans ce canton où M. André Lajoie avait recueilli, le 24 avril, 23,56 % des voix. Le représentant du PCF sanditeiro, de surcroît, le score réalisé par André Meynard au premier tour de scrutin de 1982 (43,41 %). Le candidat socialiste, qui se présentait en 1982 sous l'étiquette divers droite, réalise également une bonne opération puisqu'il recueille 22,78 % des suf-

frages. Il progresse de près de 15 points par rapport à 1982.

Avec 31,79 % des voix, le représentant divers droite abandonne, au renouvellement de 15 points par rapport au total des suffrages rassemblée par les deux candidats de l'opposition en 1982 (48,47 %).

Au premier tour du scrutin de 1982, les résultats étaient les suivants : Inscr., 3 666; vot., 3 041; suffr. expr., 2 940. MM. Meynard, 1 290; Lathière (div. d.), 877; Thillier (UDF), 552; Frénois (PS), 239. Au second tour, André Meynard l'avait emporté avec 1 644 voix contre 1 515 à M. Lathière, sur 3 159 suffrages exprimés, 3 256 votants et 3 666 électeurs inscrits.]

MOSELLE: canton d'Abelstroff (1^{er} tour). Inscr., 4 792; vot., 3 675; suffr. expr., 3 565. MM. Jean-Pierre (RPR), m. d'Abelstroff, 925 voix; Eugène Thomas (div. d.), 593; Yves Kessler (app. UDF), m. de Munster, 557; Jean-Pierre Morel (PS), 537; Pierre Genet (RPR-diss.), 447; Claude Ritié (div. d.), 322; André Scherer (div. d.), 98; M^{me} Monique Pierre (PC), 86. Il y a ballottage.

[Six candidats de droite briguaient la succession de Renaud Müller, conseiller général (UDF-PR) d'Abelstroff depuis 1982, décédé le 15 mai dernier. Le candidat du RPR, maire du chef-lieu, est arrivé en tête de la consultation avec 25,94 % des suffrages, tandis que l'ensemble des représentants de la droite rassemble 82,57 % des voix. En 1982, les deux candidats de l'UDF et du RPR se partageaient, au

premier tour, 72,02 % des suffrages, soit 10,5 points de moins que cette fois-ci.

Dans ce canton où les électeurs n'ont accordé que 30,26 % des voix aux candidats de gauche au premier tour de l'élection présidentielle, les représentants socialistes et communistes ont cédé, dimanche, encore du terrain. Avec 15,06 % des suffrages, M. Morel abandonne plus de 8 points par rapport à son score de 1982 (23,29 %), tandis que M^{me} Pierre en perd plus de 2 en recueillant 2,41 % des voix.

Au premier tour du scrutin de 1982, les résultats étaient les suivants : Inscr., 4 656; vot., 3 636; suffr. expr., 3 583. MM. Müller, 1 353; Boyon (RPR), 1 168; Morel, 816; Neudörflin (PC), 164. Au second tour, Renaud Müller l'avait emporté avec 1 480 voix, contre 1 228 à M. Boyon et 972 à M. Morel, sur 3 680 suffrages exprimés, 3 772 votants et 4 656 électeurs inscrits.]

MOSELLE: canton de Wolpny (1^{er} tour). Inscr., 20 316; vot., 12 568; suffr. expr., 12 185. MM. Jean-Claude Thobald, div. d., 5 838; Sébastien Caness, PS, 3 609; Gilbert Houillon, FN, 1 118; Claude Traver, écol., 886; Jacques Marchal, PC, 734. Il y a ballottage.

[Le candidat divers droite est arrivé en tête de cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 24 avril, de Pierre Hiermont, conseiller général (app. UDF) de Wolpny depuis 1973. En recueillant 47,92 % des voix, M. Thobald perd plus de 3 points par rapport au score réalisé par les deux candidats

de droite en 1982 (51,06 %). Avec 9,17 % des suffrages, le représentant du FN en abandonne, lui, plus de 7. Ces pertes profitent d'abord au candidat socialiste, maître du chef-lieu cantonal qui souffre de plus de quatre points, avec 29,62 % des voix, sur résultats de 1982.

Au premier tour de 1982, les résultats étaient les suivants : Inscr., 19 487; vot., 11 900; suffr. expr., 11 637. MM. Hiermont, 5 352; Caness, 2 902; M^{me} Poiffier, FN, 1 915; M. Marchal, 568; M^{me} Sausse, div. d., 539; M. Becker, écol. g., 261. Au second tour, M. Hiermont l'avait emporté avec 7 157 voix, contre 3 418 à M. Caness, sur 10 575 suffrages exprimés, 10 925 votants et 19 484 électeurs inscrits.]

VAL-DE-MARNE: canton d'Aforville-Nord (2^e tour). Inscr., 12 162; vot., 7 119; suffr. expr., 6 746. MM. Roger Tysseyre (PS), 4 350 voix; ELU; Jean-Louis Auriche (RPR), 2 396.

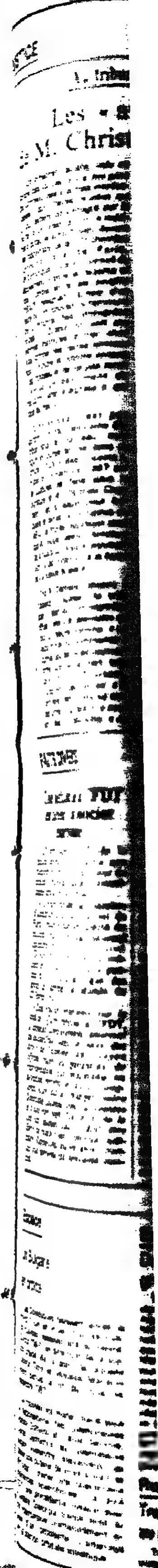
[Le candidat socialiste a remporté, sans surprise, cette élection partielle organisée à la suite du décès de Joseph Franceschi, conseiller général (PS). M. Tysseyre a bénéficié d'une meilleure participation électorale : 41,46 % des électeurs se sont pas rendus aux urnes ce dimanche, au lieu de 54,15 % au premier tour. Les résultats étaient les suivants : Inscr., 12 162; vot., 5 576; suffr. expr., 5 497. MM. Tysseyre, 2 351; Aurichio, 1 218; Doche (FN), 756; Bergamini (PC), 675; Massat (écol.), 229; M^{me} Longuet (div. d.), 60. Joseph Franceschi l'avait emporté, dès le premier tour de scrutin de 1985, avec 51,18 % des voix.]

Avec Le Monde sur Minitel

ENSAIT ROUBAIX

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE



JUSTICE

Au tribunal de Paris Les « aigreurs » de M. Christian Charrière

« Un attentat raciste, cela ne tombe pas du ciel, il y a des gens qui donnent des armes intentionnelles aux thèses brûlées qui un jour jettent un immigré par la porte d'un train. » En s'exprimant ainsi, le lundi 6 juin, devant les magistrats de la 17^e chambre correctionnelle de Paris, M. Dominique Tricaud, conseiller du Mouvement contre les racismes et pour l'amitié entre les peuples (MRAAP), décrivait l'auteur d'un texte où l'on pouvait notamment lire à propos des immigrés arabes : « Quand on voit ces femmes matrones entrer chez nous comme des reines terminées pour y pondre et pondre encore, il est impossible de ne pas sentir s'éveiller un sentiment de méfiance, une « aigreur » qui nous fait mal. »

Cette phrase n'est pas extraite d'un tract anonyme distribué sous le manteau, mais figure en toutes lettres dans un article intitulé « Mes cousins », publié le 5 novembre 1987 par le *Quotidien de Paris* sous la signature de M. Christian Charrière. C'est la raison pour laquelle le MRAAP, se trouvant représenté ainsi que M. Philippe Tesson, directeur de la publication, pour s'opposer à la discrimination, à la haine et à la violence raciale.

Pour M. Charrière, absent à l'audience, il s'agissait de critiquer un débat sur l'immigration diffusé la veille à la télévision où ceux qu'il désigne comme « un peuple étranger qui commencent à fuir dans les villes européennes » aurait eu la part trop belle à son goût. Pourtant, l'auteur semble bien aimer le petit diplôme qu'il lui sert des pages en l'appelant « cousin ». Mais il lui reproche de

recevoir et d'orienter chaque jour ses frères venus tout droit d'Orly avec leur valise en carton.

Aussi, passant de l'entomologie au langage militaire, M. Charrière écrivait : « Comme il en a des frères ! Ils sont si nombreux qu'ils patrouillent par groupe dans le voisinage. »

Un comportement ségrégationniste

Selon M^{me} Marie-Christine Krieger, du cabinet de M^{me} Gilbert Dhumarville, défenseur du *Quotidien de Paris*, M. Charrière n'aurait fait que « manifester une opinion qui peut ne pas plaire, mais ne dépasse pas les limites de la polémique. »

Le substitut, M. Marc Domingo n'a pas partagé cette interprétation. Tout en discutant la qualification juridique de « discrimination raciale » également invoquée par le MRAAP, il a considéré que les termes « presque orduriers » contenus dans l'article constituaient des injures et « une incitation au lecteur à adopter un comportement ségrégationniste ».

Après avoir, M^{me} Dominique Tricaud et M^{me} Jean-Louis Royer avaient dénoncé le caractère « sournois » du texte « plus inquiet que certains articles de Présent », journal proche du Front national, pour déclarer : « Il n'y a rien de pire que cette critique présentée comme objective, qui résume les différents reproches que l'on fait aux immigrés. On ne peut pas descendre plus bas. »

Jugement le 4 juillet.
MAURICE PEYROT.

Pour avoir blessé un colleur d'affiches de M. Bernard Kouchner

Un Valenciennais
condamné à six mois
de prison ferme
par le tribunal correctionnel

Inculpé de coups et blessures avec arme ayant entraîné une incapacité temporaire de travail de moins de huit jours, Giovanni Deiana, trente-deux ans, chômeur, a été condamné, lundi 6 juin, à un an de prison, dont six mois avec sursis, par le tribunal correctionnel de Valenciennes (Nord) pour avoir blessé, au visage, d'un coup de pistolet à grenaille un colleur d'affiches qui faisait campagne pour Bernard Kouchner. Giovanni Deiana, traduit devant le tribunal selon la procédure de comparution immédiate, a été, en outre, astreint à une mise à l'épreuve de trois ans. Son arme a été confisquée.

Ce jugement faisait suite à des incidents intervenus en fin de campagne, vendredi 3 juin à minuit, à Saultain près de Valenciennes. Giovanni Deiana apercevant cinq hommes qui collaient des affiches pour Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'insertion sociale et candidat dans la vingt-troisième circonscription du Nord, et posant, selon ses dires, avoir affaire à des cambrioleurs, sortit de l'épicerie de ses parents et s'approcha, arme au poing.

Après avoir tiré deux coups de feu en l'air, il dirigea ses armes sur l'un des militants, Charles Luez, soixante ans, retraité, le blessant sérieusement au visage, notamment à l'œil. Ensuite, rentré chez lui, il devait téléphoner à la police, affirmant avoir été agressé par les colleurs d'affiches et avoir fait feu par accident. Cette explication n'a pas été retenue par le tribunal.

POINT DE VUE

Le rejet du pourvoi de Klaus Barbie

Pour confondre les « révisionnistes » avant l'an 2 038

par Charles Libman
avocat à la cour de Paris

La Cour de cassation vient de rejeter le pourvoi de Klaus Barbie. Depuis le 3 juin, sa condamnation à la réclusion perpétuelle est donc devenue définitive.

Or, depuis un certain temps déjà et singulièrement depuis le procès de Lyon, des pseudo-historiens croient pouvoir soutenir avec une perversité obsessionnelle, dans des articles intitulés par exemple « La mythologie de l'extermination » ou « La savon juif », l'existence des chambres à gaz, comme d'ailleurs l'existence même du génocide juif, sans preuves, fautes de preuves, et ce sous couvert de « rechercher la vérité historique » puisque « aucun document n'est resté et n'a peut-être jamais existé » (Le *Journal révisionniste*, Carlo Mattogno). Cette « doctrine » a donné lieu à plusieurs procès : un arrêt de la Cour de cassation (17 juin 1980) a tranché sans équivoque en jugeant que des « propos qui tentent de mettre en doute l'importance sinon la réalité de cet holocauste... en suggérant au lecteur qu'il a été mystifié, caractérisent un délit de provocation à la discrimination et à la haine à l'égard de la communauté juive ».

Ces « chercheurs » reviennent néanmoins régulièrement à la charge, se régalant derrière la nécessité d'ouvrir un « débat historique »...

Faudra-t-il, face à ceux qui prétendent que l'histoire n'est qu'une fable et le droit le serviteur de l'imagination, accepter un débat qui n'existe pas ?

Est-il nécessaire de rappeler que, jour après jour et pendant deux mois, à Lyon, en l'absence de l'accusé qui a refusé de les entendre, des témoins

sont venus dire sous la foi du serment ce qu'a été l'extermination, que les chambres à gaz ont existé ; que ces témoins ont été filmés, que leurs dépositions ont été enregistrées, que la preuve testimoniale est une preuve ; que cette preuve-là s'ajoute à tous les autres éléments réunis depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et qu'elle se trouve sous scellés aux Archives nationales ?

Malheureusement la loi du 11 juillet 1985, tendant à la constitution d'archives audiovisuelles de la justice, ne prévoit la reproduction ou la diffusion de l'enregistrement sonore ou audiovisuel, librement, que cinquante ans après la clôture du procès, soit... en 2 038. Ce délai d'un demi-siècle est-il concevable, est-il supportable ?

Protestation après l'inculpation de l'un des avocats de Philippe Bidart. — Le Syndicat des avocats de France (SAF), orienté à gauche, vient, dans un communiqué d'exprimer « sa stupeur » après l'inculpation de M^{me} Jean-Claude Ababerry l'un des avocats du membre d'extrême droite Philippe Bidart, inculpé d'assassinat et qui fut trouvé en prison en possession d'une correspondance illicite (le *Monde* du 2 juin). Pour le SAF, cette inculpation, qui s'accompagne d'une mesure de contrôle judiciaire interdisant [à M^{me} Ababerry] de rencontrer son client (...), constitue une entrave intolérable aux droits de la défense, au principe du libre choix de l'avocat et une véritable interdiction professionnelle. Le Syndicat s'estime, dans ces conditions, « exaspéré de Jean-Claude Ababerry et appelle l'ensemble de la profession à le rejoindre dans son soutien ».

Il est vrai que la consultation de l'enregistrement est possible, dès à présent, avec l'autorisation du garde des sceaux et du ministre de la culture, dans la mesure où il s'agit d'une demande présentée à des fins historiques ou scientifiques.

On ne peut aujourd'hui se contenter de cette information semi-confidentielle. Il est du devoir de la nation, pour répondre à un besoin impératif d'information complète des citoyens, d'obtenir qu'une loi modificative soit votée par le Parlement et autorise la diffusion immédiate des audiences des procès relatifs aux crimes contre l'humanité. Alors, la France entière pourrait mesurer, preuve à l'appui, l'énormité du processus falsificateur de prétendus historiens qui ont à régler des comptes : lesquels ?

Condamnation d'un notaire. — Le tribunal de grande instance de Périgueux a condamné, lundi 6 juin, à quatre ans de prison sans sursis un notaire de Vergt (Dordogne), M^{me} Jacques Chapon, qui avait à répondre d'un détournement de 1 million 500 000 F. Agé de trente-cinq ans, exerçant la profession depuis octobre 1985, M^{me} Chapon, avait été inculpé à la fin de l'année 1987, après que son associé eût découvert dans la comptabilité de fonds notariats des anomalies faisant apparaître des détournements de fonds notamment dans les dossiers de succession en attente de liquidation.

M^{me} Chapon avait été alors suspendu par la chambre départementale des notaires en attendant l'ouverture d'une procédure en vue de la radiation lorsque la condamnation sera devenue définitive.

FAITS DIVERS

Une pétition de la CFTD en faveur d'un policier emprisonné

L'Union fédérale CFTD de la police nationale vient d'ouvrir une pétition en faveur d'un inspecteur de police, Dominique Loiseau, emprisonné depuis vingt-huit mois.

A plusieurs reprises, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a refusé la mise en liberté du policier. Déjà, le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC, majoritaire chez les policiers en civil) avait soutenu le policier et fait appel à la Ligue des droits de l'homme (le *Monde* du 27 février 1988).

« Sans vouloir intervenir sur le fond de l'affaire, précise la CFTD, il apparaît complètement anormal qu'aujourd'hui, dans le pays des droits de l'homme, un citoyen affronte toutes les garanties de représentation soit maintenues en détention préventive aussi longtemps. Alors, soit les charges contre Dominique Loiseau sont suffisantes et il doit être jugé. Soit elles ne le sont pas, auquel cas il doit être libéré ou placé sous contrôle judiciaire. Rappelons qu'en droit français tout prévenu est présumé innocent. »

Après une expédition punitive contre des immigrés

Treize militaires originaires de Nouvelle-Calédonie en garde à vue à Mulhouse

Trois militaires, mélanésiens et wallisiens, originaires de Nouvelle-Calédonie, ont été placés, lundi soir 6 juin, en garde à vue au commissariat de Mulhouse (Haut-Rhin).

Il s'agit de dix soldats, tous appelés et incorporés au 57^e régiment de transmissions de Mulhouse, d'un brigadier-chef engagé, ainsi que d'un sergent et d'un brigadier-chef, tous deux du contingent. Les treize militaires sont impliqués dans une expédition punitive, au cours de laquelle, le jeudi 2 juin, deux ressortissants turcs et un Algérien ont été blessés. L'un d'eux était encore en observation lundi soir à l'hôpital.

Selon les autorités militaires, tout avait, semble-t-il, commencé mercredi par une dispute sur un terrain proche de la caserne, où les appelés jouent au football, soit entre eux, soit avec les résidents turcs et arabes de la cité. Ce soir-là, deux appelés d'outre-mer auraient été pris à partie par des Turcs et des Arabes. Le lendemain soir, des

appelés sont alors sortis en groupe pour « venger » leurs camarades, armés, selon les autorités militaires, de simples bâtons. Dans la cité, proche de la caserne, ils ont endommagé plusieurs véhicules, brisé les vitres de quelques appartements et pris à partie deux Turcs et un Algérien. L'expédition punitive a pris fin à l'arrivée de trois voitures de police.

Au parquet de Mulhouse, on estimait, lundi, qu'il s'agissait d'une simple rixe et d'actes de vandalisme. Selon les habitants de la cité, les militaires, qui étaient armés de chaînes, de barres de fer et de coups de poing américains, se sont livrés à des agressions racistes et sont « sortis de leur caserne pour casser de l'écrange ».

Le lendemain de l'expédition punitive, un petit groupe de Turcs et d'Algériens a insulté la sentinelle et le chef de poste de la caserne. Ce dernier a reçu un coup de gourdin de la part d'une femme.

REPÈRES

Espace

Un Bulgare en orbite

Les Soviétiques devaient lancer, le mardi 7 juin en milieu d'après-midi, un nouveau vaisseau spatial habité, Soyuz TM-5, en direction de la station orbitale Mir, à bord de laquelle Vladimir Titov et Moussa Menorov vivent depuis la fin du mois de décembre 1987.

Ce nouveau vol mixte, placé sous la responsabilité des communistes Anatoly Soloviov et Viktor Savinyk, devrait permettre au cosmonaute bulgare Alexandre Alexandrov de passer une dizaine de jours à bord de Mir pour y mener une quarantaine d'expériences scientifiques. En avril 1979, une précédente mission avec le bulgare Guéorgui Ivanov avait dû être interrompue prématurément en raison d'un problème d'amarrage avec la station orbitale soviétique.

Enfance

Deux mères grévististes de la faim

Deux mères d'enfants franco-algériens retenus par leur père en Algérie observent une grève de la faim depuis le mardi 31 mai dans le hall de l'école d'Orly-Sud. Ces deux femmes, Annie Turpault et Marie-Josée Helloc, veulent revoir leurs filles âgées de cinq et six ans, amarrées en Algérie par les pères à la faveur d'un droit de visite. Une autre mère, M^{me} Valérie Turki s'est jointe à elles mais, enceinte de huit mois, elle se contente de camper dans l'école-gare et s'alimente normalement. M^{me} Turki a deux enfants retenus en Algérie : une fille de trois ans et un garçon de deux ans.

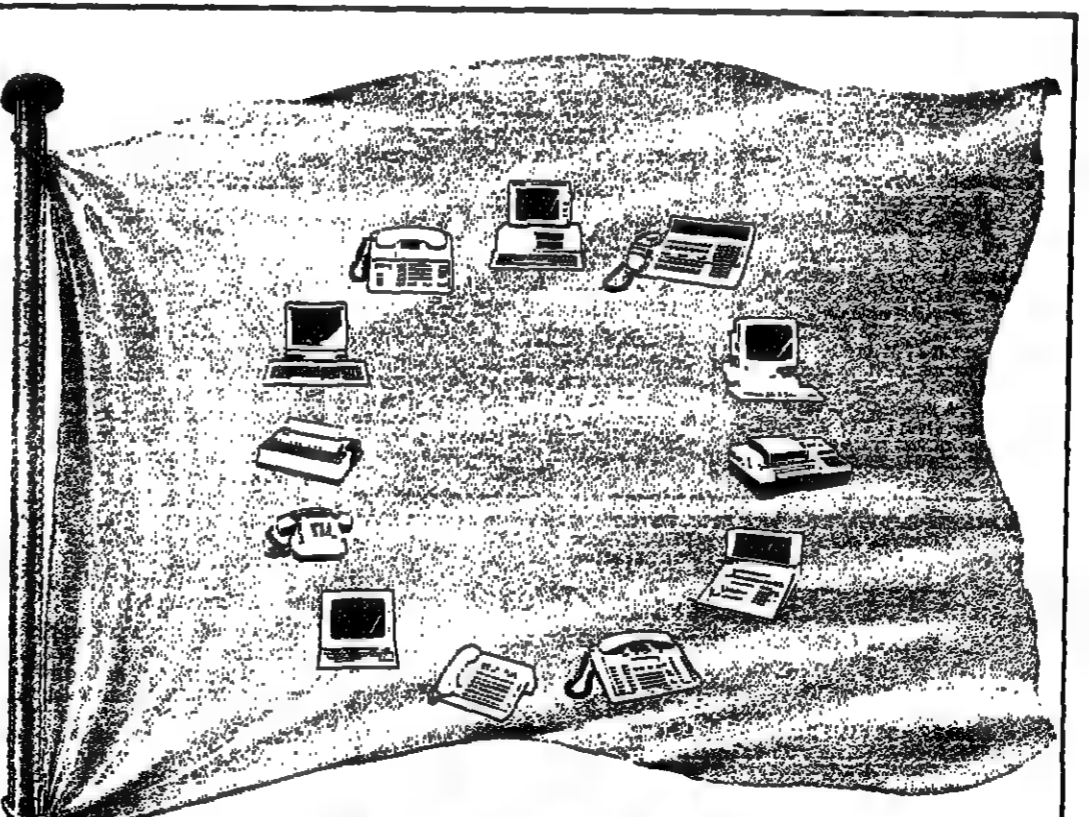
Rugby

Treize Français au pays de l'apartheid

Treize rugbymen français, dont le troisième ligne de Bayonne Aimé

Ravier, sont arrivés le lundi 6 juin en Afrique du Sud pour y intégrer une équipe « européenne » qui s'apprette à disputer six rencontres dans plusieurs provinces de ce pays. Invités à titre individuel par le Board sud-africain, ces joueurs, dont trois Toulousains, ne doivent pas officiellement rejoindre les rangs du *Currie* mondial qui effectuera cette année une tournée au pays de l'apartheid. La semaine passée, M. Albert Ferrasse avait fait savoir qu'aucun joueur français ne serait autorisé à participer à cette tournée mondiale.

Le footballeur José Touré, suspendu de permis, provoque un accident. — L'international bordelais José Touré a provoqué un accident, le dimanche 5 juin, blessant trois personnes, alors qu'il était sous le coup d'une suspension de permis de conduire. Le milieu de terrain du club des Girondins, qui venait de disputer la veille le dernier match de championnat de France à Metz, a manqué un virage dans la banlieue bordelaise. Son véhicule a alors percé une voiture arrivant en sens inverse dont les trois occupants ont été blessés.



ENFIN L'EUROPE VA POUVOIR SE FAIRE ENTENDRE.

Qui pourrait nier l'importance vitale que prend aujourd'hui la communication des entreprises dont le champ d'activité n'est plus la France mais le monde ? Voilà pourquoi deux grands des télécommunications chacun dans leur pays, JEUMONT-SCHNEIDER en France et TELENORMA, filiale de BOSCH, en Allemagne, se sont associés pour créer JS TELECOMMUNICATIONS. Résultat : le seul groupe 100% européen des télécommunications, c'est-à-dire issu de deux pays de la Communauté Economique Européenne, est déjà opérationnel.

Il en résulte pour ses clients :
• La capacité d'innovation exceptionnelle que confère la puissance : le groupe BOSCH et JS TELECOMMUNICATIONS consacre 3,8 milliards de francs en recherche et développement.
• La garantie de pérennité des équipements qui répondent à toutes les normes européennes actuelles et futures, notamment celles du réseau numérique à intégration de services (R.N.I.S.).
JS TELECOMMUNICATIONS c'est l'Europe branchée sur l'avenir.

L'ALLIANCE JEUMONT SCHNEIDER/BOSCH LE DÉFI EUROPÉEN DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.



JS Télécommunications

31/32 Quai de Dion-Bouton - 92811 Puteaux Cedex - Tél. (1) 42.91.61.23 - Télex 610.425 MELEC F

ÉDUCATION

La priorité des priorités

Sus à l'échec scolaire !

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) vient de lancer une campagne de sensibilisation sur le thème « Echec à l'échec scolaire »...

Consacrée priorité nationale pendant la campagne présidentielle, l'éducation va être confrontée, pendant les dix années à venir, au troisième grand défi qu'elle aura connu en un siècle...

La III^e République a achevé l'alphabetisation de la nation. La V^e République du général de Gaulle a consacré l'industrialisation et l'urbanisation de la France...

Cette nouvelle étape demande un effort considérable d'équipement et de recrutement. La société française, avec sa forte infrastructure administrative et sa capacité d'organisation...

uniquement des moyens financiers et administratifs. Ses solutions ne sont plus seulement quantitatives, mais en grande partie qualitatives.

Il est illusoire, en effet, de vouloir mener « 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac » tant que, chaque année, plus de deux cent mille jeunes (un sur quatre) sort du système scolaire sans diplôme ni formation...

Sur le terrain

Comment faire ? Certaines mesures d'ordre global - comme l'élevation du niveau de formation des instituteurs, la revalorisation du statut des enseignants...

La politique des « zones d'éducation prioritaires », consistant à don-

ner davantage de moyens aux régions scolairement défavorisées, va dans ce sens. Inaugurée par M. Savary, elle vient d'être confirmée par M. Jospin...

Les deux cent mille jeunes qui, à la fin de cette année, ou son cycle d'apprentissage, sans avoir atteint le niveau minimal lui permettant de poursuivre ses études ou de décrocher un diplôme...

Bref, les établissements doivent avoir les moyens, la liberté d'action et la volonté d'appliquer aux élèves ce que les instituteurs s'efforcent d'obtenir de leurs parents...

La solidarité sociale Pour être utilisés de façon rationnelle et efficace, les crédits supplémentaires qui seront affectés à l'éducation nationale doivent être décentralisés au maximum...

Mais quelle que soit l'ampleur de l'effort financier consenti par l'Etat, ni le gouvernement ni l'administration ne peuvent, à eux seuls, résoudre un problème qui est avant tout humain...

La solidarité sociale

lutter contre l'échec scolaire, c'est simplement fournir à tous les jeunes ce dont bénéficient naturellement, les enfants de milieu favorisé, et principalement ceux des enseignants : l'attention, le soutien dans les moments difficiles...

FRÉDÉRIC GAUSSEL

(1) Deux cent trente mille jeunes sortent, chaque année, des établissements de l'éducation nationale sans diplôme ni qualification. Mais, cent vingt mille d'entre eux environ, obtiennent finalement un diplôme (souvent un CAP) soit par l'apprentissage, soit dans les écoles dépendant d'autres administrations comme l'agriculture ou la santé.

(2) Slogans qui ont été lancés par M. Jean Andrieu dans son rapport au Conseil économique et social (Le Monde du 18 octobre 1987).

FRANCOPHONIE

Deux colloques à Paris

Francophonie et monde islamo-africain

Quelque que nature différente, deux colloques qui viennent de se réunir dans la capitale ont mis tous deux en présence les concepts de « francophonie » d'une part et « arabo-islamité » et « africainité » d'autre part.

Le sénateur Xavier de Villepin (Union centriste), élu des Français de l'étranger, a estimé pour sa part que la priorité devait revenir « à l'amélioration de ce qui existe déjà »...

enseignants, inadaptations des méthodes pédagogiques, manque d'articulation entre le français et les autres langues. Malgré cela, l'enseignement du français ne se porte pas mal et de nombreuses potentialités existent...

Alors même que, au colloque de l'IMA, Robert Persel, chargé des échanges journalistiques au Quai d'Orsay, déplorait que « le fait de publier en français soit devenu pénalisant dans certaines disciplines au Centre national de la recherche scientifique »...

Ainsi du jeune orientaliste allemand Reinhard Schulze dont l'apport totalement inédit sur les élites saoudiennes est d'une richesse telle qu'il donne envie à certains d'apprendre la langue de Geste...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

A l'IMA, les débats sur le thème « Des cultures, des institutions » ont été inaugurés par Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales et à la francophonie...

Les travaux ont ensuite été lancés par André Fontaine. « A l'heure où passe sur la planète un risque d'uniformisation, a fait valoir le directeur du Monde, il est bon que des foyers culturels différents, comme la francophonie, se renforcent »...

La diffusion des écrits

La diffusion des écrits en langue française dépend aussi, en grande partie, de l'école et les participants à la table ronde sur « La francophonie et l'enseignement des langues » ont souligné les obstacles qui existent à ce sujet...

- (1) HCF, 72 rue de Valenciennes 75007 Paris. (2) CERL, 4 rue de Chevreuse 75006 Paris.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

UNE BOUTIQUE au rez-de-chaussée, porte à droite dans un immeuble sis à PARIS-13^e 33, rue du Moulinet

PAVILLON A MEROBERT (ESSONNE), 7, GDE-RUE De 6 p. prix : 130 000 F

UN STUDIO à PARIS-16^e 65, rue Chardon-Lagache, 13, rue Journeval et 6, rue Musset

APPARTEMENT à COURBEVOIE (92) 8, rue Alfred-de-Vigny et 7, rue de l'Ourcq

MOBILIER ET MATERIEL DE CLINIQUE (chambre et matériel) MOBILIER ET MATERIEL DE BUREAU - MATERIEL DE CUISINE

CENTRALE ET SUPELEC GRANDES ÉCOLES 36.15 LEMONDE

Le Monde L'ALBUM PHOTO DE LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE TIRAGE LIMITÉ EN VENTE UNIQUEMENT PAR CORRESPONDANCE LES VUES DE RAYMOND DEPARDON

Rétrospective Jean-Paul Goude au Musée Cantini, à Marseille

Un fabuliste moderne

Célébrée comme une création artistique, la pub entre au musée grâce à un cinéaste prolifique et percutant, sorte de Douanier Rousseau des médias.

Fils naturel de Méliès et de Fragonard, Jean-Paul Goude est devenu en quinze ans la star hyper-primée du cinéma publicitaire. Illusionniste féroce, cet ancien loutveau quasi quinquagénaire tire de son chapeau magique cocottes géantes, homme-canon et créatures de rêve à crête rouge et nez carmin.

Comme un chausson, brassant maquettes, croquis et extraits de films, la première exposition Jean-Paul Goude, à Marseille, est centrée autour de la figure tutélaire de Grace Jones.

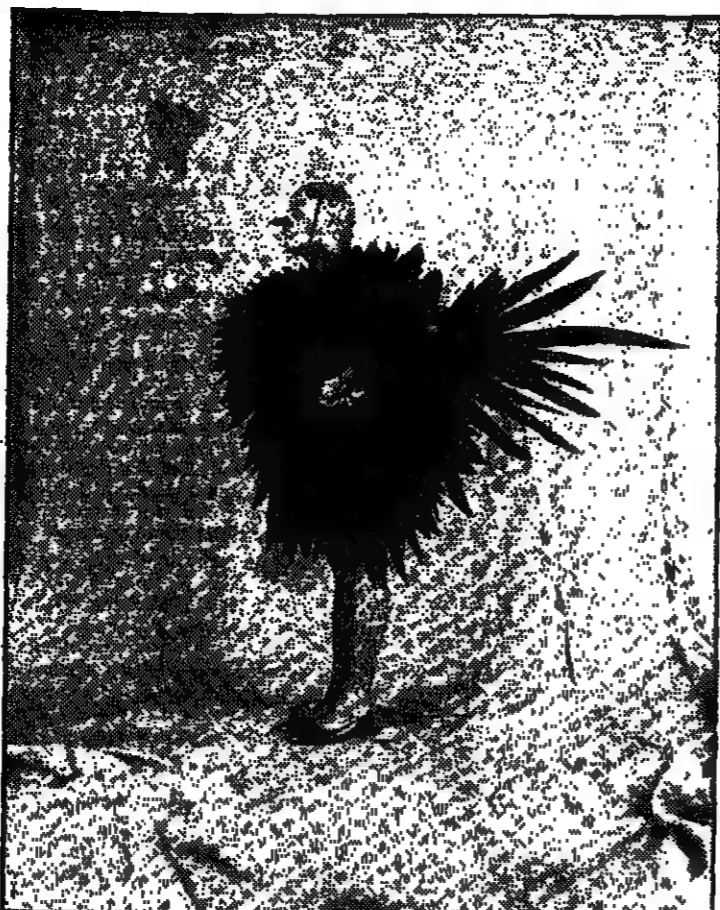
« Je suis né à Saint-Mandé, dit-il, juste à côté du zoo de Vincennes. Mon meilleur ami était le fils du gardien. Le rocher m'impressionnait beaucoup. A lui seul, il créait un climat d'aventures et d'excitation. Il y avait l'odeur des fèves et les cris d'animaux. Tout cela a forcément nourri mon imaginaire. Je pouvais tout inventer sans mettre en doute la vérité du décor. Il y avait aussi le cinéma. Au Saint-Mandé Palace, on jouait des westerns. J'ai adoré les Mines du roi Salomon. J'étais un loutveau modèle : j'ai dévoré le Livre de la jungle. La beauté de Mowgli m'envoûtait.

« Vous étiez voisins aussi du Musée des arts africains. Est-ce là qu'est née votre fascination de la femme noire ?

« Probablement. J'ai toujours aimé les morphologies différentes. Quand j'étais conseiller artistique à Esquivel, j'expliquais qu'un nez plat, une grosse bouche, un front large, les yeux bridés, un long cou, c'était beau. On me traitait de fou. Ce n'était pas leur canon. En Amérique, on aime les poupées Barbie. Là, rélégué n'est pas comme je la rêve. C'est pourquoi je change toujours un petit rien. Je ne suis pas un Pygmalion. Par chance, les femmes de ma vie étaient quasiment comme je les vois en dessin.

« Grace Jones a été pour vous un modèle idéal...

« Oui. Il n'y avait presque rien à modifier. Tout était là. Quand je l'ai connue, Grace était chanteuse. C'était en 1978, un plein vague disco. Pour moi, c'était l'occasion rêvée de créer complètement un personnage original. A l'époque, les Noirs américains tentent d'oublier le ghetto, le pour qu'ils inspirent. Ils se décrépitaient les cheveux, s'habillaient brillant, claquaient des



Portrait de Grace Jones en Monsieur Poirot

doigts. Ils miaient leur robe des années 60. La musique new wave est arrivée. J'en ai fait une femme bleue.

« Tout le monde, à présent, s'adresse aux ethnies « minoritaires ». Avez-vous le sentiment d'avoir été un précurseur ?

« Oui. Mais je n'étais pas seul. Mes images étaient tendres et satiriques. Elles montraient les ethnies sous un jour très particulier. En revanche, j'étais le premier à m'intéresser au cultisme féminin. Et à modeler mes personnages.

« Après Grace Jones, il y a eu Farida. Pourquoi transformez-vous en mythe les femmes de votre vie ?

« Je crois que c'est par orgueil. Quand j'ai connu Grace, mes amis se moquaient de moi. Ils disaient : « Goude est avec un homme. C'est un travesti ». Au début, ça me faisait rire. Je les trouvais idiots. A la longue, ça a fait par mégarde. J'ai voulu les briffer en leur révélant les beautés cachées de Grace. C'est la vraie raison. Mon idée n'était pas de

gagner de l'argent, d'en faire un star. J'ai tout fait pour la mettre en valeur, car elle était ma fiancée. J'avais pour Farida. Beaucoup ne l'aiment pas, je le sais. C'est l'être le plus étonnant que je connaisse. Elle est arabe, née en France. Le magazine Face m'a demandé de la décrire. Par facilité, j'ai dit qu'elle était un croisement d'Ana Gardiner et de Yasser Arafat.

« L'humour et le rythme sont la base de votre univers. Avez-vous eu de mal à l'imposer ?

« Cela a mis du temps. Ce n'est qu'au retour des États-Unis que j'ai commencé à avoir du crédit. J'ai Grace Jones, un livre et ma première publicité pour Les Cooper. Plus un numéro zéro resté sans suite pour Mondes. J'ai dit à son premier client : « Voilà ce que je vends. Si vous m'achetez, je suis ravi. Mais je ne sais rien faire d'autre. » Ça s'est bien passé. Et puis, j'ai perdu le budget. Peut-être était-ce un peu trop tordu.

« Vous disposez désormais de moyens financiers. Comment préservez-vous votre liberté ?

« C'est de plus en plus difficile. Voyez la dernière campagne Kodak. Mes personnages n'étaient plus. Ils sont connus. J'ai donc dû faire un film de 18 secondes parfait. A défaut de surprendre, la forme doit être irréprochable.

« Comment est né le fameux latin en maillot de bain ?

« Pour la première campagne, j'ai croqué des petits personnages. Dans ma mémoire traitaient les héros de la Famille Fenouillard, du Sapeur Camember et de Little Nemo. Il fallait inventer une famille, mais je suis incapable d'en montrer une normale. J'ai donc transposé d'après le dessin. C'est devenu un mini-opéra.

« Votre langage repose en priorité sur le rythme. Comment concevez-vous le rapport de la musique et des images ?

« Cela varie. D'ordinaire, la forme précède le fond. Pour Orange, j'avais l'idée d'une sorte de divertissement musical. Mon problème, c'est si brève. C'est pourquoi le rythme est si important. Le seul film que j'ai presque réussi, c'est celui du Crédit lyonnais. Ça débute par une suite rythmique de « non ! ». Et, à la fin, un jeu « oui » et « non ». J'aurais voulu que ce soit plus agressif. Le clip était conçu comme une comédie, une symphonie ultra-brève avec des violons et un extrait du Sacre du printemps.

« Considérez-vous la publicité comme un art ?

« Non. La publicité n'est pas un art. C'est un moyen de communication qui peut permettre à un artiste d'exprimer. Mais certaines publicités sont si belles qu'on peut les considérer comme des œuvres d'art.

« Vous précédez l'esprit du temps. Votre métier n'est pas de suivre la mode mais de la créer. Craignez-vous un jour d'être démodé, de n'avoir plus d'idées ?

« Oh oui ! Bien sûr. Quand je n'en ai pas, c'est terrible. Cela m'a toujours angoissé. A vingt-trois ans déjà, j'avais la sensation d'être fini. Je travaillais pour le Printemps. J'étais complètement déprimé si je ne m'occupais pas de moi. Ma mère me disait toujours : « Be yourself ». La seule façon de ne pas se démoder, c'est d'être sincère et fidèle à soi-même.

Propos recueillis par PATRICK ROEGIER.

* Jean-Paul Goude, la French Connection, exposition réalisée avec le soutien de Kodak, au Musée Cantini, 19, rue Grignan, Marseille, jusqu'au 3 juillet.

Une exposition d'Alain Kirili

Terre, fer, bronze

Un sculpteur contemporain qui rend toute sa grandeur à son art : c'est Kirili, dont il faudrait mesurer toute l'importance.

En une brève rétrospective de quelques pièces des quinze dernières années, Alain Kirili, sculpteur français établi à New-York, fait la preuve de sa maîtrise des matériaux et de l'intensité de son travail. Alors qu'il est devenu banal d'attribuer le titre de sculpteur à des artistes dont l'ambition principale, issue du minimalisme ou de l'arte povera, a été de réduire à peu de chose cette discipline. Kirili a entrepris de rendre un sens au mot. Il ne craint ni le fer, qu'il martèle au feu, ni la terre qu'il modèle, ni le bronze auquel il insufflé un lyrisme monumental. Il ne craint même pas l'aluminium. Il est l'un des seuls, le seul peut-être, à faire éclater à la chaleur de manière à obtenir des déchirures et des chevelures ondoyantes de métal blanc qui suggèrent des métaphores végétales ou érotiques. Et tout ceci sans rompre avec la tradition moderne de la construction abstraite, ou à peine allusivement anthropomorphe.

Chacune des pièces, qu'elle soit fondée sur une technique particulière ou sur la réunion de plusieurs procédés employés en concerto, affirme de façon provocante, tant

elle a d'énergie, la présence du geste et du corps. Les mains, les poings ont laissé leurs empreintes dans la glaise qu'ils ont bouleversée, percée, remuée et caressée, le bras a tordu ou fait éclater les barres de métal chauffées, et rien cependant ne relève là-dedans d'un exhibitionnisme de la force ou d'un expressionnisme de la rage.

La puissance a été retenue, violence sublimée, et les pièces présentent relèvent bien plus d'un écho de la douceur et du désir — elles se nomment *Nudité* ou *Maternité*, il est vrai — que de l'apologie du labeur qui les a suscitées. S'il fallait indiquer la généalogie idéale de Kirili, elle passerait par Picasso et Rodin, le Picasso de Boisgeloup et le Rodin d'Iris messagère des dieux et du *Baiser*. Elle remonterait ensuite vers le dix-huitième siècle, vers Puget, qu'aimait tant Cézanne, et vers le Bernin. Ou elle quitterait l'Europe pour l'Inde, la Birmanie ou le Népal.

Cette fidélité aux grands modèles de la sculpture, exemptée de tout passéisme, a permis à l'artiste d'échapper étape après étape à l'ascétisme obligatoire des années 70 m'a incité à rechercher une complexité et une inspiration de plus en plus étrangères aux modes.

PHILIPPE DAGEN.
* Galerie Philippe Casini, 13, rue Chapon, jusqu'au 13 juillet.

Un trésor aux enchères

Key West, en Floride, à 30 kilomètres de Cuba, est connu pour sa colonie d'ardents, sa maison d'Hemingway et pour être le lieu de passage obligé des réfugiés cubains. Il y a plus de trois cents ans, les galions espagnols chargés d'or défilèrent devant l'île. Les corsaires et les pirates forçaient les navires espagnols à se regrouper à La Havane avant d'entreprendre, en convois armés, le traversée de l'Atlantique. En septembre 1822, l'*Atocha* et la *Santa-Margarita* prirent direction de Cadix. Une tempête les surprit en face des côtes de Floride. Ils sombrèrent corps et biens.

Au début des années 70, on va réparer d'eux. Mel Fisher, dont l'aventure serait la peine croyable transcrite au cinéma, va se mettre à leur recherche. En août 1985, ses efforts sont enfin couronnés de succès. Non sans dommage. Il y a gagné un trésor, mais son « fils » et sa belle-fille y laisseront la vie. Enfin, l'entreprise aura été et ce n'est que le fruit de sa quête va être dispersé chez Christie's, à New-York, pour rembourser les nombreux créanciers qui ont financé l'opération.

Une chaîne en or massif est estimée à plus de 1 million de

francs. Plus modestement, des boutons sertis d'émeraudes, créés par les joailliers de la couronne espagnole, sont évalués à 80 000 F. Mais un exceptionnel rosière en or et corail devrait dépasser également le million de francs. Sans oublier les quatre rarissimes astrolabes, destinés à la navigation et exportés à près de 480 000 F chacun. A noter aussi les pièces de monnaie, qui constituent l'essentiel du trésor, comme le huit-real en argent frappé à Bogota et qui pourrait atteindre 80 000 F. Enfin, un lingot d'argent de 35 kilos est estimé à près de 150 000 F. Marqué du chiffre 4 584, il apportera à Fischer qu'il était bien en présence de l'*Atocha*.

Mais les 4 millions de dollars — soit 24 millions de francs — que devrait rapporter la vente ne devraient pas couvrir tous les frais occasionnés par seize ans de recherches. Mais il part de rêve de l'aventure de Mel Fisher — dont l'intérêt historique et documentaire a été largement rapporté — devrait contribuer au succès de cette vente.

ALICE SEDAR.
* Vente : le 14 juin à New-York chez Christie's.

Le long été marseillais

Une seconde édition riche et protéiforme : jusqu'au 15 août « l'été marseillais » investit la cité, du Vieux Port aux quartiers Nord.

« L'été marseillais » relève d'un pari ambitieux : à Marseille, le culture est un enjeu. En créant en 1987, avec le soutien de la municipalité, cet « été marseillais », l'Office de la culture, dirigé par Dominique Vallon, a pensé en termes de « saison », susceptible de retenir un soir ou deux le festival de passage entre Avignon ou Aix, d'être pendant deux mois et demi un large éventail de manifestations artistiques de toute tenue à une population moins encline que d'autres aux grandes migrations estivales.

Fort du succès de sa première édition (plus de quarante mille spectateurs), « l'été marseillais », en 1988, est plus foisonnant que jamais et investit une cinquantaine de lieux, dont le Pharo et la Massalia, théâtre permanent de marionnettes, qui accueillera trois compagnies italiennes.

Comme l'an passé, avec *Faust et Rangda*, ou *Edipe à Colone*, « l'été marseillais » s'associe avec le Festival d'Avignon pour une coproduction : le *Géomètre* de Kafka, mis en scène par Isabelle Poussier, et pour deux coproductions : *Les amis font le philosophe*, de Lenz, mis en scène par Bernard Sobel, et, dans le cadre du Festival des *Jeunes*, *Les Troyennes*, d'Euripide, mis en scène par Thierry Salmon et en musique par Giovanna Marini. La compagnie Michel Galabru vien-

dre jouer les *Rustres* et Jean-Louis Hourdin des *Textes d'Albert Cohen*, tandis que le Théâtre des Bernardines se met à l'unisson de l'hommage rendu à Pessoa, cet été à la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon, en créant *Ode maritime*, dans une mise en scène d'Emmanuelle et Frédéric Stochel.

« L'été marseillais » sera également l'occasion d'un coup de projecteur sur les arts plastiques et les jeunes créateurs, dont la cité ne manque pas. Le musée Cantini exposera à la Vieille-Chartre son « *Bilan d'une collection* ». L'école d'art de Luminy s'efforcera dans les rues, des particuliers accueilleront dans leurs appartements des jeunes peintres marseillais et on reparlera de la commande publique à l'occasion de la toute nouvelle sculpture de Richard Baqué.

« L'été marseillais », c'est plus d'une centaine de spectacles, de concerts (Nana Vasconcelos, Ray Charles, Guy Bedos, Hallyday, Aznavour, Barbara, Jones, tout comme Rostropovitch, la London Symphony Orchestra ou la Philharmonie de Marseille, sous la direction de Serge Baudo) et de multiples manifestations culturelles écartées sur tous les quartiers : un Festival des nuits bleu soleil (avec Mory Kanté, Pierre Akendengué), des journées internationales du chant choral, un « Festival » encore, opération de promotion du cinéma qui concernera toutes les salles d'un côté, par ailleurs, souffre d'un manque de salles « art et essai ».

O. OT.
* « L'été marseillais » : jusqu'au 15 août (Tél. : 91-90-25-35. Et sur minitel : 36-14, taper « Trois Coups »).

Au Musée gallo-romain de Fourvière

Vie et mort du gladiateur

Dans le Musée de Fourvière ouvert sur les ruines du théâtre antique, une exposition consacrée aux gladiateurs évoque leur apprentissage et leurs assauts...

Qui ne sait distinguer le mirmillon casqué, armé de l'épée pointue, du rétiaire qui cherche à l'envelopper dans son filet pour le mieux frapper du trident et du poignard ! Pour reconnaître le Thrace à l'épée recourbée, le lourd hoplomaque, le secour qui serrait au plus près l'adversaire pour l'atteindre avec son glaive, le laqueateur maniant agilement la corde, le vélite lanceur de javelots, sans compter d'autres combattants qui seraient bien mourir pour les délices de Rome, il faut plus que des souvenirs classiques.

L'exposition, conçue à l'origine par le conservateur du Musée de Lattes, Christian Landes, dont le Musée gallo-romain de Fourvière présente une version originale, permet de tout connaître de ces gladiateurs dont le métier, tenu pour infâme, faisait cependant d'eux, parfois, des vedettes acclamées.

Une salle, à l'orée du musée imaginé par Bernard Zehrfuss qui descend en spirale dans les flancs de la colline de Fourvière, abrite environ quatre-vingt pièces, de petits formats graphiques et commentaires apportent un complément agréablement pédagogique. On trouve là lampes à huile, manches de couteaux, médailles, fragments de frise, tous frappés d'images de combats dont la représentation est parfois animée. On voit ainsi sur une médaille

d'appliquer les spectateurs séduits par la valeur égale de Xantus et d'Eros crier « *Stantis missi* » (Renvoyés debout).

Une statuette de rétiaire qui fut trouvée en Côte-d'Or domine par sa qualité artistique le petit peuple de bronze de ces guerriers d'airain qui figurent dans les vitrines et un diptyque de la cathédrale de Bourges illustre dans l'ivoire l'affrontement, sous le regard d'un consul, d'un bestiaire et des fauves. Comme le destin du gladiateur n'a cessé de hanter l'esprit des artistes, des reproductions de tableaux de Gérôme et quelques projections de séquences de films-peplum, dont l'impitoyable Spartacus, attestent cette vitalité du thème dans l'académisme du dix-neuvième siècle et dans le cinéma contemporain.

Une attraction : le téléphone qui relie le visiteur à Marial, à Cicéron, à saint Cyrien. En fait, on entend dans l'écouteur lecture de textes qu'ils écrivaient sur les gladiateurs. Mais le plus étonnant de cette exposition n'est-il pas dû à la pierre de dédicace de l'amphithéâtre des trois Gaules à Lyon où périrent les chrétiens condamnés aux bêtes, les graffiti découverts dans une maison sur les pentes de Fourvière et ces épitaphes consacrées par leurs épouses à la mémoire du mirmillon Colombus et d'Hylas qui combattait avec deux poignards.

Ces inscriptions rappellent à quel point les jeux de l'amphithéâtre, qui s'éteignirent après l'avènement de Constantin, étaient cruels.

JEAN-JACQUES LERRANT.
* Musée de la civilisation gallo-romaine, 17, rue Cléberg, Lyon. Jusqu'au 3 juillet.

THÉÂTRE

« Veracruz », de Georges Lavaudant

« Souvenirs, souvenirs »

Moitié texte, moitié images. Dans Veracruz, qu'il a écrit et met en scène, Georges Lavaudant sépare le chaud et le froid pour faire part de ses réflexions sur le théâtre, fond, forme, illusions.

« La vie passe vite, oh Diana », comme disait une chanson d'une autre époque. Mais il suffit de se concentrer sur la pensée de cet art transitoire pour y prendre un bonheur ineffable. Georges Lavaudant avait cherché déjà un bonheur semblable dans *Palazzo mentale* et dans *les Cannibales*. Peu important que le premier spectacle fut tourné vers le passé, le second amorcé dans le présent : l'un et l'autre montraient la merveilleuse dérive des événements et des représentations.

Dans Veracruz, il s'agit de célébrer le glissement de choses plus ténues, plus intimes, plus personnelles, même si les modes et les clichés de la culture leur donnent forme. Lavaudant y parvient avec rien que du texte et seulement des images, une extrême sobriété et un baroque échoué, une exigence d'authenticité et une débauche de truquages. Avec du sérieux et de la dérision, du vrai et du toc.

En première partie, le plateau est vide, excepté une rangée de chaises contre le mur du fond. Dans ce vide, des souvenirs s'égrènent, sorte de choc d'un défilé aurait rendu audible. Georges Lavaudant fait là ses débuts d'auteur rebelle au cloisonnement des genres, il mélange bana-

lité et fulgurances, cultive vulgarités et raffinements, goûte aux saveurs délicates ou corsées des villes, des femmes, des songes.

Marc Betton est l'interprète sensible de ces incontinences, sans autre effet que de les voiler subtilement de nostalgie. Et Gilles Arbona, par un geste esquissé, un regard, un changement de posture, construit un écran mobile où les mots puissent résonner.

Ayant ainsi travaillé comme jamais sur les possibilités de la voix, du corps de l'acteur, l'auteur-metteur en scène de Veracruz, prolonge le spectacle par un déballage iconoclaste et amoureux d'images. Toutes passent, les siennes et celles des autres, des clichés de muséum pour collègues aux compositions emblématiques de Bob Wilson ou de Pina Bausch. L'amateurisme, eden perdu des professionnels, transcende sa propre rigidité dans la confusion des pastiches.

Qu'importe le grand art pourvu qu'on ait l'extase, semble dire Lavaudant à ce tournant de sa carrière. L'extase est atteinte à la fin, en effet, par le plus naïve des simulacres, celle d'un voyage en autocar au pays des merveilles. Entassés sur des chaises figurant les banquettes, les comédiens surjoignent l'excitation devant l'invisible paysage. Tous en font trop, personne n'y croit, pas plus que dans les jeux de l'air-semblant de l'enfance, mais cet instant de pur théâtre est tout aussi magique, et beaucoup plus drôle que les illusions de Diana.

BERNADETTE BOST.
* Aux ateliers de décor du TNP, à Villeurbanne, jusqu'au 11 juin.

**CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS**

THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES
Mercredi 8 juin
20 h 30
(p.a. Valmésia, G. et C.)

Les moments musicaux de l'ATHÉNÉE
Coproduction Pierre BERGÉ et AMERICAN COLLEGE IN PARIS
BARBARA HENDRICKS ANDRAS SCHIFF
piano
HAYDN, MOZART
MENDELSSOHN
WOLFF, MAHLER

T.M.P. CHATELET
Vendredi 10 juin
20 h 30

IV^e FESTIVAL INTERNATIONAL D'ORCHESTRE
D'ORCHESTRE
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE MONTE-CARLO
Dir. : LAWRENCE FOSTER
Sol. : FRANCK-PETER ZIMMERMANN Viol.
TCHAIKOVSKI
DYBALOVIC, DUKAS

GRAND AUDITORIUM 104 RADIO FRANCE
Samedi 11 juin
20 h 30
(p.a. Valmésia, G. et C.)

N.O.P.
Dir. : MAREK JANOWSKI
BRUCKNER
Symphonie

« VOIX NOUVELLES »
Concerts, rencontres
F. Kubler, R. Oudiz
Samedi 11
à 20 h 30
Dimanche 12 juin
(soirée)
Rens. : 30.35.30.18
(p.a. Ménéville, Ménéville)

« VOIX NOUVELLES »
Concerts, rencontres
F. Kubler, R. Oudiz
Samedi 11
à 20 h 30
Dimanche 12 juin
(soirée)
Rens. : 30.35.30.18
(p.a. Ménéville, Ménéville)

THÉÂTRE ATHÉNÉE L. JOUVET
Lundi 13 juin
20 h 30
(p.a. Valmésia, G. et C.)

HERMANN PREY
Léonard NOKANSON
Piano
BRAHMS, WOLFF

Église ST-AUGUSTIN
Mardi 14 juin
21 h
Église NOTRE-DAME-DU-TRAVAIL
Mardi 14 juin
21 h
(soirée)

J.-S. BACH
Cantates de Bach
Ensemble
BACH de Paris
Dir. JUSTUS VON WEBSKY

PLEYEL
Mardi 14 juin
à 20 h 30
(p.a. Ménéville, Ménéville)

E.O.P.
Direction : EMMANUEL KRIVINE
Violon : AUGUSTIN DUMAY
MOZART

THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES
Mardi 14
Mercredi 15 juin
20 h 30
(p.a. Valmésia, G. et C.)

BEETHOVEN
Intégrale des sonatas
YO YO MA
Violoncelle
EMMANUEL AX

THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA
Paris
Mercredi 14
Jeudi 15
à 20 heures
(p.a. Valmésia, G. et C.)

LES ARTS FLORISSANTS
Dir. : William CHRISTIE
Méro-Arnoë CHARPENTIER
DAVID et JONATHAS
Version concert

Château de GEORGES SAND
du 17
au 20 juin
Loc. Tél. : R. P. 40 3940
La Châtre
Tél. : 84-48-11-36
(p.a. Valmésia, G. et C.)

FETES ROMANTIQUES de NOHANT
M. MAGALOFF
A. BOLET
ENS. AMADEUS
QUAT. TALICH
FR. CLIDAT
SOUL. DE MOSCOU
avec Y. BASCHMET

PIANO
SALLE PLEYEL
PARIS
Tél. : 45.63.88.73

Vendredi 17 juin, 20 h 30
Récital
BRENDEL
MOZART-BEETHOVEN-BRAHMS-LISZT

Vendredi 24 juin, 20 h 30
Récital
ASHKENAZY
SCHUMANN-BEETHOVEN

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Abonnement
Brochure gratuite sur demande
42 60 94 27

ENSEMBLE INTER-CONTEMPORAIN
Centre Georges Pompidou
IRCAM

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur musical
Daniel Barenboim
Directeur Général
Pierre Vozlinsky

SALLE PLEYEL 20H30

8, 9, 10 juin
Günther Herbig, direction
Lynn Harrell, violoncelle
Weber, Elgar, Beethoven

16 juin, 18h30
Erich Leinsdorf, direction
Benita Valente, soprano
Jorma Hynninen, baryton
Chœur de l'Orchestre de Paris
Arthur Okham, chef de chœur
Brahms

22, juin
Pascal Verrot, direction
Maria Joao Pires, piano
Berlioz, Chopin, Lutoski,
Strauss

RENSEIGNEMENTS - LOCATION :
SALLE PLEYEL - 45 63 07 96

1988 / 1989
ORCHESTRE DE PARIS

ABONNEMENT

NUMERO VERT 05.42.67.57
DEPLIANT GRATUIT

ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel

samedi 11 juin 20h30
Guitare : **NARCISO YEPES**
direction : JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA

Prix des places : 70-100-140 F - réduits : 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Normal)
Localité : SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Rens. : ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL : 45.63.88.73
PASTEL : 43.96.48.48

ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel

samedi 11 juin 20h30
Guitare : **NARCISO YEPES**
direction : JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA

Prix des places : 70-100-140 F - réduits : 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Normal)
Localité : SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Rens. : ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL : 45.63.88.73
PASTEL : 43.96.48.48

Culture

CINÉMA

« Eddie Murphy Show », de Robert Townsend

Le cru et le recru

Le filic de Beverly Hills remporte des triomphes aux États-Unis en présentant des sketches en mat cho, miso, mégallo, porno... Un comique qui ne franchit pas l'Atlantique.

L'affiche annonce : « Le show d'Eddie Murphy en version intégrale non censurée ». Sous-titre : « raw », c'est-à-dire cru. On en sort recrus, saisis d'une mauvaise fatigue, regrettant fort que le show en question ne nous ait pas été dispensé en « version réduite et censurée ».

On savait que le charmant filic de Beverly Hills avait fait ses classes au cabaret, qu'il avait pris du galon dans les spectacles de variétés télévisées, qu'il y remportait encore de solides succès.

On ne savait pas, en revanche, qu'il cachait sous son joli sourire, sa souplesse électrique, sa spontanéité, une indépassable réserve de grossièreté. Une grossièreté organique, animale, permanente.

Grossièreté qui, dans les toutes premières minutes, atteint de tels sommets qu'on ne peut s'empêcher de rire, d'un rire gras dont on n'est pas fier, un rire organique, animal. Eddie Murphy, au début de son show mis en images par Robert Townsend, le jeune auteur metteur en scène interprète de *Hollywood Shuffle* qui devait avoir besoin d'argent, dessine en effet une épreuve scatologique parfaite, dissertant non sans fondement sur l'art et la manière de déféquer. Et voilà, on rit.

Après, on ne rit plus. Mister Murphy a beau se lancer dans un marathon d'imitations plutôt réussies des valeurs sûres du show-biz noir, Bill Cosby, Richard Pryor ou Mister T. Le gros bras du feuilleton « L'Agence tous risques », on s'ennuie. Le rythme s'accroît pourant.

A la vitesse d'une centrifugeuse emballée, avec une virtuosité digne d'une meilleure cause, la star, très satisfait d'elle-même, s'en prend alors aux hommes, aux femmes, aux Noirs, aux Blancs, à tout ce qui bouge. Mais pas méchamment, hein, juste grossièrement. Macho, miso, mégallo, et surtout porno. Eddie Murphy reste irrémédiablement gentil, avec sa tête joyeuse, son air de gamain qui n'en finit pas de crier « caca boulin » dans toutes les fêtes de famille.

Pas de délire suicidaire à Lenny Bruce, pas de revendications sociales à l'arrière-plan, pas de ghetto blues viriel par la dérision. Eddie Murphy, lorsqu'il ne joue pas les voleurs, les flics ou les redresseurs de tort, est un bon Black qui aime bien les gros mots. C'est tout. Et c'est triste.

DANIÈLE HEYMANN.

« Un certain regard » à la Cinémathèque

La Cinémathèque française présente, salle du Palais de Chaillot, jusqu'à la mi-juin, des films de la sélection officielle Un certain regard (Cannes, 1988). Outre ceux dont nous avons rendu compte pendant le Festival, il faut accorder une attention particulière à *Havryk*, production néerlandaise réalisée par Frans Weisz. Un avocat d'Amsterdam, dont l'épouse vient de mourir dans un accident d'automobile, doit affronter le chagrin et l'hostilité de sa fille de quinze ans, sortir de son égocentrisme et faire face à de nouveaux problèmes lorsqu'il apprend que sa

femme - qui le trompait - s'est suicidée.

Cette étude psychologique, remarquablement écrite et réalisée, tranchait sur l'ensemble des films politiques et humanistes, se distinguait par une qualité digne de la compétition où la jeune actrice Anns Martien Lousberg aurait pu être distinguée pour un prix d'interprétation. En attendant une sortie commerciale, *Havryk* passe à la Cinémathèque mardi 7 juin, à 21 heures.

J. S.

Le cinéma populaire de Riccardo Freda

Jérôme Clément, directeur général du CNC, a remis lundi les insignes de commandeur dans l'ordre des Arts et Lettres au cinéaste italien Riccardo Freda.

L'Institut Lumière de Lyon, qui participe actuellement aux manifestations du cinquantième anniversaire de la FIAF, avait célébré, au début de cette année, l'anniversaire de Riccardo Freda (soixante-neuf ans) par une rétrospective. Celui-ci nous confiait alors qu'il ne se reconnaissait pas d'autre influence que celle du cinéma romantique hollywoodien, le « serial » en particulier : « J'admire l'action, le rythme, les aventures de Pearl White suspendue au-dessus d'un précipice ou ligotée sur une voie de chemin de fer. Quel suspense ! »

En 1942, il débutait avec *Don Cesar de Bazar*, film de cape et d'épée dont, vingt ans plus tard, il réalisera une nouvelle version en

couleurs sous le titre *Sept épées pour le roi*. Le goût du cinéma historique lui est venu d'Hollywood, comme celui du film à peuplier qui naquit pourtant en Italie. Comme celui du film fantastique. Riccardo Freda - il ne se gêne pas pour le dire - n'a jamais été intéressé par le « néo-réalisme ». Il préfère le spectacle pur. Avec les moyens souvent limités qu'on lui accordait, il faisait, d'ailleurs, du grand spectacle. En témoignent, outre les films cités, *L'Aigle noir*, *le Cavalier mystérieux*, *le Château des amants maudits*, *les Misérables* (en deux époques), *Théodora impératrice de Byzance*, *la Vengeance de l'aigle noir*, *Roméo et Juliette*, *les Deux Orphelins*, *Roger la Honte*. Défenseur et auteur d'un cinéma populaire qui passe par le mélodrame, Riccardo Freda avait ses acteurs préférés. Il a lancé deux vedettes des années 50 : Yvonne Sanson et Gianna-Maria Canale, ce dont il n'est pas peu fier.

JACQUES SICLIER.

Concerts Radio France

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

VERDIEN 10 JUNE
20 h 30
WERNER : In Sommerwind - BARTOK : Concerto n° 1
WOLFF : Concerto pour piano
KODALY : Danse de Galand
JOSEPH SIK, violon - Dir. : JACQUES DELACOTE

VERDIEN 17 JUNE
20 h 30
WERNER : Concerto n° 5 "L'Empereur"
Symphonie n° 4
BRUNO-LEONARDO GELBER, piano
Direction : RUDOLF BARSHAJ

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO FRANCE

MUSIQUE AU PRÉSENT
SABEDI 11 JUNE
20 h 30
WERNER : The Unanswered Question
BACH : Concerto (commande création)
MADERNIA : Magnificat (création)
HERSANT : Missa Brevis
ROBERT FONTAINE, soprano
GROUPE VOCAL DE FRANCE
Direction : YVES PRIN - GUY REIBEL

SABEDI 11 JUNE 20 h 30
GRAND AUDITORIUM
BRUCKNER : Symphonie n° 8 "du Destin"
Direction : MAREK JANOWSKI

MUSIQUE DE CHAMBRE

JEUDE 16 JUNE
20 h 30
PARIS DES ORGUES
MESSIAH : Trois Pièces op. 27
FRANÇOIS-HENRI HOUBART,
FRANÇOIS LOMBARD, orgue
CHEUR DE RADIO FRANCE
Direction : MICHEL TRANCHANT

LOCATION 14 JOURS A L'AVANCE

RADIO FRANCE SALLE PLEYEL
42 30 15 16 45 63 88 73
TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES TH. NAT. DE CHAILLOT
47 20 36 37 47 27 81 15
ÉCLUSE : vente des billets sur place le soir du concert

« Biloxi Blues », de Mike Nichols

Beau sergent

Les souvenirs militaires d'un auteur célèbre qui a mené une vie banale mais a eu la chance d'avoir pour interprète Christopher Walken.

Neil Simon, auteur célèbre autant que fortuné de Broadway, bien connu en France grâce à des succès comme *Rendez-vous au Plaza*, *Chapitre II*, a vu plusieurs de ses pièces transposées au cinéma - *Pieds nus dans le parc*, *Sweet Charity*... Une carrière à ce point réussie signifie-t-elle une vie intéressante ? Neil Simon doit penser que oui, puisqu'il a entrepris d'écrire pour la scène une trilogie autobiographique et de l'adapter ensuite pour l'écran. La première partie, *Brighton Beach Memoirs*, raconte son adolescence juive - comme l'ont fait beaucoup d'autres avant lui, sans oublier Woody Allen. La troisième partie rappellera ses débuts au théâtre.

La deuxième, le héros qui le représente sous le nom d'Engene Morris Jerome (Matthew Broderick) en est encore à rêver d'écrire, tient son journal tout en accomplissant son service militaire à Biloxi, Mississippi, petite ville de garnison misérable, étouffante. C'est donc *Biloxi Blues* (Tony Award 1985). Le film est réalisé par Mike Nichols, qui a monté plusieurs pièces de Neil Simon, car on y massacre à tours de bras, mais c'est pour rire.

L'histoire se passe à la fin de la seconde guerre mondiale. A cette époque, les GI sont considérés comme des anges libérateurs. Les conscrits de Biloxi rêvent d'aller délivrer l'Europe et de revenir sous les bras de la foule émue. Ils n'en auront pas l'occasion, car la guerre finira pendant qu'ils sont encore à la caserne à s'entraîner, sans qu'il leur arrive grand-chose. Ils ont chaud, ils apprennent la discipline, jouent à qui avouera le meilleur fantasme, font du bordel et au bal... L'un d'eux sera puni pour homosexualité. Le héros, puceau, perd sa virginité avec une prostituée fatiguée, et trouvera du sentiment avec une élève de pension catholique. Lui-même est

juif, râleur, raisonneur et, dans ce domaine, trouve son maître chez un autre conscrit juif (futur avocat) toujours malade de l'estomac et tête de Turc du sergent instructeur...

Rien donc que de très banal dans une mise en scène appliquée. Seulement, cet inévitable sergent instructeur sadique, homo cénocé, qui traîne ses ramogours et une vieille blessure à la tête, est Christopher Walken, plus équivoque et inquiétant, plus séduisant que jamais. Physiquement, il est juste abimé ce qu'il faut pour mettre en valeur le pathétique de sa beauté. Corps impeccable, visage un peu mon, et une déresse vertigineuse derrière la froideur de ses yeux trop clairs. Christopher Walken l'empara de son personnage. Un geste esquissé, un demi-sourire sans joie indiquent les abîmes où se perd cet homme solitaire - y compris dans la scène, théâtrale à l'exoès, où, complètement ivre, il provoque le jeune Eugene et cherche la défaite...

COLETTE GODARD.

« Le Beau-Père » de Joseph Ruben

Présenté au Festival de Cognac (Le Monde du 20 avril), le film de Joseph Ruben *Le Beau-Père* aurait pu concourir à celui d'Avoriaz ou de Chamrousse, car on y massacre à tours de bras, mais c'est pour rire.

La raison de ces tueries est la coïté d'un homme qui ne parvient pas à réaliser son rêve : construire l'image idéale du père de famille modèle, aimant, fidèle, souriant, calme, sain, tendant le pelouse, surveillant les enfants... Comme il man- que de patience, il tue dès que les choses ne vont pas comme il veut, change d'identité, épouse une veuve ou divorcée avec enfant, une fille de préférence, et ce, jusqu'à un jour où...

L'idée est drôle, l'histoire menée tambour battant se développe sur une seule note, moins signifi- que chez les frères Coen, mais presque aussi efficace. Un bon moment sanglant.

C. G.

Le 10^e Festival du film de Tachkent

La ville est trop belle

Le 10^e Festival International du film des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, qui se tient tous les deux ans, en alternance avec le Festival de Moscou a été quelque peu « structuré » : pour la première fois, une compétition a été organisée.

Un bon demi-millier de festivaliers, venus de quatre-vingt-douze pays (on vit les meilleurs d'entre eux, dans l'attente de leur laissez-passer, brandir leur accréditation cannoise), étaient réunis à l'hôtel Ouzbekistan, centre nerveux du festival de Tachkent et pastiche, pour quelques heures, du Carlton, débouché publicitaire à l'appui et distributeurs américains autour de la piscine.

Car ils étaient là - moins nombreux, il est vrai, que leurs milliers de compatriotes rassemblés à Moscou pour la venue du président Reagan. Mais pour la première fois en nombre important, dans l'espoir de découvrir ici les films qu'ils ne trouvent plus ailleurs. Des Nord-Américains mais aussi des Européens, complétaient la traditionnelle multitude des distributeurs asiatiques, africains et latino-américains. Deux envoyés de Canal Plus sélectionnaient, parmi deux cents films présentés, quelques bobines mongoles ou nicaraguayennes. Et les affaires marchent : selon Oleg Rouinev, président de Sovexport-film, l'organisme qui centralise toutes les exportations des films soviétiques, « on vendrait cette année au moins trois fois plus de films que lors du Festival précédent ».

Mais le Festival de Tachkent est aussi une fête dans les jardins, délicieusement ombragés, de la mosquée Tilla Chaikh, superbe bâtiment du seizième siècle, l'un des rares à avoir été épargné par le tremblement de terre de 1966, qui détruisit entièrement cette capitale.

Le problème est que le festivalier préfère se prélasser et se bronzer autour de la piscine ou flâner à travers le marché de la ville aux odeurs magiques et aux couleurs luxuriantes, plutôt que d'assister aux projections. Ainsi ce film afghan, projeté un matin dans une immense salle aux allures staliniennes, devant quatre personnes... Ou le soir au Palais des arts, où étaient présents

les films de la compétition officielle dans la salle de deux mille places, certes remplis par les cinéphiles locaux, mais où les rangs réservés aux festivaliers demeuraient à moitié vides.

Il est vrai aussi que le niveau des films - dont le Grand Prix a été attribué au *Voyage de nuit par l'Inde*, de Gautam Ghosh - était médiocre. Témoin *Résistants* (Cuba), de Fernando Perez, Prix du meilleur premier film. Perez décrit soigneusement le courage et l'héroïsme de quelques révolutionnaires cubains dans les années précédant la révolution castriste, resuscitant l'esprit des pires heures du réalisme socialiste.

La compétition aurait besoin de s'éloigner quelque peu de tout contexte politique et des œuvres du style *la Percée du siège* (Afghanistan), de Faghr Nabi, sur l'affrontement entre une équipe de travailleurs et une bande de contre-révolutionnaires ; ou *Loin de la guerre* (Chine), de Hu Mi, dans lequel des vétérans se remémorent le militantisme de leurs jeunes années et qui a obtenu le prix d'écoulement « pour la préservation et le développement des traditions nationales dans le cinéma ». Même le film géorgien *Khareba et Goguf*, réalisé par Georgy Chenguelata, qui a pourtant de qui tenir pour l'humour et la dérision (voir les *Montagnes bleues* de son père Eldar), décrit, une fois encore, malgré des aspects souvent attachants, le combat de quelques héros luttant contre des adversaires tsaristes. Le film a obtenu un prix spécial « pour l'internationalisation des traditions et du caractère national ». La dénomination des prix est dans le même ton que celui de la sélection.

Il faudrait surtout parler des dizaines d'autres films présentés au Festival et que l'on ne verra, pour la plupart, sans doute jamais plus : par exemple, la rétrospective du cinéma ouzbèke, avec notamment un documentaire saisissant sur la perestroïka, *Cosmogone*, qui a beaucoup marqué les festivaliers cinéphiles... mais aussi les autorités. Trop, c'est trop : le réalisateur - un non impossible à retenir - se plaignait qu'il voulait entendre que son film ne sortirait jamais de l'Asie centrale. Minuscule fausse note qui a légèrement fait la très officielle transparence de ces mots de Tachkent.

LOUIS DANIELOU.

Communication

Mettant fin à un an de conflit Les exploitants de cinéma signent un accord avec Canal Plus

Les exploitants de cinéma tiennent congrès jusqu'au 9 juin à Strasbourg. Congrès morose - la chute de la fréquentation se poursuit malgré l'espoir d'un nouveau plan d'aide en faveur de l'exploitation et l'annonce de la signature, lundi 6 juin, d'un accord-mettant fin à douze mois de conflits avec Canal Plus.

Il y a un an, les relations passionnelles du cinéma avec Canal Plus s'embrassaient. Les professionnels du septième art reprochaient à la chaîne cryptée de ne pas avoir renoncé aux avantages temporaires qui lui avaient été consentis lorsqu'elle était en difficulté, et de ne pas respecter l'intégralité de ses engagements financiers. Canal Plus, il est vrai, affichait déjà une insouciance santé, alors que le cinéma s'enfonçait chaque jour davantage dans la crise.

À l'automne, la chaîne payante, jouant avec habileté des divisions de ses interlocuteurs, négociait un accord séparé avec les producteurs de films en concédant un réajustement de sa politique d'achat de longs métrages et en leur versant - à titre de rattrapage - 90 millions de francs. Isolés, les exploitants durcissaient alors la ton et assiégeaient, le 27 octobre, la chaîne en référent. C'est cette action qui a trouvé, lundi, son épilogue avec la signature d'un nouveau protocole. Canal Plus s'engage, d'abord, à ne plus diffuser de films le vendredi

avant 23 heures (au lieu de 22 heures jusqu'ici) et à ne programmer le dimanche, à 11 heures, qu'un film déjà diffusé sur son antenne la semaine précédente. De plus, la chaîne versera aux exploitants une « contribution financière particulière » (prévue dès février 1985, mais jamais mise en place) fixée forfaitairement à 5 millions de francs pour 1986, puis à hauteur de 0,8 % du chiffre d'affaires annuel (abonnement et publicité) de l'antenne française : 27,2 millions de francs pour 1987 et plus de 30 millions probablement en 1988. Des sommes que la FNCF répartira, selon des formes encore non précisées, entre ses adhérents.

Le PDG de Canal Plus, M. André Roussart, se félicite de cet accord « équilibré » qui met fin à la procédure judiciaire en cours. Il est vrai que la contribution financière prévue ne menace guère l'exceptionnelle santé financière de sa chaîne, et que les concessions mineures accordées sur la grille de programmes ne devaient pas remettre en cause l'attrait de Canal Plus auprès de ses abonnés. La spécificité « cinéma » de la chaîne cryptée devrait, au contraire, être prochainement renforcée par la réduction du nombre de films programmés à 20 h 30 par les autres chaînes de télévision. Le décret qui avait été préparé à ce sujet par le cabinet de M. François Léotard devrait être prochainement signé par le gouvernement.

PIERRE-ANGEL GAY.

Ambitions marocaines et françaises pour des chaînes africaines

Dans les locaux de l'Institut national de l'audiovisuel, rue du Dragon à Paris, des stagiaires marocains entraînent à manier caméras et palettes graphiques. Ils formeront l'ossature d'une nouvelle chaîne privée internationale qui compte fonctionner dès mars 1989, d'abord au Maroc par voie hertzienne, avant d'être relayée par satellite vers d'autres pays africains et les réseaux câblés européens (le Monde du 11 février).

Pour financer cette aventure, la Société de réalisations et d'études audiovisuelles (SOREAD) vient d'augmenter son capital de 4 à 118 millions de dirhams (environ 82,6 millions de francs). L'actionnaire principal de la SOREAD, dont la majorité des capitaux est marocaine, est l'Omnium Nord-Africain, un conglomérat qui réalise 4,3 milliards de francs de chiffre d'affaires dans l'agro-alimentaire, le textile, l'automobile et le transport, et possède 10 % de la SCA.

Dirigé par M. Fouad Filali, un jeune manager à l'américaine qui est aussi le gendre du roi du Maroc, l'ONA veut étendre à la communication sa place de premier groupe privé marocain. En combinant douze à quinze heures par jour de programmes éducatifs ou de distraction en clair, et de films ou émissions cryptés, la chaîne compte d'abord assurer son équilibre économique par le péage et la publicité à destination du million de téléviseurs marocains. Mais elle se fixe dès à présent une ambition internationale, en exportant ses images, via un satellite Intelsat. Vers l'Europe, pour une chaîne câblée s'adressant aux communautés maghrébines. Et vers l'Afrique, où la SOREAD affirme avoir l'accord de six pays pour implanter des émetteurs hertziens de rediffusion vers les centres urbains.

Mais la SOREAD n'est pas seule à nourrir des ambitions panafricaines. L'Etat français a déjà annoncé le projet Canal France, pour contrebalancer notamment l'expansionnisme de Worldnet, le réseau de l'agence amé-

ricaine d'information qui fournit déjà six heures par jour de programmes à plusieurs télévisions nationales, trop heureuses de remplir à moindre coût des grilles souvent anémiques. Toutefois, Canal France, tributaire du contexte électoral et des dissensions entre ministères ou entreprises publiques comme RFO ou la Sofrad, a du mal à décoller.

Le rôle de Canal Plus

En lice aussi, Canal Plus, appuyé sur son pactole et son expérience du cryptage et du marché des films. Sa filiale Canal Plus Afrique fait le tour des capitales africaines pour trouver des partenaires qu'elle souhaite majoritaires dans les sociétés locales relayant Canal Plus et l'adaptant, afin d'éviter l'accusation de néocolonialisme. Les contacts sont avancés avec l'Algérie, qui a l'avantage d'être dans la zone de couverture du satellite Télécom 1.

Plus au sud, la concurrence promet d'être vive entre Canal Plus et la SOREAD, si aucun accord n'est trouvé. Parmi les actionnaires étrangers de la SOREAD, on compte TF1 et sa régie (13 %), Bouygues (3 %), Maxwell (3 %), le câblo-opérateur canadien Vidéotron (15 %), et la SOFIRAD. Cette dernière vient de diminuer sa part de 15 à 3 %, laissant ainsi un capital « flottant » de 12 %, porté dans l'immédiat par l'ONA. Côté marocain, on laisse entendre que des 12 % sont disponibles pour un opérateur « maîtrisant bien les techniques de cryptage », ce qui ressemble étrangement à Canal Plus. Mais cette dernière ne semble pas disposée à se contenter d'une simple participation, sans négociation d'ensemble des projets d'extension. Des divergences sous-jacentes par la question de savoir qui, des Marocains ou des Français, a le plus vocation à être l'artisan d'une télévision à l'échelle du continent africain.

M. C. L.

« Communication et Business » devra changer son titre

Pendant l'été, l'hebdomadaire spécialisé *Communication et Business* changera de titre chaque semaine. Depuis un arrêt, rendu par le conseil d'appel de Paris, exécuté le dimanche 3 juin, ce magazine lancé en septembre 1986 n'a plus le droit d'utiliser son titre tel quel. Une agence de publicité créée en 1982, *Communication et Business*, a fait valoir son autorité dans le choix de cette appellation. « Nous avons disposé ce nom en tant que raison sociale », explique M. Michel Ganasca, le PDG de l'agence publicitaire. La jurisprudence indique que la raison sociale prévaut sur la marque. « *Communication et Business* se plaint, en outre, de dérangements téléphoniques et postaux et de problèmes commerciaux que lui auraient posés l'hebdomadaire au titre similaire. Le journal regrette quant à lui cette décision et indique être à la recherche d'un nouveau nom. *Communication*, tout simplement, lui aurait convenu. Mais il est impossi-

ble de déposer ce titre jugé « trop vague ». Christian Blasbas, son fondateur, a donc pris la parti d'inventer. En bon organe de la profession publicitaire, son journal a décidé de rebondir sur la décision du tribunal et d'organiser un jeu. Pendant les semaines à venir, les lecteurs pourront donc proposer le titre de leur choix : *Communication et presse*, *Communication et stress*, etc., selon l'inspiration. « Ce qui est important c'est que notre logo ne change pas », indique Françoise Vidal, rédactrice en chef. La profession le connaît. C'est l'essentiel. On y ajoutera donc un terme complétant « *Communication et* », avant de choisir à la rentrée un titre définitif.

Un titre différent chaque semaine... Cela ne risque-t-il pas de brouiller l'image d'un hebdomadaire qui, en deux ans, s'est bien implanté dans la profession et vend, selon l'AJD, 7 500 exemplaires ?

Y.-M. L.

Les auteurs de « Génération » protestent contre la diffusion tardive de leur série

Dans une lettre adressée le 3 juin au vice-PDG de TF1, M. Patrick Lelay, Hervé Hamon et Patrick Rotman, auteurs-réalisateurs de la série « Génération », se sont indignés de l'heure tardive à laquelle leur émission est programmée et demandé que la chaîne assure « une programmation décente et digne ». La série a été achetée par TF1, après que la Cinq l'eût brusquement retirée de sa grille.

Frilosité

Déprogrammée de la Cinq en catastrophe après le visionnage de ses premières images par son PDG, M. Hensant, la série « Génération », tirée des deux livres d'Hervé Hamon et de Patrick Rotman, avait été rachetée par TF1 mais reportée pour cause d'élections : le temps de parole de certains intervenants y aurait été comptabilisé comme propos de campagne. Enfin reprogrammée, entre le 13 et le 30 juin, après le second tour, l'émission a été reléguée vers minuit.

Est-ce le thème ? Une plongée dans les années 60 depuis la guerre d'Algérie jusqu'à la tension terroriste de l'après-mai 68 ? La violation de certaines images et d'anciens documents ? Est-ce le témoignage

de certains acteurs de l'époque, devenus journalistes, dirigeants d'entreprise ou ministres ? Ces quinze émissions d'une demi-heure font visiblement peur et semblent témoigner de la frilosité d'une chaîne plus encline à organiser des hommages aux vedettes disparues du show-biz qu'à s'intéresser à l'histoire contemporaine.

En rachat à la hâte - et à bas prix - la série. Une s'est fait à bon compte de la publicité. Quitte à ne prendre à son tour aucun risque en exilant la série dans une fin de soirée, et en prenant de vitesse les autres chaînes, - notamment Antenne 2, également sur les rangs ?

A. Co.

A Toulouse

« Le Courrier sud » un nouveau quotidien d'inspiration « libérale »

TOULOUSE
de notre correspondant

Report, rumeurs : on commençait à douter de la réalité du projet. Pourtant, au lendemain du premier tour des élections législatives et alors que le *Journal de Toulouse*, le quotidien le moins cher de France - selon sa publicité, se maintient contre vents et marées depuis mars, paraît le *Courrier sud* (le Monde du 5 mars), le nouveau *Courrier sud* devrait-on dire. Ce petit frère de l'hebdomadaire qui portait le même nom et était dirigé par l'essentiel par la même équipe est apparu dans les kiosques de Toulouse. Vendu 3,5 francs pour quarante pages, il est le troisième du genre dans une ville qui, il y a quelques mois, ne lisait que la vénérable *Dépêche du Midi*.

Cette presse nouvelle cultive le mystère sur son mode d'existence. C'est le cas du *Journal de Toulouse* et du petit dernier. Le capital de la SARL Le Courrier sud se monte à 150 000 francs. Les principaux bailleurs de fonds demeurent inconnus. Le gérant, M. Michel Laborie, un imprimeur qui s'était déjà fait les

denis avec quelques autres publications, et le directeur, M. Martial Brenac, refusent d'en divulguer les noms, en assurant qu'il s'agit d'industriels étrangers au monde de la presse.

En revanche, le nouveau quotidien ne cache pas ses orientations : « Notre indépendance [...] ne signifie pas que le *Courrier sud* demeure [...] mollement installé sur le confortable coussin de l'apolitisme », peut-on y lire. « Ce journal se veut d'opposition [...] libérale ».

L'éditorial, signé du rédacteur en chef, M. Michel Demelin, ancien correspondant du *Quotidien de Paris*, n'entretient d'ailleurs pas l'équivoque, puisqu'il est titré : « Une délicate poule président », après le scrutin du 5 juin.

Ce journal, dont l'objectif est d'offrir à ses lecteurs une autre image de Toulouse, vise un public de cadres. Spectacles et sports semblent devoir y tenir une place importante. M. Dominique Baudis, le maire de Toulouse, s'est rendu en pleine soirée électorale au chevet du nouveau-né.

G.V.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Pourquoi la littérature est si ennuyeuse !

1 Un goût de mixer

Le parallèle que j'ai tenté d'esquisser entre la Lagarde et Michard de Bordès et le Darcos d'Hebert et au des effets foudroyants. Dans les quarante-huit heures qui ont suivi cet article, j'ai reçu en renfort les quatre tomes fort copieux de la collection « Littérature » (textes et documents) qui, sous la direction d'Henri Mitterand, et chez Nathan, nous offrent une anthologie d'une richesse sans égale, tout ce qu'il faut avoir lu et étudié pour se dire cultivé et d'abord pour réussir son baccalauréat. Bordès enfin, pris d'un subit remords, m'envoie son « XX^e siècle » dernière ! Le redonné Henri Lemaître, auteur lui-même d'un *Dictionnaire Bordès de littérature française et francophone*, a contribué à la composition de l'ouvrage avant de disparaître. M. Mitterand, dans une lettre fort courtoise, me signale que son propre « XX^e siècle » paraîtra chez Nathan au début de 1989. Sans être insensible à mes arguments, il accepte avec calme les risques du choix, les erreurs éventuelles. « Il n'est pas possible, en 1980, de laisser les futurs bacheliers dans l'ignorance de ce qu'a été la littérature de ce siècle et de ce que sont ses orientations présentes ».

Soit ! Mais le vrai problème, c'est de savoir si les futurs bacheliers qui s'intéressent à notre littérature ont vraiment besoin d'un manuel scolaire pour lire les écrivains de leur temps et si les auteurs de ce manuel sont les personnes les plus qualifiées pour leur indiquer les écrivains contemporains qu'ils doivent lire. J'entends bien que ces manuels ne sont pas destinés aux « forts en français », à ceux qui rêvent encore d'être écrivains, mais à ceux - et ils sont la majorité - qui passent leur baccalauréat pour avoir une teinture de culture, qui ne liront jamais *A la recherche du temps perdu*, ni le *Voyage au bout de la nuit*, mais qui ne seraient pas mécontents d'en avoir entendu parler pour des raisons évidentes.

Faut-il avoir cette tête « bien faite » souhaitée par Montaigne, on s'est aperçu que ce tête aussi pleine que possible était préférable à tête vide des tueurs du dimanche sur les stades. Ce que je crains, c'est que voulant traiter le contemporain comme les autres siècles, les professeurs qui composent ces anthologies ne démasquent par le même occasion leur profonde ignorance de la littérature. Qu'après avoir lu leur « XX^e siècle », on se pose des questions sur leur façon d'envisager les autres siècles. Si ceux qui ont la charge d'enseigner les beautés des écrivains du passé se montrent si crédules, si vains dès qu'ils abordent notre siècle, pourquoi leur supposer plus de jugement, un goût meilleur quand ils s'occupent de l'ancien ? Leur façon de se jeter tête première sur les textes les plus ennuyeux du XX^e siècle ne devrait-elle pas nous avertir qu'ils en ont fait autant avec les pauvres siècles sans défense ?

Cette constatation pourrait avoir des conséquences en chaîne redoutables. On comprendrait enfin pourquoi la littérature est parfois si ennuyeuse : parce qu'elle est écrite par d'anciens bons élèves qui n'arrivent pas à perdre les mauvaises habitudes prises pendant leurs études ; pourquoi la critique est arrivée à ce degré zéro de bavardage : c'est qu'elle « pond » sur les vivants ces dissertations qui lui permettraient d'avoir de bonnes notes quand elle était en tablier ; pourquoi il brave lecteur achète de préférence de mauvais livres guindés et sans saveur : c'est qu'il a l'impression

de retrouver dans cette littérature fade les madeleines desséchées de sa scolarité.

C'est par miracle qu'il y a encore des bons livres puisque l'on fait tout pour les confondre avec les autres et que l'enseignement s'acharne à les rendre méconnaissables en les passant à sa moulinette verbale pour qu'ils ressortent avec ce goût si typique de mixer qui ne permet plus de les identifier.

2 Où est donc passé Saint-Simon ?

M. Mitterand m'affirme que dans son « XX^e siècle », on rasera gratis, que les erreurs possibles seront compensées « par la netteté de la démarche historique et analytique et par la précision de l'information sur les auteurs, les œuvres, les courants littéraires, l'évolution des idées, les transformations de la sensibilité ». J'en accepte l'augure et note d'ailleurs que les quatre premiers tomes de la collection (du Moyen Âge au XIX^e siècle) sont riches et fouillés. Que si je feuillette le « XIX^e siècle », le nombre de pages accordées à chacun des quatre romanciers traditionnels respecte leur mesure et ne cherche pas l'originalité à tout prix.

Balzac reste le numéro un avec ses quarante et une pages, suivi de Flaubert avec ses trente-trois pages, presque *ex aequo* avec Stendhal qui en a trente et une. Zola, malgré les excellents ouvrages qu'Henri Mitterand lui a consacrés, ne tourne qu'autour de vingt pages, ce qui est méritoire quand on est maître d'œuvre ! Enfin, Hugo retrouve sa prééminence au XIX^e siècle avec quarante-trois pages. On regrettera d'autant plus alors que les auteurs de cet ouvrage (Dominique Rincq, Bernard Licherbonnier) n'aient pas cru bon de faire figurer au chapitre « Renouveau de l'histoire et de la critique » par exemple les *Choses vues* ou l'*Histoire d'un crime*. Quand on tombe sur des textes d'une lisibilité parfaite de grands écrivains du passé, on a bien tort de les escamoter.

C'est pour la même raison que je regretterai une fois de plus la médiocre place accordée à Benjamin Constant. L'oubli des livres d'histoire et de littérature de Lamartine, le silence sur les *Dix Années d'exil*, de M^{me} de Staël.

Le Mitterand, comme le Darcos et la Lagarde et Michard, s'acharne à réduire à la portion congrue les *Mémoires* de Saint-Simon : ce n'est pas que les professeurs nient l'intérêt de Saint-Simon, il n'est plus temps pour cela, mais c'est qu'ils ne savent pas où le placer ! Darcos et Tartayre lui accordent trois pages dans leur XVIII^e siècle avec ce commentaire embarrassé : « Pris dans une certaine perspective, en particulier si on se limite essentiellement à l'exploration morale des personnages influents qui marquent la fin du règne de Louis XIV, les *Mémoires* de Saint-Simon peuvent se rattacher à la littérature du XVIII^e siècle. Mais le période où vécut l'auteur et sa liberté d'esprit le placent parmi les écrivains du XVIII^e siècle, à condition de ne pas fonder cette appartenance sur des considérations de style et de langue. » Dans le Mitterand, il est classé par Puzin au XVII^e siècle (trois pages toujours). Mais il est encore avec mille points d'interrogation dans le commentaire : « Où situer l'homme et son œuvre ? »

Ce faux frère est à trois fois le contemporain de Racine et de Voltaire. C'est dans les

années 1739 à 1750 qu'il rédige ses *Mémoires*, qui ne furent publiés qu'en 1830 et qui racontaient des histoires bien antérieures à leur rédaction et à leur publication !

La question est ainsi posée : « Ces *Mémoires* sont-ils d'auteurs du domaine de la littérature ? » Ou « de celui de la politique ? » Ou encore « du domaine de l'historiographie ? » Ah ! que de soucis avec Saint-Simon ! Ce n'est pas un classique et ce qu'il a écrit n'est pas comparable aux productions du XVIII^e siècle. Je crois en définitive que les manuels auraient volontiers fait l'impassé sur Saint-Simon qui les faisait tourner en bourrique avec sa manie de bouger, d'échapper au cadre, si par malchance Saint-Simon n'avait pas trouvé moyen de susciter l'admiration des plus grands écrivains (Stendhal, Chateaubriand, Hugo, Michelet, Proust).

Il faut reconnaître, dit Puzin avec un certain dépit, qu'avec « son regard perçant sur les âmes » son « beau style grand seigneur » comme disait Hugo, le bougre a su les mettre dans sa poche ! Dans le Darcos comme dans le Mitterand, il y a dans le commentaire consacré au petit du siècle son tabouret un côté agent de police de la circulation des lettres qui ne sait que faire de cet original qui en pleine heure de pointe par ses prétentions crée un embouteillage monstrueux près du Louvre. Le sort réservé en cette fin de siècle par les manuels à Saint-Simon, comblé par ailleurs, nous en apprend plus sur la critique, ses réactions, que bien des longs traités. Pour être un écrivain dont on parle, qui ait ses aises dans les manuels, il faut s'y prêter. Offrir ses théories béantes et soulignées aux commentaires des simples !

3 Tristan Bernard sans mot

Dans sa nouvelle édition, la Lagarde et Michard du XX^e siècle, qui va désormais de 1900 à 1988, est passé des 640 pages en 1966 à 896 aujourd'hui. Soit 256 pages supplémentaires pour un peu moins d'un quart de siècle de littérature française. Quand le XX^e siècle aura fini de tourner sur lui-même, on peut prévoir que la Lagarde de l'an 2000 fera bien ses 1 000 pages, soit près du double du XIX^e siècle qui ne faisait que 576 pages. Ah ! il ne fait pas bon vieillir, on en sort diminué !

Entre le XX^e siècle de 1966 et celui de 1988, malgré l'augmentation des pages, des écrivains ont triqué. Ainsi Emile Verhaeren a perdu l'*Escaut* et Paul Fort l'une de ses trois ballades françaises, *Louis XI curieux homme*. Ce qui m'a le plus scandalisé, c'est que Tristan Bernard d'une édition à l'autre ait perdu son fragment de *Triplepatte*. Pour me consoler, j'ai lu, et je vous conseille d'en faire autant, trois romans délectables de Tristan Bernard que Christian Bourgois vient de rééditer en 10-18 dans la série « Fin de siècle » créée par Hubert Juin : *Nicolas Bergère*, qui date de 1911. C'est Candide devenu boxeur. Un *Mari pacifique* dédié à Lucien Guitry : « Daniel en somme était un philosophe. C'est un nom que se donnent généralement dans le monde les gens qui évitent de penser. » Et très étrange *Aux abois*, roman écrit à soixante-sept ans et où Tristan Bernard décrit avec un naturel inquiétant la balade d'un meurtrier comme vous et moi. Son emploi du temps.

Radio-télévision

Informations « services »

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans dimanche-journal. Signification des symboles : P Signifié dans « Le Monde radio-télévision » Film à émettre On peut voir Ne pas manquer a a a Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 7 juin

TF 1

20.40 Cinéma : Edith et Marcel Film français de Claude Lelouch (1983). Avec Evelyn Baiz, Marcel Carné...

A 2

20.35 Mardi cinéma : Les Fous de guerre Film franco-italien de Dino Risì (1985). Avec Colin Clive, Beppe Grillo...

FR 3

20.30 Cinéma : Docteur Française Gollmann Film français de Jean-Louis Béraud (1975). Avec Annie Girardot, Jean-Pierre Cassel...

CANAL PLUS

20.30 Athlétisme. Meeting international de Saint-Denis, au stade Auguste-Delaune. 22.30 Flash d'informations...

LA 5

20.30 Cinéma : Les Jours et les Nuits de Chien Chia Film américain de Ken Russell (1981). Avec Kathleen Turner...

M 6

20.30 Téléfilm : Le triangle de Satana. De Sution Rolley, avec Kim Novak, Doug McClure, Alejandro Rey...

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et le raison. Sons et soins. 2. La pédagogie...

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. Louis Vierne, Organiste de Paris (6). Variations sur America, d'Ives, Madrid 7, de Leguë...

Mercredi 8 juin

TF 1

14.00 Festival : Côté ouest. 14.30 Club Dorothée. Punky Brewster / Minipout : A la recherche de grand-père / Goldorak...

A 2

13.45 Festival : James Dean. 14.35 Révisé A2 après-midi. Cosmopolis : Légendes du monde / Les bronzés font la fête...

FR 3

13.30 Magazine : La vie à plusieurs états. Spécial jeunes. 14.00 Magazine : Une pièce d'acier. Le magazine des 15-25 ans...

CANAL PLUS

14.00 Dessin animé : Victor. 14.10 Série : Un film dans la Mafia. 15.00 Documentaire : Les allumés de haute mer...

18.26 Top 30. 18.55 Starquest. Présenté par Alexandra Kazan. 19.00 Les nouvelles de Turquie...

LA 5

13.35 Série : L'homme de l'Atlantide. 15.15 Série : Super-robot. 16.05 Variétés : Châlière. Avec Zucchero, Début de soirée...

M 6

13.30 Série : L'après. 14.20 Série : Aventures dans les Iles. 15.05 Magazine : Faites-moi 6. Avec les rubriques : La rose de la musique...

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Nouvel roman africain. 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada, de la Suisse...

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 7 juin à la salle Pleyel) / Variations sérieuses pour piano en ré mineur, opus 54, de Mendelssohn...

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le mardi 7 juin à 6 heures UTC et le dimanche 12 juin à minuit. Une aggravation nuageuse à caractère orageux affectera les régions du Sud-Ouest à partir de demain soir...

Prévisions : Mercredi : éclaircies et nuages. Averses isolées.

La majeure partie de la France bénéficiera d'une météo bien ensoleillée. Seules exceptions : le Sud de l'Aquitaine, les Alpes et le Jura où les nuages occasionneront quelques ondées...

De courtes averses sont encore possibles sur l'ensemble du territoire. Elles prendront un caractère orageux en fin de journée au voisinage des Pyrénées.

Le vent d'Est à Sud-Est soufflera modérément. Il sera plus soutenu près du golfe de Gascogne.

Les températures minimales stationnaires seront généralement comprises entre 7 degrés et 10 degrés.

Quant aux températures maximales, elles atteindront 16 degrés à 17 degrés sur la moitié Nord du pays...

Jeudi 9 juin : Des Charentes à l'Aquitaine, le ciel sera très nuageux et des ondées à caractère orageux se produiront.

De la Bretagne à la basse Normandie au Midi-Pyrénées, la météo sera assez ensoleillée, mais les nuages deviendront progressivement plus nombreux...

Sur les autres régions, malgré la formation de quelques brumes le matin dans l'Est et le Nord-Est, la journée sera bien ensoleillée.

Les températures minimales seront de 7 degrés à 11 degrés en général, 11 degrés à 14 degrés dans le Sud-Ouest et près de la Méditerranée...

Les températures seront encore en faible hausse excepté sur les régions atlantiques où elles resteront stationnaires voire en légère baisse.

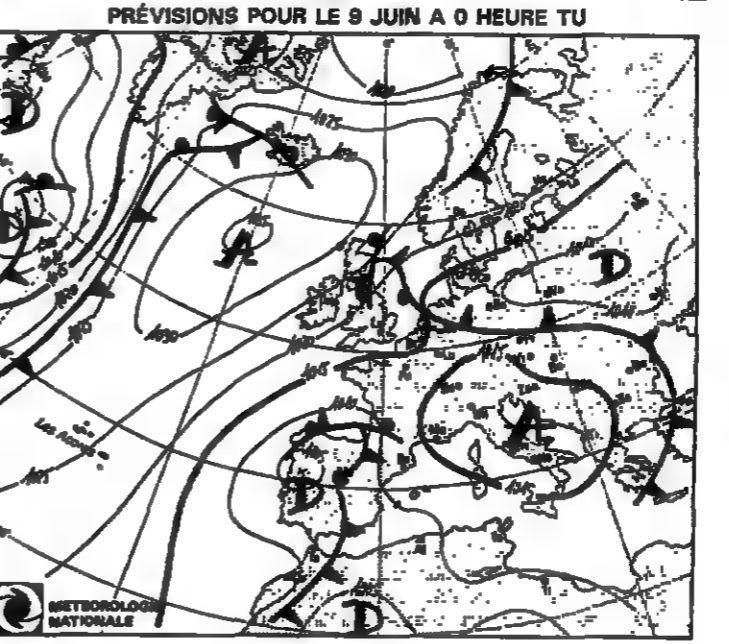
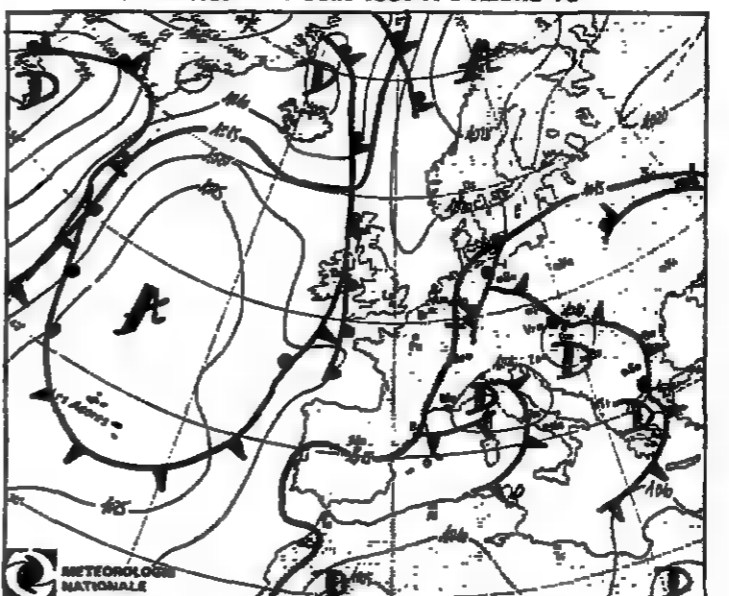
Vendredi 10 juin : Le temps très nuageux à tendance orageuse progressera au cours de la journée jusqu'au bassin parisien, au Massif Central et au golfe du Lion.

A l'avant, le temps restera bien ensoleillé. Les températures seront en hausse, les maximales devenant comprises entre 20 degrés et 27 degrés du Nord au Sud.

Samedi 11 et dimanche 12 juin : La majeure partie du pays connaîtra un temps chaud, assez ensoleillé, mais en fin de journée des développements orageux se produiront par endroits.

De la Bretagne à la Cotentin à l'Aquitaine, les nuages seront un peu plus nombreux et le temps sera un peu moins chaud mais les éclaircies resteront toujours assez larges.

Les températures seront encore en faible hausse excepté sur les régions atlantiques où elles resteront stationnaires voire en légère baisse.



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4760. Grille de mots croisés avec les lettres déjà trouvées. Horizontalement : I. Des hommes qui posent pour la galerie...

VERTICALEMENT I. Occasion, pour certains, d'en faire un coup. C'est parce qu'elle est tendre qu'on l'aime...

Solutions du problème n° 4759. Horizontalement : I. Tragédie. - II. Révérence. - III. Apt. Ossue. - IV. Nudiste. - V. Sein. Ici. - VI. Tient. - VII. Chenu. Ives. - VIII. Ta. Scie. - IX. Ill. Roi. - X. Olé. Indes. - XI. Nekou. Ère.

Verticalement I. Transaction. - 2. Repue. Halle. - 3. Avidité. Lek. - 4. GÉ. Inini. - 5. Eros. Eu. Rio. - 6. Destin. Son. - 7. Inscindible. - 8. Ecu. Viser. - 9. Néel. Rée. S.E.

«Loubnan», nouvelle publication arabe francophone à Paris. Loubnan (liban, en arabe) est un nouveau bimestriel vendu exclusivement par abonnement, publié en France (en français) par un groupe de presse arabe indépendant Cadmos SARL...

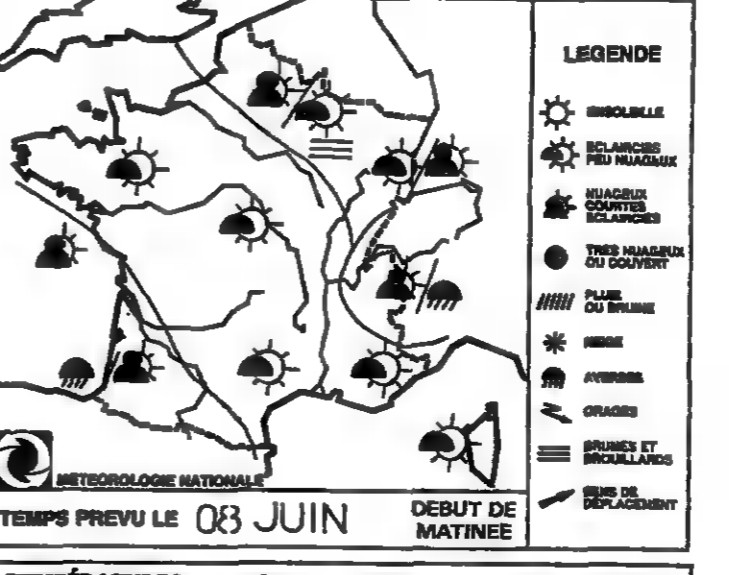


Tableau de données météorologiques avec colonnes pour villes (AMCO, BOURG, BOURG, BOURG, BOURG), températures (max, min), et temps observé. Inclut également une légende pour les symboles météorologiques.

Audience TV du 6 juin 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOPRES-NIELSEN)

Tableau de données d'audience TV montrant le nombre de foyers ayant regardé la TV à différentes heures (19h22, 19h45, 20h18, 20h58, 22h3, 22h44) pour différents programmes et chaînes.

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent le 5 et 147 reçoivent le 6 dans de bonnes conditions.

Presse

Isabelle Adjani obtient 2,25 millions de francs des éditions Bauer La rumeur et le préjudice

Après transaction, l'actrice Isabelle Adjani vient d'obtenir des éditions Bauer la somme de 2,25 millions de francs. Une réparation pour le préjudice causé par un article du nouveau magazine *Aujourd'hui Madame*, qui faisait resurgir d'anciennes rumeurs sur son état de santé, lancées dès l'automne 1986 et toujours démenties depuis.

Annoncé par un titre de couverture « SIDA-Adjani », l'article en question est accompagné d'un encadré sur « Ce qu'il faut savoir du SIDA » et de photos non autorisées par l'actrice. Dès le samedi 4 juin, soit deux jours avant la parution du nouvel hebdomadaire, l'actrice obtenait en référé l'interdiction de sa diffusion.

Pourtant, le lundi 8 juin, 1,4 million d'exemplaires de ce magazine populaire (*Le Monde* du 31 mai) étaient en kiosque. Dès l'après-midi, le tribunal ordonnait la saisie immédiate, l'interdiction de diffusion, et condamnait les éditions Bauer à 150 000 francs de dommages-intérêts à titre de provision. L'ordonnance précise que l'article litigieux, « bien que rédigé dans des termes destinés apparemment à la défense de l'actrice », « a pour objet essentiel de relancer ou raviver des rumeurs » et « exploite ainsi

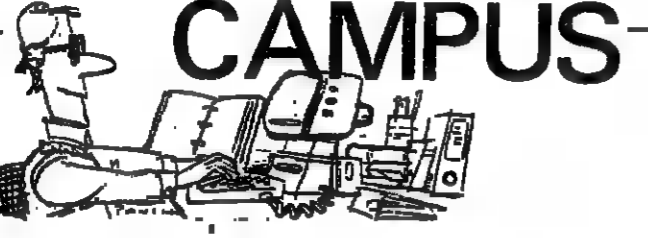
d'une manière singulièrement hypocrite un thème portant une atteinte inadmissible à la vie privée ».

Estimant le préjudice déjà consommé et le seise des exemplaires difficile, Isabelle Adjani préférait dans la soirée obtenir des éditions Bauer une transaction de 2,25 millions de francs qui met fin au litige.

Pour l'actrice et son avocat, M^{me} Karen Berreby, les deux jugements et la somme obtenue — dont l'actrice reversera l'essentiel à des œuvres — marquent un précédent important dans le domaine de la protection de la vie privée. Selon M^{me} Berreby « la jurisprudence, actuellement, permet difficilement d'avoir réparation d'un préjudice à son vrai niveau », les sommes accordées par les tribunaux n'étant pas prohibitives pour les auteurs d'infractions.

Du côté des éditions Bauer, on estime que le groupe « aurait probablement fait appel des jugements dans le cas d'une publication normale ». Mais *Aujourd'hui Madame* est en période de lancement, avec une importante campagne de publicité, ce qui explique la transaction.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.



CAMPUS

Aider Paul-Valéry

UNIVERSITÉ presque exclusivement littéraire, Paul-Valéry (Montpellier-III), qui vient d'être expertisée par le Comité national d'évaluation, a subi de plein fouet les difficultés propres à ce domaine d'enseignement. Après avoir stagné dans les années 70, en raison du faible attrait des études de lettres, ses effectifs se sont envolés depuis 1980, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs : le reflux vers elle des étudiants provenant d'autres disciplines de plus en plus sélectives (comme la médecine); les conséquences positives de la rénovation du DEUG, qui a réduit les éliminations en première année; la mise en place de filières nouvelles mieux adaptées aux débouchés professionnels (comme l'administration économique et sociale et les langues étrangères appliquées); et le dynamisme du Languedoc-Roussillon, qui attire de nombreux étudiants d'autres régions. Résultat : l'université étouffée dans un cadre matériel et pédagogique ridiculement étroit.

Autre paradoxe : les moyens sont insuffisants pour encadrer les filières nouvelles prometteuses pour les étudiants et l'université ne peut plus assurer convenablement sa tâche traditionnelle de préparation aux concours d'enseignants, au moment où une forte demande s'annonce dans ce secteur.

C'est pourquoi le comité d'évaluation plaide pour qu'un effort vigoureux soit fait par les pouvoirs publics pour venir en aide à cette université qui s'entreprend, de façon méritoire, de faire face à une situation difficile. « Elle doit corriger certaines erreurs et mieux éclairer sa démarche, mais son effort doit être compris, apprécié et elle doit être aidée en conséquence », conclut le comité.

- **Inscriptions à Paris-III**
L'université Paris-III-La Sorbonne-Nouvelle ouvre, du 23 juin au 4 juillet, ses bureaux d'inscription aux bacheliers des années antérieures n'ayant encore fait aucune inscription dans un établissement d'enseignement supérieur.
(Centre Centre, service de l'inscription, 13, rue de Santeuil, 75005 Paris. Tél. : 46-87-40-00.)
- **L'ESSEC à Versailles**
Les élèves de l'ESSEC organisent, le 25 juin, au château de Versailles, leur traditionnel gala.

Au programme : Mozart et feu d'artifice.
(Avenue de la Grande-Ecole, BP 105, 85201 Cergy-Pontoise. Tél. : 30-30-43-88.)

• **Optique**
L'Université de Paris-Sud et lycée technique d'optique proposent, conjointement, un enseignement qui permet aux bacheliers C ou D d'obtenir en trois ans à trois fois DEUG (sciences de la nature et de la vie) et BTS (optique lunetterie).
(Office des carrières et de l'orientation du centre d'Orsay, bld. 333, 91405 Orsay CEDEX. Tél. : 69-41-72-77.)

UNE NOUVELLE COLLECTION DE GUIDES

échappées belles en France

Une première série de 8 guides :

- L'ALSACE DU NORD
- LE PÉRIGORD NOIR
- L'ANJOU
- LE ROUSSILLON
- LES CÉVENNES
- LE BEAUJOLAIS
- LA CHAMPAGNE
- LE TRÉGOR

En librairie, 128 pages illustrées, 65 F.

éditions

Le Carnet du Monde

Naissances

— M. Georges HOLLEAUX et M^{me}, née Sophie Navet, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils

Mathieu,
le 1^{er} juin 1988.

11, rue du Dobropol, 75017 Paris.

Mariages

— M. et M^{me} Jacques Rigaud sont heureux de faire part du mariage de leur fils

Jérôme RIGAUD
avec
Anne-Christine SOULEZ,
fille de M. et M^{me} René Soulez.

Le mariage religieux sera célébré dans l'intimité familiale le 18 juin 1988, à Paris.

15, quai Paul-Dominer, 92400 Courbevoie.

Décès

— Le président de l'Ecole des hautes études en sciences sociales

Alexandre BENNINGSEN,
directeur d'études.

— M. et M^{me} Chincini, M. et M^{me} Raffalli, ont la douleur de faire part du décès de

Patrick, Monsieur
et Marie-Christine RIDEAU.

Une cérémonie religieuse aura lieu le mardi 9 juin au funéraire de Genesio.

— M^{me} Robert Blézy, son épouse, M^{me} Nadia Lamrani, sa fille, Marie et Nils Lefevre, ses petits-enfants, M. et M^{me} Louis Blézy, ses frères et belle-sœur, M^{me} Julienne Portier, sa belle-mère, ses neveux et nièces, Les familles Hoisey, Desplanques, Blézy, Bordeaux, Quennesson, Portier, Quinquart, Faveris, Colin, Beyer, Baudouin, Lamrani-Goldio, Dubrulle, Stockli, Groot, Llesand, Zadda, Delacroix, Depert, Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert BLÉZY,
survenu le jeudi 2 juin 1988, à l'âge de soixante-trois ans, à La Mure (Isère).

L'inhumation aura lieu le mercredi 8 juin, à 17 heures, au cimetière nouveau de Gennevilliers.

On se réunira à l'entrée principale du cimetière, rue Villebois-Mareuil, à Gennevilliers (Hauts-de-Seine).

Le Vivier, 38135 La Motte-Saint-Martin.

— L'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADM) et la profonde tristesse d'annoncer la mort de

Paola CAUCANAS-PISIER,
et secrétaire générale de l'ADM, membre du bureau de la Fédération mondiale des Associations pour le droit de mourir dans la dignité.

(Le Monde du 2 juin.)

— M^{me} le docteur Cécile Chaban, M^{me} Michèle Chaban et Michail, Le docteur Yves Chaban, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile CHAHAN,
survenu dans sa soixante-troisième année.

L'inhumation aura lieu le 8 juin 1988.

— Catherine et Hervé Deschamps, Jean-Pierre Coulon, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Robert COULON,
né Denise Suzanne,
survenu le 3 juin 1988, à l'âge de cinquante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 juin, à 9 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Salette à Suresnes.

Pas de fleurs, dans la Ligue contre le cancer.

CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 10 h au siège du journal, 7, r. des Saussaies, 75007 Paris Cedex 08. Tél. MONPAR 650 572 F. Télécopies : 45-23-05-81. Renseignem. Tél. 42-47-95-03. Tarif de la ligne H.T. Toutes rubriques 79 F Abonné (avec justificatif) 89 F Communications diverses 82 F Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

— Paris - Montier-en-Der. M^{me} René Dupuis, son épouse, M^{me} Judith Magre, M^{me} Marie-Cécile, M^{me} Claude Dulleux, M. et M^{me} François Dupuis, Nathalie, Marion, M. et M^{me} Emile Biasini et Grégoire, M. et M^{me} Pierre Dupuis, Isabelle, Emmeline, Stéphanie, M. et M^{me} Alain Thifnot, Stanislas et Garance, ses enfants et petits-enfants,

M. Pol Dupuis, son frère, Sœur Marie-Pierre Dupuis, sa sœur, M^{me} Maurice Conchon, M^{me} Robert Vitry, ses belles-sœurs, Ses neveux, nièces et cousins, Ses amis Gad'zaris, ont la douleur de faire part du décès de

M. René DUPUIS,
ingénieur des Arts et Métiers,
le 5 juin 1988, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 8 juin, à 14 h 30, en l'église abbatiale de Montier-en-Der (Haute-Marne) et suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

Ni fleurs ni couronnes. Priez pour lui.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Monique Dusseau-Carpentier, son épouse, Laurence, Dorothée et Christoph, ses enfants, Fernand et Renée Debray, ses beaux-parents, ont la douleur de faire part du décès de

Roger DUSSEAUX,
ancien ministre, député honoraire de Seine-Maritime,
survenu en son domicile.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, le lundi 30 mai 1988, selon son vœu, au cimetière de Saint-Denis-le-Thilbont (Seine-Maritime).

Le Fief d'Authuit, 27790 Rosay-sur-Lieuve.

— Claude Faugère, Françoise Tovo et leur fils Lucien, Caroline et Florence Troin, Les familles Faugère, Tovo, Troin, Tandonnat et Massé, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Auguste FAUGÈRE,
née Lucienne Tandonnat,
survenue à Antony, le 2 juin 1988.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine, le mercredi 8 juin, à 10 h 30.

8, rue des Trois-Portes, 75005 Paris.

— M^{me} Raymond Fischer, M. et M^{me} Didier Hellbron et leurs enfants, M. et M^{me} Robert Fischer et leur fils, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond FISCHER,
officier de la Légion d'honneur, ancien président du conseil général de l'Aisne, ancien maire d'Hirson, ancien président d'honneur des villes jumelées de France,
survenu le 3 juin 1988, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien du Montparnasse, dans le caveau de famille, le vendredi 11 juin, à 11 h 30.

Réunion à la porte du cimetière, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris (14^e).

— On nous prie d'annoncer le décès de

Jean-Daniel HERRENSCHMIDT,
préfet honoraire, commandeur de la Légion d'honneur, qui s'est endormi le 26 mai 1988, à l'âge de soixante-quinze ans.

De la part de : Isabelle Herrenschmidt, Jean-Fabien et Marie-Christine Méric, Nicolas et Anouchka, Jean-Michel Herrenschmidt, Alexandre et Rébecca, Roland et Joëlle Besset, Cyril, Nathalie et Benjamin, ses enfants, beaux-fils et petits-enfants, Et toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Severdun (Ariège).

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Tourne-toi vers moi, prends pitié de moi, car je suis seul et misérable. Les angoisses de mon cœur augmentent, délivre-moi de ma détresse. »
Psaume XXV, 16-17.

169, boulevard Murat, 75016 Paris.
3, boulevard Jules-Peltier, 92210 Saint-Cloud.
3, rue des Marronniers, 75016 Paris.
7, avenue du Général-Leclerc, 78160 Marly-le-Roi.

« Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité. »

— Ewa et Roman Jaskowski ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Piotr JASKOWSKI,
survenu le 3 juin 1988, dans sa vingt-troisième année.

L'inhumation a eu lieu le lundi 6 juin, au cimetière communal du Plessis-Robinson.

— Edith Kauffmann, Gilles et Jacqueline Kauffmann, Nadine et Lionel Matton, leurs enfants, et leurs petits-enfants, ont le chagrin de faire part du décès survenu brusquement le 1^{er} juin, à l'âge de quatre-vingt-onze ans, de

M^{me} Jacques KAUFFMANN,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Elle a su apprécier la vie et ne répandre autour d'elle que du bonheur.

26, avenue Montaigne, 75008 Paris.

— M^{me} et Bernard Bassez, Monica et Mario Klachko-Tiffenberg, Monique et Georges Mercier, Geneviève Rumanec, Aline et Boris Vargatig, ont la douleur de faire part du décès de leur ami

Gabriel LABAT,
survenu le 2 juin 1988.

Ses amis garderont le souvenir de la qualité de son engagement et de la chaleur de son amitié.

— M^{me} Pierre MESNARD, née Juliette Dreyfus, s'est éteinte dans la paix et la lumière du Seigneur, dans sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu ce jour mardi 7 juin 1988, à 10 heures, en sa paroisse de Saint-Jehan de Tours (37).

De la part de : Charles et Liane Mesnard, Marie (†) et François Dixion du Séjour, François et Marie-Claude Mesnard, Thérèse et Marc Terson, Hélène et Georges de la Borde, Odile et Eric Poulquies, André Hubert et Gertrude Mesnard, Philippe et Bernadette Mesnard, ses enfants, Ses quatre-vingt-huit petits et arrière-petits-enfants, Ses amis.

L'absence, précédée de la messe, sera donnée en l'église de Lunelmaun (Lot-et-Garonne), le mercredi 8 juin, à 9 h 30.

— M^{me} Jean-Rémy Palanque, M^{me} Pierre Pillemant et ses enfants, M. Bernard Palanque et ses enfants et petit-enfant, M. et M^{me} Joseph Cecaldi, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Pierre Palanque, M^{me} Anne-Marie Palanque, M. et M^{me} Jean Palanque et leurs enfants, M. et M^{me} René Palanque et leurs enfants, M. et M^{me} Georges Flageolet, leur fille et petite-fille, M. et M^{me} Bernard Rongot et leurs fils, M. Gilles Grovia, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Rémy PALANQUE,
ancien élève de l'École normale supérieure, doyen honoraire de la Faculté des lettres d'Aix-en-Provence, professeur honoraire de l'Université de Montpellier, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, chevalier des Arts et Lettres, médaille de la Résistance, officier du Palmes académique, chevalier du Mérite de la République italienne, président d'honneur de la Société d'histoire ecclésiastique de la France, de la Fédération historique de Provence, de la Société aixoise d'études historiques, de la Fondation de Lourmarin, membre honoraire de l'Académie des sciences, agriculture, arts et belles-lettres d'Aix, membre d'honneur de l'Académie du Var, membre associé de l'Académie de Marseille,

leur époux, père, beau-père, grand-père, arrière-grand-père, oncle, grand-oncle,
rappelé à Dieu le 2 juin 1988, à Aix-en-Provence, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

[Né le 7 mars 1898 à Marseille, Jean-Rémy Palanque a fait ses études au lycée Louis-le-Grand et à l'École normale supérieure. Agrégé d'histoire et docteur en lettres, il a commencé sa carrière en 1921 au lycée de Montpellier. De 1933 à 1940, il a été maître de conférences à la faculté de lettres de Montpellier, puis professeur d'histoire ancienne à la faculté de lettres d'Albi-en-Provence. Depuis 1959, il a été membre émérite de l'Institut à l'Académie des inscriptions et de la Société d'histoire ecclésiastique. Il a consacré sa thèse à « Saint Ambroise » et à « La préfecture du prétoire de Bas-Empire ».]

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Henri RADIER,
née Lisette Lebeuf,
survenue à la suite d'une longue maladie, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

De la part de sa famille, Et de ses nombreux amis.

15, rue des Petits-Bois, 92370 Chaville.

— Volodia Shalshabanian a la douleur de faire part du décès de sa compagne.

Marie-Noëlle,
et de leur enfant.

Leurs cendres ont été dispersées au-dessus de Grenoble le jeudi 2 juin 1988.

— Gilles Vidal a la tristesse de faire part du décès de son père,

Fernand VIDAL,
survenu le 24 mai 1988, à Toulon.

Libreville, Toulon.

Remerciements

— Nathalie Degem, Et sa famille, profondément touchées des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Jacques SUBRENAT,
et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, prient de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.

— M^{me} Béatrice Toussaint et ses quatre fils, M. et M^{me} Jean Toussaint, Et toute la famille, très sensibles aux nombreuses marques d'amitié qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Olivier TOUSSAINT,
remercient bien sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur deuil.

Messes anniversaires

— Il y a bientôt un an,

M^{me} Jacques FURET,
née Jeanne Vilain,
était tragiquement rappelée à Dieu.

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 11 juin 1988, à 10 heures, en l'église de l'Église Notre-Dame-de-Lourdes de Chaville (Hauts-de-Seine), avenue Roger-Salengro.

« Elle a trop aimé ses amis pour qu'elle soit jamais oubliée. » Saint-Augustin.

Communications diverses

— Le Cercle Bernard-Lazare invite Pierre-André Taglietti, auteur de plusieurs ouvrages sur l'extrême droite, pour son dernier livre *La Force du péché*, consacré au racisme et ses dérivés, avec la participation d'Elizabeth de Fontenay, jeudi 9 juin, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris.

STERN GRAVEUR
depuis 1840

Cartes de visite
Invitations
Papiers de haute qualité
le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 42.36.94.48 - 45.06.96.45

LA MICROEDITION EN LIBRE SERVICE III

Tirez vos documents Macintosh ou IBM sur notre imprimante à laser LASEFMARK 48 bd Richard Lenoir 75011 Paris Tél : 48 06 84 01 Lun - Ven 9.00-18.30, Sam 14.00-18.00

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISE ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

Croix au

Les disciples leur instinct Ils prétendent Sans aucune...

GUY-CLAU... adore... Surcouf... Les disciples leur instinct Ils prétendent Sans aucune...

— M^{me} Béatrice Toussaint et ses quatre fils, M. et M^{me} Jean Toussaint, Et toute la famille, très sensibles aux nombreuses marques d'amitié qui leur ont été témoignées lors du décès de

— M^{me} Jean-Rémy Palanque, M^{me} Pierre Pillemant et ses enfants, M. Bernard Palanque et ses enfants et petit-enfant, M. et M^{me} Joseph Cecaldi, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Pierre Palanque, M^{me} Anne-Marie Palanque, M. et M^{me} Jean Palanque et leurs enfants, M. et M^{me} René Palanque et leurs enfants, M. et M^{me} Georges Flageolet, leur fille et petite-fille, M. et M^{me} Bernard Rongot et leurs fils, M. Gilles Grovia, ont la douleur de faire part du décès de

Ciels d'us

Depuis cent cinquante ans, l'activité influe sur le climat. Les changements vont se produire dans les prochaines années. Les scientifiques s'accroissent.

Le climat s'est modifié depuis 1750... Les scientifiques s'accroissent... L'énergie solaire...

SCIENCES ET MEDECINE

Croire au cru

Les disciples de l'instinctothérapie suivent leur instinct pour se nourrir et mangent cru. Ils prétendent guérir toutes les maladies. Sans aucune preuve.

GUY-CLAUDE BURGER adore parler de ses enfants. Surtout de ses trois derniers, les « crus ». Depuis leur plus tendre enfance, ces trois bambins, qui ont aujourd'hui atteint l'âge de raison, n'ont jamais touché un aliment bouilli, pressé, congelé, haché, grillé ou frit. Faut-il s'en étonner ? Leur père, Guy-Claude Burger, cinquante-trois ans, fondateur de l'instinctothérapie, prêche depuis 1964 le retour à l'alimentation « originelle ».

historiques ■ chers au cœur de Burger saler une tomate ou ajouter un filet de citron à sa viande crue ? Le lait et ses produits dérivés, à l'exception du lait maternel, sont, eux aussi, bannis. « Le lait de vache est naturel pour le veau, pas pour l'homme », tranche sentencieusement Guy-Claude Burger, dans un livre paru en 1985, la Guerre du cru : « Pour se procurer du lait, il faut toute une série d'artifices. Personne n'a jamais vu un gorille traire une vache dans la forêt vierge. »

En vertu de ces principes, les petits Burger, mis à l'école « instinctive » dès leur naissance, n'ont jamais goûté un morceau de pain, une tasse de tisane, un avocat vinaigré, un yaourt ou une orange pressée. En revanche, glisse malicieusement leur mère, « ils adorent les pommes de terre crues ».

Pour suivre son instinct, Guy-Claude Burger, qui n'est pas médecin, ne donne qu'une consigne : se fier à son odorat. La règle du jeu consiste donc à respirer fruits et légumes en attendant le moment magique de l'appel instinctif, cet instant où l'on acquiert la certitude que l'aliment reniflé est le plus juste. (Au château de Montrambert (Seine-et-Marne), une superbe bâtisse du douzième siècle qui abrite les disciples de Guy-Claude Burger, cette loi est devenue la règle. A chaque repas, les « instinctifs » réunis autour de grandes tables de bois couvertes de fruits et de légumes, de viande et de poisson crus reniflent à qui mieux mieux dans l'attente de leur appel instinctif. Appliqués, sérieux, ils se passent un à un les aliments en commentant gravement les odeurs du jour. Mutine, la femme de Burger, qui vole de table en table au secours des néophytes, déconcertés, accepte de livrer quelques secrets : « Si la salade sent la rose, c'est qu'elle est bonne pour vous, si elle sent la poussière, changez d'aliment. » A deux pas, Joëlle, une petite brune appliquée, venue d'Ardeche, suit ses conseils à la lettre.

Après avoir consciencieusement reniflé les œufs, elle avale sans sourcilier dix-huit jaunes crus. Une véritable subaine pour son voisin qui se délecte des saladiers de blancs d'œuf qu'elle laisse volontairement de côté.

Ce type d'alimentation sans produits laitiers risque de provoquer des carences en calcium importantes, note le professeur Bernard Guy-Grand. « De plus,

les repas monocordes, où les aliments sont peu variés, entraînent une réduction de l'apport calorifique, et donc de forts amaigrissements. »

ANNE CHEMIN.

(Lire la suite page 24.)

« Seul l'instinct peut nous guider vers ce qui est bon pour notre santé, explique ce diplômé de physique venu de Suisse. Regardez les animaux, ils savent, grâce à une sorte de prescience qui nous dépasse, les aliments qui leur sont nécessaires. Nous aussi, nous devons suivre notre instinct alimentaire. Mais il ne fonctionne qu'avec des aliments originels qui ont existé de tout temps dans la nature. La cuisson et plus généralement la cuisine tentent de rendre bon ce qui était mauvais à l'état naturel. Elles faussent donc notre instinct. »

Et de conclure, dans un texte paru en 1974 sous le titre, « Instinctothérapie, élixir de jeunesse ? » : « Il s'agit de retourner à une alimentation telle que pouvaient se la procurer nos ancêtres avant le règne de l'artifice, tel que les prédateurs de l'homme sapiens ou leurs ancêtres plus ou moins simiesques. »

Et donc de la cuisson, source de tous les maux, mais aussi des mélanges, des associations ou même de l'assaisonnement. A-t-on jamais vu un de ces hommes pré-



LES GARDIENS DU TEMPS

QUAND ils furent découverts, en juillet 1967, par les astronomes britanniques de l'observatoire de Mullard, l'incertitude s'empara un instant de la communauté scientifique. Pourtant, les mesures étaient formelles. Là bas, au fond du ciel, quelque chose battait la seconde avec la régularité d'un métronome. Une série de pulsations radioélectriques se répétaient à l'identique toutes les 1,337 secondes. Après avoir longuement étudié le phénomène, les astronomes montrèrent que ces signaux n'étaient pas le fruit de quelque émission radio émise par une civilisation extraterrestre à destination des autres peuples de l'univers, mais plus simplement le chant du cygne d'étoiles en fin de vie : les pulsars.

En vingt ans, plus de quatre cents pulsars ont été identifiés. Mais la découverte, au début des années 60, d'une nouvelle source radio répondant au nom de 4C21.53 ou de PSR 1937+214, a fait l'effet d'un coup de tonnerre dans le monde de la recherche. Ce nouveau pulsar tournait sur lui-même en un peu plus d'une milliseconde et demie, soit vingt fois plus vite que le plus rapide des pulsars connus. Découverte surprenante, car cette valeur de la période est très proche de la limite. Les lois de la physique stipulent en effet qu'une étoile à neutrons ne peut présenter une période inférieure à la milliseconde, faute de quoi elle vole en éclats.

Ces objets étonnants et de petite dimension — environ 10 kilomètres de rayon — sont des astres presque exclusivement composés de neutrons, l'un des constituants fondamentaux de l'atome. Ces étoiles, dont la masse est considérable — leur densité est telle qu'une cuillère à café de matière provenant de ces astres pèse de l'ordre du milliard de tonnes, — ont le particularité de tourner très rapidement sur elles-mêmes, tel un rotaphore. A titre d'exemple, l'un des plus célèbres, le pulsar du Crabe, vestige de l'explosion d'une supernova en 1054, tourne sur lui-même en trente-trois millisecondes.

Depuis, plusieurs autres pulsars de ce type ont été mis en évidence. On en connaît six dont la période est comprise entre 1,5 et 15 millisecondes. Contrairement à ce que l'on pensait, ces étoiles particulières ne seraient pas des astres jeunes, mais plutôt de vigoureux vieillards dont on attend beaucoup pour comprendre l'évolution de ces astres, mais aussi pour mener des recherches dans d'autres domaines. C'est ainsi que l'on pense que les plus rapides d'entre eux pourraient servir de gardiens du temps. Selon François Braud de l'observatoire de Meudon, ces pulsars présenteraient en effet des stabilités plus grandes que celles des horloges atomiques sur des intervalles de temps supérieurs à six mois.

J.-F. AUGEREAU.

Ciels d'usines

Depuis cent cinquante ans, l'activité industrielle influe sur le climat. Des changements importants vont se produire dans les prochaines décennies. Les scientifiques s'y préparent.

Le climat n'a cessé de se modifier depuis que la Terre s'est formée, il y a 4,5 milliards d'années. Les variations climatiques les plus récentes étant celle alternance de périodes glaciaires et interglaciaires qui se succèdent depuis 2 millions d'années. Il y a donc des facteurs naturels qui font inexorablement évoluer le climat à l'échelle de temps de milliers ou de millions d'années. Mais depuis cent cinquante ans, c'est-à-dire depuis le début de la révolution industrielle, l'homme est, sans nul doute, devenu l'artisan de modifications climatiques qui, elles, pourraient se produire en quelques dizaines — ou quelques centaines au maximum — d'années.

340 watts (340 joules par seconde) par mètre carré. Mais cette énergie augmente très lentement : il y a 4,5 milliards d'années, l'énergie émise par le Soleil n'était que les trois quarts de ce qu'elle est actuellement. En outre, la composition de l'atmosphère terrestre évolue depuis son origine. Enfin, les masses continentales ne cessent de dériver, de se souder et de se fragmenter sous l'effet des processus de la tectonique des plaques. Et la latitude aussi bien que la distribution relative des terres et des mers jouent un rôle décisif sur les circulations atmosphériques et océaniques, et donc sur le climat. On sait ainsi que la Terre a subi une dizaine de grands « âges glaciaires » et que, de -65 millions à -2 millions d'années, la température moyenne de la Terre était supérieure de 5 à 10 degrés Celsius à la température globale moyenne actuelle, qui est de 15°C.

Il est donc urgent de comprendre les processus naturels ou humains des modifications climatiques. Cent trente spécialistes d'une vingtaine de nationalités différentes se sont réunis du 22 au 27 mai à Louvain-la-Neuve (Belgique) en un colloque pluridisciplinaire (« Le climat et les géosciences, un défi pour la science et la société du XXI^e siècle »), organisé par M. André Berger, professeur à l'université catholique de Louvain (UCL), avec l'aide de l'OTAN, des Communautés européennes et de l'UCL.

L'énergie solaire, source de toute vie, qui parvient sur la Terre est actuellement, en moyenne, de

La position de la Terre sur son orbite elliptique se décale peu à peu : c'est la précession des équinoxes. Actuellement, lorsque le soleil est à la verticale du tropique du Capricorne, la Terre est tout près de son périhélie (le point de l'orbite le plus rapproché du Soleil). L'hiver de l'hémisphère nord et l'été de l'hémisphère sud coïncident donc avec le moment où la Terre est la plus proche du Soleil. Dans dix mille cinq cents ans, ce sera l'inverse : notre hiver boréal aura lieu lorsque la Terre sera la plus éloignée du Soleil. Encore dix mille cinq cents ans, et nous serons de nouveau dans la situation actuelle. Certes, de nos jours, le périhélie et l'aphélie (le point de l'orbite le plus éloigné du Soleil) ne sont respectivement qu'à 147,55 millions de kilomètres et 152,55 millions de kilomètres du Soleil (soit 1,7 % en moins ou en plus des 150 millions de kilomètres de la distance moyenne Terre-Soleil). Mais la différence d'énergie solaire reçue par la Terre lors de ses passages au périhélie et à l'aphélie est de 6,8 %.

Rendez-vous dans 60 000 ans

Autre variable astronomique : la forme de l'orbite terrestre qui évolue selon un cycle de cent mille ans (avec des irrégularités d'amplitude). L'excentricité de l'orbite terrestre est actuellement de 0,017 %. Pendant le quaternaire (de -1,8 million d'années à nos jours), elle a varié de 0 à 0,07 % : entre ces deux valeurs extrêmes, la différence d'énergie solaire reçue par la Terre est de 28 %.

Il y a aussi l'obliquité de l'axe de rotation de la Terre par rap-

port au plan de l'écliptique, qui est responsable de l'alternance des saisons. Cette obliquité de l'axe de rotation est actuellement de 23°27'. Mais elle oscille de 21° à 25° selon une période de quarante et un mille ans. Milutin Milankovitch (1879-1958), un ingénieur mathématicien — astronome yougoslave, fut le premier à calculer — sans ordinateur — les différences d'insolation liées à ces facteurs astronomiques. Les effets de ceux-ci s'ajoutent ou s'annulent en fonction des périodes propres à chacun d'entre eux et en fonction des latitudes et des saisons. Disons, en simplifiant, que les régions équatoriales sont surtout sensibles au cycle de vingt et un mille ans de la précession des équinoxes, alors que l'insolation des hautes latitudes dépend principalement du cycle de quarante et un mille ans de l'obliquité de l'axe de rotation de la Terre.

L'idée de départ de Milankovitch était que l'élément essentiel pour le déclenchement d'une période glaciaire était une série d'étés suffisamment froids dans les hautes latitudes pour que la neige ne fonde pas. Il a donc recherché, par calcul, les variations de l'insolation responsables, non pas des grands « âges glaciaires », mais des oscillations qui se produisent pendant chacun de ceux-ci.

Sa théorie, publiée en français en 1920, reçut l'appui d'Alfred Wegener — le « père » de la dérive des continents — et d'Alfred Köppen — grand climatologue. Mais elle dut attendre les années 70 pour être scientifiquement vérifiée. En s'appuyant sur la théorie de Milankovitch, l'équipe d'André Berger vient de

reproduire la succession des climats subie par la Terre au cours des 150 000 dernières années : de -150 000 à -120 000 ans, interglaciaire ; de -110 000 à 13 000 avant notre ère, dernière glaciation et ses oscillations ; de 10 000 à 4 000, réchauffement ; depuis 4 000 avant notre ère, refroidissement. Le maximum de la prochaine glaciation est prévu pour dans 60 000 ans...

L'effet de ces facteurs astronomiques est amplifié par des processus naturels, par exemple par la variation du taux de gaz carbonique contenu dans l'atmosphère. Cette variation étant liée à des phénomènes encore mal connus de nature biochimique ou géochimique. Au cours de ces variations naturelles du climat, la température globale moyenne de la Terre n'a varié que de 4°C ou 5°C (1) à un rythme qui est de l'ordre d'une fraction de degré Celsius par siècle. Or le réchauffement dû à la seule augmentation du gaz carbonique émis par les activités humaines en quantités croissantes pourrait être de plusieurs degrés Celsius par siècle. Ce qui est dix fois plus rapide.

Les activités humaines, en effet, ont déjà fait passer la teneur de l'air en gaz carbonique à 340 ou 350 parties par million (ppm), alors que celle-ci était de 270 à 280 ppm vers 1850. Elles contribuent aussi à augmenter les teneurs de l'air en méthane, en sulfates, en nitrates, en oxydes nitreux, en chlorofluorocarbones, etc.

Certes, les teneurs en gaz carbonique et en méthane résultent partiellement de causes naturelles. L'analyse, par le laboratoire de glaciologie et de physique

de l'environnement du CNRS de Grenoble et par le laboratoire de géochimie isotopique du CEA-CNRS de Saclay, des échantillons prélevés par les Soviétiques dans la calotte glaciaire antarctique, a montré que, pendant les 160 000 dernières années, les fluctuations de la teneur de l'air en gaz carbonique suivent fidèlement les variations de la température (Le Monde du 7 octobre 1987) : plus il fait froid, moins le gaz carbonique est abondant et inversement.

L'« effet de serre »

Le gaz carbonique ne représente guère que quelques ppm de l'atmosphère actuelle. Mais il joue un rôle essentiel : il renvoie vers la Terre le rayonnement infrarouge émis par notre planète chauffée par l'énergie solaire. C'est ce qu'on appelle l'« effet de serre » (2). Et n'oublions pas que les autres produits rejetés dans l'atmosphère par les activités humaines doubleraient, à eux tous, les effets du gaz carbonique.

YVONNE REBEYROL.

(Lire la suite page 24.)

(1) Il s'agit-là de la variation moyenne calculée pour toute la Terre. En fait, les variations sont très inégalement réparties. Elles doivent être d'une dizaine de degrés Celsius dans les hautes latitudes et de 1 à 2 degrés Celsius dans la zone intertropicale.

(2) Le verre ou le polyéthylène sont utilisés par les horticulteurs et les pépiniéristes pour l'effet de serre qu'ils produisent. Ils laissent passer la plus grande partie du rayonnement solaire de l'extérieur vers l'intérieur. Mais en sens inverse, seule passe la partie de ce rayonnement dont la longueur d'onde est plus grande que celle du rouge. L'infrarouge reste donc dans la serre et chauffe celle-ci.

Ciels d'usines

(Suite de la page 23.)

Notons que la vapeur d'eau — qui représente environ 0,3 % de l'atmosphère — est encore plus importante pour l'effet de serre. A eux deux, la vapeur d'eau et le gaz carbonique élèvent la température moyenne de la Terre au sol de 33° C. Rappelons que la température moyenne de la Terre, toutes régions confondues, est de 15° C. Sans gaz carbonique, toute l'eau présente sur notre planète serait gelée et ne pourrait donc contribuer à l'effet de serre — dont nous bénéficions.

Notons aussi que la Terre est la seule planète du système solaire sur laquelle l'eau est présente sous ses trois états : liquide, solide et gazeux. Cette situation exceptionnelle est le résultat d'un équilibre maintenu par des processus stabilisateurs, efficaces à l'échelle des temps géologiques, sans lesquels la Terre serait une planète morte, invivable, comme le sont Vénus et Mars. Mais n'oublions pas que les perspectives de l'espèce humaine ne s'expriment pas à l'échelle des temps géologiques...

Pour le moment, les spécialistes essaient de prévoir les variations climatiques engendrées par les activités humaines, en élaborant des modèles mathématiques de plus en plus sophistiqués. Mais encore faudrait-il connaître et comprendre les processus extrêmement complexes qui se produisent dans l'atmosphère et dans les océans et qui régissent le climat. Or les mesures de base manquent cruellement pour les océans, pour toute la zone intertropicale et pour l'hémisphère sud en général.



L'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Conseil international des unions scientifiques (ICSU) ont créé, en 1979, le Programme mondial de recherche sur le climat (PMRC), dont le secrétaire exécutif est M. Pierre Morel, professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI). Après neuf ans de réflexion, les

spécialistes qui participent aux travaux du PMRC ont élaboré un très vaste projet, Global Energy and Water Cycle Experiment (GEWEX), qui va être proposé en juin à l'OMM et en octobre à l'ICSU.

Le GEWEX est ambitieux. Il prévoit le lancement de trois « plates-formes spatiales polaires » (des satellites placés sur une orbite polaire), d'un satellite à orbite inclinée à 30° et de cinq satellites géostationnaires. Le GEWEX s'ajoute aux programmes déjà en cours dans le cadre du PMRC: par exemple, l'expérience sur la circulation océanique globale (WOCE), qui mettra en œuvre le satellite franco-américain Topex-Poseidon, le satellite européen ERS-1 et de très nombreuses campagnes océanographiques par bateau. Ainsi, espère-t-on avoir les premières données sur la dynamique et la cinématique du système global océan-atmosphère vers l'an 2000.

L'ensemble de ces projets sera sûrement très coûteux. Mais la perturbation prévisible du climat, créée par les activités humaines se produira dans un intervalle de temps de cinquante ans. Il s'agit là d'un temps très bref, qui est du même ordre de grandeur que le temps nécessaire à la mise en œuvre d'une technologie nouvelle (aviation ou électronique, par exemple). Il est donc urgent de se préparer à un changement climatique profond et inéluctable, qui bouleversera la vie des populations et l'économie. Ce qui impose que de connaître et de prévoir le mieux et le plus rapidement possible l'ampleur et la vitesse de ce changement.

YVONNE REBEYROL.

Croire au cru

(Suite de la page 23.)

Avec ses 11 jaunes d'œufs Jodelle reste malgré tout en deçà des records du monde détenus par les « pionniers » de l'instinctothérapie cités avec une pointe de fierté par Guy-Claude Burger dans la guerre du cru : 151 jaunes d'œuf en deux jours, 120 fruits de la passion en un repas, 1.300 kilo de miel en un dessert, 67 bananes en une journée. Le tableau est suivi d'un post-scriptum : « Ces records ont été battus pour la plupart par de grands malades qui s'en sont fort bien trouvés et dont les besoins spécifiques s'expliquent par un état particulièrement précoce. »

Car l'instinctothérapie se pique également de guérir. « La maladie n'est pas une fatalité, explique docement Guy-Claude Burger dans un dépliant sur le centre thérapeutique d'alimentation originelle Les Fontaines. Vous pouvez l'éviter en laissant à votre organisme la possibilité de choisir ce qu'il lui faut. »

L'instinctothérapie stimulerait un système de défense naturel rendu inopérant par des siècles d'alimentation cuite. Migraine, arthrose, rhumatisme, grippe, tout disparaîtrait comme par miracle avec les aliments originels.

Les patriarches de l'Ancien Testament eux-mêmes ne sauraient échapper à cette implacable logique. Si Adam, Seth, et Methusalem ont vécu plus de neuf cents ans, Abraham, Isaac, Israël ou Jacob, nés après le Déluge, sont morts avant l'âge atteint deux cents ans. « On dirait qu'après le Déluge il y avait eu une dégradation progressive, note Guy-Claude Burger. Les problèmes de santé semblent s'aggraver : les ulcères de Job, la peste qui frappe le peuple de David pendant la moisson du blé, j'attribuerais volontiers cette lente décoloration aux progrès de la cuisine. Au cours du temps, ses effets sur la santé et la durée de vie n'ont pu que s'intensifier. »

Mathusalem, patriarche « instincto ». De deux réveurs de ce paradis de la préhistoire ? Pas toujours. Avec le temps, les « instincto » se sont forgés un jargon métaphysico-scientifique où surnaissent quelques mots-clés : la détoxication, les phases lumineuses, la rééducation de l'instinct alimentaire, l'état d'interrogation-obéissance et la dénaturation thermique.

Plus qu'une intuition, l'instinctothérapie récemment rebaptisée anapostrophe est devenue un système. Et, au fil des années, Guy-Claude Burger est passé maître dans l'art de planer et là des références scientifiques qui met habilement bout à bout. Partielles tronquées, souvent remaniées, mais terriblement efficaces auprès de ses fidèles. Sa référence préférée demeure ainsi un article de 1982 de R. Derauche, intitulé « Pyrolyse des aliments et risques de toxicité ». Burger aime à résumer en quelques mots expéditifs : « Avec la nourriture cuite, on

absorbe une quantité de substances cancérigènes correspondant à deux paquets de cigarettes par jour. »

Le maître omet de distinguer la pyrolyse, le chauffage excessif qui fait apparaître des composés bruns, et la cuisson. Simple détail sans doute aussi que cette conclusion de M. Derauche : « Si la pyrolyse donne effectivement naissance à des substances mutagènes, cet effet ne signifie pas pour autant qu'elles soient cancéreuses. »

Des expériences invérifiables

Qu'importe. Les disciples de Burger, qui notent scrupuleusement ses paroles sur de grands cahiers d'écolier, ne songent guère à se plonger dans ce genre de littérature. La parole du maître leur suffit. Et cette parole énonce de véritables miracles. Dans un texte de 1983, *Nature contre cancer*, Guy-Claude Burger dresse la liste des « résultats déjà obtenus » : la guérison dans deux cas de leucémie myéloblastique, un cas de tumeur méningée, un cas de trachome trophoblastique avec métastases pulmonaires, trois cas de mélanome avec métastases diverses, un cas de carcinome avec des métastases pulmonaires importantes, un cas de sarcome lymphoblastique du pharynx et un cas de tumeur du col de l'utérus. Des résultats « tous aussi encourageants » auraient été obtenus avec « divers cas de maladies auto-immunes, comme la polyarthrite rhumatoïde, la sclérose en plaques ou l'ulcère variqueux ».

Où sont les études scientifiques qui pourraient appuyer de tels résultats ? Elles n'existent pas. Ces opérations seraient « très coûteuses », rétorque Guy-Claude Burger à ceux qui s'étonnent d'une telle désinvolture scientifique. Constatant l'absence de travaux expérimentaux ou d'essais chimiques, la Ligue suisse contre le cancer conclut d'ailleurs dans une étude publiée le 17 janvier dernier que « Burger énonce des informations péremptives basées sur des expériences anecdotiques et bien entendu invérifiables ».

C'est pourtant sur la foi de ces rumeurs de guérison miraculeuse que de grands malades se pressent à Montréau. Les déplorables roses de l'association ne proclament-ils pas : « Vous a-t-on dit que vous avez une maladie incurable ? Qui sait mieux que votre corps si elle est incurable ou non ? »

Dans les couloirs du château, l'on se raconte à mi-voix les histoires mystérieuses de ces rétablissements spectaculaires. Guy, vingt-six ans, cancéreux, remis sur pied grâce à l'instinctothérapie. Michel, dix-huit mois, leucémique, guéri après avoir absorbé 11 jaunes d'œuf par jour pendant six mois. Sans compter la propre légende du maître des lieux qui assure avoir vaincu son cancer de la gorge grâce à son alimentation.

La Ligue suisse contre le cancer précise qu'il s'agit d'une guérison liée à la fois à la chirurgie et à la radiothérapie.

Mais Roger n'a que faire de preuves scientifiques. Retraité depuis peu, il est atteint d'une forme de myopathie qui lui rend chaque jour plus faible. Aujourd'hui, pour marcher, cet ancien sportif doit s'aider d'une canne qui ne lui quitte plus.

Il y a quelques mois, entraîné par une amie « instincto ». Roger a décidé de jeter à la poubelle sa cortisone. Il rit encore en songeant au mauvais tour qu'il a alors joué à son médecin : « Je ne lui ai pas dit que j'avais arrêté mon traitement et il m'a trouvé mieux. Quand je lui ai avoué que je ne prenais plus de cortisone, il a été bien surpris. » Convaincu que son salut passe désormais par l'instinctothérapie, Roger suit les cours de Guy-Claude Burger en hochant gravement la tête.

Les couloirs de Montréau viennent rarement à connaître le destin de ceux que Guy-Claude Burger classe parmi ses échecs. Comme cette silhouette maladroite et épaisse, débarquée un beau matin dans le cabinet du professeur Marcel-François Kahn à l'hôpital Bichat à Paris. « Il s'agissait d'une jeune fille atteinte de polyarthrite qui n'était pas totalement satisfaite de nos résultats, raconte-t-il. Elle a suivi, dès avril 1987, un régime « instincto », accompagné d'un arrêt complet de son traitement. Lorsqu'elle est revenue trois mois plus tard, j'étais atterré : elle avait maigri de 14 kilos, ses règles s'étaient interrompues et elle perdait ses cheveux. Elle avait des carences en calcium, en minéraux et en protéines importantes. Elle présentait les mêmes symptômes que les personnes atteintes d'anorexie mentale. Il a fallu la réadmettre progressivement et elle a été régulièrement suivie par le service d'endocrinologie et par le service de nutrition de l'hôpital. Elle se remet peu à peu. »

Trois morts par négligence

Ces drames ont tout de même fini par ébranler certains des adeptes de Guy-Claude Burger. Dans le numéro 3 de l'*Éveil instinctif*, une publication « instincto » qui se veut « ni inconditionnelle ni iconoclaste », Jacques Fradin s'interroge sur « les problèmes pratiques d'un tel régime ». Et l'on découvre au détour d'un paragraphe consacré aux risques d'amalgamement le cas d'un pratiquant suisse, « instincto » depuis quatorze ans, « hospitalisé à l'extrême avant issue fatale pour dénutrition avancée ».

Plus inquiétante encore apparaît la méfiance naturelle des « instincto » pour la médecine, cet « acte d'orgueil » qui irrite tant Guy-

Claude Burger. Jacques Fradin, favorable à un suivi médical rigoureux relève trois cas de mort dramatiques : « Une personne morte de fièvre en plateau, une autre ayant attendu plus de six jours de fièvre en plateau et de céphalée occipitale avant de consulter et de découvrir qu'il s'agissait d'une typhoïde, une autre encore ayant arrêté son traitement immuno-suppresseur malgré une greffe d'organe. »

De nouveaux volontaires se présentent malgré tout régulièrement aux portes du château. Près le plus souvent à laisser tomber leur traitement du jour au lendemain. Les films que le centre présente en soirée dans le salon du château sont, d'ailleurs, de nature à entretenir les vœux les plus fragiles. Dans un court métrage, produit par le Centre d'écologie alimentaire, une institution créée par Burger dans son pays natal, la Suisse, le maître de Montréau s'interroge : « Le cancer ne serait-il pas le résultat de nos erreurs ? » Suit le témoignage invérifiable d'une femme affirmant s'être débarrassée d'un cancer généralisé en deux mois. Assise, à l'ombre d'une tonnelle fleurie, elle fixe la caméra en bénoissant cette guérison acquise, dit-elle « sans autre thérapeutique que l'alimentation ».

Cette thérapie 100 % naturelle n'a guère profité aux malades de la famille « instincto », elle, a prospéré. Installée dans un superbe château rénové, à quelques kilomètres de Provins, les fidèles de Burger semblent à l'abri du besoin. Cette « médecine holistique » est d'ailleurs coûteuse : un week-end d'introduction donnant droit aux cours de Guy-Claude Burger revient à 1.220 francs et le prix des stages de huit jours dépasse 4.000 francs, non remboursés par la Sécurité sociale.

Au tarif normal, un couple désirant passer quatre semaines à Montréau doit déboursé plus de 30.000 francs. « Victimes de leur succès », disent-ils, les Burger se sont également originalement ne se trouvant pas dans les rayons des supermarchés, ils ont fondé un label, Orkos, et un réseau de distribution qui couvre désormais la quasi-totalité du territoire. On y trouve, à la fois, du miel en rayons, des algues Kombu, des avocats « sauvages », des fruits « bio » et de la viande « instincto » issue d'animaux élevés aux aliments crus.

Toutes ces précautions justifient, dit-on à Montréau, les prix élevés de ces marchandises parallèles. « La santé n'a pas de prix », chuchote la femme de Roger en souriant. « Ils sont tellement bons pour nous, ici. » Déçu par la médecine, abattu par la maladie, trompé par de faux espoirs, ils restent fidèles à Montréau. Pour quel résultat ?

ANNE CHEMIN.

LE CANCER PAR CORRESPONDANCE

A la suite de la publication dans le Monde du 16 avril d'un article critiquant l'initiative de l'ARC (Association pour la recherche sur le cancer), baptisée « Grande enquête nationale de l'ARC », le professeur Léon Schwarzenberg, l'un des responsables de cette campagne, nous demande de publier le texte ci-dessous au titre du droit de réponse.

VOUS écrivez : « Une série parfois fort longue d'examen biologiques est indiquée. » La réponse au questionnaire rempli comporte un avertissement que « les indications données ne constituent pas un diagnostic et que le document adressé n'est ni une ordonnance ni une prescription médicale, les examens étant mentionnés à titre indicatif. »

« Un spécialiste de la santé publique aurait souligné que la plupart des examens que l'on demande aux médecins de prescrire n'ont jamais prouvé leur efficacité en matière de dépistage collectif : il s'agit en réalité d'un dépistage individuel, puisque établi en réponse à un questionnaire nominatif. »

« De très nombreuses réponses correspondent à des bilans de santé pouvant aller jusqu'à des sommes équivalentes à 10.000 F. Dans la réponse, il est spécifié : « Pour en savoir plus, nous vous recommandons de consulter votre médecin. Par ses connaissances médicales et les ressources médicales de votre région, il pourra vous aider à assurer, s'il le juge nécessaire, un dépistage efficace. » Dépistage qui, appliqué à des personnes à haut risque, évite une dépense de dix à vingt fois plus élevée en cas de maladie. »

« Cette opération représenterait une introduction très critiquable d'un tiers anonyme dans la relation médecin-malade : il est indiqué, selon les cas, de consulter un ORL, un cardiologue, un dermatologue, un neurologue, etc. En quoi est-il critiquable de recommander, à un individu qui déclare ressentir certains troubles, de consulter ? Surtout lorsqu'on sait que 40 % de Français disent ne pas avoir de médecin traitant. »

« La Caisse nationale d'assurance-maladie réduits la conséquence financière d'une telle opération, surtout à une époque où l'on entend réduire les dépenses de santé, mais, en

théorie, les caisses de Sécurité sociale ne prennent pas en charge le coût d'examen dits de dépistage. » Si cela est vrai :

1) En quoi le niveau des dépenses de santé augmenterait-il puisqu'il s'agirait de dépenses privées ? 2) Cela signifierait une médecine à deux niveaux : celui des personnes aisées, qui auraient droit au dépistage, celui des personnes défavorisées, qui n'y auraient pas accès. Il faut tout faire, au nom de la justice sociale, pour que le dépistage soit remboursé par la Sécurité sociale ; 3) Un malade dépisté à temps, c'est un malade guéri, une vie sauvée, un bénéfice pour la collectivité ; un malade diagnostiqué trop tard, c'est un malade condamné, une vie perdue, une perte pour la collectivité.

Utile ou inutile ?

« Quant à l'efficacité de la grande majorité des examens indiqués : inutile, la frottée vaginale systématique qui a prouvé son utilité au Danemark, où le cancer du col de l'utérus a presque disparu ? Inutile la mammographie systématique qui a prouvé son utilité au Suède, aux Etats-Unis, qui va être effectuée dans le nord de la France : on sait qu'avec elle on pourra sauver neuf mille femmes par an. Trop cher ? Pour qui ? Pour la femme qui va être guérie ? Inutile, la coloscopie systématique, l'examen systématique de la prostate, qui permettraient d'empêcher la mort de quelques dizaines de milliers de personnes chaque année ? »

« Certains médecins français sont inquiets : les directeurs de la recherche du Massachusetts General Hospital à Boston, de l'Institut national du cancer à Washington, de l'Institut national du cancer à Lille, ne sont pas beaucoup moins ; ils ont demandé à étudier ce questionnaire qui leur paraît une avancée importante pour le dépistage des cancers et un excellent moyen de responsabiliser les citoyens sur leur état de santé. »

L'évaluation du coût des dépistages est d'autant plus élevée que l'on accorde moins de prix à la valeur d'une vie humaine.

LÉON SCHWARZENBERG.

Avis autorisés

L'ensemble des critiques formulées sur la « Grande enquête nationale de l'ARC » ont été reprises, en présence du professeur Léon Schwarzenberg, le mercredi 27 mai, par le Comité national pour l'évaluation médicale. Les spécialistes réunis au sein de ce comité ont notamment fait valoir la « faiblesse technique » du questionnaire de l'ARC, qui fut élaboré sans tenir compte des avis des experts qui avaient initialement été consultés. Les membres du Comité national pour l'évaluation médicale ont également fait remarquer que cette opération, à laquelle ne participaient que des volontaires, n'avait aucune valeur statistique ou épidémiologique. Ils se sont enfin inquiétés des conséquences financières induites par des examens complémentaires coûteux dont l'efficacité, en matière de dépistage, est souvent très discutée.

Par ailleurs, de nombreux médecins, inquiets des conséquences de l'initiative spectaculaire de l'ARC sur la qualité des relations qu'ils entretiennent avec leurs malades, ont vigoureusement protesté auprès de leurs représentants ordinaires.

Enfin, le professeur Jean-Pierre Etienne, président du haut comité médical de la Sécurité sociale, a fait savoir, par

écrit, aux responsables du Conseil national de l'ordre des médecins son opinion sur l'initiative de l'ARC. Le professeur Etienne écrit notamment que celle-ci suscite chez lui « les plus vives réserves ». Il s'agit selon lui d'une démarche dont la valeur scientifique est contestable, et certains des examens complémentaires proposés sont soit inadéquats, soit sans aucune justification. « J'ajoute, écrit-il, que la liste de ces examens donne une idée fautive des rôles respectifs du médecin généraliste et du médecin spécialiste et aboutit à une véritable désinformation des individus concernés sur l'utilisation rationnelle des examens complémentaires. Il est grave que toute cette procédure soit placée sous le patronage d'une commission scientifique et médicale, d'ailleurs anonyme. [...] L'initiative de l'ARC, scientifiquement contestable et psychologiquement imprudente, ne favorise pas une démarche de prévention raisonnable et un bon usage du système de soins. Elle ne peut qu'entraîner des examens médicalement inadéquats et inutilement coûteux pour les individus et pour la collectivité. Est-ce bien le rôle d'une association reconnue d'utilité publique ? »

J.-Y. N. et F. N.

usines lambiot
 2 de l'usine et
 GENIEUR
 ch
 pose
 de notre
 mir, c'est 90

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

usines lambiotte

NIÈVRE

Cette Société emploie 210 personnes à PREMERY (58). C'est la plus importante usine française de fabrication de charbon de bois à usage industriel et domestique. Une importante activité chimique consiste à distiller les jus pyrolytiques issus de cette fabrication et à produire des dérivés de chimie fine : acétates, arômes alimentaires... Elle exporte 50 % de sa production. Sa gestion est saine.

Cette filiale à 100 % ATOCHEM groupe elf aquitaine propose, suite à une mutation dans le groupe, le poste de n° 2 de l'usine et du siège à un

INGENIEUR GÉNIE CHIMIQUE

qui sera plus spécialement chargé de la partie Distillation avec l'aide de 3 ingénieurs. Il participera à l'ensemble de la vie de la Société, tant sur le plan Production qu'en ce qui concerne la Gestion, le Commercial, les Relations Sociales... Il sera donc impliqué dans l'ensemble de la vie d'une PME.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Génie Chimique (ou Chimiste) de 35 ans ou plus, ayant doublé son expérience de la production dans des industries de process en continu par une expérience ou à tout le moins un goût pour la Gestion et le Commercial.

Il est capable de mener une conversation technique ou de téléphoner en anglais.

Merci d'adresser CV et lettre de motivation sous référence M/103/BG (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

Société de conception et réalisation de progiciels, nous comptons parmi notre clientèle plus d'une centaine d'établissements intervenant sur les marchés financiers : banques, compagnies d'assurance, sociétés de bourse, directions financières d'entreprises... Pour notre informatique, outil majeur de notre développement, nous recherchons un

Responsable informatique

progiciels marchés financiers

Rattaché au directeur général, il intervient au sein d'une équipe jeune et dynamique pour assurer

- l'évolution de l'architecture de nos systèmes de production : unité centrale VAX, outils de développement, réseaux...
- l'animation de l'équipe de cinq informaticiens chargés de concevoir et de réaliser nos produits de marché et d'aide à la décision
- la pérennité des progiciels ainsi réalisés : normes, méthodes, contrôle qualité...

Nous souhaitons confier ce poste à un jeune ingénieur - X, ENST, ENSIMAG... - possédant de 3 à 5 années d'expérience. Il se révèle très rapidement apte à traiter de problèmes techniques autant que capable d'intégrer le devenir de nos systèmes en synergie avec la stratégie de l'entreprise. La connaissance des environnements VAX, des architectures de réseaux décentralisés avec leurs aspects télécom facilitent la prise de responsabilité.

Michel DHEUR, notre conseil, étudiera avec soin en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8806.180 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

chef de projet, posez la clé de voûte de notre nouvelle informatique

Solide groupe du tertiaire (Paris), nous avons lancé un schéma directeur visant une refonte de notre système d'information autour, aujourd'hui, d'un DPS8 et renforçons par le haut notre équipe Etudes.

Vous conduisez de l'analyse fonctionnelle jusqu'au pilotage de la réalisation (10 p.) notre projet clé en faisant la part belle à la méthodologie et l'organisation. Votre réussite allée à vos qualités d'animateur, vous assure la voie de la responsabilité des Etudes.

De formation bac + 5, vous avez acquis à 30/35 ans une bonne expérience en conduite de projets dans un environnement DB/DC mais pas nécessairement BULL. Vous pratiquez une méthodologie et avez encore des choses à prouver.

Notre consultante, Mlle S. BLAIN, vous remercie de lui écrire (réf. 5274 LM) à «Carrières de l'Informatique»

ALEXANDRE TIC S.A. 16, RUE ROYALE - 75001 PARIS LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

JEUNE ETABLISSEMENT FINANCIER

Implanté dans le quartier de la Bourse et leader dans les activités de marché, nous connaissons une très forte expansion (les conséquences de la crise financière sont pour les autres !). Bâissant le cœur de notre système d'information, nous cherchons

un chef de projet comptabilité/finances

responsable de ce secteur informatique-clé

De formation supérieure, vous avez acquis, en 4 ans, une bonne culture bancaire ou financière. Venez concevoir un outil souple et intégré : recours aux logiciels du marché, développement interne ou mixage des deux. A vous de déterminer le bon choix. (réf. 5272 LM)

un chef de projet «base clients»

interlocuteur privilégié de nos utilisateurs

Votre expérience peut être plus courte mais votre carrière est comparable. Vous avez déjà tâté aux moyens de paiement. Vous aurez la responsabilité de développer notre base clients et les outils sophistiqués de simulation que nous y associons. (réf. 5273 LM)

Venez rejoindre une équipe «commando» qui se constitue et travailler en prise directe avec notre directeur informatique. Tout est à faire et nous avons de quoi vous étonner !

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire sa réf. corr. à «Carrières de l'Informatique»

ALEXANDRE TIC S.A. 16, RUE ROYALE - 75001 PARIS LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

INGENIEURS DEBUTANTS ou PREMIERE EXPERIENCE

ACTEURS DE NOTRE MUTATION TECHNOLOGIQUE : UN CHALLENGE AMBITIEUX POUR DE JEUNES INGENIEURS "QUI EN VEULENT"...

THOMSON BRANDT ARMEMENTS. Notre activité, l'étude et la fabrication de systèmes d'armes, s'inscrit dans un contexte international aux enjeux stratégiques technologiques et humains capitaux. Pour conforter notre position parmi les leaders mondiaux, nous nous sommes engagés dans une importante mutation technologique : passer des armements classiques aux armements dits "intelligents" répondant à des exigences technologiques pointues. Nos Directions Technique, Industrielle et Qualité souhaitent associer à cette mutation, challenge des années à venir, des jeunes ingénieurs à "fort potentiel" pour intégrer notre établissement de la FERTE SAINT AUBIN, au sud d'ORLEANS.

Pour notre Direction Technique :

INGENIEURS ETUDES ET DEVELOPPEMENT

SUP AERO - ENSMA - ENSICA...

Spécialisé en aérodynamisme, vous êtes chargé du choix, de la mise au point de méthodes de calculs et de l'exploitation de spécifications. Réf.925901

AM ou équivalent

Spécialisé en mécanique, vous assurez la conduite d'études sur ensembles mécaniques et pyromécaniques et la conception de mécanismes et calculs de structure. Réf.925902

Pour notre Direction Qualité :

ADJOINT AU CHEF DE SERVICE QUALITE FABRICATION

INGENIEUR ELECTRONICIEN

De l'approbation du dossier d'exécution jusqu'au traitement des non-conformités et rebuts, vous veillez au respect de la politique qualité : évaluation des procédés de fabrication par audits et inspections, et assurez la promotion de la qualité dans les ateliers. Réf.925903

Pour notre Direction Industrielle :

INGENIEUR PRODUITS

AM ou équivalent

Responsable d'un ou plusieurs produits, vous devez assurer leur industrialisation (dossier, outillages, moyens...), et leur mise en production. Chargé de la gestion et du suivi de votre produit (planning, coûts...), vous êtes l'interface entre les différentes directions : technique, commerciale et qualité. La connaissance de l'anglais est indispensable, des connaissances en pyrotechnie seraient très appréciées. Réf.925905

Ces postes tournés vers l'avenir offrent de larges perspectives d'ouvertures sur des produits et programmes au niveau national et international et l'accès à des responsabilités industrielles majeures.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) en précisant la réf. du poste choisi à Evelyne BOSSENIE - THOMSON BRANDT ARMEMENTS - 45240 LA FERTE SAINT AUBIN.



S'unir, c'est gagner



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Compagnie Générale d'Informatique

DIPLÔMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SCIENTIFIQUES

Engagez votre vie professionnelle dans un métier d'avenir, dans une société qui vous permette d'acquies rapidement des connaissances et une expérience valorisantes.


CGI propose à 300 jeunes comme vous un avenir dans l'informatique

Après une formation éprouvée aux méthodes et outils de l'informatique (MERISE, PACBASE...) vous serez intégrés aux équipes opérationnelles de CGI, l'une des premières et des plus solides Sociétés d'Ingénierie et de Conseil en Informatique.

Vous prendrez en charge chez nos clients des missions d'envergure croissante où vous pourrez renforcer et diversifier vos compétences, développer votre goût des responsabilités et votre créativité.

A terme, vous aurez acquis une maîtrise des techniques informatiques et une connaissance de la gestion des entreprises. Vous pourrez alors choisir une évolution conforme à vos qualités personnelles et à vos ambitions.

Adresser lettre et C.V., sous référence JLP/M 688 à Madame JAMET, CGI, 28/34, rue du Château-des-Rentiers - 75640 PARIS - Cedex 13


Compagnie Générale d'Informatique
 L'énergie créative

Valeo

Alternateurs Démarrateurs

Ingénieur Responsable du Groupe Assemblage

Directement rattaché au Responsable du Département Industriel et Technique, vous avez pour mission de définir et mettre en place les organisations et les équipements destinés à l'assemblage des produits finis, en fonction des besoins de la Division. Vous serez à l'origine du "projet ASSEMBLAGE" avec un objectif d'automatisation maximale.

Nous recherchons un Ingénieur de formation Grande Ecole ayant une expérience des fabrications et de l'assemblage en grandes séries de 5 ans minimum, particulièrement motivé et capable de mener à terme des projets d'envergure. **Réf. 15**

Ingénieur Responsable de Groupe Méthodes

Directement rattaché au Responsable du Département Industriel et Technique, vous avez la responsabilité méthodologique d'un atelier de fabrication de séries et de vos clients :

- améliorer les technologies, les équipements et les organisations
- participer à l'évolution des produits et à la maîtrise de la qualité.

Vous serez à l'origine du "projet MÉTHODES" avec un objectif d'automatisation maximale.

Nous recherchons un Ingénieur de formation Grande Ecole ayant une expérience des fabrications et de l'assemblage en grandes séries de 5 ans minimum, particulièrement motivé et capable de mener à terme des projets d'envergure. **Réf. 16**

Ingénieur Méthodes

Au sein du Département Industriel et Technique, pour instruire des projets d'industrialisations et d'automatisations de nos produits fabriqués en séries, nous recherchons un Ingénieur diplômé ayant une première expérience industrielle réussie démontrant son dynamisme dans la réalisation de projets importants.

Pour chacun de ces postes, la connaissance d'un autre langage étranger est vivement souhaitée.

Nous appliquons une politique de gestion des Ingénieurs et Cadres basée sur la polyvalence et l'évolution de carrière dans le Groupe et offre une rémunération motivante pour des candidats de valeur.

Si la perspective de rejoindre le Département Industriel vous intéresse, merci de nous adresser : C.V. ainsi qu'une photo sous référence choisie à Valeo, Division Alternateurs - Direction des Ressources Humaines - à l'attention de Monsieur RACLIN - Route de Montreuil 92630 ÉTAPLES S/MER

Valeo Le spécialiste mondial de l'équipement automobile

Stéphanie LACROIX
Les armées s.a.

A MURET, le GROUPE LACROIX conçoit, fabrique et commercialise des PRODUITS PYROTECHNIQUES MILITAIRES destinés à l'AR 1.

Au sein du DÉPARTEMENT ARMEMENT, la DIVISION CONTRE MESURES recherche, étudie, développe des LEZARDS passifs à mise en œuvre pyrotechnique, destinés à l'auto-protection de cibles. Deux postes sont à pourvoir :

Ingénieur de recherche contre mesures

Rattaché à la cellule "ÉTUDES ET RECHERCHE CONTRE MESURES" cet ingénieur, pour le compte de Clients français et étrangers, conduit des "ÉTUDES AMONT" de LEZARDS destinés à tromper les Missiles (à auto-détection RADAR ou IR) ou les Torpilles.

Il est donc confronté à des techniques très variées appliquées aux véhicules lanceurs (Rouquettes, Moréras...) et aux charges utiles (fusées, compositions pyrotechniques, réflecteurs, bouillottes...). Dans ce contexte d'innovation et de performances techniques, il collabore étroitement avec les Commerciaux, le BE, les Protos, la Production, il entretient des contacts fréquents avec les Consultants Scientifiques Extérieurs.

Il gère les budgets alloués pour ses Contrats, prenant en compte les impératifs humains, économiques et industriels de l'Entreprise. Il rédige les rapports de synthèses.

INGÉNIEUR DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE, expérimenté ou même débutant, il fait posséder de très bonnes bases dans l'UN des DOMAINES suivants : chimie de l'oxydo-réduction, physique thermique et thermochimie, optique visible et IR, optique physique de l'interaction rayonnement-matière, optique électromagnétique et radar, ou acoustique sous-marine et sonars... Déplacements à prévoir. **Réf. M 9022.**

Ingénieur de projet contre mesures

Il doit mener à bien l'exécution de Contrats d'Etudes ou de Projets de développement de Produits destinés à l'auto-protection de cibles maritimes ou terrestres.

Il pilote l'ensemble de ses opérations : il analyse le besoin exprimé, met en forme les spécifications techniques, coordonne les activités des différents Services impliqués : BE, Protos, Qualité, Production...

Vis-à-vis des Ingénieurs d'Affaires, il est responsable des objectifs de coûts de revient, et de la tenue des délais contractuels.

Vis-à-vis des Clients, il doit respecter l'ensemble des clauses techniques, et les plannings.

Ce poste s'adresse à un INGÉNIEUR diplômé Grande Ecole, 30 ans, qui possède une première expérience d'Ingénieur d'Etudes, et souhaite évoluer vers une fonction de Responsable de Projet. Il a de solides connaissances en aérodynamique et propulsion, et s'intéresse à la PYROTECHNIE.

Le poste est basé à MURET, mais il suppose des déplacements et des contacts fréquents avec les Clients. **Réf. M 9025.**

ANGLAIS "FLUENT" et maîtrise de l'INFORMATIQUE demandés pour ces deux postes.

Merci d'envoyer votre lettre de motivation, accompagnée d'un C.V. détaillé (photo), préférences salaires sous la référence correspondante, à Cabinet LAUTREC LEPY "Division Recrutement" 35, rue des Couteliers 31000 TOULOUSE. Réponse et totale discrétion assurées.

marie-françoise lautrec lepy - Conseiller d'Entreprise

PILOTEZ NOS ESSAIS MOTEURS

OROGIL

Ingénieur mécanicien

Notre société (830 personnes), filiale de CHEVRON CHEMICAL, est spécialisée dans la fabrication et l'étude des additifs pour les huiles de lubrification.

Ingénieur mécanicien

Vous êtes responsable de la qualité et de la fiabilité de nos additifs.

Rattaché au responsable du service Essais Moteurs, vous prenez en charge la mise en route et la coordination de tous les essais.

Vous disposez pour cela des moyens du laboratoire d'application OROGIL et de la base de données CHEVRON CHEMICAL. Vous aurez aussi de nombreux contacts avec les laboratoires extérieurs français et étrangers.

Familiarisé avec l'informatique, vous serez en mesure de développer un système performant de traitement des données en collaboration étroite avec les Etats-Unis.

Vous serez un interlocuteur de notre société auprès des constructeurs de moteurs, des autorités administratives (homologations) et des organismes professionnels internationaux.

Ingénieur de formation mécanique, une première expérience de 3 à 5 ans en laboratoire dans l'industrie chimique, chez un constructeur automobile ou chez un pétrolier vous permet de maîtriser parfaitement la technique des lubrifiants. Vous aimez le sang-froid et la maîtrise du pilote de courses avec la rigueur technique de l'ingénieur, ces atouts vous permettront d'évoluer au sein d'OROGIL et de CHEVRON CHEMICAL.

Une parfaite connaissance de l'anglais et si possible de l'allemand technique est nécessaire.

Les déplacements sont à prévoir en Europe et aux Etats-Unis.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. LM 33 B à notre conseil : ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS.

NOTRE METIER : LA FIABILITE **ARCO**

L'AVENIR, SUR TOUS LES AXES

INGENIEURS EN INFORMATIQUE

AXA (Drouot, Mutualité Unies, Présence, M.P.G., AXA International...) 1^{er} groupe privé français d'assurances, réalise 25 % du C.A. à l'international, une croissance forte et affirme sa volonté de devenir un des premiers groupes européens d'ici 1992.

Notre informatique c'est :

- une architecture informatique permettant de mettre en commun pour l'ensemble des sociétés du Groupe : les données, les fonctions utilisateurs, les outils techniques,
- l'intégration de toutes les nouvelles techniques : langages structurés type Pascal, systèmes experts, EAO, bases de données distribuées, communication programme à programme...
- un environnement moderne et standard : OS/2, token ring, LU6.2, MVS, DB2, CICS, NETVIEW...
- une équipe jeune de très haut niveau,
- un management très peu bureaucratique ;
- la responsabilité de son projet de A à Z.

Tous ces travaux se font en liaison étroite avec les utilisateurs et les sites informatiques des sociétés du Groupe.

AXA

INGENIEURS CHEFS DE PROJETS

Diplômés d'études supérieures scientifiques ou informatiques, vous possédez une première expérience de la micro-informatique ou de gros systèmes (Réf. JRL/CP/LM)

INGENIEURS DEBUTANTS

Diplômés d'une Grande Ecole, que vous ayez une spécialisation informatique ou non, une FORMATION de plusieurs mois est assurée. (Réf. JRL/ID/LM)

Au sein d'une petite équipe très autonome, spécialisée en recherche et développement, vous définirez et metrez en œuvre l'une des architectures informatiques suivantes :

- architecture centrale :
- développement des systèmes centralisés (sites IBM) et réseaux de télécommunications,
- architecture locale :
- développement des systèmes locaux à base de micros (réseau local ou multi-postes) tous interconnectés,
- conception d'un nouveau poste de travail qui intègre bureautique, informatique, systèmes expert, EAO,
- architecture de données :
- développement de l'ensemble des bases de données communes au Groupe (produits, tarifs, contrats, données de gestion, tableaux de bord, budget...).

Ces postes sont à pourvoir à PARIS.

Adressez votre manuscrite + C.V., + préférences, en précisant la référence du poste choisi à AXA - Catherine PAVAGEAU - 40, rue du Colisée - 75008 PARIS.

Société en expansion fabriquant du matériel de transport, des engins spéciaux, du matériel agricole et de voirie.

La notoriété de notre entreprise repose sur :

- les innovations,
- les compétences,
- la qualité.

Afin d'atteindre nos objectifs, nous misons sur notre capital humain et pour renforcer nos différents bureaux d'études :

- B.E. Recherche et Développement,
- B.E. Production.

Nous recherchons :

DES INGENIEURS DIPLOMES

Réf. ING

motivés par nos fabrications, de profil A.M. ou équivalent, ayant des connaissances en DAO

UN DESSINATEUR NIVEAU BTS / DUT

Réf. DES - Option B.E.

- Les candidatures de débutants pourraient être envisagées.

Nous attendons une lettre manuscrite, C.V., photo et préférences en précisant la référence du poste choisi à notre siège NICOLAS - BP 3 - 89290 CHAMPS SUR YONNE.

Les entreprises ont connu des révolutions en raison de la baisse de la demande et de la restructuration. Les bénéfices sont également des pressions. Pour la durée, moins d'une semaine, d'Angleterre à...

Les...

Le...

M. Tal...

La France et l'...

des opérations conjoint...

SOMMAIRE

■ Les entreprises japonaises ont connu des résultats exceptionnels en raison de la croissance de la demande intérieure et de la restructuration industrielle. Les banques annoncent également des profits en forte progression (lire ci-dessous).
■ Pour la deuxième fois en moins d'une semaine, la Banque d'Angleterre a relevé les taux d'intervention sur le marché

monétaire. Elle a été suivie par les grandes banques britanniques (lire ci-dessous).
■ L'examen du nouvel impôt sur les grandes fortunes est reporté à l'automne (lire page 32).
■ Les autorités fédérales américaines ont fermé deux caisses d'épargne californiennes insolubles pratiquant des taux

d'intérêt plus élevés que ceux du marché. Elles vont verser aux déposants l'équivalent de 1,35 milliard de francs (lire page 28).
■ Après EDF, Gaz de France demande à son tour un contrat-plan. Il souhaite que ses tarifs soient alignés en partie sur les prix mondiaux et ne dépendent plus de la politique de l'indice (lire page 28).

BILLET

Compagnies aériennes et Europe des patries

M. Jacques Friedman, président d'Air France, exprime l'opinion majoritaire des dirigeants des grandes compagnies aériennes européennes lorsqu'il déclare, comme il l'a fait le lundi 6 juin, que « l'ère des fusions entre les compagnies de différentes nationalités n'est pas encore arrivée ».

Il n'est que de voir les difficultés rencontrées par le scandale SAS, qui a tenté en vain d'acheter British Caledonian, puis le belge Sabena, et a discuté avec le finlandais Finnair, et qui connaît quelques difficultés pour reprendre 40 % du capital de l'argentin Aerolíneas Argentinas l'été prochain, pour se rendre compte de la difficulté de l'opération. British Caledonian, puis le belge Sabena, et a discuté avec le finlandais Finnair, et qui connaît quelques difficultés pour reprendre 40 % du capital de l'argentin Aerolíneas Argentinas l'été prochain, pour se rendre compte de la difficulté de l'opération.

Ces accords ne sont qu'un moyen de reculer le moment où il faudra aux transporteurs aériens affronter la pleine concurrence et son cortège de rationalisations et de rachats. Suffira-t-il alors à Iberia de privatiser 45 % de son capital et à Austrian de céder en Bourse 49 % pour acquiescer à sa suppression financière nécessaire à ses affrontements ? Les Etats devront-ils fusionner plusieurs de leurs compagnies nationales ?

En France, on n'est pas si sûr et on se demande toujours, au Parti socialiste par exemple, s'il est raisonnable de conserver trois compagnies - Air France, Air Inter, UTA - alors que deux, ou une, seraient mieux à même de contrer les concurrents et alliés européens. Le gouvernement devra décider, avant la fin de l'année, l'ordre de bataille qu'adoptent les ailes françaises dans la perspective de 1993.

ALAIN FAUJAS.

Hausse des chiffres d'affaires et des bénéfices Les sociétés japonaises en plein boom

TOKYO

de notre correspondant

Les résultats les plus significatifs sont ceux obtenus par des entreprises de secteurs a priori en difficulté en raison de la valorisation du yen ou de la conjoncture internationale. Dans la première catégorie, le cas des fabricants de produits électroniques témoigne d'un redressement étonnant. Les géants de l'électronique avaient crié à la catastrophe au cours des deux premières années qui ont suivi le réajustement des monnaies en 1985, et qui s'était traduit par une flambée du yen rendant leurs produits plus chers sur les marchés étrangers.

Aujourd'hui, non seulement ils réalisent à nouveau des profits mais encore ils estiment que la tendance va se poursuivre. Pour les principaux d'entre eux, les bilans sont roses : Sony (36 milliards de yens de bénéfices avant impôts, soit +46,8 %), Fujitsu (42 milliards, +122 %), NEC, le premier constructeur mondial de semi-conducteurs (37 milliards de yens, +33 %). Toshiba et Hitachi enregistrent des résultats comparables (respectivement +58 % et +49 %).

En 1986, une enquête de la chambre de commerce de Tokyo estimait que seules 3,3 % des entreprises seraient capables de résister à une hausse de la monnaie japonaise au-delà des 160 yens pour un dollar. Deux ans plus tard, en mai 1988, le dollar oscille autour de 125 yens. Pourtant, non contents d'avoir encaissé le choc, la plupart des entreprises enregistrent des bénéfices.

Assurément, des facteurs sectoriels ont joué dans ces succès quasi insolents. Dans le cas des six principaux fabricants d'acier, qui, après avoir enregistré des déficits globaux de 468 milliards de yens, ont dégagé cette année des bénéfices de plus de 115 milliards, l'accélération de leur programme d'automatisation et la réduction des emplois conjuguées à une relance de la demande favorisée par les grands travaux publics, ont eu des effets positifs, compensant une réduction de 15,3 % des exportations. En outre, la réalisation de certains avoirs (notamment des terrains) a contribué, à hauteur de 80 milliards de yens, à accroître les bénéfices.

La vigueur de la demande interne

Dans l'électronique, deux facteurs se sont conjugués. Une conjoncture favorable, la relance de la construction de logements en 1987 ayant stimulé l'achat de nouveaux équipements. Ce « boom » du logement a été accompagné, en outre, avec un cycle de remplacement des appareils ménagers et de l'électronique de grande consommation (TV, vidéo, etc.). Ce type de produits a de surcroît profité du nouvel appétit de consommer de jeunes qui disposent de moyens et sont de véritables « clients ». Les fabricants ont enfin recueilli les fruits d'une réorganisa-

tion de leur production et, notamment, d'une délocalisation d'une partie de celle-ci. Ceux qui, comme Aïwa, n'ont pas réussi à se reconstruire, ont subi une délocalisation de leur production, en conséquence.

Mais ces données sectorielles ne doivent pas masquer des facteurs favorables plus généraux comme la vigueur de la demande interne, qui avait été sous-estimée par les experts japonais eux-mêmes. La progression des salaires, pour limitée qu'elle ait été compte tenu de la richesse globale du pays, ne s'est pas moins traduite par une progression des dépenses des ménages (la stabilisation des prix ayant facilité cette évolution). A Tokyo, par exemple, les ventes dans les grands magasins ont augmenté en mai de 10,1 % et les ventes des voitures neuves de 19,1 %.

L'accroissement des dépenses publiques, grâce au plan de relance de 6540 milliards de yens, voté en juillet dernier, conjugué à une réduction des taux d'intérêt, a également favorisé la demande interne.

Un second facteur positif fut l'effet de la valorisation du yen sur le prix des matières premières et des semi-produits importés. En raison de la poussée du yen et de la chute des cours de l'énergie, la facture énergétique japonaise a été réduite de 57,3 % en deux ans (1985-1987), ce qui a permis aux Japonais de faire, l'année dernière, une économie de 53 milliards de dollars. Pour les entreprises, cette évolution s'est traduite en moindres coûts. En revanche, les exportations n'ont été que partiellement affectées par le changement de la parité yen-dollar, les industriels s'étant efforcés de réduire les marges pour conserver leurs parts de marché (en volume, les exportations n'ont diminué que de 3,3 %).

Les entreprises ont en outre bénéficié d'autres « effets de richesse ».

Elles ont répercuté avec parcimonie les avantages de prix obtenus à l'importation sur les prix à la consommation : ainsi, en avril, en moyenne annuelle, les prix de gros avaient baissé de 2,5 % mais les prix à la consommation avaient augmenté de 0,5 %. Une « astuce » qui a permis de compenser partiellement la baisse des recettes à l'exportation. Enfin, la plupart des entreprises ont largement profité des opérations financières auxquelles elles se sont livrées depuis trois ans, spéculant sur le yen ou à la Bourse : autant de profits qui ont permis de grossir les bénéfices dégagés dans les comptes d'exploitation et qui ont contribué à augmenter leurs capacités d'autofinancement.

Un effort de restructuration

Car il n'y a pas que des subterfuges dans les processus des entreprises nippones. Loin de là. Ces succès sont aussi, et peut-être surtout, le résultat d'un vigoureux effort de restructuration afin de s'adapter à l'environnement. Cette réorientation s'est opérée suivant deux axes. Tout d'abord, comme ils l'ont toujours fait dans le passé, les japonais ont fortement réinvesti : entre 1980 et 1988, le taux d'investissement industriel au Japon a été le plus élevé des pays de l'OCDE. Cette année, il pourrait dépasser 20 % du PNB. Ensuite, ils ont accéléré leur politique de « dégraissage » : entre 1985 et 1987, la réduction des emplois dans le secteur industriel a atteint le chiffre de deux cent quatre-vingt mille. Une bonne part des gains de productivité ont été en fait obtenus par des réductions d'effectifs.

Même si l'expansion du secteur des services, qui a créé un million et demi d'emplois entre 1986 et 1987, compense partiellement les pertes d'emplois dans le secteur industriel, le coût social de la restructuration n'est pas moins sensible : ce ne sont pas, en effet, les mêmes catégories sociales qui sont touchées par les licenciements et l'embauche dans le secteur tertiaire. Le taux de chômage, même officiel, c'est-à-dire sous-estimé, paraît donc appelé à augmenter.

Tant la croissance du secteur tertiaire que le souci des industriels de concentrer leur effort sur les produits haut de gamme, à forte valeur ajoutée, rejaillissent sur la périphérie d'autres productions soit significatives de la nouvelle physiologie de l'économie japonaise. Mais la reconversion du modèle de croissance nippon, dont le moteur est désormais moins externe qu'intérieur, est loin d'être achevée, soulignent les observateurs. Par conséquent, les équilibres sont encore fragiles et des reversements de tendances ne sont peut-être pas à exclure, malgré l'insolente aisance avec laquelle les entreprises se sont adaptées à la nouvelle donne économique.

PHILIPPE PONS.

Engagée depuis deux ans

La chasse aux « cols blancs » continue chez IBM

Le redéploiement des effectifs engagés depuis près de deux ans par IBM va continuer : le président du numéro mondial de l'informatique, M. John Akers, a annoncé le lundi 6 juin que « des milliers » de « cols blancs » allaient être envoyés « au front ».

« L'estime que nous pouvons avoir plus de salariés au feu, développant, fabriquant, vendant et supportant la production, plutôt que des gens observant ces fonctions », a-t-il notamment déclaré.

La décentralisation va être poursuivie : « plus IBM est décentralisée, mieux c'est », a ajouté M. Akers.

Depuis qu'il a pris la présidence d'IBM, il y a deux ans, le groupe a réduit de 16 000 personnes ses effectifs, revenus à 385 000, et reconvertis 21 000 salariés.

Des résultats exceptionnels pour les banques commerciales

Les treize principales banques commerciales du pays ont indiqué des bénéfices avant impôts records, grâce, notamment, au développement du crédit et des transactions boursières.

La Dai-ichi Kangyo Bank, première banque mondiale par ses actifs, a dégagé, avec un produit brut bancaire en hausse de 19,3 %, un bénéfice net après impôts en progression de 34,4 %. Il atteint 133,2 milliards de yens (près de 6 milliards de francs), plus du double du bénéfice net de la première banque commerciale française, la BNP.

La Sumitomo Bank a annoncé un bénéfice net de 111,24 milliards de yens (plus 93,9 % par rapport à 1986). Le Fuij Bank, 228 milliards (plus 28,7 %) et le Mitsubishi Bank 121 milliards (plus 29,3 %).

Tant parti du dynamisme de l'investissement immobilier au cours de l'année écoulée, les quatre grandes entreprises de la construction japonaise ont également réalisé des bénéfices en forte hausse, d'après les résultats publiés vendredi 27 mai.

Shimizu Corp, le numéro un de la profession, a vu ses ventes progresser de 18,2 % d'une année sur l'autre et son bénéfice net augmenter de 17 % à 10,5 milliards de yens (près de 480 millions de francs). Les profits de Taihei Corp et ceux de Obayashi Corp ont été respectivement de 19,4 % et de 48 %.

Défaitaires en 1986, les principales entreprises sidérurgiques japonaises sont redevenues bénéficiaires en 1987. Elles attribuent leur redressement à leurs efforts de rationalisation, à la diversification de leurs projets et à l'accroissement de la demande locale. La production japonaise d'acier a progressé de 5,7 % en 1987, à 101,9 millions de tonnes.

Nippon Steel, le numéro un du secteur, a dégagé, en 1987, un bénéfice net de 31,9 milliards de yens (près de 1,5 milliard de francs) alors que ses pertes s'élevaient à 13,1 milliards de yens l'année précédente.

M. Takeshita à Paris

La France et le Japon envisagent des opérations conjointes en faveur du tiers-monde

Grand marché européen, échanges, endettement du tiers-monde, ces trois thèmes ont dominé l'entretien du premier ministre japonais, M. Noboru Takeshita, et du président François Mitterrand, lundi 6 juin à Paris. A quelques jours du sommet des pays industrialisés à Toronto, le chef du gouvernement nippon cherchait, lors de son étape parisienne comme lors de l'ensemble d'une tournée qui devait se terminer mardi 7 juin à Bruxelles, à persuader ses interlocuteurs de la sincérité de son pays lorsqu'il assure vouloir réduire son excédent commercial et prendre une plus large part de l'aide au tiers-monde.

A son côté, qui n'a pas manqué de souhaiter une « plus grande parité » du marché japonais aux produits français, M. Takeshita a fait valoir les progrès réalisés par le

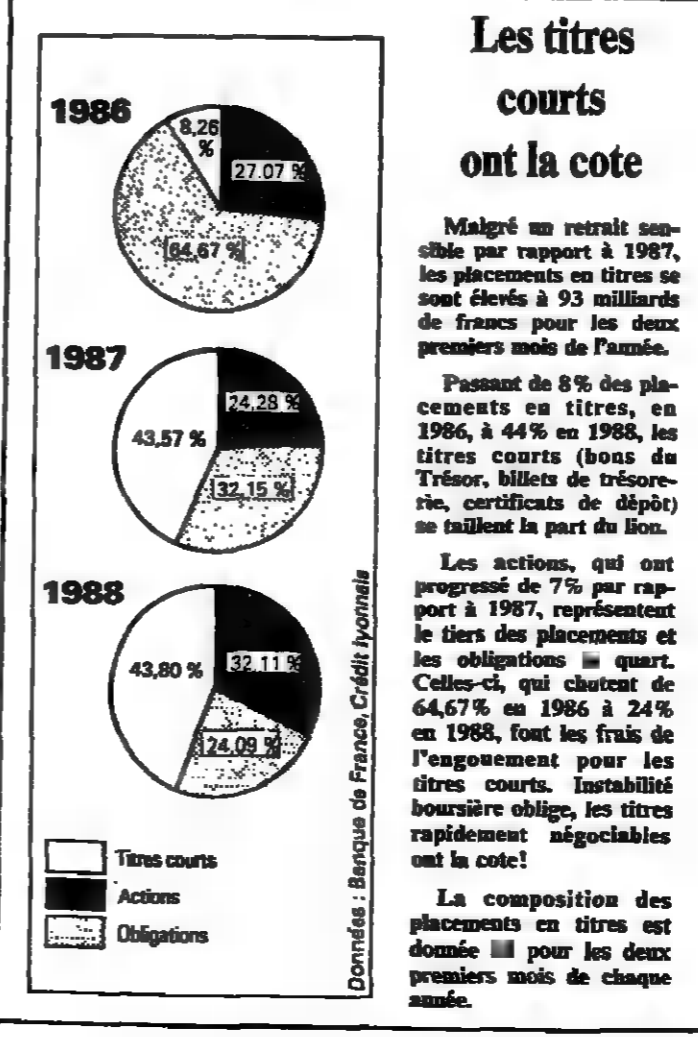
Japon pour recentrer sa croissance sur la demande interne, au détriment des exportations. La cause était entendue. La France aimerait éviter que des déséquilibres ne « réveillent les protectionnistes ».

Quant au Japon, qui ne cesse de se féliciter du principe même de la création d'un marché unique européen à la fin de 1992, il laisse pointer son inquiétude à l'idée de voir ce vaste ensemble de douze Etats se refermer à ses exportations. Un point dont M. Takeshita devait parler plus longuement à Bruxelles, le mardi 7 juin, avec le président de la Commission, M. Jacques Delors.

Mais il est un dossier sur lequel Français et Japonais semblent prêts à faire assaut de bonne volonté, à Toronto, celui de l'aide aux pays endettés et notamment aux plus

démunis d'entre eux, en majorité africains. M. Mitterrand, estimant que les pays industriels sont jusqu'à présent « restés à la surface des choses », a souligné la nécessité d'« aller beaucoup plus loin ».

Jusqu'à présent, les japonais s'en tiennent à leur projet de recyclage de leurs excédents à hauteur de 30 milliards de dollars (d'évalués face aux yens) en trois ans. Sur ce montant, Tokyo pourrait débloquer rapidement 500 millions de dollars en faveur de l'Afrique. Plus que des fonds nouveaux, la France entend envisager des formes d'action nouvelles, mais le chef du gouvernement japonais s'est déclaré « intéressé » par les suggestions du président Mitterrand d'opérations conjointes franco-japonaises en faveur du tiers-monde.



Économie

AVIS

CREDITEL

AFFAIRES

Après le rachat de GE-RCA

Thomson filialise ses activités d'électronique grand public

Le groupe Thomson réorganise sa division d'électronique grand public (téléviseurs, magnétoscopes, hi-fi...). Onze mois après le rachat des activités exercées dans cette branche par la firme américaine General Electric-RCA, ses dirigeants annoncent le rattachement de ces actifs à la branche française correspondante au sein d'une nouvelle filiale baptisée Thomson Consumer Electronics (TCE), française en dépit de son nom.

Avec un chiffre d'affaires évalué à 11 milliards de francs, soit 6 milliards de dollars, TCE se classera au troisième rang mondial derrière le japonais Matsushita et le néerlandais Philips. Un bel ensemble, fort de quarante usines réparties dans dix-sept pays, qui emploieront environ cinquante mille personnes. Il sera dirigé par M. Pierre Garcia, PDG de l'ancienne division Thomson grand public.

Mais les dirigeants de Thomson ne se sont pas bornés à faire une réorganisation juridique. Ils ont procédé à des modifications structurelles en créant quatre nouvelles branches : télévision, le vidéo, les tubes et l'audio, chacune couvrant, à l'échelon mondial, l'intégralité des

activités qui lui incombent. Les produits électro-ménagers (5 milliards de francs de chiffre d'affaires), qui dépendaient de l'ancien Thomson grand public, ne relèvent plus de la compétence de TCE et seront directement rattachés au holding Thomson SA. Enfin, trois divisions centrales sont créées pour la recherche et le développement, technologie et le commerce.

Cette réorganisation était attendue depuis la démission surprise en avril dernier de M. Richard Miller, ancien patron de la division grand public de General Electric-RCA, donné jusqu'à cette date comme le nouvel homme fort de la future TCE.

L'entrée en Bourse

La direction française en a décidé autrement et c'est à son rival, M. Joseph Fogliano, qu'a été confiée la tâche redoutable de diriger la branche télévision. « L'objectif est de faire jouer les synergies au niveau mondial », précise le communiqué publié par Thomson. M. Fogliano devra donc, comme les

trois autres patrons de branche, allonger les séries, ce qui ne lui sera pas facile avec les trois standards européens (PAL, SECAM) et américain (NTSC).

An-delà du cadre fixé, Thomson se lance résolument dans le combat, avec la concurrence du Sud-Est asiatique et prend le pari de consolider sa troisième place avec 7 millions de téléviseurs, 3,5 millions de magnétoscopes et 3 millions de tubes, au moment où l'électronique grand public est à la veille de prendre un virage technologique décisif. L'avènement, avant l'an 2000, de la télévision haute définition (TVHD) redistribuera les cartes. TCE dispose à cet égard de deux atouts non négligeables : il est chef de file du nouveau standard européen de télévision, le H 2 Mac Paquet, dont la naissance est prévue dès le lancement du satellite de télédiffusion TDF-1, et possède la technologie du disque compact effaçable et réinscriptible, pour lequel il a reçu au début de 1988 le prix de l'innovation économique en Allemagne fédérale.

A l'automne 1987, M. Alain Gomez, PDG du groupe, avait révélé que 20 milliards de francs seraient investis au cours des dix prochaines années dans l'électronique grand public, principalement à cette fin. Si l'ambition existe, encore faudra-t-il trouver cet argent. La branche grand public est en décalage pour l'heure par rapport à la concurrence. Pour 1987, l'ancien Thomson grand public avait eu un résultat d'exploitation positif, mais ses comptes s'étaient soldés par un léger déficit de 80 millions de francs. La constitution de TCE pourrait bien préfigurer l'entrée en Bourse de cette filiale, comme M. Gomez l'annonçait depuis déjà plusieurs années.

ANDRÉ DESSOT.

En raison de leurs difficultés financières

Deux caisses d'épargne sont fermées par les autorités bancaires américaines

Les autorités bancaires américaines ont décidé, le lundi 6 juin, la fermeture de deux caisses d'épargne situées en Californie. Les épargnants seront dédommés pour une somme globale de 1,35 milliard de dollars. Ce montant est un record et ces fermetures sont inédites.

Les quelques 3 100 caisses d'épargne américaines souffrent toutes de difficultés du fait du recul continu du taux d'épargne des ménages depuis quinze ans (moins de 4 % en 1986 contre plus de 9 % en 1974), mais celles des régions en crise sont touchées plus particulièrement. Ainsi, en 1984, une caisse du Texas avait dû être liquidée, ce qui avait coûté 300 millions de dollars, le précédent record.

En 1987, les pertes de la profession se sont élevées à 6,8 milliards de dollars, un niveau jamais atteint

depuis la grande dépression des années 30. Les deux tiers des caisses ont gagné 6,6 milliards de dollars mais 1/3 tiers restant a accumulé 13,4 milliards de pertes.

En général, le Federal Loan Bank Board, l'organisme de tutelle, préfère fusionner les caisses malades plutôt que de les fermer. Mais il s'est aperçu, que pour attirer ou simplement conserver leurs clients, les plus atteints des organismes proposent des taux plus élevés qui déstabilisent à leur tour les caisses plus valides. Ainsi North American Savings & Loans Association et American Diversified Savings Bank, les deux caisses fermées, offraient respectivement 8,53 % et 8,64 % à leurs clients contre une moyenne nationale de 7,08 %. Le Bank Board a donc voulu apurer le marché de ces pratiques contagieuses.

CIME

CENTRE INTERNATIONAL de MANAGEMENT des ENTREPRISES

MASTÈRE SPÉCIALISÉ MANAGEMENT RECHERCHE INNOVATION

LES NOUVEAUX MÉTIERS DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Gestionnaires ■ développeurs d'innovations, responsables de ■ Recherche-Développement

COLLABORATION INTERNATIONALE

avec Brunel University of West London E.A.D.A. Barcelone, I.A.D.E. Madrid, grands groupes industriels internationaux.

CANDIDATS

Diplômés des Grandes Écoles de Commerce ou d'Ingénieur D.E.A. ou Doctorat Universitaires ou équivalents.

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS ■ 24 JUIN 1988

Informations : Marie MEYEL - Tél. 40 37 34 34. GROUPE E.S.C. NANTES 8, ROUTE DE LA JONLIÈRE - B.P. 72 44003 NANTES CÉDEX 01 Membre du Chapitre Management de la Conférence des Grandes Écoles



SOCIAL

Le financement de la Sécurité sociale

En attendant le rapport du Conseil économique...

Que va proposer le Conseil économique et social pour assurer l'équilibre du régime général de Sécurité sociale, et notamment pour l'organisation et le financement de l'assurance-vieillesse, points essentiels de la saisine gouvernementale le Monde du 11 février ? La réponse n'est évidemment pas sans intérêt, le Conseil économique réunissant nombre de partenaires concernés.

Du coup, depuis quelques jours, les « révélations » se sont accumulées. L'Humanité, le jeudi 2 juin, puis la Tribune de l'Expansion, le lundi 6, ont « révélé » les grandes lignes d'un « rapport » du Conseil économique et social. Le document en question reprend un certain nombre de propositions des « sages » ou du rapport Schopflin (le Monde du 14 mars 1987), notamment l'allongement de la durée de cotisation nécessaire (au moins à terme) pour obtenir une retraite à taux plein, la prise en compte de la totalité de la carrière (et non plus seulement des dix meilleures années, un financement spécifique des charges « non contributives » - c'est-à-dire ne correspondant pas à des cotisations, - une contribution généralisée portant sur tous les revenus pour assurer l'équilibre de la Sécurité sociale.

Le texte ajoute certaines propositions parfois provocantes, comme une cotisation d'assurance-maladie modulée selon le nombre d'ayants-droits (enfants ou conjoint), l'allègement de la cotisation maladie des retraités sur celles des actifs, la prise en charge publique des cotisations complémentaires des personnes à faibles revenus (« aide personnalisée à la santé » déjà préconisée par le rapport Naouri-Nora de 1980).

Le hic, c'est que ce « rapport » n'existe pas encore. Ces propositions figurent dans des documents de travail (« projets de propositions »).

ÉNERGIE

En marge du congrès mondial de Washington

Gaz de France réclame un contrat de plan pluriannuel

WASHINGTON de notre envoyée spéciale

Après l'électricité, le gaz. Gaz de France, menacé comme EDF de retomber dans le rouge cette année en raison du blocage de ses tarifs depuis un an, après 30 % de baisse depuis 1986 (le Monde du 4 juin), souhaite à son tour négocier avec l'Etat un contrat de plan afin d'imaginer un système de contrôle plus intelligent. a déclaré M. Jacques Fournier, président de GDF, lundi 6 juin. Partant en marge du vingt-troisième congrès mondial du gaz, lequel réunit à Washington du 6 au 9 juin tous les grands pays producteurs et consommateurs de gaz naturel, le président et le directeur général de l'établissement ont vivement critiqué le système actuel qui soumet l'évolution des tarifs gaziers français aux hasards de l'indice et du calendrier politique.

Dénonçant le « coup par coup » actuel, ils ont souhaité négocier avec l'Etat un contrat pluriannuel fixant des règles d'évolution concertées. Les tarifs, a expliqué M. Pierre Caronnet, directeur général, varient pour plus de la moitié en fonction du coût des approvisionnements en gaz importé et, pour le reste, en fonction de la valeur ajoutée de l'établissement. Le contrat de plan, a-t-il suggéré, pourrait prévoir, d'une part, une formule de répercussion automatique des coûts d'approvisionnement indexée donc sur le pétrole et le dollar et, d'autre part, en contrepartie d'engagements de productivité, une évolution peu ou prou liée à l'indice des prix français. GDF, dans ces conditions, retrouverait la liberté de fixer la date de ses mouvements tarifaires.

L'expérience récente de l'établissement montre amplement les défauts du système actuel. Comme tous les gaziers, GDF paye en dollars le gaz importé sur la base de formules indexées sur l'évolution des produits pétroliers avec un décalage moyen de neuf mois. Mais alors que le gouvernement l'a incité à répercuter pleinement la baisse des coûts résultant de la chute des cours du brut et de celle du dollar en 1986, il a par contre refusé au début de 1988 d'accroître les tarifs de 4 %, après un renchérissement des cours du brut l'an dernier - de moins de 15 à 18 dollars le baril.

Résultat : GDF, même s'il obtient prochainement du nouveau gouvernement tout ou partie de la hausse de tarifs réclamée en janvier, ne pourra pas rattraper en six mois les manques à gagner du premier semestre et ne pourra pas éviter un déficit pour l'année 1988, à moins, comme il le demande, que l'Etat autorise à ne pas payer d'intérêts sur les dotations en capital. Une solution ponctuelle mais nécessaire ■ GDF veut éviter d'aggraver de nouveau son endettement, déjà lourd de 18 milliards de francs (contre 32 milliards il y a trois ans) pour un chiffre d'affaires total de 40 milliards, ■ ses frais financiers, représentant 20 % de la valeur ajoutée.

A plus long terme, GDF souhaite donc « vivement sortir de ce régime » et négocier dès l'automne un contrat de plan. « On doit pouvoir trouver des règles intelligentes de fonctionnement des entreprises publiques », a assuré M. Jacques Fournier.

VÉRONIQUE MAURUS.

Avec le Monde sur Minitel

ESC MONTPELLIER, ESC MARSEILLE, ESC BORDEAUX

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

soumis à la section spécialisée du CES par le rapporteur, M. Yvon Chotard (CNPF) depuis plusieurs semaines (assurance-maladie ■ 5 mai, famille le 9, vieillesse le 17) ou récemment (financement le 31 mai et dont une grande partie n'a pas été encore discutée.

En effet, M. Yvon Chotard a conçu la préparation de son rapport comme les négociations dont il a eu la pratique lorsqu'il présidait la commission sociale du CNPF. Après quelques séances de discussion générale, il a soumis ces propositions au débat. Mais celui-ci est loin d'être achevé. En particulier, il est à peine entamé pour l'assurance-vieillesse, pas du tout pour le financement - notamment l'allègement de la cotisation d'assurance-maladie des retraités sur celle des actifs ou sa modulation... Cette dernière suggestion, rejetée par la quasi-totalité des

syndicats, a peu de chances d'être retenue dans le rapport... que M. Chotard n'a pas encore rédigé.

M. Chotard n'a pas caché son intention de réaliser pour la Sécurité sociale une opération semblable à celle opérée pour l'UNEDIC en 1984 : séparer « l'assurance » de la « solidarité ». Mais cette séparation n'est pas évidente.

Il est normal que le Parti communiste, à la veille d'une échéance électorale, rende publiques des propositions qui lui paraissent viser au « démantèlement » de la protection sociale et que la CGT en fasse autant pour mobiliser en vue de sa journée d'action du 16 juin. Il n'est pas surprenant que M. Chotard reprenne des idées du CNPF ou des milieux patronaux. Mais de là à ce qu'elles soient retenues dans le rapport final, il y a encore loin...

G. H.

DANS LES ENTREPRISES

Travail intermittent contre précarité à La Redoute

La direction des affaires sociales de La Redoute-Catalogue, à Lille, prépare deux mesures pour septembre afin de faire reculer l'embauche et réduire la précarité de l'emploi. Soixante-quinze salariés sous contrat à durée déterminée seront embauchés pour une durée indéterminée, une première vague ayant déjà touché quarante agents opérationnels. Ensuite, deux cents contrats de travail par intermittence vont être proposés en priorité aux personnes employées en contrat à durée déterminée. Chaque contrat, élaboré au cas par cas, garantira jusqu'à mille quatre cents heures de travail par an et correspondra à un contrat à durée indéterminée. En contrepartie, seront définies des périodes indicatives de travail, en fonction de la saison. Celles-ci sont partagées entre les périodes rouges (présence obligatoire), bleues (activité moyenne et aléatoire), et blanches (libres ou volontaires). Par cette formule, les travailleurs intermittents bénéficieront de la sécurité de l'emploi, seront rémunérés mensuellement tout au long de l'année et obtiendront tous les avantages sociaux de la maison.

LE GROUPE BSN a donné son accord de principe à un échange annuel d'informations avec les syndicats des pays européens où il est implanté et qui sont affiliés à l'Union internationale des travailleurs de l'automobile, IUTA (ce qui exclut la CGT et les commissions ouvrières espagnoles). Les premiers contacts avaient commencé en 1984 et ont abouti à deux rencontres européennes à Genève les 30 mars 1987 et 15 avril 1988. Lors de la seconde réunion avec des syndicalistes de France, d'Allemagne, d'Italie, de Belgique, d'Espagne, d'Autriche et des Pays-Bas, Antoine Riboud a évoqué la politique générale de la multinationale et l'intégration de General Biscuit au groupe. Prochain rendez-vous en 1988.

CHEZ TECHNIP (société d'ingénierie), les syndicats CGT et

CFDT ont appelé les mille cinq cent cinquante salariés à entamer « une grève totale reconductible chaque jour à partir du mardi 7 juin ». Il s'agit d'obtenir de la direction qu'elle revienne sur sa décision d'adhérer à la convention collective de Syntec (le Monde du 2 juin), jugée moins avantageuse que celle du pétrole dont relève jusqu'alors la société. L'affiliation sera effective à partir du 16 juin.

LE GROUPE LEGRAND (appareillage électrique d'installation basse tension), onze mille sept cents salariés, a lancé un vaste programme de formation pour adapter le personnel aux nouvelles technologies et au recours à l'informatique à tous les stades de la fabrication. Le taux consacré à la formation représente près de 4 % de la masse salariale.

REPÈRES

Charges locatives

Baisse en région parisienne

Les charges locatives ont baissé en région parisienne en 1987 dans les immeubles dotés d'équipements de confort collectif, selon une étude publiée par la Confédération nationale des administrateurs de biens (CNAB). Cette baisse, qui va jusqu'à 8,8 %, provient essentiellement de la diminution du coût de l'énergie, celle-ci compensant certaines hausses importantes, comme celles des honoraires des syndics. Cependant, les charges des immeubles construits avant 1948 sans confort collectif ont progressé de 12,64 % en francs courants et celles des immeubles de grande hauteur de 14,3 %.

Budget

Adoption par le Sénat américain

Le Sénat américain a adopté, le lundi 6 juin, la version définitive du projet budgétaire pour l'exercice fiscal 1989. En prévoyant des dépenses de 1100 milliards de dollars et un déficit de 135,3 milliards, le projet se conforme à la loi Gramm-Rudman, qui fixe le déficit autorisé à 136 milliards de dollars, plafond au-delà duquel sont opérées des réductions de dépenses automatiques. Le calcul du déficit prévu tient compte des estimations optimistes de la Maison Blanche, qui pourraient être dépassées si les taux d'intérêt continuent à augmenter et si le gouvernement fédéral poursuit ses aides aux institutions bancaires en difficultés.

Déficit commercial

Réduction aux États-Unis

Le déficit de la balance commerciale américaine pour le premier trimestre, calculé sur la base de la balance des paiements, a été de 35,9 milliards de dollars, soit une baisse de 13 % par rapport aux 41,2 milliards du quatrième trimestre 1987.

La balance commerciale américaine, calculée sur cette base, exclut les échanges commerciaux de certains matériels militaires et est corrigée des variations saisonnières, à la différence des chiffres publiés mensuellement sur les déclarations en douane.

Sur la base de la balance des paiements, les exportations se sont élevées à 74,7 milliards de dollars au premier trimestre contre 68 milliards au quatrième. Les importations ont atteint 110,6 milliards contre 109,2 milliards. - (AFP.)

Chômage

Stabilisation en RFA

Le nombre de chômeurs en RFA a diminué de 5% (- 112 500 personnes) en mai 1988, par rapport à avril, en données brutes. Avec 2,15 millions de sans-emplois, le taux de chômage s'établit à 7,5 % de la population active, contre 7,9 % le mois dernier. Mais ce recul est imputable à des facteurs saisonniers, puisqu'en données corrigées des variations saisonnières, le marché du travail a stagné, souligne M. Heinrich Franck, président de l'Office fédéral du travail. On recense même 50 400 chômeurs supplémentaires sur un an, soit une augmentation de 2,5 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 26 mai 1988 sous la présidence de M. Henri Filho a approuvé les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1987. L'activité de CREDITEL s'est déroulée à un rythme soutenu au cours de l'exercice 1987.

En matière de financement des Télécommunications, le protocole 1987 porte sur un montant global de 750 millions de F, soit le montant d'engagement le plus élevé contracté avec les PTT depuis 1974.

En ce qui concerne l'activité immobilière, les nouvelles opérations contractées en 1987 ont atteint 111,8 MF à rapprocher de 80 MF en 1986, portant les engagements cumulés de CREDITEL depuis sa création à un total de 456,5 MF (+ 33 % par rapport à 1986) se rapportant à 36 opérations.

Le résultat net ressort à 52,5 MF contre 51,6 MF en 1986. L'assemblée générale a décidé la distribution d'un dividende de 13 F par action.

Dans son allocution, le président a annoncé que le résultat, en légère progression par rapport à l'exercice précédent, comportait une nouvelle augmentation significative du résultat immobilier dont la part, abstraction faite des droits d'enregistrement, s'établit à près de 25 % du total.

Pour 1988, dans un contexte de stabilité des investissements de FRANCE TELECOM, la part des autorisations d'engagements réservées aux sociétés de financement a été ramenée à 1,8 milliard de F TTC (contre 3,65 milliards de francs, montant exceptionnel en 1987). On peut raisonnablement augurer que le recours aux sociétés de financement restera sensiblement à ce niveau au cours des prochaines années malgré la capacité d'autofinancement croissant de FRANCE TELECOM.

La contribution de CREDITEL pour 1988 devrait être légèrement supérieure à 360 MF TTC, correspondant sensiblement à la moyenne des trois protocoles 1984 à 1986.

Du côté SICOMI, les investissements dépasseront probablement leur montant de 1987 et à la fin de l'exercice, le taux de couverture des fonds propres totaux par les immobilisations nettes du secteur locatif devrait approcher 90 %.

Le conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue des assemblées a renouvelé M. Henri Filho dans ses fonctions de président directeur général de la société.

Il a fixé au 17 juin 1988 la date de mise en paiement du dividende au titre du dernier exercice.

CHARGEURS S.A.

L'assemblée générale ordinaire tenue le 2 juin 1988, sous la présidence de Jérôme Seydoux, a approuvé les comptes de l'exercice 1987 et décidé de distribuer un dividende de 12 francs par action (contre 6 francs en 1987), plus avoir fiscal, qui sera mis en paiement le 30 juin.

L'objectif de Chargeurs S.A., déjà indiqué à l'assemblée de l'an dernier, est de doubler son chiffre d'affaires et ses bénéfices entre 1986 et 1991. Dans cette perspective, Chargeurs S.A., après son désengagement dans le secteur des lignes régulières maritimes et dans celui de la fabrication de tennis, a acquis au cours des six derniers mois 90 % du capital de Roudière, 75 % du capital de Paul et Jean Tiberghien, la totalité des participations détenues jusqu'alors par Prouvost S.A. dans les secteurs du peignage, du négoce et de tissus de laine, et revendu en Bourse sa participation dans Prouvost S.A. UTA a, de son côté, racheté notamment les actions détenues par Chargeurs S.A., porté à 35,8 % sa participation dans Air Inter, et préparé l'ouverture de nouvelles lignes sur les destinations Est/Ouest et en Europe.

France 5 a déposé le 3 mai dernier devant le Tribunal administratif de Paris une demande d'indemnisation pour la résiliation en 1987 de sa concession. Chargeurs S.A. n'a pas souscrit à l'augmentation de capital décidée récemment par la Cinq S.A., sa participation étant de ce fait ramenée aux environs de 7,5 %.

Compte tenu de la bonne marche des anciennes participations, Jérôme Seydoux a conclu en indiquant que le bénéfice net consolidé 1988 devrait être supérieur à celui de 1987.



L'assemblée générale ordinaire de la Banque française d'investissement, qui s'est tenue le 31 mai 1988 sous la présidence d'honneur de M. Paul Beaulieu, a approuvé les comptes de l'exercice 1987, tels qu'arrêtés par le conseil d'administration du 27 avril 1988, dégageant un bénéfice net de F 4 856 031, en augmentation par rapport à celui de 1986 (F 1 729 952), année de création de la BFI. L'assemblée générale ordinaire a ratifié la cooptation d'un nouvel administrateur, M. Joël Vieux, ainsi que le transfert du siège social dans les nouveaux locaux de la BFI, 46, rue Lauriston, 75116 Paris. Rappelons qu'en 1987 la BFI avait exclusivement une activité de banque d'affaires et de crédit. Depuis le 1^{er} janvier 1988, elle s'est développée, sous l'impulsion de son directeur général, M. Christian Bourson, avec la création d'un département financier, et notamment la reprise du siège MATIF de Crédit mutuel agricole et rural Artois-Picardie-Provence-Aquitaine (CMARAPPA).

Technocic

La Sicav de la conquête du futur

Comptes de l'exercice clos le 31.03.1988 approuvés par le Conseil d'Administration du 16 mai 1988.

Actif net au 31.03.1988 : F 80.949.613,03

Valeur liquidative au 13.05.1988 : F 1.059,48

Performance entre le 31.12.1987 et le 13.05.1988 : +12,23%

Dividende proposé : F 31,88 + F 5,84 d'avoir fiscal

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.



COMPTES CONSOLIDÉS 1987

Le conseil d'administration, réuni le 31 mai 1988 sous la présidence de M. Remond de La Genière, a examiné les comptes consolidés du groupe Suez de l'exercice 1987.

Le périmètre de consolidation du groupe a été affecté principalement, au cours de l'exercice 1987, par l'entrée de filiales intégrées : WI Carr et l'Union financière de France, et par la sortie de la Banque Vercors et commerciale de Paris. Le groupe Suez a en outre porté sa participation à 100 % dans la banque Sofinco et dans la Banque parisienne de crédit.

A méthode comparable, le résultat courant s'élève à 1,437 milliard contre 1,410 milliard en 1986 et le résultat sur opérations en capital à 763 millions contre 961 millions, soit un résultat net

total de 2,2 milliards contre 2,3 milliards. Compte tenu des modifications des règles d'évaluation d'une catégorie de titres de portefeuille à rotation rapide, conformes aux normes internationales et aux recommandations de la Commission bancaire, adoptées dans le groupe depuis le 1^{er} janvier 1987, le résultat total publié ressort à 2,133 milliards.

Les principaux agrégats consolidés du groupe Suez sont les suivants :

Total du bilan	343,0 milliards
Fonds propres, part du groupe	18,8 milliards
Fonds propres, provisions et intérêts hors groupe	33,8 milliards
Crédits distribués	168,0 milliards
Dépôts	97,3 milliards

Cette annonce est publiée à titre d'information



COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN

a introduit ses actions à la Bourse d'Amsterdam

Cette opération a été réalisée à Amsterdam et Paris par le

CREDIT LYONNAIS

CREDIT LYONNAIS BANK NEDERLAND N.V.

AMSTERDAM
458, Herengracht
1017 CA, Amsterdam

CREDIT LYONNAIS

PARIS
19, boulevard des Italiens
75002 Paris

Avril 1988

CREDIT LYONNAIS LE POUVOIR DE DIRE OUI

INVITATION



La CGE
donne
rendez-vous à
ses actionnaires
le 15 juin
1988

L'Assemblée générale ordinaire de la CGE aura lieu le 15 juin 1988 à 14 h 30, au Palais de Chaillot, Place du Trocadéro, à Paris.

Les actionnaires souhaitant participer à cette Assemblée peuvent le faire en demandant, avant le 10 juin 1988, une carte d'admission à l'intermédiaire financier auprès duquel sont déposées leurs actions. Les actionnaires souhaitant voter par correspondance ou par procuration peuvent demander les documents nécessaires également à leur intermédiaire financier, à qui ils devront les renvoyer au plus tard le 10 juin 1988.

Dans tous les cas, les actionnaires doivent immobiliser leurs titres jusqu'au 15 juin 1988 inclus auprès de leur intermédiaire financier.

A l'occasion de cette Assemblée générale, la CGE entend donner à ses actionnaires une information complète sur la vie et les résultats de son Groupe, dans la ligne des actions qu'elle a déjà réalisées dans ce sens : service Minitel et permanence téléphonique, bulletin trimestriel adressé aux actionnaires qui se font connaître, réunions d'informations, campagnes publicitaires... Pour les actionnaires qui ne peuvent assister à l'Assemblée générale, la CGE en publiera des comptes rendus dans la presse dans les jours qui suivront.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ - CGE
Service de l'Information Financière
et des Relations avec les Actionnaires
Minitel : 3615 CGE - Téléphone : (1) 42 561 561

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Marchés financiers

Nouveau regroupement dans le luxe Vuitton va racheter Givenchy Couture

Louis Vuitton va racheter les sociétés du groupe Givenchy Couture, aux termes d'un accord de principe annoncé le lundi 6 juin par le célèbre bagagiste. A la suite de cette opération - qui devrait se dénouer dans les mois à venir au vu de la conclusion des audits - Givenchy va être réuni puisqu'Louis Vuitton est déjà propriétaire des parfums Givenchy, M. Hubert de Givenchy poursuivra son rôle de créateur au sein des sociétés de son groupe (150 millions de francs de chiffre d'affaires environ). La semaine dernière, le titre LVMH Most Hennessy-Louis Vuitton avait flambé à la Bourse de Paris: le 3 juin, il cédait à 2 385 F contre 2 144 le 27 mai.

Le pétrolier américain Texaco vend sa filiale ouest-allemande

Le pétrolier américain Texaco va vendre sa filiale ouest-allemande au premier producteur d'électricité de RFA, la Rheinisch Westfälisches Elektrizitätswerk AG (RWE). La Deutsche Texaco AG, vendue pour 1,25 milliard de dollars (7 milliards de francs), sera fusionnée avec les activités pétrolières de RWE, au sein d'une filiale détenue à 100%. L'opération donnera naissance à un groupe disposant d'une capacité annuelle de raffinage de 12 millions de tonnes et commercialisant 13 millions de tonnes de carburants. Il gèrera plus de deux mille stations-service en RFA.

RWE négocie actuellement avec le groupe pétrolier norvégien Statoil pour que celui-ci prenne une participation dans ce nouvel ensemble. Un tel accord permettrait d'assurer son approvisionnement en brut à long terme.

La transaction entre RWE et la Deutsche Texaco AG reste soumise à l'approbation de l'Office fédéral des cartes, attendu d'ici à la fin du mois de juin.

Rolls-Royce et ABB fabriqueront ensemble des turbines électriques à gaz

Les associations industrielles se poursuivent dans le monde de la turbine à gaz destinée à produire de l'électricité. Après Siemens et TFM (United Technologies), Alstom et General Electric, c'est autour du britannique Rolls-Royce et du groupe helvético-suédois Asea Brown Boveri (ABB) de signer un contrat de collaboration de quinze ans pour élargir leur part de marché dans le domaine des turbines de grande puissance de plus de 50 mégawatts. ABB apportera son expérience en la matière et Rolls-Royce, sa connaissance des turbo-réacteurs et de l'aérodynamisme. Les deux associés développeront ensemble une gamme cohérente de compresseurs et de turbines et co-oronneront leur commercialisation.

3,2 % au premier trimestre

Hausse record de la production industrielle japonaise

Grâce à la très bonne tenue de la demande intérieure, l'indice de la production minière et manufacturière japonaise a augmenté de 3,2 % durant le premier trimestre 1988, par rapport au trimestre précédent, annonce le ministère du Commerce international et de l'Industrie (MITI). Cette troisième progression trimestrielle consécutive, la plus forte depuis 1970, devrait se poursuivre, en un responsable du MITI, « à en juger par la hausse de la consommation et de l'investissement ». Le dynamisme de la demande intérieure est illustré par l'indice des livraisons, en hausse de 2,7 % sur un trimestre et de 9,9 % sur un an.

HOTEL DU RHONE GENÈVE

Centre ville, au bord du Rhône.
Confort raffiné.
3 restaurants renommés.
Grand parking privé.

1, quai Turinetti Tél. 41/22/31 88 51
7, 22213 HRNO CH Fax 324558

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Eurostaf Dafsa
Europe Stratégie Analyse Financière

Dans le cadre de sa collection « Stratégies et Structures comparées » vient de publier une étude sur: **LES GRANDS GROUPES DE L'AGRO-ALIMENTAIRE DANS LE MONDE**

L'industrie agro-alimentaire se redéploie à un rythme de plus en plus soutenu autour de plusieurs axes:

- volonté d'internationalisation pour certains;
- recroisement sur quelques métiers pour d'autres;
- ou encore recherche de produits à plus forte valeur ajoutée.

Ces restructurations sont d'abord liées à l'absence de croissance naturelle des marchés occidentaux sur lesquels opèrent les grands groupes. La croissance, indicateur-clé de la performance de l'entreprise, ne peut alors être qu'externe et comporte des risques. Les synergies recherchées entre l'acquéreur et la cible sont loin d'être évidentes et l'investissement peut aussi engendrer des problèmes financiers. L'apparition de sociétés non indutrielles, à l'absence de plus-values financières, peut constituer l'agro-alimentaire mondial.

Vingt deux groupes mondiaux ont été analysés d'un point de vue stratégique et financier sur les cinq dernières années, en fonction de leur prédominance dans la filière agro-alimentaire.

Nous avons souhaité déterminer, par croisement de plusieurs indicateurs, l'impact de la stratégie de développement suivie par les firmes sur leurs résultats financiers. Enfin, dans la perspective du marché unique européen, il nous a semblé intéressant d'analyser les groupes qui jouent un rôle déterminant dans l'industrie agro-alimentaire de demain.

L'avenir des firmes agro-alimentaires va dépendre de l'intervention ou de la non-intervention de plusieurs acteurs: les Pouvoirs Publics nationaux ou supra-nationaux, (à la fois les prix et légiférant en matière de livraisons, d'OPA...), la distribution (concentrée dans le domaine alimentaire, elle est accusée de comprimer les marges des industriels), enfin les financiers qui accompagneront les industriels dans une stratégie à dix ou quinze ans, ou au contraire choisiront une option à court terme.

Cette étude est en vente à **EURSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière)**, 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Pour en recevoir gratuitement la présentation, tél. 42 61 51 54.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL À PARIS À PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier / Permanence téléphonique

Permanence télécopieur/bureau meublé, rédaction d'actes, constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 86 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Valeo

VALEO rappelle à ses actionnaires que son assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 1987 se tiendra le 14 juin 1988 à 10 h 30, au Palais des congrès, 2, place de la Porte-Maillot, 75017 Paris.

Pour assister à cette assemblée, une carte d'admission ou une procuration peuvent être obtenues auprès du Crédit du Nord, 30, rue d'Anjou, 75008 Paris.

Par ailleurs, les actionnaires qui désireraient voter par correspondance doivent en faire la demande par lettre recommandée au Crédit du Nord.

NEW-YORK, 6 juin ↑

Légère progression

Une remontée des taux d'intérêt sur les marchés obligataires a très nettement freiné le mouvement de hausse enregistré la semaine dernière. La séance de lundi s'est donc ouverte sur une légère hausse de 3,91 points pour l'indice Dow Jones qui a clôturé à 2 075,21 points. Le marché a été très calme avec 153 millions de titres échangés et 838 bousses contre 626 la veille. Le cours de 473 titres n'a pas varié.

La hausse persistante du prix des matières premières a relancé les craintes d'une poussée inflationniste. Les taux d'intérêt ont donc repris le chemin de la hausse. Par ailleurs, les milieux financiers ont estimé que les dernières données économiques ne sont pas de nature à soutenir une reprise sérieuse. Dans cette ambiance nettement moins optimiste que les jours précédents, des prises de bénéfice ont entraîné une baisse de 2 1/4 points de Philip Morris à 84 5/8 et de 2 points de CBS à 159. En revanche, la maison d'éditions Macmillan a été fermée, la firme étudiant la surévaluation à 73 dollars d'une OPA lancée par un groupe d'investisseurs dirigé par l'homme d'affaires Robert Bass. NBC a gagné près de 3,5 points à 64 1/4 et Digital Equipment 2 5/8 à 108.

VALEURS	Cours du 3 juin	Cours du 6 juin
Alcoa	48	48 1/8
A.T.T.	27 1/8	28 7/8
Boise	26	26 1/4
Cham. Merchant Bank	27 1/8	28 1/8
Du Pont de Nemours	85 3/8	86 1/4
Enron	44 1/4	44 1/4
Esso	44 3/8	44 1/4
Ford	48 1/4	50 1/2
General Motors	76 1/2	77
Gouchoyer	84 7/8	85 1/4
IBM	48 1/4	48 1/4
I.T.I.	44 7/8	44 7/8
Metall Oil	44 7/8	44 7/8
Pfizer	52 1/4	52 1/4
Rockwell	36 1/4	36 1/4
Tempo	80 1/8	80 7/8
Union Pacific	30 1/4	30 1/4
U.S.X.	31 1/2	31 1/2
West Corp.	84 3/4	84 1/4
World Corp.	52 1/8	52 1/4

PARIS, 6 juin ↑

Sensible reprise

La Bourse de Paris a très bien accueilli le coude à coude électoral imprévu du premier tour des élections législatives. Dès en progrès de 0,6 % vers 11 heures, le marché a forcé l'allure ensuite. A l'ouverture de la séance officielle, son avance dépassait 1%. Finalement, à la clôture, l'indiceur de parité des tendances enregistrerait une hausse de 1,36 %.

Autour de la corbeille, les conversations ne portaient que sur le scrutin. A la surprise, comme partout, était au rendez-vous. Mais les professionnels étaient presque unanimes à dire qu'en votant l'ouverture forcée « les Français avaient agi avec pragmatisme ». Une majorité présidentielle va se dessiner, qui pourra gouverner, déclarent un ancien agent de change. Mais la force inattendue de l'opposition fera contre-poids et conduira à la collaboration. En disant cela, il résumait l'état d'esprit qui régnait rue Vivienne. Beaucoup se déclaraient très satisfaits que les socialistes aient eu en quelque sorte les mains liées, « mais voudraient bien garder M. Pierre Bérégovoy comme ministre des Finances ». Ce dernier, pour ce qui est de supprimer l'impôt sur les plus-values acquises par les particuliers et d'unifier la fiscalité frappant les entreprises au taux de 33 % les bénéfices industriels et les profits financiers ? Enfin, l'IGF serait reposé.

Bref, le Bourse avait un petit air de gaieté. Jamais 2 sans 37. Après quinze jours de hausse et 8 % de gain, le marché commence en tout cas bien la semaine, d'autant que l'environnement pour l'instant est plutôt bon. Wall Street se porte bien, le Kabuto-ché voit de record en record et le scrutin au Congrès américain, M. James Baker, s'est employé durant le week-end à calmer les craintes suscitées par l'initiation américaine. Il a apparemment réussi. Le marché de Tokyo a témoigné, lui, le marché obligataire est sensiblement raffermi.

Les « chartistes » sont toujours aussi formés : « Les graphiques sont excellents ». « La Bourse est décidément condamnée à monter », laissez tomber, ne pâlissent ni inquiètes, et spécialistes qui n'ont pas su mettre acheter.

VALEURS	Cours du 3 juin	Cours du 6 juin
Accor	440	440
CGE	240	240
EDF-Agipolite	280	280
Elf-Trippe-Coppé	1 100	1 100
Michelin	160	160
Michelin	1 400	1 400
Paribas	360	360
Pengent	1 000	1 000
Saint-Gobain	440	440
Thomson-CSF	160	160

LONDRES, 6 juin ↑

Hausse après le relèvement des taux d'intérêt

La Bourse de Londres, qui était très hésitante lundi en début de séance, s'est redressée par la suite après le nouveau relèvement du taux de base bancaire en Grande-Bretagne, le second en moins d'une semaine. L'indice Footsie des cent valeurs a terminé sur une hausse de 13,5 points à 1 832,7 et le Financial Times en progrès de 5 points à 1 452. Quelque 280 millions d'actions ont été échangées dans un marché calme.

Le nouveau relèvement d'un demi-point du taux de base bancaire décidé par le gouvernement britannique pour freiner la hausse de la livre et contenir les pressions inflationnistes, a été bien accueilli par les milieux financiers. Immédiatement le marché s'est animé sous le couvert de valeurs du secteur alimentaire. Tate and Lyle a pris 17 points à 738, Rank Hovis 10 à 370 et Cadbury-Schweppe-11 à 407 à la suite de rumeurs selon lesquelles Coca-Cola rechercherait des paquets de titres du groupe britannique.

Bonne tenue des ministères, des assurances et des fonds d'Etat qui ont gagné un quart de point. Les mines d'or, dans le sillage du métal fin, ont progressé de 5 dollars.

TOKYO, 7 juin ↓

Baisse

Après deux séances de forte hausse, des prises de bénéfice ont été effectuées à la Bourse de Tokyo. La séance de mardi, à l'indice Nikkei qui a terminé la séance à 27 967,32 points (- 28,92 points), contre 27 996,24, le record atteint lundi. Cette correction à la baisse s'est faite dans un marché très actif avec un volume de titres échangés contre 1,6 milliard.

Les investisseurs institutionnels et les maisons de courtage ont cherché à réaliser rapidement des gains pour le court terme, constatent les analystes.

Le courant acheteur a été, par ailleurs, nettement moins important qu'au cours des séances précédentes. Les ventes ont été principalement réalisées dans les secteurs de la sidérurgie et des chantiers navals.

FAITS ET RÉSULTATS

● Dubois-Investissements (Castorama) : cotation suspendue. - La cotation des actions Dubois-Investissements, holding de Castorama, a été suspendue lundi 6 juin sur un second marché de la Bourse de Lille jusqu'au 10 juin inclus. Le capital de Dubois-Investissements est contrôlé à 34 % par la famille fondatrice et par le personnel (6 %), et détient 52,6 % du capital de Castorama. Carrefour en détenant près de 47 %. En 1978, Carrefour avait apporté sa chaîne de bricolage (enseigne Californie) au groupe Dubois-Investissements.

● Mitsubishi Chemical devient Mitsubishi Kasei. - Mitsubishi Chemical Industries Ltd., principale firme japonaise de chimie intégrée, a décidé de changer et rassembler en Mitsubishi Kasei Corporation. « Nous nous sommes récemment diversifiés dans des secteurs tels que la biotechnologie, la pharmacie, l'informatique, l'électronique et les matériaux de haute technologie et notre nouvelle appellation traduit bien cette diversification », a expliqué un porte-parole de Mitsubishi. Le bénéfice net consolidé de Mitsubishi Chemical a enregistré une hausse de 60 % à 24,57 milliards de yens (982 millions de francs), au cours de l'exercice 1987 achevé le 31 janvier, par rapport à l'exercice précédent.

● Les bénéfices de la Banque Louis Dreyfus affectés par l'affaire Chémont. - La Banque Louis Dreyfus a obtenu en 1987 une légère baisse de son bénéfice net à 30 millions de francs contre 30,7 millions en 1986, qui sera intégralement affecté au renforcement des capitaux propres. La Banque a ainsi « subi », avec l'affaire Chémont, une perte de 50 millions de francs environ, qui a été entièrement provisionnée », précise un communiqué. La réalisation d'une plus-value de 62 millions sur la cession de sa participation dans la société Accor et celle relative à l'apport du siège social à une société financière ont permis de couvrir cette perte exceptionnelle et de porter le taux des provisions sur risques-pays à plus de 40 %.

● DMC prévoit une hausse de ses bénéfices en 1988. - Le groupe DMC prévoit de réaliser un résultat net de 225 à 250 millions de francs en 1988 contre 204 millions de francs en 1987. Les investissements industriels devraient être de l'ordre de 450 millions et les financiers de 400 millions. Le groupe va s'implanter en Europe, en Amérique du Nord et du Sud et en Extrême-Orient. Des délocalisations sont prévues en Afrique du Nord et en Turquie.

● Stabilité du bénéfice de la Compagnie bancaire en 1987. - Le groupe Compagnie bancaire a réalisé, au cours du dernier exercice s'échelonnant le 31 mars 1988, 709 millions de francs de bénéfice net consolidé (part du groupe) contre 708 millions sur l'ensemble de 1987. Ces résultats correspondent à un bénéfice de 50 F par action Compagnie bancaire. Le bénéfice d'exploitation du groupe s'est élevé à 1,197 milliard de francs, contre 1,236 milliard au cours de l'exercice précédent.

Les opérations nouvelles de crédit ou de crédit-bail ont atteint 65 milliards de francs, dont 57 pour les opérations effectuées en France et 4 pour celles réalisées à l'étranger. « Ces totaux correspondent respectivement à des progressions de 16 % et 33 % par rapport à la période de douze mois précédente », a expliqué la Compagnie.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
AGP S.A.	224	274	BO	120	120
Amsted & Associés	447	450	Ind. Minet Service	270 00	281 00 d
Arcelor	228	241	La Comédie Electra.	246	248
B.A.C.	439	440	Le 1er service de nuit	269	268
B. Danbury & Assoc.	300	300	Lox Investissement	246 10	246 10
B.C.M.	612	611	Locamio	160	165
B.I.P.	455	455	Martin Immobilier	236	236
Baires	327	348	Mastroling-Helley	144 90	144 90
Batrol Technologies	744	745	Maxitologie Internet	370	385
Behlert	1034	1030	Métrovia	140	138
Cibloc de Lyon	1388	1390	M.M.M.M.	480	490
Colson	550	550	Molex	214 90	210
Comet Plast	520	520	Nanote-Optima	528	535
Coiff	1180	1180	Orinco-Logis	120	120
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	282	284	Orinco-Logis	300	298
C.A.T.C.	128	128	Paulin (C. & F. & C.)	86 50	86 50
C.D.M.E.	810	810	Préfinco Assurance	382	382
C. Euro	290	294	Réal	845	845
C.E.G.I.D.	610	615	St-Gobain Emballage	329	329
C.E.S.E.P.	180	180	St-Henri Holdings	168	168
C.E.P. Communication	1270	1270	S.C.S.P.M.	252 70	252 70 d
C.I.L. Information	350	374 40	St-Gobain	388	378
Craies d'Orsay	470	470	Saght	368	378
C.K.I.M.	303	304	Sant-Martin	503	482 80
Concept	285	286	S.E.P.	1111	1156
Conform	830	837	S.E.P.A.	1740	1740
Couste	350	374 40	St-Henri Holdings	168	168
Delta	142 80	140	St-Henri Holdings	263	263 10
Dauphin	4180	4186	St-Henri Holdings	780	800
Devalon	1000	1100	Sups	228	228
Denise	845	845	TF1	220	220
Dunlop-Land	1002	1020	Union	145	148
Editions Heffner	128	134 20	Union France de Ft.	428 80	420
Elyse Investiss.	21 50	21 80	Valueurs de France	320	320
Ficoor	872	878			
Galaxy	530	494			
Gay Dreyfus	300	300			
LCF	221	220 80			
LDI	210	211			
IFA	130	130			

LA BOURSE SUR MINUTEL

36-15 TAPEZ

LEMONDE

Marché des options négociables le 6 juin 1988

Nombre de contrats : 9 432

VALEURS	COURS	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept. 88	Déc. 88	Sept. 88	Déc. 88
Accor	440	11	26	-	-
CGE	240	3	37	-	4,75
EDF-Agipolite	280	40	42	1,10	7
Elf-Trippe-Coppé	1 100	170	170	2	17,50
Michelin	160	35	35	0,50	3
Michelin	1 400	290	390	27	-
Paribas	360	19 50	37	2,80	18,50
Pengent	1 000	88	118	7,20	37
Saint-Gobain	440	23	29,50	3,25	16
Thomson-CSF	160	24,10	28	1	6,50

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 6 juin 1988

Nombre de contrats : 48 583

COURS	ÉCHÉANCES		
	Jun 88	Sept 88	Déc 88
Dernier	103,55	102,10	101,20
Précédent	103,25	101,75	100,85

PRX D'EXERCICE	OPTIONS SUR NOTIONNEL			
	Sept. 88	Déc. 88	Sept. 88	Déc. 88
100	2,51	2,55	0,53	-

INDICES

CHANGES	BOURSES	
Dollar : 5,78 F ↓	PARIS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1987)	
	3 juin	6 juin
	128,2	128,2
	128,2	128,2
	(base 100 = 31 déc. 1987)	
	Indice général	335,2 336,3
	INDUSTRIELLES	
	(Index Dow Jones)	
	3 juin	6 juin
	2 071,30	2 075,21
	LONDRES (Index - Financial Times)	
	3 juin	6 juin
	1 444,4	1 452,8
	Mines d'or	223,1 224,3
	Fonds d'Etat	89,43 89,42
	TOKYO	
	6 juin	7 juin
	27 967,32	27 967,32
	Indice général	2183,7 2185,18

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS	
				Rep. + ou désp.	Rep. + ou désp.
S.E.U.	5,7850	5,7860	- 25 - 10	- 40 - 15	- 115 - 35
S. can.	4,6956	4,7002	- 100 - 69	- 184 - 145	- 516 - 414
Yen (100)	4,6684	4,6638	+ 116 + 143	+ 233 + 268	+ 688 + 784
DM	3,3830	3,3846	+ 182 + 121	+ 204 + 228	+ 597 + 666
Finis	3,0096	3,0117	+ 70 + 92	+ 154 + 174	+ 462 + 518
FR (100)	16,1922	16,1710	+ 122 + 218	+ 284 + 411	+ 939 + 1 326
FS	4,0611	4,0646	+ 154 + 174	+ 284 + 411	+ 939 + 1 326
L. (1 000)	4,5435	4,5478	- 135 - 88	- 244 - 198	- 597 - 592
E.	16,4680	16,4727	- 126 - 82	- 246 - 178	- 843 - 642

TAUX DES EUROMONNAIES

S.E.U.	7 1/8	7 3/8	7 1/16	7 9/16	7 1/2	7 5/8	7 3/4	7 7/8
DM	3 1/8	3 1/8	3 5/16	3 7/16	3 3/8	3 1/2	3 3/4	3 7/8
Finis	2 3/4	3 1/2	3 7/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8
F.R. (100)	5 1/2	6	6 1/16	6 1/4	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
L.I. (000)	2	2 1/2	2 11/16	2 13/16	2 11/16	2 13/16	2 13/16	2 13/16
E.	9 1/8	9 7/8	9 3/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
F. franc	7 1/2	7 3/4	8 1/2	8 9/16	8 1/2	8 5/8	8 1/2	8 5/8
	7 1/4	7 3/4	7 3/16					

Marchés financiers

BOURSE DU 6 JUIN

Cours relevés à 17 h 47

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and various stock indices.

Comptant (dénomination)

Table of cash transactions (Comptant) listing various securities, their values, and prices.

SICAV (dénomination) 6/6

Table of SICAV (mutual funds) listing various funds, their values, and prices.

Cote des changes

Table of exchange rates (Cote des changes) for various currencies.

Marché libre de l'or

Table of the gold market (Marché libre de l'or) listing gold prices.

Hors-cote

Table of off-market items (Hors-cote) listing various securities and their prices.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-95-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Afrique du Sud : les journées de protestation pacifique perturbent l'activité économique. 4 La tournée de M. Shultz au Proche-Orient.	6 à 8 La préparation du second tour des législatives. 9 Les nouveaux élus. 10 Les ballottages. 12-13 Les forces en présence après le scrutin du 5 juin. 14 Six cantonales. — L'évenir de la Nouvelle-Calédonie.	15 Justice : les « sigeurs » de M. Christian Charrière. — Point de vue : « Le rejet du pouvoir de Klaus Barbie », par Charles Libman. 16 Education : sus à l'échec scolaire. — Deux colloques à Paris : francophonie et monde hispano-africain.	17 Une rétrospective Jean-Paul Goude à Marseille. 18 Le film « Eddy Murphy Show ». 19 « Digressions », par Bernard Frank. — COMMUNICATION.	27 Les sociétés japonaises en plein boom. — La Banque d'Angleterre donne le signal d'un relèvement des taux d'intérêt. 28 Thomson filiale ses activités d'électronique grand public. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Carnet 22 Campus 22 Mots croisés 21 Météorologie 21 Radio-Télévision 21 Spectacles 20	● Admissibilité à Centrale et Supélec ECOLIS. ● Elections législatives : les résultats définitifs... ELEC Actualité, International, Bourse, Ecoles, Immobilier, Loto. 3615 Tapes LEMONDE

Le rétablissement de l'IGF ne sera pas examiné par le Parlement avant l'automne

En accord avec le président de la République, le premier ministre ne demandera pas de convocation de l'Assemblée nationale en session extraordinaire et les projets gouvernementaux instituant un revenu minimum et rétablissant l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) devraient être examinés à l'automne, si-ôn approuve, le lundi 6 juin à Matignon. Selon M. Mitterrand, les projets gouvernementaux de revenu minimum pour les plus démunis et de rétablissement de l'IGF peuvent très bien être préparés pendant l'été pour être présentés au Parlement au début de la session d'automne.

Le souci du chef de l'Etat d'éviter une convocation du Parlement en session extraordinaire ne semble pas remettre en cause sa volonté d'instituer le revenu minimal et de rétablir l'IGF pour le financer partiellement. Deux projets sur lesquels M. Mitterrand s'était personnellement engagé pendant la campagne présidentielle.

La difficulté vient de ce que l'IGF, lorsqu'il fut supprimé en 1986 par la droite après sa victoire aux élections législatives, posait de gros problèmes d'application. Des modifications doivent être apportées pour éviter notamment que des contribuables disposant d'un capital immobilier important mais de revenus modestes ne soient pas obligés de « décapitaliser » pour payer leur impôt annuel.

M. Bérégovoy semblait partisan du rétablissement d'un impôt très proche de celui qui avait fonctionné jusqu'à 1986 (assiette très étroite, excluant notamment l'outil de travail et les progressifs allant jusqu'à 2 %). M. Rocard ne cachait pas sa préférence pour un impôt à taux beaucoup plus faible (0,5 %) et à assiette plus large. M. Rocard préférait d'ailleurs parler d'un impôt général annuel sur le capital. Ce qui supprimerait l'allusion faite aux seules grandes fortunes.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 7 juin

Encore bien orientée

Amorcé en début de semaine, le mouvement de reprise reprend mardi matin Rue Vivienne et s'accroît. En progrès de 0,38 % à l'ouverture, l'indice a enregistré un gain de 0,66 % à 11 heures. On répertorie deux hausses pour une baisse.

Fermetés de Colas, BP, Arjomarie, Electrique S. Dassault, Nord-Est, Matra, Ciments français. Repli de La Hénin, Seb, Penarroya, Bouygues, Skis Rossignol, Alsthom, Compagnie bancaire.

LE BACCHUS GOURMAND



Son chef, Thierry Coué
21, rue François 1^{er} - Face Europe 1
Réservations : 47.20.15.83

Les élections législatives dans les Bouches-du-Rhône Retrait réciproque des candidats de droite et d'extrême-droite

MARSEILLE
De notre envoyé spécial

Le taux suspensif n'aura duré qu'une quarantaine d'heures. Quarante heures de rumeurs, de trompe-l'œil et d'intoxications diverses pour en arriver à ce qui, dès le début, apparaissait incontournable : un accord en bonne et due forme entre le Front national et les partis de l'extrême-droite.

Dès dimanche soir, à peine connus les résultats du premier tour des élections législatives, M. Jean-Claude Gaudin, chef de file de l'UDF marseillaise, répétait ce qu'il n'avait cessé d'annoncer pendant toute la campagne : il ne ferait rien « pour faire élire des socialistes ». Les propos orchestrés de la plupart des candidats de l'UDF sur le thème « qu'il ne faut pas se tromper d'adversaire » ne laissant plus aucun doute. Dans la journée de lundi, M. Gaudin s'envenimait pour Paris pour faire aviser par les instances de l'UDF les retrait réciproques des candidats de la majorité sortante et du Front national. Cette bédiction obtenue sous la force de la reconnaissance de « particularité » de Marseille, il ne restait plus à M. Gaudin, rentré dans la nuit, qu'à officialiser cet accord qui ne veut pas dire son nom.

C'était chose faite dès la fin de la matinée de mardi, après l'annonce, par M. Le Pen, du retrait de ses candidats arrivés en seconde position de la droite et en situation de se maintenir. M. Gaudin, au siège du conseil régional, avaient fait de même l'après-midi.

Cet accord ne connaît aucune « bavure » dans le département. Dans toutes les circonscriptions où un candidat lepeniste a précédé le candidat de l'UDF, ce dernier se retire. Ce sera notamment le cas, dans la septième circonscription de M. Maurice Toga, secrétaire départemental du RPR, précédé d'un chèque par M. Gabriel Domecch, ancien rédacteur en chef du *Méditerranéen* et figure locale. Pour « éviter une hécatombe de députés de droite », et « puisque la majorité parlementaire ne tiendra qu'à quelques sièges », M. Toga a finalement fait taire d'incertains scrupules et de plus certaines réticences de ses amis du RPR.

Soucieux de ne pas paraître à la remorque de l'UDF, face à laquelle le RPR des Bouches-du-Rhône a bien du mal à exister, M. Toga avait lourdement insisté auprès de la presse, dès lundi, pour faire savoir que la décision du RPR était déjà prise indépendamment des gaudinades parisiennes. Parallèlement, un de ces savants jeux de rumeurs dont la canebière a le secret, laissait entendre durant toute la journée de mardi que M. Toga pourrait bien se maintenir. Mais, dès lundi soir, il était clair, selon le mot d'un élu du Front national, que « Toga s'était calmé ». L'échec de M. Toga est en tout cas à mettre au compte de M. Hyacinthe Santoni, son ex-rival au RPR, qui, en se présentant en solitaire contre lui — ce qui lui a valu son exclusion — a eu quelques points qui l'ont fait chuter.

M. Jean Roatta, non plus n'aura pas d'état d'âme. Candidat de l'UDF dans la troisième circonscription, ce poulain de M. Gaudin laissait volontiers entendre, avant le premier tour, qu'il se refusait, pour sa part, à tout compromis avec le Front national. Il se retire la

mort dans l'âme mais silencieux. On peut pourtant gager que sa campagne en faveur de son rival du Front national ne sera pas des plus actives.

Les candidats «FNURC»

La suite de l'histoire appartient désormais aux électeurs. De la qualité des reports de voix vers les candidats du FN dépend la future présence à l'Assemblée d'un ou plusieurs députés lepenistes. Le mieux placé est assurément M. Jean Roussel, candidat dans la troisième circonscription, avocat, que son profil « modéré » — c'est un transfuge de l'UDF qui se présente volontiers comme l'« ennemi de tous les extrémismes » — peut aider à rallier les suffrages de la droite traditionnelle. Mais, avec ou sans retrait, tous les autres candidats lepenistes sont dans des positions plus ou moins délicate.

Ces retrait réciproques sont si peu une surprise que la presse locale de mardi matin les a largement anticipés soit pour les condamner —

« Gaudin ouvre à Le Pen » titre Le Provençal — soit pour justifier comme *Le Méditerranéen* qui fustige les « scrupules » de la droite modérée. De longue date *Le Méditerranéen* est un artisan de l'union sacrée des droites, en publiant par exemple chaque jour, côte à côte, les agendas des candidats de l'UDF et du Front national. Dans son édition de mardi, ne subsistaient d'ailleurs plus que les candidats restés en lice après l'accord.

Depuis plusieurs années, cette union s'inscrit au conseil régional où M. Gaudin, qui est le président, a concédé au Front national quatre présidences de commissions sur treize, qui a permis au mouvement de M. Le Pen, dont les représentants sont particulièrement dynamiques, de commencer à se constituer des réseaux et des clientèles. L'apparition pour la première fois lors d'élections législatives de candidats « FNURC » selon le mot sarcastique d'un proche de M. Le Pen, n'est qu'un pas supplémentaire dans la dérive vers l'extrême droite de la droite marseillaise.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Sur le vif

Connais pas...

J'espère que vous allez tous sortir de vos terrons dimanche prochain. Allez, fini de bouder, de se rencogner dans son coin et se bouchant le nez, en relevant le bas de ses jupes et de ses pantalons pour pas se faire éclabousser par la frotte malodorante de la cuisine de son tuteur. Vous pouvez aller. Ça embourbe, ça fleurit bon la violette dans le souk aux sièges de député. C'est pas comme avant, les deux camps bien tranchés, bien retranchés, gauche, droite, qui se battent, chiens couchants, chiens méchants, pour garder ou reprendre un fauteuil bien rembourré à l'Assemblée. Rien à voir.

Vous sentez pas souffler l'air pur d'une formidable ouverture ? Moi, quand je sors la tête de mon trou à rat, ça me donne le tournis, ces assauts de poitrine, de générosité ; passez, cher ami ! Je n'en ferai rien, passez vous-même, je vous en prie !

D'accord, au départ, c'est une idée de mon Miml. Une idée en l'air. Il a dit ça, comme ça, par

courtoisie. De peur qu'on soit un peu incommode par l'odeur de renfermé du vieux tiroir d'où il a sorti son nouveau gouvernement. Et c'est qui, qui a pris la balle au bond, merci Jojo, oui, c'est lui, c'est Marchais. Regardez un peu ce qu'il fait, il fait des risettes à Berna Lafonde et à Bambuck. Il accepte de les écouter au Palais-Bourbon. Kouchner et Tapie, ça non, on ne va pas pousser pour laisser la place à des mecs qui ne pensent qu'à se faire mousser. Entre nous, il a bien raison, on fait pas le trottoir dans les allées du pouvoir.

Hein, Touban ! Mais non, c'est pas pour toi que je dis ça ! Toi, t'es propre, t'es décent, une vraie jeune fille. Tu te bouches le nez, tu te voiles la face, tu veux pas le savoir, ce qu'il meugille dans les Bouches-du-Rhône et la Var, avec les potes à Jean-Marie, ce type-là, comment il s'appelle déjà... Geu... Gautruc, Gaumachin... Ah bon, Gaudin ? Connais pas.

CLAUDE SARRAUTE.

Le contentieux anglo-iranien Londres et Téhéran mènent des discussions subtiles

LONDRES
de notre correspondant

Une négociation subtile devait commencer le mardi 7 juin au Foreign Office entre diplomates britanniques et iraniens. A la vive surprise de Londres, Téhéran a en effet accepté, il y a un mois, l'offre britannique, vieille d'un an, de régler le contentieux qui oppose les deux pays à propos de la remise en état des locaux de leurs représentations

diplomatiques respectives (*le Monde* du 7 juin).

Il s'agit d'un dossier purement technique, explique-t-on ici : il n'est pas question que la délégation britannique aborde un autre sujet. Le sort des trois otages britanniques du Liban, MM. Terry Waite, John McCarthy et Brian Keenan, ne saurait être discuté à cette occasion, affirme-t-on. L'idée d'un compromis « à la française », comparable à celui qui a permis la libération de MM. Jean-Paul Kauffmann, Marcel

Carton et Marcel Fontaine, soulève même carrément l'indignation de nos interlocuteurs... Ceux-ci insistent sur le caractère limité de ces négociations. Du côté britannique, la délégation est conduite seulement par un premier secrétaire ; les Iraniens se situent à un niveau plus élevé puisqu'ils ont envoyé à Londres le chef du contentieux de leur ministère des affaires étrangères et le principal spécialiste de la Grande-Bretagne dans ce même organisme.

Les relations diplomatiques ont été suspendues entre les deux pays le 18 juin 1979. Tout avait commencé par l'arrestation, deux semaines auparavant, du consul d'Iran à Manchester pris en flagrant délit de vol à l'étranger. Celui-ci n'avait curieusement pas de statut diplomatique. Il ne bénéficiait donc pas de l'immunité et pouvait être inculpé. En représailles, M. Edward Chaplin, chargé d'affaires britannique à Téhéran, était arrêté, battu, puis relâché.

L'ambassade britannique à Téhéran a été mise à sac et entièrement dévastée par l'armée iranienne le 18 novembre 1979. L'ambassade iranienne à Londres a subi des dégâts importants en 1980 lorsque la police y a pénétré à la demande des diplomates qui se trouvaient à l'intérieur et qui étaient pris en otages par des opposants au régime de l'imam Khomeiny.

La tradition veut que le pays hôte paie dans ces circonstances les frais de réfection des locaux. L'accord est acquis, indique-t-on ici. Londres va verser 1 million de livres (environ 11 millions de francs) à Téhéran, ce qui constitue la différence entre les coûts respectifs des réparations des bâtiments dans les deux capitales. L'Iran est demandeur, affirme-t-on ici. Il s'agit pour Téhéran de sortir de son isolement et de renouer avec les pays occidentaux fournisseurs d'armes. Londres a, en effet, fermé à l'automne 1987 le bureau iranien d'achats d'armes qui fonctionnait avec une rare efficacité depuis des années.

Téhéran a, de son côté, une monnaie d'échange avec les trois otages du Liban, même si Londres refuse pudiquement d'envisager le dossier sous cet angle.

Selon la presse britannique

Les pays occidentaux négocient avec l'Iran pour obtenir la libération de leurs otages détenus au Liban

Le *Times* de Londres affirme, dans ses éditions de mardi 7 juin, que la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne, ont entamé des négociations directes avec l'Iran pour obtenir la libération de leurs otages détenus au Liban.

Sous la signature de son correspondant à Beyrouth, qui cite des sources « proches des milieux sunnites et chiites et de plusieurs groupes de pression libanais impliqués dans ces négociations », le quotidien britannique précise que tous ces contacts « séparés » avec Téhéran sont noués en Europe. Selon le *Times*, l'administration américaine a engagé des pourparlers avec des représentants iraniens il y a deux mois. Leur objectif est d'obtenir la libération de neuf otages américains par des moyens « légaux ».

Cette expression sous-entendait le paiement par Washington de compensations au gouvernement iranien, pour le non-respect de contrats de fourniture d'armes conclus entre l'Iran et les Etats-Unis avant la chute du Shah en 1979. Washington pourrait aussi accepter, en échange de la libération des otages, un

« dégel » des avoirs iraniens saisis aux Etats-Unis après la révolution islamique.

Quinze otages occidentaux sont encore détenus au Liban, dont neuf Américains et trois Britanniques. Le *Times* apporte d'autres détails sur l'affaire des otages. Selon le journal, Terry Waite, l'émissaire de l'archevêque de Canterbury, fut enlevé par les parents de Mohamed Ali Hamadi, un Libanais pro-iranien arrêté et jugé en Allemagne pour avoir participé au déjouement d'un Boeing de la TWA en 1985.

En outre, ajoute le *Times*, le colonel américain William Higgins, enlevé au Liban du Sud en février, a été sur ordre de l'ambassade d'Iran à Beyrouth.

La semaine dernière, au autre journal britannique, *The Guardian*, avait fait état de l'ouverture de négociations américano-iraniennes, précisant que celles-ci se tenaient à Genève. Des contacts, ajoutait le journal, ont également lieu à Beyrouth entre deux émissaires de Washington et des responsables chiites du Hezbollah.

(Publicité)

Mini-copieur personnel tout papier chez Duriez

• Canon FC7 avec réduction et agrandissement (zoom) • Alimentation automatique du papier • Plateau fixe • Livré avec cartouches de 3000 copies noires • Prix Duriez 9 190 F ht ; 10 900 F TTC. Autres modèles : nouveaux copieurs portatifs • Panasonic • Tout papier • 6 kg • Prix Duriez 3 364 F ht ; 3 990 F TTC.

3, R. La Boétie (8^e)
et toujours 112-132 Bd
St-Germain, 6^e (Odéon)

MON ROYAUME POUR CE PRIX-LÀ !



14 900 F HT

ÉCHANGE de votre Macintosh Plus pour un Macintosh SE disque dur 20 Mo interne

INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

• 26, rue du Renard Paris 4^e • 42.72.25.26
• 64, av. du Prado Marseille 6^e • 91.37.25.03

DOMINIQUE DHOMBRES.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F PANTALONS 600 F VESTONS 1 460 F 3 000 tissus Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX PARDESSUS sur MESURE UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES **LEGRAND Tailleur** 27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-61. Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Un contrat important demeure en négociations entre les deux pays : il s'agit de la fourniture à la marine saoudienne de sous-marins d'attaque à propulsion classique. En réalité, la conclusion d'un tel accord semble s'éloigner pour des raisons qui tiennent autant à la capacité de financement (et, donc, d'octroi de crédits par la France et de contreparties en pétrole) de l'Arabie saoudite qu'à l'appréhension de la marine saoudienne de la guerre, avec l'environnement logistique nécessaire.

Le numéro du « Monde » daté 7 juin 1988 a été tiré à 954 780 exemplaires.

A B C D F G H

Le roi Hassan II d'Alger

Le roi Hassan II d'Alger

Le roi Hassan II d'Alger

Le roi Hassan II d'Alger

Le roi Hassan II d'Alger

Le roi Hassan II d'Alger